Jean Meynaud

Professeur de science politique
à l'Université de Lausanne

(1963)

LA RÉVOLTE PAYSANNE

Un document produit en version numérique par Mme [Marcelle Bergeron](#), bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel : mabergeron@videotron.ca

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Un document produit en version numérique par Mme [Marcelle Bergeron](#), bénévole, professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.

Courriel : marcelle_bergeron@uqac.ca

JEAN MEYNAUD

La révolte paysanne. Paris : Payot, 1963, 308 pp. Collection : Documents Payot, Études et documents.

[Autorisation formelle accordée par les ayant-droit, Mme Meynaud-Zographos (épouse) et de Mme Hélène-Yvonne Meynaud (fille), le 19 octobre 2008 de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriels des ayant-droit :

Mme Meynaud-Zographos (épouse) : meynaud-zogrphos@orange.fr

Hélène-Yvonne Meynaud (fille) : helene-yvonne.meynaud@edf.fr

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2007 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 14 octobre 2009 à Chicoutimi, Ville de Saguenay Québec.

Jean Meynaud (1963)

Paris : Payot, 1963, 308 pp. Collection : Documents Payot, Études et documents.

Dans la même collection

Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris.

95. Les groupes de pression en France. — 1958, 372 p., épuisé.
100. *Introduction à la science politique*. — 1959, 376 p., 2^e éd. Traduction espagnole, Madrid, 1959.
118. *Nouvelles études sur les groupes de pression en France*. — 1962, 468 p.

Études de Science Politique, Mornex 6, Lausanne.

1. *La science politique : fondements et perspectives*. — 1960, 228 p., épuisé. — Trad. portugaise, Rio de Janeiro, 1960. Trad. serbo-croate, Belgrade, 1960.
2. *Technocratie et politique*. — 1960, 116 p., épuisé. — Trad. italienne, Rome, sous presse.
3. *Les groupes de pression internationaux*. — 1961, 560 p.
4. *Destin des idéologies*. — 1961, 164 p. — Trad. italienne, Rome, sous presse.
5. *Les savants dans la vie internationale* (éléments pour un auto-portrait). En collaboration avec Brigitte Schröder. — 1962, 220 p.
6. *Planification et politique*. — 1963, 192 p. — Trad. italienne, Milan, 1963.

Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », Paris.

895. *Les groupes de pression*. — 1960, 128 p., 2^e éd. — Trad. espagnole, Buenos Aires, 1962.
911. *La participation des Français à la politique*. En collaboration avec Alain Lancelot. — 1961, 124 p.
993. *Les attitudes politiques*. En collaboration avec Alain Lancelot. — 1962, 128 p.

Éditions Payot, Lausanne.

- Les organisations professionnelles en Suisse*. Avec le concours de Adalbert Korff. — Lausanne, 1963, 340 p.

Éditions Payot, Paris.

- Le syndicalisme africain*. En collaboration avec Anisse Salah-Bey. — Paris, 1963, sous presse. — Trad. italienne, Milan, 1963.

Autres éditeurs.

La science politique au XX^e siècle. — Lausanne, 1956, 64 p., épuisé.

Aspectos Atuais da Emprêsa pública na França. — Rio de Janeiro, 1957, 88 p.

L'élaboration de la politique économique. — Aix-en-Provence, 1959, 228 p. — Trad. espagnole, Madrid, 1961.

La médiation : tendances de la recherche et bibliographie (1945-1959). En collaboration avec Brigitte Schröder. -Amsterdam, 1961, 112 p.

Acheter mieux. L'information objective du consommateur. — O.E.C.E, 1961, 144 p. — Trad. anglaise, O.E.C.E., 1961.

L'action syndicale et la Communauté Économique Européenne. — Lausanne, 1962, 70 p.

I gruppi di pressione in Francia e in Italia. En collaboration avec Claudio Risé. — Naples, E.S.I., 1963, sous presse.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

PREMIÈRE PARTIE LA CRISE AGRICOLE

CHAPITRE I. LA PAUPÉRISATION PAYSANNE

- I. Comparaison des revenus
- II. Comparaison des prix
- III. Comparaison des niveaux de vie

CHAPITRE II. LE DÉCLASSEMENT SOCIAL

- I. Traits psychologiques
- II. Facteurs objectifs
- III. Interprétation générale

CHAPITRE III. LE DÉPEUPLEMENT DES CAMPAGNES

- I. Ampleur du phénomène
- II. Mécanisme du transfert
- III. Éléments d'appréciation

CHAPITRE IV. ASPECTS ACTUELS DE LA PROTESTATION

- I. Difficultés et risques de la modernisation
 - 1. Résistances
 - 2. Modalités
 - 3. Risques
- II. Thèmes de la protestation
 - 1. Abus et incohérence de la distribution
 - 2. Emprise de l'industrie
 - 3. Concurrence par des éléments extérieurs à la profession
- III. Changement des attitudes

DEUXIÈME PARTIE

L'EXPLICATION ÉCONOMIQUE

CHAPITRE V. DIVERSITÉ DES STRUCTURES AGRAIRES

- I. Aspects économiques
 - 1. Distribution des exploitations
 - 2. Mode de faire-valoir
 - 3. Ampleur du salariat agricole
 - 4. Dimensions et limites de la concentration
- II. Aspects sociaux
 - 1. Hétérogénéité des structures sociales
 - 2. Rapports entre les groupes
 - 3. Variété des attitudes politiques
- III. Perspectives

CHAPITRE VI. FAIBLESSE INTRINSÈQUE DE LA POSITION AGRICOLE

- I. Disparité des régimes
 - 1. Comparaison des structures agricoles et industrielles
 - 2. Portée de ces différences
- II. Problème du contrôle de l'offre
 - 1. Difficultés générales
 - 2. Obstacles particuliers
 - 3. Capacité d'adaptation
- III. Rôle de l'action collective

CHAPITRE VII. L'INÉLASTICITÉ DES BESOINS ALIMENTAIRES

- I. Le phénomène de l'inélasticité
- II. Ampleur du phénomène
 - 1. Diversité selon les produits
 - 2. Variations dans le temps
 - 3. Transferts qualitatifs

III. [Conséquences sur le destin de l'agriculture](#)

[CHAPITRE VIII. L'ÉTAT DE DÉPENDANCE](#)

I. [Le fonctionnement des marchés](#)

1. [Les agriculteurs comme vendeurs](#)
2. [Les agriculteurs comme acheteurs](#)

II. [Traits du revenu agricole](#)

III. [Facteurs de détérioration](#)

[TROISIÈME PARTIE](#)

[TABLEAU DES SOLUTIONS](#)

[CHAPITRE IX. SENS DES OPTIONS](#)

I. [Partage des responsabilités](#)

1. [Part des interventions publiques](#)
2. [Rôle du groupement](#)
3. [Conjonction des responsabilités](#)

II. [Objectifs de la politique agricole](#)

1. [La volonté d'égalisation](#)
2. [Controverses sur le contenu du dispositif](#)
3. [Signification générale](#)

III. [Agriculture et planification](#)

[CHAPITRE X. LA RECHERCHE DE L'EFFICACITÉ](#)

I. [Aménagement des structures foncières](#)

1. [Remembrement](#)
2. [Constitutions d'exploitations viables.](#)
3. [Remodelage des exploitations](#)
4. [Réglementation des cumuls](#)

II. [Accroissement de la productivité agricole](#)

1. [Progrès des méthodes de culture](#)
2. [Progrès des méthodes de gestion](#)

3. [Progrès des méthodes d'organisation](#)

III. [Perfectionnement de l'équipement intellectuel](#)

1. [Enseignement](#)
2. [Vulgarisation](#)
3. [Recherche](#)

[CHAPITRE XI.](#) L'ÉLARGISSEMENT DES DÉBOUCHÉS

I. [L'élargissement des débouchés sur la base de la demande solvable](#)

1. [Demande intérieure](#)
2. [Débouchés extérieurs](#)
3. [Marché Commun Agricole](#)

II. [L'élargissement des débouchés sur la base des besoins sociaux](#)

1. [Besoins intérieurs](#)
2. [Besoins extérieurs](#)
3. [Projets de réorganisation](#)

III. [Principe du conflit actuel](#)

[CHAPITRE XII.](#) PERFECTIONNEMENT DE LA DISTRIBUTION

I. [Adaptation de l'offre à la demande](#)

1. [L'acceptation de disciplines collectives](#)
2. [L'analyse des préférences des consommateurs](#)

II. [Régularisation des marchés](#)

1. [Techniques d'intervention](#)
2. [Centralisation du système](#)
3. [Constitution des équipements nécessaires](#)

III. [Mise en œuvre de l'intégration](#)

1. [L'agriculture comme activité intégrée](#)
2. [L'agriculture comme activité intégrante](#)

CHAPITRE XIII. CONQUÊTE DE LA PARITÉ

- I. État de la revendication
- II. Dimensions de l'expérience française
 - 1. Dimension économique
 - 2. Dimension sociale
 - 3. Dimension régionale
- III. Chances de succès

CONCLUSION

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

Quatrième de couverture

LA RÉVOLTE PAYSANNE

L'expression « malaise paysan » a désormais acquis droit de cité dans notre vocabulaire politique. De l'homme politique au simple lecteur de quotidien, chacun est conscient qu'il existe aujourd'hui (et dans la plupart des pays) un problème agricole.

Dans cet ouvrage, le professeur Jean Meynaud se propose de présenter au non-spécialiste, notamment sur la base du cas français, le dossier à partir duquel se déterminent les décisions des gouvernants en matière agricole.

Un document dont la lecture est indispensable pour comprendre l'un des problèmes vitaux de notre temps.

PAYOT, 106, Bd Saint-Germain, PARIS

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Il existe aujourd'hui dans la plupart, sinon dans la totalité, des pays économiquement développés, un problème agricole. Certes, la nature et l'intensité des troubles ou conflits qui en résultent varient selon les expériences nationales : mais rares sont les gouvernements auxquels, de temps à autre, les revendications des cultivateurs ne valent pas de sérieux soucis.

Or, loin de représenter un simple épisode, cette situation correspond à des tendances de fond des économies modernes. Il serait vain d'attendre la fin de ces difficultés d'une évolution spontanée des événements. Pour des raisons qu'il faudra préciser, l'agriculture semble appelée à constituer la préoccupation permanente des sociétés dites riches, c'est-à-dire de celles dans lesquelles le consommateur solvable est largement approvisionné. L'accélération de la croissance a généralement pour effet non de réduire mais d'aggraver l'ampleur des déboires que subissent les hommes de la terre.

Encore que le mot soit un peu dévalué par suite d'une utilisation excessive il est légitime de parler à ce propos de révolte paysanne. Après avoir longtemps accepté le mauvais sort avec passivité, l'agriculteur, à mesure qu'il prend conscience de l'injustice de sa position, passe dans le camp des protestataires : de manière silencieuse très souvent, le départ vers les villes traduisant ce découragement, mais aussi de façon ouverte et parfois brutale, les manifestations agricoles tournant alors à l'épreuve de force.

Aux prises avec un tel mécontentement les dirigeants politiques se trouvent obligés d'agir pour en annuler ou, au moins, en diminuer l'intensité. Ce faisant, les autorités doivent affronter des questions dont le public n'est pas toujours en mesure d'apprécier la complexité. À l'âge de l'avion à réaction et du calcul électronique, la condition des paysans représente un domaine inconnu pour le plus grand nombre des non-agriculteurs. C'est probablement l'un des thèmes sur lesquels circulent le maximum de « stéréotypes » ou idées reçues.

Ce petit livre n'a pas été écrit pour les techniciens de l'activité agricole qui ne sauraient se satisfaire d'une explication en termes généraux. Son objectif est tout autre : présenter au citoyen ordinaire ou si l'on préfère au non-spécialiste, spécialement sur la base du cas français, le dossier à partir duquel se déterminent aujourd'hui les décisions des gouvernants en ces affaires. L'analyse politique manque d'un chaînon essentiel quand on néglige d'explicitier les facteurs qui

conditionnent et les mobiles qui affectent les choix publics. Mon but est de présenter et de commenter ces éléments pour la politique agricole qui forme, désormais, l'un des secteurs de base de l'action publique.

Bien qu'ayant un contenu assez largement économique, cet ouvrage a été écrit dans une perspective d'explication politique : comprendre et évaluer les attitudes officielles à l'égard de la révolte paysanne qui, finalement, entend remettre en cause l'état présent des relations sociales dans les campagnes. L'ordonnancement de ce travail comme aussi la place respective accordée aux divers aspects du sujet, ne se justifient qu'en fonction de cet éclairage.

Mon premier souci sera d'analyser les composantes et la nature de la crise agricole qui provoque la colère paysanne. La question mérite un examen particulier, les citoyens ayant souvent peine à comprendre la profondeur de ce malaise. Au point où en sont les choses, aucun effort sérieux de recherche ne saurait être entrepris avant que les mobiles de ces déceptions et soulèvements n'aient été soigneusement énoncés et caractérisés.

Le domaine qui vient ensuite immédiatement à l'esprit est celui des facteurs qui déterminent les phénomènes ainsi repérés. Il s'agit en somme d'établir pourquoi, dans une économie à revenu national croissant, les confrontations qui s'opèrent sur le marché ont le plus souvent comme résultat de pénaliser le paysan. L'agriculture donne aux hommes leur alimentation et, à ce titre, elle est la source de tout effort, de toute activité humaine. À première vue, il paraît inconcevable qu'elle en soit si mal récompensée. Et pourtant l'étude économique ne laisse aucun doute à cet égard : les mécanismes qui défavorisent l'agriculture sont connus de longue date et, on le verra, il est relativement simple d'en faire une évaluation systématique.

Reste alors à mener une troisième analyse : celle des mesures susceptibles de pallier les risques de cette spontanéité économique pour les paysans. Notre époque se résigne de moins en moins à admettre ce qui lui paraît injuste ou absurde ; et l'on peut appliquer l'un ou l'autre de ces adjectifs au fait qu'une bonne récolte risque d'appauvrir son propriétaire, tandis qu'une médiocre l'enrichira peut-être. Quand les calamités de la nature engendrent des résultats bénéfiques au plan de la rentabilité, le profane lui-même sent que quelque chose ne va pas. Il faut dès lors agir pour que le travail de la terre reçoive sa juste rémunération, pour que le paysan cesse de se tenir comme le membre d'une catégorie de seconde zone et abandonnée à un sort peu enviable par une collectivité frivole et égoïste. L'expérience établit qu'en cette matière les résultats acquis sont rarement à la mesure des ambitions ou des intentions de leurs auteurs : d'où de nouvelles déceptions qui augmentent et consolident le malaise. Est-il possible de briser ce cercle vicieux ?

L'analyse sociale emploie volontiers de nos jours un jargon technique qui tantôt facilite, tantôt complique les discussions entre spécialistes. À qui en possède les

éléments, ce jargon n'apporte aucune difficulté particulière. Mais on se condamne, en l'utilisant dans des écrits préparés pour des non-spécialistes, à compliquer inutilement les choses et à rendre hermétiques des observations ou propositions qui, exprimées usuellement, seraient parfaitement assimilables.

L'emploi du langage commun conduit, certes, à quelques sacrifices sur la rigueur et la précision de l'exposé. Cet ouvrage étant en principe destiné à un public assez large, j'ai accepté ce risque et donc réduit au strict minimum l'usage du vocabulaire technique. J'espère qu'ainsi dépourvue d'aspects et de termes trop inusités, cette étude sera plus aisément accessible à tous.

M. Joseph Le Bihan, assistant de recherches à l'Institut National de la Recherche Agronomique (et qui fut mon élève à l'École Pratique des Hautes Études et à l'Institut d'Études Politiques de Paris) m'a communiqué plusieurs documents pour la préparation de ce livre. Je veux le remercier de son concours qui m'a été des plus utiles.

Lausanne, décembre 1962.

PREMIÈRE PARTIE

LA CRISE AGRICOLE

[Retour à la table des matières](#)

L'expression « malaise agricole » ou « paysan » a désormais acquis droit de cité dans le vocabulaire politique français. Tous ceux qui, à un titre quelconque — hommes politiques, théoriciens, journalistes, — se penchent sur la vie sociale du pays y font de fréquentes et abondantes références. En plusieurs occasions, la presse de grande information a introduit cette formule dans ses gros titres. Pourtant, il n'est pas certain que son emploi implique l'exacte perception des dimensions du phénomène désigné : dès lors, l'emploi du terme « crise » pour qualifier la situation semble préférable.

Contrairement à des vues superficielles, ce malaise ne constitue nullement une nouveauté. Une thèse très répandue voit dans le paysan un être nécessairement conservateur de l'ordre établi et, au surplus, trop individualiste pour accepter les démarches ou mots d'ordre de la révolte collective : l'homme de la terre serait de la sorte le sujet, presque passif, d'une évolution qui se déroulerait sinon nécessairement contre lui, du moins sans son concours. Que d'admirables variations d'esprit lui-même si parfaitement conservateur, n'a-t-on pas brodées sur l'ordre éternel des champs !

Il est probablement vrai que le paysan aux prises avec l'adversité — qu'elle vienne de la nature ou de ses semblables — témoigne d'une patience particulière et, parfois exceptionnelle. On ne saurait pourtant oublier que l'évolution est jalonnée de puissants mouvements de protestation agraire et qu'à notre époque de vastes révolutions se sont déroulées dans des pays encore à peine marqués par l'industrie. De tels mouvements s'observent tout au long de l'histoire européenne, mais on en trouve également dans des régions du monde aux structures agraires pourtant bien différentes, comme l'Amérique du Nord.

Les événements de l'été 1961 ont suscité en France une vive émotion. Et il ne pouvait en être autrement lorsque des paysans enlèvent des urnes électorales, prennent d'assaut des sous-préfectures, barrent routes et chemins de fer, scient des poteaux télégraphiques. Mais, pour demeurer étroitement localisé, le soulèvement

du Midi viticole, en 1907, eut également des aspects spectaculaires : rappelons que l'agitation alla jusqu'à des mutineries militaires, des incendies de mairies et de préfectures, des batailles ouvertes entraînant morts et blessés... Ce n'est donc pas en 1961 que les agriculteurs ont contracté l'habitude de la violence comme ultime moyen pour obtenir le règlement d'une situation tenue pour injuste et intolérable.

Cependant si l'on en croit l'analyse des manifestations de 1961 faite par H. Mendras et Y. Tavernier (in *Revue Française de Science Politique*, septembre 1962, pp. 647-671), ces mouvements auraient différé sur de nombreux points des jacqueries traditionnelles : si les paysans bretons ont d'abord voulu appeler l'attention des Français sur leurs problèmes ils entretenaient des vues assez précises sur les remèdes propres à réduire leurs difficultés et n'entendaient pas s'en remettre à l'autorité contre laquelle ils agissaient.

Ce malaise, d'autre part, n'est pas particulier à la France, même s'il y a suscité des conséquences plus brutales qu'ailleurs. Je signalerai, notamment, la campagne « tridents » en Belgique qui a pris le départ en juin 1962. Ce mouvement dont la première manifestation consista dans l'apparition de tridents ou de fourches plantés symboliquement au bord des routes ou peints sur celles-ci, a commencé d'abord en Wallonie pour gagner ensuite le Luxembourg, les environs de Bruxelles et quelques régions des Flandres. Dans ce cas encore, les groupes responsables de l'action avaient un programme précis de revendications à présenter aux autorités.

Par sa généralité même, ce malaise ne saurait relever de mobiles relatifs à une seule région, voire à un seul pays. En réalité, il n'est pas excessif d'y voir un sous-produit ordinaire de la croissance économique et, singulièrement, de l'expansion industrielle. Aucun gouvernement ne parvient à l'écarter complètement et l'on doit dire que plusieurs des mesures adoptées pour réduire l'insatisfaction paysanne, finissent par limiter la liberté de manœuvre de leurs auteurs dans les négociations économiques internationales. D'inspiration relativement libérale dans le secteur manufacturier (sous réserve d'ailleurs de nombreuses interventions), la politique allemande, par exemple, change immédiatement de ton, devenant étroitement dirigiste, dès que les intérêts agricoles sont en jeu : il suffirait probablement de peu de chose, comme l'ont déjà bien montré les difficultés rencontrées dans l'établissement du Marché Commun agricole, pour que soit rompu le fragile équilibre établi. Déclaré ou latent, le malaise paysan est l'une des données de base qui affectent la vie sociale des nations industrialisées. C'est un point troublant si l'on considère la place que, malgré les *gadgets* de l'ère industrielle, tient l'alimentation dans le bien-être humain. Or, l'agriculture est volontiers tenue aujourd'hui pour une activité de second plan qui ne bénéficie pas des mêmes avantages que les autres secteurs.

Observons, par exemple, le cas de l'Italie. Les commentateurs nationaux et étrangers emploient volontiers pour caractériser sa situation économique actuelle le terme, bien dévalué il est vrai, de « miracle » économique. Tous soulignent pourtant qu'en une large mesure les campagnes n'ont pas tiré profit d'un tel développement, d'où, chez les paysans, un sentiment de mécontentement et de

découragement dont témoignent les résultats d'une enquête conduite par la Confederazione Nazionale dei Coltivatori Diretti auprès d'un échantillon de 27.000 jeunes agriculteurs. Trait le plus saillant de cette investigation : 73 %, des sujets interrogés ont déclaré qu'ils abandonneraient immédiatement la terre si l'opportunité leur en était offerte (*Corriere della Sera*, 6 juillet 1961). Mais la plupart d'entre eux ont reconnu qu'ils y resteraient si leur revenu augmentait de manières satisfaisantes. Or, une très large majorité des jeunes ainsi questionnés (83.7 %) estiment que la modernisation des entreprises agricoles permettrait d'obtenir un tel accroissement.

Ces données sont parfaitement représentatives du malaise que nous étudions ici : pour beaucoup de paysans, le facteur rebutant n'est pas uniquement ou même principalement la dureté physique et le caractère astreignant du travail de la terre, mais ses conditions présentes d'exercice économique. Ce sont elles qui laissent à tant de cultivateurs de ce pays le sentiment d'être selon leurs propres déclarations, des « Italiens de série B » — sentiment à rapprocher de la constatation faite par l'Unione delle Camere di Commercio qu'en 1962 (année à mauvaises conditions météorologiques, il est vrai) le produit brut par travailleur industriel aurait été le double de celui obtenu par travailleur agricole. En France, les paysans n'expriment rien d'autre quand, avec une terminologie inspirée par les circonstances, ils revendiquent d'être traités en citoyens « à part entière ».

Un point doit être souligné dès l'abord : ce n'est pas toujours la misère qui provoque les révoltes les plus violentes. On a pu observer que le déclenchement des mouvements protestataires récents, notamment en Bretagne, était dû aux aspirations des agriculteurs évolués, et non au désespoir de couches misérables. Le fait s'explique aisément : la privation de récompense pour les efforts fournis suscite chez les intéressés un état de déception particulièrement grave. Or, il n'est pas sûr que l'optimisme de l'enquête italienne sur les chances offertes par la modernisation soit vraiment justifié, ou, du moins, le soit dans toutes les circonstances. En l'état actuel du marché, la mécanisation, par exemple, ne procure pas toujours le supplément de recettes attendu. Et si le dynamisme a pour effet final d'accroître le poids des dettes, on comprend que la situation provoque de sérieuses colères.

Cette remarque suggère que, s'il suscite souvent une convergence d'attitudes (la révolte s'étendant alors en tache d'huile), le malaise agricole a des causes diverses selon les milieux où il s'affirme. L'un des traits les plus préoccupants de la situation est justement que le mécontentement résulte aussi bien de la routine ou stagnation, que du souci d'innovation. Avant d'émettre un jugement global sur cet état de choses, il est donc nécessaire d'en scruter les facteurs avec attention.

Il est clair qu'une telle entreprise ne saurait aller sans une certaine schématisation qui, d'une part, donne aux mobiles d'action une allure plus rigide que dans la réalité, et, de l'autre, ignore l'influence, souvent primordiale, des circonstances locales. L'un des travers les plus courants de l'analyse sociale contemporaine est de fonder les raisonnements sur des catégories abstraites. Or,

comme le note H. Mendras (*Sociologie de la campagne française*, Paris, 1959, p. 21), les agronomes distribuent le terroir français en 600 « pays » agricoles : certains experts estiment même que « tout jugement dépassant les horizons d'un de nos 3.000 cantons, est une généralisation hâtive ». Et Mendras rappelle, à juste titre, l'avertissement de Léonce de Lavergne (économiste rural du siècle dernier) : « On se trompe toujours quand il s'agit de la France, parce qu'on veut généraliser ; rien ne se prête moins à la généralisation que cette immense variété de sols, de climats, de cultures, de races, d'origines, de conditions sociales et économiques qui font de notre unité apparente un monde multiplié à l'infini. » Sans doute, divers éléments (en particulier le progrès des moyens de communication) tendent-ils à introduire quelque uniformité dans cette diversité, mais la variété demeure que ne devraient négliger ni les théoriciens, ni les praticiens de l'action gouvernementale.

Le catalogue que je vais dresser ne saurait tenir compte de cette profusion de particularismes. Il a été établi d'après les doléances de la paysannerie telles que les expriment les grandes organisations professionnelles et les parlementaires ruraux. Mais en adoptant d'emblée cette présentation, il est possible que l'on tombe dans un autre piège : l'acceptation comme un fait hors de contestation de la thèse affirmant l'unité sociale de l'agriculture. Il est clair que ce thème constitue un élément privilégié de la tactique des *leaders* professionnels centraux, spécialement vis-à-vis des autorités politico-administratives : on ne saurait en déduire que cette affirmation traduit la réalité.

Certes, si l'on considère globalement chacun des grands secteurs de la vie économique, l'agriculture a, en tant que telle, ses propres difficultés et préoccupations générales : il en va ainsi à l'égard des branches de transformation et de distribution, étant d'ailleurs précisé que certains exploitants agricoles entretiennent des relations directes avec des groupes ou firmes relevant de ces deux séries d'activité (problème des relations interprofessionnelles). Cependant, cette unité apparente ne doit pas cacher l'existence de divisions sociales dans les campagnes avec les tensions et contradictions qu'entraîne habituellement une telle fragmentation. Il arrive dans ce secteur, comme d'ailleurs dans tous les autres, que les « petits » soient mobilisés au service des « grands » ou que les premiers tirent moins d'avantages que les seconds de l'action menée en commun. Le rôle de l'analyse sociale est dès lors de rétablir les distances et d'en expliciter les facteurs.

En cette première partie pourtant, je m'en tiendrai, sauf indication contraire à propos de points particuliers, à la thèse de l'unité paysanne. Dans la mesure où c'est la force de la paysannerie tout entière qui est finalement engagée à l'appui des revendications les plus lourdes de sens (ainsi demande de l'indexation des prix agricoles sur les prix industriels et, plus généralement, recherche de la parité avec les activités non agricoles), cette manière de procéder reste plausible. Mais, dès la deuxième partie de ce livre, j'essaierai de donner une vue plus nuancée et, partant, plus proche des faits, de la situation sociale dans les campagnes françaises.

CHAPITRE PREMIER

LA PAUPÉRISATION PAYSANNE

[Retour à la table des matières](#)

Il est désormais admis qu'en moyenne le revenu moyen agricole dans les pays économiquement évolués, c'est-à-dire industrialisés, demeure inférieur au revenu moyen non agricole. Désormais, le point n'est plus ignoré du grand public. Un hebdomadaire parisien (*Témoignage Chrétien*, 23 juin 1961) titrait brutalement à la veille des graves agitations de l'an dernier « Révolution paysanne — 22% de la population française, 12%, du revenu national ». Il semble bien que le décalage ainsi affirmé constitue le fondement le plus sérieux de la colère des paysans dans leur ensemble : ceux-ci y voient la source de tous les maux qui frappent les campagnes, en particulier leur désertion.

Cette disparité n'a certes rien de nouveau, mais le perfectionnement et la divulgation des statistiques économiques lui donne un bien plus grand relief. On n'a pas encore apprécié les implications de l'établissement d'une comptabilité nationale dans le déroulement de la lutte sociale. Ce qui était simplement pressenti (et pouvait donc faire l'objet de réfutations démagogiques ou intéressées) devient clair et, du fait de l'estampille officielle appliquée aux chiffres, irréfutable. Ainsi, le calcul des revenus, spécialement sous l'angle de la décomposition du revenu global, est-il susceptible de provoquer des frustrations collectives. L'agriculture n'est pas le seul des secteurs où le chiffrage d'un écart accentue la prise de conscience des éléments déshérités : elle constitue pourtant l'une des branches où les réactions risquent de se révéler les plus vives.

Mais l'idée de paupérisation qui comporte la notion d'un processus va beaucoup plus loin que la constatation d'un simple décalage. Qualifiée d'absolue, elle signifie que la position de l'agent ne cesse de se détériorer en elle-même : le niveau de vie de l'homme ou de la catégorie en cause marque une tendance à baisser. Entendue au sens de relative, la paupérisation veut dire que la situation de l'agent, individuellement ou corporativement, se détériore par rapport à celle d'une autre personne ou d'une autre catégorie (qui peut être le reste de la collectivité nationale tout entière) : il suffit pour cela que la première baisse plus profondément que la seconde, ou augmente moins largement. La paupérisation relative, c'est en somme l'élargissement du fossé entre individus ou groupes sociaux.

De telles notions sont-elles applicables à l'agriculture ? Réserve faite de cas particuliers, il ne semble pas que l'idée de paupérisation absolue convienne à la conjoncture présente. Il en va différemment de la paupérisation relative. Dans les pays à revenu national croissant, la part globale de l'agriculture va diminuant. En première analyse donc, la dégradation paraît manifeste. Mais il faut immédiatement introduire une réserve : c'est à un nombre d'agriculteurs, lui-même en forte diminution (exode rural), que s'applique le prélèvement ainsi effectué. Il convient dès lors de raisonner en fonction des changements dans la répartition de la population active. Il s'agit de savoir si la baisse relative du diviseur (nombre de paysans) compense ou non la diminution également relative du dividende (part du produit attribué à la masse des agriculteurs). Dans le premier cas la position de l'agriculteur par rapport au non agriculteur resterait stable, tandis que, dans le second, elle serait affectée d'un déclin. Il y aura ainsi paupérisation relative si la baisse de la part de l'agriculture est plus accentuée que la diminution du chiffre des paysans dans la population active.

Dans une telle perspective, la situation est facile à résumer l'homme des champs vit moins bien que celui des villes et, malgré la décongestion apportée par l'exode rural, le fossé qui les sépare tend à se creuser. Un phénomène du même ordre semble en plusieurs cas caractériser aujourd'hui les rapports entre habitants des pays développés et pays sous-développés. Le rapprochement va loin : on ne s'étonnera pas, en tout cas, d'entendre les paysans des pays développés faire à leurs concitoyens non agriculteurs des reproches d'inspiration analogue à ceux qu'adressent les pays pauvres aux États riches (spoliation par le jeu des termes de l'échange). Mais est-on fondé à affirmer l'existence d'une paupérisation relative des paysans ?

I. COMPARAISON DES REVENUS.

[Retour à la table des matières](#)

Quand on raisonne sur le revenu agricole global, deux séries de préoccupations s'imposent : les unes dictées par l'imperfection et le caractère souvent conventionnel des mesures effectuées ; les autres trouvant leur origine dans la disparité régionale des niveaux d'existence à l'intérieur de la masse paysanne. Mais si ces remarques obligent à faire des nuances, elles ne compromettent pas la validité des observations présentées sur les tendances générales de la situation.

Voyons d'abord la première de ces difficultés. Contrairement à ce que pensent les profanes, la comptabilité nationale est encore marquée de nombreuses imprécisions et incertitudes, dont il est peu vraisemblable que les techniciens parviennent à la débarrasser complètement. Elle repose sur des choix de portée philosophico-morale qui ne sont pas les mêmes dans les pays capitalistes et communistes (ainsi pour le traitement des services que les premiers interprètent comme un élément du produit national et les seconds comme un mode de

consommation de celui-ci). En dépit d'efforts de standardisation, la comparabilité internationale des statistiques reste précaire.

Ces imperfections sont spécialement accusées en matière agricole, comme ne cessent de le rappeler les meilleurs spécialistes. Ces derniers soulignent l'insuffisance des statistiques agricoles (qui se manifeste dans le chiffrage de la population active comme dans la détermination des recettes, certains postes, tel le revenu laitier, ayant fait l'objet, jusqu'à une époque récente, de fortes sous-estimations). Autre obstacle : l'évaluation de l'autoconsommation qui porte encore, pour la France, sur le quart de la production. C'est, incontestablement, un élément du revenu agricole. Mais les statisticiens se demandent selon quel taux il convient d'estimer une masse de denrées dont le repérage physique reste d'ailleurs incertain. Deux systèmes sont possibles : le prix de détail, celui auquel le citoyen achète de tels produits, ou le prix de gros, celui que pourrait obtenir le producteur s'il vendait ces mêmes quantités au lieu de les consommer. S'agissant d'une consommation en quelque sorte forcée (limitation des facultés de choix des agriculteurs), il pourrait sembler plus juste d'appliquer le prix de gros. Cependant certaines enquêtes utilisent à la fois, selon les produits, l'un et l'autre système. Autre difficulté méthodologique : le point de savoir s'il convient de faire intervenir la variation des stocks dans le calcul de ce revenu. En cas de réponse positive, de nombreuses incertitudes se dessinent (ainsi, cas des excédents invendables que l'on éloigne du marché volontairement ou non, pour ne pas écraser les cours). On ne peut lever ces incertitudes que par la mise en œuvre de procédés conventionnels.

Si l'on admet pourtant que la plupart des erreurs tendent à se faire chaque année dans le même sens, l'analyse de l'évolution des revenus semble moins aléatoire. Au surplus l'écart entre les revenus agricoles et non agricoles est si important qu'on ne saurait l'expliquer par la simple totalisation des erreurs commises et des conventions adoptées — les unes et les autres d'ailleurs significatives — dans l'établissement des statistiques.

Autre facteur de complication : la disparité régionale des niveaux de vie dans l'agriculture. À cet égard, les techniciens soulignent que le classement s'effectue aussi à partir de critères partiels ou conventionnels et s'inspire souvent d'étalons peu précis. L'absence, pour de nombreux éléments, de statistiques comparables dans le temps et dans l'espace compromet la validité des calculs et explique les divergences que l'on relève d'une présentation à l'autre. Certes, quelques départements se retrouvent toujours en tête des différentes classifications par ordre de revenus (Nord, Aisne, Seine et Marne ...), tandis que d'autres se trouvent uniformément en queue (Ariège, Lozère, Corse ...). Mais, en de nombreux cas, la répartition des économies régionales agricoles dans la catégorie des régions riches ou pauvres soulève de très difficiles problèmes d'évaluation statistique et d'interprétation économique — la même observation valant pour la distribution des pays sur l'échelle du développement économique.

Il faut noter au surplus que le progrès technique sous ses divers aspects (génétique, mécanisation, hydraulique, etc.) a permis de surmonter divers

handicaps naturels et contribué à effacer plusieurs distinctions traditionnelles (exemple de la fertilisation qui a considérablement réduit l'écart entre les terres à blé et les terres à seigle). Dès lors, dans le cadre d'une agriculture dynamique, le tableau des disparités régionales a des aspects mouvants.

Durant les dernières années on a volontiers évoqué sous l'angle de la répartition géographique du revenu agricole l'existence de deux France : celle du Nord qui se différencierait de celle du Midi par un revenu notablement plus élevé (mis à part toutefois quelques rares secteurs de la seconde, comme la côte méditerranéenne où les spéculations d'une agriculture intensive ont permis d'implanter une zone de forte rentabilité). D'après les partisans de cette thèse, de telles discordances proviendraient, en une large mesure, de différences dans la superficie des exploitations et aussi d'écarts dans la productivité (habituellement plus forte pour les grandes unités culturelles).

Cette idée des « deux agricultures françaises » — qui a fait l'objet d'une assez large exploitation journalistique — a des aspects plausibles : toutefois elle ne doit être accueillie qu'avec plusieurs réserves (ayant trait notamment à la diversité des terroirs). Elle a été vivement dénoncée en tout cas par les dirigeants professionnels agricoles qui y ont vu l'expression d'un schématisme superficiel. Cette irritation se justifie par les conclusions que l'on a voulu tirer de semblables constatations (ainsi le souhait que toutes les exploitations françaises alignent leurs structures et méthodes de travail sur celles du Nord, ou, sur un plan différent, l'idée que la politique agricole française s'inspirerait exclusivement de l'intérêt des régions riches). Les critiques de la thèse dualiste ont fait valoir qu'un grand nombre d'exploitations du Nord et du Pas-de-Calais ne disposent que d'une superficie inférieure à 20 hectares : il est vrai toutefois que pour plusieurs spéculations, cette région continue de s'assurer une supériorité considérable dans le rendement.

Quoi qu'il en soit de ces controverses, en plusieurs régions agricoles françaises (Est, Bretagne, Massif Central), le visiteur le moins averti et le plus superficiel ne peut manquer d'être frappé par les signes évidents d'une grande pauvreté (l'un des plus manifestes étant l'extrême vétusté des bâtiments qui s'apparentent souvent aux pires taudis urbains). Aux paysans de ces terroirs, et aussi de plusieurs autres (voir, par exemple, la difficile condition de l'agriculture montagnarde), convient spécialement l'expression de René Dumont : « un prolétariat oublié » (*Esprit*, n° spécial sur les paysans, juin 1955, p. 89). Ailleurs, la vie est beaucoup moins dure et il est parfois permis de parler d'une certaine opulence.

Telle est la toile de fond qu'il convient de ne pas oublier en examinant les données exprimant la situation de l'agriculture nationale. Dès l'instant qu'il existe des sujets disposant d'un revenu bien supérieur à la moyenne statistique du groupe, c'est qu'il y en a d'autres dont les disponibilités sont de beaucoup inférieures à ce chiffre. Lorsque les écarts sont trop accusés, le raisonnement à partir de la moyenne peut susciter une mystification. Sous ces réserves, voici quelques éléments permettant de comprendre les manifestations protestataires des paysans, dont la France d'ailleurs n'a aucunement le monopole.

Un premier point qui paraît indiscutable est le déclin relatif du revenu agricole global. C'est une conséquence directe de la norme selon laquelle le développement économique d'un pays entraîne un affaiblissement de la part de son agriculture. Ainsi, de 1900 à 1960, la part de l'agriculture dans le revenu national français est-elle tombée de 35 à 12% environ. Ce pourcentage semblera bien réduit à ceux qui se représentent toujours ce pays comme la vivante image d'un équilibre harmonieux entre les villes et les campagnes. Mais il est encore plus faible aux États-Unis : 7 à 8% aujourd'hui contre environ 20% pour la période 1900-1919. Le même phénomène s'affirme dans tous les pays industriels (pour la Suède : 33% en 1870-75, 20% en 1900-1905, 11 à 12% en 1925-1930) et aussi dans des pays dont on continue de vanter la vocation agricole (en Nouvelle Zélande où le revenu paysan qui constituait la moitié du revenu national vers 1900, n'en représente plus aujourd'hui que le quart). Il s'agit donc d'un phénomène général.

À ce point de l'évolution la part de l'agriculture dans le produit paysan se révèle assez limitée. Soit le cas des 6 pays du Marché Commun : selon l'O.E.C.E. la part de l'activité agricole en % du produit brut au coût des facteurs s'établissait comme suit en 1955 :

Italie	23	Allemagne	10,1
France	14	Luxembourg	9
Pays-Bas	10,7	Belgique	8,4

Autre trait, sinon également universel, du moins très répandu : la disparité globale entre revenu et population agricole à un moment déterminé, c'est-à-dire le fait que le pourcentage du revenu national reçu par l'agriculture est plus faible que le pourcentage de la population agricole dans la population totale. Nous avons déjà souligné cet écart pour la France, mais il ne s'agit pas d'un cas spécial. Des statistiques établies par la Commission Économique pour l'Europe au titre de 1950 font ressortir l'existence d'une semblable disparité pour douze des quatorze pays examinés. La situation varie d'un cas à l'autre, l'écart étant, par exemple, beaucoup plus accusé pour la Belgique que pour l'Allemagne de l'Ouest. Cependant la tendance qui se dégage de ces travaux est sans équivoque. Font toutefois exception : le Danemark et le Royaume Uni dans lesquels le pourcentage du revenu agricole est un peu supérieur (Danemark) et à peine inférieur (Royaume Uni) à la place des agriculteurs dans la population totale. Depuis lors, la situation a connu des modifications de détail, mais comme nous le verrons plus tard il résulte de toutes les enquêtes disponibles qu'elle n'a pas subi de renversement fondamental.

Il est dès lors aisé de comprendre que dans la plupart des États économiquement évolués on observe une infériorité du revenu agricole par tête. Selon un rapport de H. Cayre sur ce thème (présenté en octobre 1959 à l'Assemblée générale de la Confédération Européenne de l'Agriculture), le revenu

par tête de l'agriculture serait, en général, compris entre la moitié et les deux tiers du revenu des autres catégories sociales. Diverses recherches effectuées par la F. A. O. permettent de tenir ces évaluations pour vraisemblables. En dépit de l'appoint souvent substantiel apporté par l'auto-consommation, il existe une infériorité chronique du revenu de l'agriculture par rapport à celui des autres activités économiques. Mais une troisième question se pose : celle du rythme même de ce déclin. Le problème est en somme de savoir si le taux de cette injustice sociale est stabilisé ou connaît une certaine aggravation.

Cette question prend une signification particulière dans une phase de prospérité économique qui devrait se traduire par une expansion du bien-être des diverses catégories sociales. Admettons d'emblée qu'il est difficile d'apporter une réponse absolument ferme et précise à cette interrogation. Il faudrait, pour qu'il en soit autrement, disposer de séries statistiques couvrant la longue période. Or, si les données chiffrées que l'on établit pour le présent comportent une marge certaine d'incertitude, ce défaut s'accuse dès qu'on veut remonter dans le temps (que l'on réfléchisse seulement aux difficultés impliquées dans la comparaison de l'autoconsommation en 1850 et 1950). Les statisticiens qui, comme Colin Clark, n'ont pas craint de s'attaquer à ce problème, se sont livrés, en bien des cas, à des évaluations ou extrapolations fort audacieuses. Les chiffres ainsi rassemblés, et auxquels il faut se garder de donner une valeur trop absolue, semblent pourtant établir que l'évolution à long terme se caractérise par une assez lente détérioration de la position relative de l'agriculture. Encore une fois ceci ne signifie pas que le revenu agricole par tête connaisse une baisse (ce serait la paupérisation absolue) : il s'améliore au contraire réserve faite de circonstances particulières (cas des dépressions économiques générales), mais à une allure plus lente que le revenu moyen dans l'ensemble des secteurs de l'économie. Dans l'état actuel de la documentation, il est difficile de savoir si ce mouvement ne connaît pas des exceptions.

J. Klatzmann a examiné la question pour la France à l'époque récente : 1949-1958 (« Revenus agricoles et non agricoles », *Études Statistiques*, octobre-décembre 1959, pp. 369-386). Tout en soulignant les immenses difficultés du problème et le caractère douteux des résultats (découlant de la combinaison de séries plus incertaines les unes que les autres), il lui semble possible d'affirmer que la progression du revenu par agriculteur a été très inférieure à celle du revenu par personne employée dans une autre activité que l'agriculture.

Voici à titre d'information quelques indices statistiques (tirés de cette étude) pour illustrer la distorsion qui affecte l'agriculture.

	<u>1949</u>	<u>1950</u>	<u>1955</u>	<u>1958</u>
Production agricole	100	107	127	125
Revenu agricole (en francs constants)	100	101	101	104
Population active agricole	100	98,5	89,5	84,5
Revenu par personne active	100	103	113	123
Produit par non agriculteur	100	108	129	146

Ce tableau est significatif : durant la période retenue, la production agricole en nature a augmenté de façon substantielle mais, par suite de l'évolution défavorable des prix agricoles, la recette de l'agriculture n'a connu qu'une faible hausse. Seule la diminution du nombre des agents qui vivent de l'agriculture a permis l'amélioration du revenu par tête : cependant, cet accroissement reste notablement inférieur à celui attribué au non agriculteur. Sur la base de ces estimations il semble permis de conclure à une paupérisation relative de l'agriculture au cours des années considérées.

S'agit-il là d'une situation exceptionnelle ou, au contraire, de la simple continuation d'un mouvement plus ancien ? Posant le problème par rapport à la référence 1938, Klatzmann déclare que, faute d'une documentation statistique appropriée, il est impossible d'y répondre avec précision. Pourtant il lui semble permis de dire que, par rapport à l'avant-guerre, le revenu agricole par tête, tout en ayant fait l'objet d'une élévation sensible, a moins augmenté que celui du non agriculteur. Dès lors, il apparaît évidemment plus difficile d'attacher un caractère circonstanciel à la dégradation notée pour la période 1948-1958.

Ces chiffres ont une signification sociale particulièrement grave — en les acceptant non à titre d'évaluation précise mais simplement comme des ordres de grandeur, on est obligé d'admettre que l'agriculteur n'a que partiellement recueilli le fruit de ses efforts. Certes, n'oublions pas les réserves qu'appellent de telles reconstitutions et interprétations statistiques — réserves dont les organisations professionnelles agricoles plongées dans la lutte pour l'augmentation des revenus ne tiennent pas compte. Même si les groupes intéressés ont pu être amenés à faire un usage excessif de ces notions, il semble bien que le phénomène de paupérisation ainsi dégagé corresponde à la réalité. Au surplus, nous pouvons en trouver une preuve supplémentaire dans l'évolution comparée des prix agricoles et industriels qui favorise les seconds au détriment des premiers. Avant même l'établissement de la comptabilité nationale c'est cette divergence qui a donné aux agriculteurs conscience de leur infériorité.

II. COMPARAISON DES PRIX.

[Retour à la table des matières](#)

Le revenu net de l'exploitant agricole dépend du volume de sa production, du prix de vente de ses produits et du coût de ses facteurs de production. La formation de ce revenu est donc directement affectée par l'évolution du rapport entre les prix agricoles et les prix industriels — l'influence de ces derniers s'accusant à mesure que s'étendent les perfectionnements technologiques (machines, carburants, engrais ...). On a pris l'habitude d'appeler « termes de l'échange » le rapport entre les prix reçus et les prix payés par l'agriculteur. Ces termes évoluent favorablement pour l'agriculture lorsque les prix reçus s'élèvent par rapport aux prix payés (situation qui peut résulter de combinaisons multiples : hausse des prix agricoles et stabilité ou baisse des prix industriels stabilité des prix agricoles et diminution des prix industriels élévation des prix agricoles plus grande que celle des prix industriels). Si les prix payés s'accroissent par rapport aux prix reçus, l'évolution des termes de l'échange est dite défavorable.

On étend parfois la notion de prix payé à tous les biens achetés par l'agriculteur : ceux qui sont nécessaires à la culture et ceux qui sont utilisés pour la satisfaction des besoins personnels. En principe, la deuxième série concerne l'utilisation et non plus la formation du revenu (sous réserve des difficultés d'une ventilation rigide : cas de la camionnette employée à la fois pour le travail et le loisir). Observons, toutefois, que l'amélioration absolue du revenu agricole, compatible, je l'ai dit, avec sa détérioration relative, se traduit, dès que réalisée, par l'acquisition d'un certain nombre de biens de confort ou biens d'usage durable d'origine industrielle. Dès lors, la comparaison des prix agricoles et industriels est fondamentale pour l'ensemble de la vie paysanne.

Que ce soit dans le domaine international où elle affecte les rapports entre pays développés et sous-développés (les premiers acheteurs et les seconds vendeurs de matières premières), ou que ce soit sur le plan national où elle marque les relations entre villes et campagnes, l'interprétation des termes de l'échange donne lieu à des controverses. Seuls les statisticiens connaissent la part d'incertitude et d'estimation subjective que comporte l'application du calcul aux phénomènes sociaux. Autrement dit, l'intervention du calculateur — spécialement quand il s'agit d'étudier les évolutions de longue période — n'aboutit pas toujours à lever les incertitudes : il est même fréquent que la discussion reste ouverte au moins quant à l'ampleur du phénomène. C'est le cas pour le problème qui nous occupe ici.

Selon certains économistes (en particulier C. Clark), l'évolution des termes de l'échange tendrait à s'améliorer en faveur de l'agriculture : c'est ainsi que, de 1860 à 1930, le pouvoir d'achat des produits agricoles aurait considérablement augmenté dans des pays comme les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Suède. Mais d'autres spécialistes contestent vigoureusement ces affirmations. Il leur semble

que, dès la fin du XIX^e siècle, le mouvement se serait renversé au profit des prix industriels (retournement entraîné par l'arrivée sur les marchés européens des produits du nouveau monde et par l'expansion de la production résultant des perfectionnements technologiques ...). Depuis lors, réserve faite des époques de pénurie, c'est-à-dire durant et un peu après les deux guerres mondiales, le rapport des prix reçus aux prix payés aurait été constamment défavorable à l'agriculture (phénomène qualifié en langage familial de « ciseau des prix »). La clé de l'appauvrissement de l'agriculture serait donnée par la dégradation progressive des termes de l'échange de celle-ci : cet écart formerait la cause immédiate du fait que l'agriculture n'est pas, ou n'est qu'imparfaitement, récompensée de ses efforts de productivité.

Selon Marc Latil, qui a étudié le déclin relatif du revenu agricole (in *L'évolution du revenu agricole*, Paris 1956, première partie), la querelle semble difficile à trancher, la validité de toute prévision fondée sur une extrapolation statistique étant conditionnée par de nombreux éléments (période de référence, pays considéré, laps de temps envisagé ...). Il déclare pourtant qu'en France, vers l'année 1955, les produits agricoles auraient perdu le tiers de leur pouvoir d'achat d'avant 1914 et la moitié par rapport à 1865-1875. Mais sur ces tendances de longue période se greffent des variations plus courtes qui suscitent des renversements provisoires de la situation. La question, on le voit, ne se laisse pas réduire en formules absolument simples. Toutefois, plusieurs éléments conduisent à des doutes sérieux quant à la valeur, du moins pour la période actuelle, de l'interprétation optimiste de Colin Clark : ainsi les difficultés considérables du gouvernement américain pour éviter la dégradation du pouvoir d'achat des agriculteurs (politique dite de parité).

Pour l'époque contemporaine en tout cas, les milieux professionnels français présentent la dégradation des termes de l'échange de l'agriculture comme un fait statistiquement incontestable. Sur la base des indices statistiques (qui d'ailleurs comportent certaines lacunes), il ne semble pas que cette vue soit erronée : cependant, l'évolution a comporté diverses variations qu'il n'est pas sans intérêt d'explicitier.

En partant de 1949 (situation de parité due à la pénurie, entre les prix des produits agricoles et ceux des biens industriels nécessaires à l'agriculture), on observe que la position relative des premiers se dégrade profondément jusqu'en 1953 pour s'améliorer ensuite, mais sans atteindre la parité, en 1954-1956. Cette réduction de l'écart ne semble pas due à un mouvement spontané mais à l'intervention de l'État (diminution des coûts de production par l'octroi de subventions ou de détaxations).

En 1957 un autre facteur de transformation intervient : la survenance d'une conjoncture de hausse résultant directement ou indirectement des dégâts causés par les intempéries. De ce fait, la jonction des deux séries de prix va s'opérer. Le mouvement s'accroît en 1958 (renforcé par la mise en œuvre du mécanisme d'indexation) : durant cette année l'indice des prix agricoles dépasse celui des biens

industriels mais la tendance se renverse rapidement et dès la fin de 1959 les seconds ont repris le dessus.

Au total, durant la période de 10 ans ainsi évoquée, les agriculteurs n'ont bénéficié d'une situation réellement favorable qu'au cours d'un seul exercice : ce simple rapprochement paraît bien consolider la thèse de la paupérisation relative fondée sur l'analyse statistique des revenus.

Encore faut-il noter que cette interprétation du mouvement respectif des deux séries de prix sera probablement jugée trop optimiste par divers commentateurs agricoles. Selon F. Houillier par exemple (*Revue d'Économie Politique*, juillet-octobre 1962, pp. 666), l'indice parité n'aurait atteint que 81.4 en 1958 pour retomber à 66.2 — son point le plus bas depuis 1948 — dès 1959. Comme nous le verrons par d'autres exemples, il est peu de domaines de la statistique paysanne où ne s'accuse la diversité des présentations.

La situation française n'a rien de singulier. Plusieurs rapports internationaux (établis par la F. A. O., le G. A. T. T., l'O. E. C. E.) ne laissent aucun doute sur l'extension du phénomène. Aux États-Unis par exemple la *parity ratio* (rapport entre l'indice des prix reçus et celui des prix payés) était en 1957, sur 1910/1914 = 100, de 82 seulement. Il ressort de cette situation que les agriculteurs doivent vendre de plus en plus de blé, de betteraves, de vin... pour se procurer la même quantité de produits industriels. Depuis longtemps, les organisations agricoles se sont retournées vers les gouvernements afin d'en obtenir un redressement de la situation. Mais, dans la plupart des pays, les résultats des mesures prises sont décevants (des gains substantiels ayant toutefois été acquis en quelques cas, dont celui de l'Allemagne) : globalement, la politique de soutien n'est que rarement parvenue à arrêter la dégradation des termes de l'échange de l'agriculture.

Les intéressés sont d'autant plus affectés par cette détérioration qu'ils observent un important écart entre les prix à la production et ceux à la consommation. Beaucoup imputent la faiblesse des recettes agricoles à l'excès du prélèvement effectué par les intermédiaires. Tout se passe, selon eux, comme si l'essentiel des gains acquis au titre des produits agricoles ou, du moins, la plus large partie allait aux industries de l'alimentation, au commerce et aux transports. En somme, le paysan, déjà exploité par le fournisseur de biens industriels, serait frustré du résultat de ses efforts par les stades économiques souvent nombreux et complexes qui font suite à la culture. Il est devenu habituel, notamment aux États-Unis, de calculer la diminution progressive de la part revenant aux paysans pour chaque unité monétaire dépensée par le consommateur final.

La question de la distribution des produits agricoles soulève de difficiles problèmes dont l'analyse sera faite dans un chapitre ultérieur de cet ouvrage. Mais il fallait souligner, dès maintenant, que l'un des traits essentiels du malaise agricole est la conviction manifestée par les paysans que leur travail profite surtout aux autres branches de l'activité économique. C'est évidemment l'un des motifs de protestation les plus graves que l'on puisse concevoir.

III. COMPARAISON DES NIVEAUX DE VIE.

[Retour à la table des matières](#)

On nous reprochera peut-être d'avoir accordé trop de crédit à des statistiques dont chacun reconnaît la médiocrité. Très approximatifs sur de nombreux points, ces chiffres n'omettent-ils pas au surplus de prendre en considération divers éléments susceptibles de donner une vue plus optimiste de la situation ? Ainsi certains soulignent que durant la guerre les agriculteurs auraient pris l'habitude d'améliorer leur alimentation en consommant eux-mêmes des produits jusque-là réservés au marché. Or, cette pratique aurait subsisté, l'élévation du niveau de vie qui en résulte échappant en pratique à la formulation chiffrée.

Il est clair que nous ne sommes guère en mesure d'apprécier les modalités et la portée d'un tel changement. Mais d'autres indicateurs quantitativement exprimables montrent bien que, *grosso modo*, la vision qui se dégage des statistiques générales déjà présentées reste valable. Je retiendrai en particulier comme élément caractéristique de la situation les dépenses des ménages agricoles eu égard à celles des autres foyers domestiques.

Les dépenses annuelles des ménages agricoles, telles que les évalue la comptabilité nationale, sont sensiblement inférieures à la moyenne. Selon une enquête effectuée en 1956 (*Annuaire Statistique de la France*, 1959, pp. 354-348) la disparité s'établissait comme suit :

Ensemble des ménages	253.800 francs
Ménages agricoles	194.000
Ménages ruraux non agricoles	216.000
Ménages urbains	283.800

Les dépenses des ménages agricoles varient selon les régions, la plupart d'entre elles toutefois dénotant à cet égard une situation voisine :

Région parisienne	322.500	Sud-Ouest	192.500
Nord	230.600	Sud-Est	187.300
Est	205.300	Centre	182.900
Centre Est	201.800	Ouest	182.100

Il est intéressant d'observer que dans toutes ces régions les dépenses des ménages agricoles sont inférieures aux dépenses des ménages urbains et à celles de l'ensemble des ménages. Dans toutes également (à l'exception de la Région Parisienne et du Nord) elles restent au-dessous des dépenses des ménages ruraux non agricoles.

Par ailleurs, en comparant poste par poste les dépenses des ménages agricoles et celles de l'ensemble des ménages, on s'aperçoit que la disparité varie selon les secteurs de consommation : de l'ordre de 10% pour l'alimentation elle se fixe à 28% pour l'habillement et atteint 50% au titre de la culture et des loisirs. Ces données, conformes dans l'ensemble aux lois d'Engel, confirment l'infériorité économique de la paysannerie sur l'ensemble du territoire.

Cette infériorité est attestée par une étude du marché de l'automobile faite en 1957. Alors qu'au moment de la réalisation de l'enquête, les Français vivant de l'agriculture représentaient encore presque le quart de la population totale, ils n'achetaient que 6% des voitures neuves de tourisme (ce pourcentage s'élevant à 10 sur le marché d'occasion) et 10% des camionnettes neuves (même pourcentage au titre de l'occasion). Autre fait révélateur : le rythme de renouvellement des voitures acquises à l'état neuf est beaucoup plus lent chez les agriculteurs que dans les autres catégories sociales.

Il est possible que la situation relative des agriculteurs se soit un peu améliorée, de ce point de vue, au cours des dernières années, cependant le nombre de ménages possédant une voiture demeure sensiblement moins élevé dans le secteur agricole que dans le groupe industrie-commerce. Au surplus les enquêtes ont établi (voir, notamment, « Quelques caractéristiques de l'équipement des ménages en 1960 », *Études statistiques*, avril-juin 1961, pp. 213-219) que la situation n'est pas différente pour les autres biens d'équipement domestique.

La disparité toutefois varie d'un bien à l'autre : assez faible pour les appareils de radio, elle s'accroît pour les aspirateurs et les machines à laver. C'est pour la télévision que l'écart serait le plus grand selon l'enquête citée, le taux d'équipement en ce domaine serait de 3,3%, pour les exploitants agricoles contre 19,6% pour les commerçants et industriels.

Comme l'on pouvait s'y attendre, la situation des salariés agricoles est sensiblement inférieure à celle des exploitants (ainsi, pour la télévision leur taux d'équipement est-il seulement de 2,6%) : mais elle est également moins bonne que celle des salariés industriels (18,2% des travailleurs agricoles ayant une voiture contre 24,4% d'ouvriers industriels, 1,4% des premiers possédant un aspirateur contre 24,7% des seconds).

Encore une fois, de tels chiffres correspondent essentiellement à des approximations : on peut cependant admettre qu'ils expriment assez fidèlement une tendance générale. À ce titre, ils traduisent une profonde dégradation de la situation de l'agriculture. Il n'est pas excessif de considérer qu'au XX^e siècle, la branche agricole est devenue la parente pauvre de la vie économique.

Ces quelques indications — dont il serait facile de trouver l'équivalent dans les autres pays industrialisés, y compris les États-Unis — nous suggèrent d'analyser plus à fond le déclassement social que subit l'agriculture.

CHAPITRE II

LE DÉCLASSEMENT SOCIAL

[Retour à la table des matières](#)

Observant que le malaise agricole est probablement plus profond et général qu'au cours des mauvaises années d'avant-guerre M. Vermot-Gauchy (« Situation matérielle et psychologique des agriculteurs », *Bulletin SEDEIS*, 1^{er} février 1960, n° 744, supplément pp. 47-48) pense que c'est « sans doute parce que l'agriculteur a pris clairement conscience de sa situation par rapport à celle des autres catégories socio-professionnelles, qu'il sait mieux analyser les différents postes de son budget et, par conséquent, qu'il est capable de mesurer les difficultés qui l'empêchent d'améliorer ses conditions d'existence. Son mécontentement s'en est trouvé vraisemblablement accentué d'autant plus qu'il se sent victime moins de sa propre négligence que des forces conjoncturelles contre lesquelles il ne peut rien ».

Ce malaise est d'ailleurs reconnu par les gouvernants. S'adressant à l'Assemblée Nationale le 28 avril 1960, M. Henri Rochereau, alors ministre de l'Agriculture, évoquait « la formation d'un complexe de frustration, d'injustice et d'abandon... (le développement d') un sentiment d'incertitude devant l'avenir, voire d'angoisse dans certaines régions à forte natalité notamment, et cela aussi bien chez les jeunes, désorientés, qui se demandent s'ils n'ont pas engagé leur vie dans une impasse, que chez les agriculteurs plus âgés qui songent à l'avenir de leurs enfants ».

Ce sentiment d'être le jouet d'éléments cachés et mystérieux sans que les autorités responsables fassent rien pour les en protéger — si même elles n'en aggravent pas le poids — est aujourd'hui, semble-t-il, assez répandu dans les campagnes françaises : excédé de n'entendre parler les citoyens que d'amélioration du niveau de vie et d'extension des loisirs, le paysan arrive à penser que la communauté voit en lui un être de seconde zone. S'estimant victime d'un déclassement social, il le supporte d'abord ; puis, il entre en lutte contre cette forme d'injustice, parfois subtile et sournoise.

« Ces jeunes paysans refusent d'être des « croquants » titre le *Nouveau Candide* (21 septembre 1961, p. 7) pour présenter une interview des « Jeunes Turcs » de la révolte agraire. « Nous ne voulons plus, disent-ils, que nos mères et nos femmes soient condamnées à vivre en sabots. » La grandiloquence de la forme ne doit pas

faire oublier le pathétique de la demande. C'est ce refus qui est à l'origine du rejet par beaucoup de jeunes cultivateurs de la vieille formule de l'exploitation familiale. Ceux-ci veulent sortir leur épouse de l'état de servitude perpétuelle qui, en une large mesure, reste encore le sien. Il s'agit en somme d'une volonté d'égalisation sociale pour laquelle on se déclare prêt à aller jusqu'à l'action directe et à l'emploi de la violence.

Est-il possible d'examiner d'un peu plus près les signes qui, pour les intéressés, traduisent ou trahissent le déclassement dont ils se sentent victimes ?

I. TRAITS PSYCHOLOGIQUES.

[Retour à la table des matières](#)

Un trait, qui n'est pas propre au monde paysan, mais que celui-ci ressent avec une intensité particulière, est l'impression d'éloignement par rapport aux centres qui prennent les décisions. Il en résulte un sentiment d'impuissance dans lequel les analystes politiques, à juste titre semble-t-il, voient l'un des facteurs de l'indifférence des citoyens à l'égard de la chose publique. Le terme de « technocratie » a déjà atteint les campagnes : les éléments de pointe du syndicalisme mettent volontiers en cause les technocrates lointains qui prévoient tout, sauf la sécheresse. Ils ironisent sur la méthode dite des « emplâtres » ou « fonds de tiroirs » (procédé consistant à répondre à une demande d'indexation des produits agricoles par l'octroi de la construction d'un barrage expérimental, ou le prolongement d'une autoroute).

Les mêmes milieux mettent volontiers en cause l'esprit bureaucratique dont certaines manifestations — ainsi l'égalité sur le papier de tous les ressortissants — conduisent à des tensions et des gaspillages. L'autorité, par exemple, crée une subvention aux amendements calcaires réservée aux départements de terres très acides. Cette mesure est accueillie avec satisfaction par les intéressés. Puis, brutalement, la subvention est diminuée de moitié. Motif de cette réduction : l'extension de cette aide à des départements dont beaucoup n'ont sans doute qu'en faire. Il ne s'agit pas d'entrer ici dans le fond du débat, mais de montrer, sur pièces, l'existence d'un état d'esprit. Après tout, les bureaucrates n'ont pas toujours tort ; mais l'harmonie sociale est menacée quand des secteurs importants de la communauté en arrivent à penser qu'ils sont systématiquement brimés par les autorités responsables.

Là n'est pas le plus grave. Le monde paysan estime que ces erreurs ou injustices de détail expriment une ligne générale : la priorité absolue et inconditionnelle donnée à l'industrie sur l'agriculture par la puissance publique. La première bénéficie de toute la sollicitude des dirigeants politiques et administratifs qui, notamment dans l'ordre de l'investissement, lui accordent la plus large part des facilités disponibles. Les paysans ont l'impression que les pouvoirs les relèguent, en général, à une tâche secondaire : fournir aux travailleurs urbains une

alimentation au plus bas coût possible, afin de mettre l'activité manufacturière en bonne posture dans la concurrence internationale. La vie du terrien est ainsi entièrement soumise à un but qui lui reste extérieur : favoriser la capacité concurrentielle de l'industrie nationale et, par contre-coup, améliorer les conditions d'existence des milieux non agricoles. Le cultivateur a ainsi le sentiment d'être ravalé au rang d'un simple instrument.

Il a par ailleurs, l'impression de supporter plus que sa part des sacrifices demandés à la nation en période de crise, ou pour assurer le redressement d'une situation défectueuse. C'est ainsi que l'agriculture a très profondément ressenti l'effet du dispositif de consolidation financière et monétaire arrêté par les autorités, sur les suggestions d'un comité d'experts, à la fin de l'année 1958. L'abrogation des indexations fut certainement le point le plus sensible à la profession mais les paysans étaient touchés de bien d'autres manières (réduction de la détaxe sur le matériel agricole ; hausse des engrais, carburants et produits de traitements ; majoration de diverses cotisations et charges sociales ...). Sans doute, était-il excessif de parler, comme on le fit à l'époque en quelques milieux, de politique anti-agricole car il est patent que d'autres catégories (notamment les salariés urbains) furent lourdement frappées. Pourtant, le monde paysan, oubliant ce qui atteignait les autres secteurs de la collectivité eut tendance à se considérer comme la principale victime de cette politique de rigueur : il n'est pas sûr que les traces produites par ce choc soient désormais effacées.

Notons ici un facteur supplémentaire : l'irritation que provoque, en plusieurs secteurs de la communauté agricole, l'aide importante apportée par l'État aux anciennes colonies et territoires d'Outre-Mer. C'est un point délicat ; cependant, en raison de la place qu'il a prise dans les manifestations de l'été 1961, on ne saurait le passer sous silence. Quiconque connaît l'état défectueux et, très souvent, archaïque, de l'équipement agricole et de l'habitat humain dans les campagnes ne pourra s'étonner de telles réactions qui n'ont certainement pas fini de se manifester. En une époque où les autorités invoquent les difficultés financières pour restreindre ou ne pas augmenter les facilités insuffisantes accordées aux campagnes au titre d'objectifs élémentaires (ainsi adduction d'eau), les intéressés ont peine à comprendre que des avantages importants soient consentis à des pays qui se sont détachés de la métropole et sont loin de toujours la soutenir sur le plan international. D'où la revendication, si typique, d'un « Plan de Constantine pour la Bretagne », d'où l'idée, certes plus grave, que la violence constitue la seule voie ouverte aux « déshérités », aux « déclassés », pour obtenir justice.

De façon plus générale et pour évoquer des caractéristiques permanentes, c'est un fait qu'il a toujours existé une coupure entre le monde paysan et le monde ouvrier — incompréhension mutuelle qui n'est pas exclusivement due aux efforts et manœuvres des couches dirigeantes pour jouer des uns contre les autres. « ... L'ouvrier a de la peine à se mettre dans la peau d'un paysan, écrit Marcel Faure (« Ouvriers et paysans », *Esprit*, juin 1955, p. 1050). Pour lui, ouvrier, le paysan c'est presque un patron, un profiteur. » Mais, de son côté, le paysan jalouse l'ouvrier qu'il estime socialement mieux traité que lui. « Pour comprendre les

raisons de cette opposition, poursuit Faure, arrêtons-nous un moment sur 1936 : c'est une période dramatique pour l'agriculture, de misère noire pour plus d'un million et demi de familles, endettement massif, travail écrasant. Or c'est à ce moment que l'autre partie des travailleurs, les ouvriers, obtient des avantages substantiels. Avant toute réflexion, la masse des paysans malheureux a conscience d'une injustice flagrante... Être ouvrier, dans la mentalité paysanne, était déjà une promotion. Or, 1936 accordait de nouvelles faveurs à ceux qui étaient promus, et laissait de côté la masse misérable des petits paysans : aux yeux de ces derniers, l'injustice était trop flagrante ; elle ne pouvait que déclencher un sérieux ressentiment vis-à-vis du monde ouvrier. »

Il est vrai que la survenance de la pénurie allait au moins provisoirement renverser la situation respective du paysan et de l'ouvrier. Mais de nouvelles sources de tensions et de frictions vont apparaître : mécontentement du paysan à l'égard des dispositifs de contrôle qui tendent à l'empêcher de tirer tout le parti possible d'une situation qui, pour une fois, lui est favorable ; exaspération du citadin qui redécouvre le problème de la faim et, au minimum, des restrictions alimentaires. C'est alors que s'affirme l'image des « lessiveuses » dans lesquelles l'homme des champs aurait amassé les billets extorqués aux gens des villes : l'imputation aura la vie dure et persistera même après que le retournement du rapport prix agricoles — prix industriels aura privé le paysan de l'essentiel des disponibilités acquises à cette époque.

Je me défie beaucoup des explications qui réduisent les heurts ou oppositions entre les groupes sociaux à des malentendus, ou défauts d'ajustement, de nature psychologique. De telles interprétations permettent — c'est parfois le but visé — d'escamoter les facteurs objectifs d'opposition et les conséquences du rapport des forces. Mais, il est vrai qu'une incompréhension mutuelle peut ajouter à l'acuité de la querelle. Pour prendre un élément de comparaison, les protestations des peuples ex-colonisés, ou encore dépendants, contre les affronts faits à leur dignité devraient nous convaincre de l'importance de tels problèmes.

Un point complique la question à propos du monde rural nous connaissons mal le paysan, ou, plus exactement, les paysans, car en cette matière aucune démarche ne serait plus contraire à la vérité que la construction d'un type idéal. Et cette constatation est valable aussi bien pour l'homme de la rue que pour le spécialiste en sciences sociales. Plusieurs tribus primitives ont été beaucoup mieux étudiées que nos provinces. La sociologie rurale reste une discipline neuve — et c'est peut-être une preuve supplémentaire du peu de cas fait de l'agriculteur dans les sociétés modernes.

Toute une littérature, de plus ou moins bon aloi, a exalté l'existence calme et sereine du paysan. Liberté dans l'aménagement de la vie quotidienne, largeur des horizons journaliers, pureté de l'air... il n'est pas inutile d'observer que ces déclarations hyperboliques émanent généralement de citadins et ne sont pas précisément confirmées par les statistiques de l'exode rural. En réalité, la vie paysanne est souvent dure et pénible, parfois accablante. Certes, la situation varie

d'un secteur à l'autre et selon les types d'exploitation. Pourtant, même quand il n'est pas plus pénible que l'occupation industrielle, le travail agricole reste plus astreignant (voir exemple par le caractère asservissant de l'élevage). Dans cette branche, les vacances quand elles existent sont à la fois rares et brèves, les agriculteurs expliquant cette situation — qui leur semble de moins en moins tolérable — par les nécessités de la profession.

En définitive combien de personnes, qui n'y sont pas nées, s'établissent-elles à la campagne pour y travailler la terre ? Beaucoup ont lu *Regain* de Giono et, plus encore, ont vu le film qu'en a tiré Pagnol. Mais nos villages continuent de se dépeupler. Il est difficile d'admettre que tant d'hommes se trompent à la fois sur l'aptitude comparée des villes et des campagnes à satisfaire leurs désirs. Les sources vives ont d'admirables charmes pour les touristes et les poètes : les ménagères préfèrent l'eau potable à domicile. Il faudrait beaucoup de pharisaïsme aux bénéficiaires de la civilisation moderne pour leur donner tort.

Il convient aussi de ne pas oublier l'insécurité qui résulte des variations atmosphérique. Comme le note en termes significatifs H. Pourrat (*L'homme à la bêche. Histoire du paysan*. Paris, 1941, p. 229). « ... On laissera croire à quelques citadins que ce soit un sport... C'est la peine éreintante et trop souvent l'effort à fournir encore, après la calamité qui vous ôte tout courage : la gelée qui tue en une nuit l'espoir de l'année, ou le nuage cuivré de la grêle qui écrase d'un coup la moisson de son cailloutis de glace. Dans la nuit où la pluie détrempé les labours, on peut se sentir tellement seul, enterré sous cette fatigue qui nous fait indifférent à tout. »

Tels sont, brièvement esquissés, quelques traits psychologiques constitutifs du malaise paysan. Or, si l'on examine les conditions objectives d'existence dans les campagnes, il est facile d'établir que ces griefs ne sont pas imaginaires.

II FACTEURS OBJECTIFS.

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons déjà rencontré ce phénomène en présentant quelques indications chiffrées sur les dépenses des ménages propres à illustrer la thèse de la paupérisation relative de l'agriculture. Mais l'infériorité de celle-ci se traduit par des décalages beaucoup plus graves et profonds que de simples disparités dans la capacité d'achat des biens durables : elle retentit sur les conditions d'existence, suscitant ainsi, selon un mécanisme bien connu, une tendance à la perpétuation des inégalités existantes.

Le point est manifeste pour le secteur de l'enseignement. C'est devenu une banalité que de souligner la grande misère de l'enseignement dans les milieux agricoles. Selon des déclarations officielles faites en avril 1960, la proportion dans l'enseignement supérieur d'étudiants ayant des parents agriculteurs aurait été de

l'ordre de 4%. Moins mauvaise au niveau secondaire, la situation n'y était pas pour autant favorable à l'agriculture (16 % seulement des enfants d'agriculteurs entrant dans une classe de sixième contre 21% des enfants d'ouvriers, 39% de ceux de commerçants et 77% pour les professions libérales). Malgré l'obligation de suivre les cours post-scolaires jusqu'à 17 ans, on peut relever de nombreuses déficiences dans l'ordre de l'enseignement élémentaire et technique. C'est dans la classe paysanne, soulignait le Ministre de l'Agriculture, que l'on rencontre le plus grand nombre de semi-illettrés.

On déplore actuellement la faiblesse de l'investissement intellectuel en agriculture : s'il est vrai que l'économie de demain doit prendre forme dans les laboratoires et écoles, le retard de l'agriculture est particulièrement grave. Cet aspect du problème paysan a été bien mis en lumière lors d'une session d'études organisée à Paris par l'O. C. D. E. en octobre 1962. Par rapport au produit agricole brut, les investissements intellectuels dans l'agriculture n'occupent qu'une place dérisoire (2,5%, aux Pays-Bas, 1,8% au Royaume-Uni, 0,8% en Grèce). Encore convient-il de noter que les pays industrialisés du Nord de l'Europe occupent une place de choix par rapport aux pays méditerranéens dans l'ordre de la recherche agricole : le nombre de chercheurs en agronomie qui s'élève à 1100 au Royaume-Uni et 811 en Suède, n'est plus que de 462 en Espagne et 199 en Grèce. La situation n'est pas différente au titre de la vulgarisation dont l'importance est capitale pour la diffusion de techniques nouvelles. Le nombre moyen d'exploitations par vulgarisateur que l'on observe en Europe occidentale (de l'ordre de 720) est trop élevé : encore oscille-t-il entre 191 aux Pays-Bas et 1534 en Grèce.

Les insuffisances françaises n'ont donc rien d'exceptionnel cependant, eu égard aux efforts accomplis en faveur d'autres secteurs économiques ou catégories sociales, elles demeurent profondément regrettables. Le colloque sur les relations entre l'Université et l'Agriculture organisé à Montpellier en octobre 1962 a fait ressortir l'absence presque totale de liaisons entre la recherche universitaire et la recherche agronomique. On estime à un minimum de sept milliards et demi d'anciens francs les pertes causées à l'agriculture nationale par les insectes et les maladies parasitaires : pourtant, l'apport de la recherche française à cette lutte est demeuré faible, la plupart des procédés nouveaux de traitement chimique (D. D. T., insecticide) ayant été inventés à l'étranger. L'enseignement agronomique d'État ne « produit », toutes écoles réunies, que cinq cents ingénieurs par an auxquels s'ajoutent deux cents diplômés de l'enseignement privé. Sans doute, d'importants efforts ont-ils été entrepris au cours des dernières années (augmentation de plus de 200% en trois ans des crédits de l'Institut National de la Recherche Agronomique), mais beaucoup de temps et un large accroissement des moyens seront nécessaires pour rattraper le retard pris. Il est clair, en tout cas, que durant une longue période, les besoins propres de l'agriculteur ont été presque complètement négligés.

La même situation s'observe à propos de plusieurs des facteurs qui commandent le niveau du bien-être. Certes, sur quelques points des résultats remarquables ont été atteints. C'est ainsi que le taux d'électrification des

campagnes françaises est de 96%, la consommation moyenne de courant y demeurant, c'est toujours le même problème, assez faible. Mais, en dehors de ce secteur privilégié, que d'infériorités et de lacunes au détriment de la famille paysanne.

L'habitat rural d'abord. La situation urbaine, on le sait, est loin d'être brillante. L'habitat à la campagne paraît souvent plus spacieux qu'à la ville mais cet avantage est en partie perdu par suite de la faiblesse relative du premier sous l'angle du nombre de pièces. Au total, l'importance du surpeuplement est pratiquement du même ordre dans les deux cas. S'agissant de l'agriculture ce phénomène qui frappe en premier lieu les ouvriers agricoles est particulièrement marqué pour les régions à forte pression démographique (ainsi, la Bretagne). Par ailleurs, l'habitat rural comporte de graves défauts du point de vue de la vétusté (40% des immeubles ruraux ayant plus de 100 ans alors que le pourcentage des immeubles de ce type dans l'habitat total est inférieur à 30% et, surtout, du point de vue du confort.

Ce dernier point est important, notamment pour comprendre les raisons de l'exode rural. Une partie seulement des communes rurales (de l'ordre de 55%) est desservie en eau potable : encore la desserte varie-t-elle considérablement selon les départements (90% pour la Seine-et-Oise et le Haut-Rhin, 20 à 30%, pour la Creuse et l'Ille-et-Vilaine). Alors qu'en ville, environ 15% des logements disposent d'une installation de baignoire ou de douche (proportion très faible pour un pays économiquement évolué), ce pourcentage tombe à 2% dans les campagnes. La possession d'un système de chauffage central, ou d'autres commodités du même ordre, reste extrêmement rare. Si malgré les efforts accomplis depuis la Libération, la situation du logement constitue toujours l'une des hontes de la civilisation française contemporaine, cette tare est particulièrement grave dans les campagnes.

Au cours des années récentes, des facilités particulières ont été accordées pour la rénovation de l'habitat rural. Cependant, il y a toujours une disproportion entre les programmes de construction en zone urbaine et en zone rurale. D'après une enquête de l'I. N. S. E. E. pour la période 1955-57, le taux de constructions dans les communes rurales n'atteignait pas le tiers du taux des unités urbaines. Lors du quatorzième congrès national de l'habitat rural (octobre 1962) le secrétaire général de la Fédération Nationale de l'Habitat rural a déclaré qu'actuellement le dixième seulement des crédits de construction bénéficiait à la population des campagnes.

Ce qui est vrai de l'habitat l'est aussi de tout l'équipement. Qu'il s'agisse en particulier de l'infrastructure culturelle (établissements scolaires, centres de formation professionnelle, loisirs ...) ou sanitaires (hôpitaux, dispensaires ...), les campagnes françaises souffrent d'une large infériorité. Sur tous les plans, on y enregistre un retard par rapport aux villes et surtout aux grandes villes. Écoutons ici les remarques de Louis Leroy dont il ne faut pas sous-estimer la valeur : « Pendant un siècle, l'épargne paysanne a été drainée vers l'équipement urbain ou industriel, heureux encore quand cette épargne n'était pas utilisée pour équiper des pays lointains où elle fut souvent perdue, privant ainsi le milieu rural des

ressources qui étaient cependant indispensables à son équipement propre » (*Le Ruralisme*, Paris 1960, p. 109).

Les besoins médicaux de la population agricole sont moins bien satisfaits que ceux de la population non agricole. J. Milhau et R. Montagne (*L'Agriculture, aujourd'hui et demain*, Paris, 1961, pp. 212-313) ont calculé que, à égalité de population, les praticiens sont au moins deux fois plus nombreux dans les villes que dans les campagnes — l'éparpillement des exploitations venant encore compliquer les conditions de travail du médecin rural. Or, contrairement à des légendes tenaces, le risque maladie est très lourd au village et à la ferme, le manque d'hygiène contribuant à entretenir la déficience physique et à propager les épidémies ; la proportion des tuberculeux reste supérieure en milieu agricole et le pourcentage des cas mortels de fièvre typhoïde est deux fois plus élevé qu'à la ville.

J'ai insisté sur cette disparité car elle me paraît fondamentale. Notons qu'on l'observe aussi entre les divers arrondissements de Paris, ceux de type bourgeois étant beaucoup mieux pourvus en cabinets de consultation médicale que ceux à composition plutôt ouvrière : et il serait vain de dire que le rapprochement est sans portée. En somme, la comparaison globale des villes et des campagnes sous l'angle de la santé, si elle n'exprime pas tout le problème social, reste significative : entre citadins et ruraux, l'égalité devant la maladie, et donc devant la mort, n'est pas assurée.

On voit bien dès lors que ce sentiment de déclassement social des paysans, que nous rappelions au début du chapitre, trouve un fondement objectif dans la situation de supériorité des agglomérations urbaines. Comment l'interpréter ?

III. INTERPRÉTATION GÉNÉRALE.

[Retour à la table des matières](#)

Les gouvernements font généralement front aux reproches du monde agricole en invoquant l'ampleur des sacrifices consentis à l'agriculture sur les fonds budgétaires. Cette aide est certainement importante mais il n'est pas certain que son emploi soit toujours judicieux (encouragement aux cultures excédentaires) et qu'elle bénéficie également à toutes les catégories d'exploitants (les « gros » en tirant parfois bien plus d'avantages que les « petits »). N'oublions pas au surplus qu'une large partie de ce concours est le résultat, non d'un effort spontané des pouvoirs publics, mais de manifestations violentes dont les gouvernements ne pourraient envisager la perpétuation ou le renouvellement sans risque pour la communauté.

Autre point important : l'extension progressive à l'agriculture des diverses lois sociales et des avantages acquis à ce titre par les travailleurs non agricoles. Signalons, par exemple, la loi du 25 janvier 1961 relative aux assurances maladie,

invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille. Ce texte, applicable depuis le 1^{er} avril 1961, dispose que les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole doivent souscrire une assurance contre ces risques (opérations chirurgicales incluses) auprès de l'assureur de leur choix (compagnies ou mutualités), étant entendu que contrats, prestations et indemnités seront les mêmes dans tous les cas. Le financement du nouveau régime est assuré par les cotisations des bénéficiaires et une subvention du budget général.

En toutes ces matières, l'effort des défenseurs de la paysannerie, et singulièrement des Parlementaires, tend à limiter la part du financement direct mis à la charge des exploitants (au titre des divers chapitres : prestations familiales agricoles, assurances sociales, allocations « vieillesse » des exploitants ...). Notons d'ailleurs que le régime de l'agriculteur est loin d'être le seul à coûter cher à l'État. L'extension de ces mesures au monde agricole diminue, en tout cas, objectivement, le fossé qui le sépare des autres secteurs de l'activité économique. Pourtant, ici encore, l'agriculture a d'abord été placée en situation d'infériorité.

Autre avantage relatif au profit de l'agriculture : le bénéfice d'une situation fiscale privilégiée. C'est devenu un lieu commun en France de déclarer que les exploitants agricoles ne paient pas d'impôt. Énoncée de façon brutale, et sans tenir compte du fait que le revenu agricole par tête est moins élevé que celui des autres catégories sociales, cette remarque heurte la paysannerie. Il reste cependant vrai qu'imposés selon le régime du forfait les agriculteurs ne contribuent que de façon modeste aux recettes procurées par l'imposition du revenu. D'autre part les campagnes bénéficient à des titres divers d'importantes exonérations fiscales (estimées à près de 285 milliards d'anciens francs pour l'exercice 1960). Au total, il ne semble pas illégitime d'avancer qu'en ce domaine l'agriculture bénéficie d'une position privilégiée.

Il faut d'ailleurs s'entendre sur le sens de ces privilèges qui, comme certaines subventions, ne profitent pas uniformément à tous les participants à l'activité agricole. Depuis longtemps les spécialistes de la fiscalité ont souligné qu'en réalité l'application à l'agriculture d'une pression fiscale volontairement modérée bénéficiait surtout aux gros exploitants. Aussi bien le *Rapport général du groupe d'études fiscales* institué par l'arrêté du 9 février 1959 préconise-t-il la mise en œuvre d'une fiscalité différentielle selon la taille de l'exploitation. Quoi qu'il en soit, ce sont les agriculteurs pour lesquels les disparités socio-économiques déjà analysées sont les plus légères qui tirent le plus de profit des avantages fiscaux concédés, en droit ou en fait, à l'agriculture.

Si maintenant l'on examine le grief principal — traitement comparé de l'agriculture et de l'industrie — il est difficile d'attribuer un caractère purement chimérique au sentiment de frustration des cultivateurs. Trop souvent, les gouvernements ont eu tendance à faire pression sur les prix agricoles en oubliant que ceux-ci déterminent directement le revenu du paysan ; d'ailleurs l'objectif de ces démarches est toujours de permettre aux consommateurs de se nourrir à meilleur compte et d'éviter des revendications salariales capables d'alourdir les

coûts industriels. Il n'est probablement pas inexact de voir dans cet effort une sorte de tradition administrative. De même, il est clair que, partout, l'industrie est tenue pour la valeur en hausse, le facteur qui, en définitive, vaut aux nations puissance et bien-être.

Les dirigeants agricoles s'élèvent parfois contre cette préférence. Pour justifier le maintien d'une agriculture vigoureuse, ils font valoir que deux guerres mondiales ont souligné la vulnérabilité de l'Europe à une pénurie alimentaire (leçon qu'ont bien comprise les autorités britanniques). Ils suggèrent que l'expansion de l'industrie ne sera peut-être pas indéfinie et que les progrès du machinisme (automation) aboutiront, le cas échéant, à une contraction des effectifs nécessaires. De telles observations ne sont pas nécessairement ignorées ; elles ne contrebalancent pas cependant l'énorme prestige de l'usine dans les civilisations urbaines.

À divers égards les paysans bénéficient des avantages de cette technique industrielle qui tend à les réduire à une position secondaire dans la vie nationale. Pourtant, en ce milieu du XX^e siècle, un trait continue à caractériser la vie paysanne : son isolement par rapport aux autres secteurs de la collectivité.

Cette situation est, par excellence, le point de jonction entre un certain type d'activité professionnelle et une certaine forme de vie sociale. Ou, si l'on préfère, les conditions propres à la vie agricole ne sauraient être réunies si l'exploitant n'accepte pas, d'abord, des servitudes particulières. L'agriculture n'est pas le seul secteur dans lequel la nature du travail impose à l'individu un cadre d'existence déterminé — que l'on songe, par exemple, aux marins ou aux pionniers des explorations lointaines... — mais peut-être, est-ce la branche où cet impératif s'affirme de la manière la plus massive et avec le plus de continuité.

Certes, l'isolement varie selon les caractères du paysage agricole et les modalités de l'habitat (groupé ou dispersé). L'un des cultivateurs les plus affectés — spécialement avant l'expansion du tourisme hivernal et des sports d'hiver — était, et reste, le paysan montagnard, parfois absolument coupé de toutes communications durant une certaine période. Les spécialistes admettent d'ailleurs qu'il existe un malaise montagnard conduisant les hommes à abandonner les positions en altitude que les facteurs géographiques et climatiques rendent si difficiles à tenir. En certains points, l'exode montagnard a entraîné une véritable érosion de la masse humaine, qui, toutes proportions gardées, n'est pas sans rappeler l'érosion des sols ou du relief qui atteint certaines parties du territoire.

On souligne habituellement que l'un des résultats du progrès technologique a été de réduire cet isolement. Parmi les facteurs les plus efficaces, on cite volontiers la création et l'amélioration d'une voirie rurale ; le développement des transports automobiles individuels ou collectifs ; la mise en place progressive d'un vaste réseau de télécommunications. C'est ainsi qu'au 1^{er} janvier 1959 sur 38.000 communes 317 seulement (dont la presque totalité ayant une population de moins de 200 habitants) étaient privées de liaison téléphonique.

Ces observations ne sont pas sans fondement. Par de multiples moyens, les campagnes se sont rapprochées des villes, mais il convient de ne pas exagérer la portée de ce mouvement. En de nombreux cas, les habitants des campagnes ne disposent pas des moyens financiers qui leur seraient nécessaires pour jouir de ces remarquables facilités. Nous avons déjà vu que la place des agriculteurs dans la demande d'automobiles est inférieure à leur pourcentage dans la population. De même, les statistiques des P. T. T. font ressortir la faiblesse de la densité téléphonique par habitant dans les régions rurales. D'un autre côté, le travail agricole comporte des obligations et servitudes susceptibles de limiter l'accès du paysan, en eût-il les moyens monétaires, aux manifestations et distractions urbaines.

Au surplus on peut s'interroger sur les résultats d'une rupture, même relative, de l'isolement. Certains raisonnent comme si de telles facilités étaient capables d'améliorer l'équilibre de la vie paysanne et, ainsi, de consolider l'attachement du paysan à la terre. Pour que ce soit vrai, il faudrait, au minimum, que l'agriculteur entrant en contact avec la ville ne se heurte à aucun décalage fondamental par rapport au mode d'existence dans les campagnes. Est-ce le cas ?

Il ne le semble pas en raison d'un phénomène dont malgré la place que lui attribue l'analyse sociale, nous n'apprécions pas encore peut-être à leur juste mesure les implications : la prépondérance urbaine. Les pessimistes ne craignent pas d'évoquer, comme un processus en cours d'accomplissement, la désagrégation du monde rural. Faut-il aller jusque-là ? Un point est clair, au moins : l'accroissement progressif de la prépondérance évoquée.

« La ville écrase la campagne, écrivent J. Milhau et R. Montagne (*op. cité*, p. 326). La ville domine également la campagne par sa jeunesse, car l'exode rural a écrémé les campagnes en leur enlevant les hommes les plus jeunes... La ville domine la campagne par le confort et l'hygiène. Ces différences dans les éléments de confort contribuent à accentuer l'exode rural. La différence des salaires est certes la cause première du phénomène mais les causes psychologiques ont renforcé les facteurs naturels, notamment l'attrait de la ville et la répugnance de plus en plus forte des jeunes... à supporter les conditions souvent très dures de la vie champêtre sans confort et sans loisirs. Les grands magasins, le terrain de sport où se jouent les championnats, la tournée théâtrale, le beau cinéma, tout cela est à la ville voisine où se trouvent aussi l'équipement hospitalier et l'équipement sanitaire. »

Le point frappant de tout ceci est qu'il ne s'agit nullement d'un échange dans lequel les prestations des deux parties seraient, en somme, d'un rang équivalent. La ville reçoit de la campagne — et dans plusieurs cas elle prend plus qu'elle ne reçoit — des éléments de type brut, qu'il s'agisse de produits ou de travail. En contrepartie, la ville délivre des produits finis, des services de tous ordres... dont la fourniture l'enrichit. Elle donne aussi aux hommes des campagnes diverses facilités culturelles ou, plutôt, elle laisse les ruraux s'approcher des foyers qui ont pour rôle de distribuer ces éléments aux citoyens. Encore faut-il dire qu'il est plus

aisé aux jeunes paysans d'entrer dans les cinémas ou music-halls que d'accéder aux études supérieures. L'inspiration vient tout entière d'un côté qui impose à l'autre, ou du moins tente de le faire, ses propres valeurs. Il n'est probablement pas excessif d'avancer à cet égard l'idée d'une authentique paupérisation spirituelle des campagnes.

Il n'est pas certain que l'opération soit déjà aussi totalement réussie qu'on pourrait le croire en lisant certains travaux d'esprit pessimiste. Et dès lors, peut-être, l'image d'une désagrégation de la paysannerie par la mentalité urbaine, n'exprime-t-elle pas entièrement la réalité. Cependant, le mouvement paraît irrésistible : et si les pères résistent encore, qui peut dire ce que seront les conduites des fils !

Il eût été facile d'allonger ce chapitre dont les thèmes se prêtent aisément à la narration descriptive. Mais au niveau d'un ouvrage comme celui-ci, il suffisait de marquer, sans équivoque, le sens de l'évolution qui, par son asymétrie et son irréversibilité, laisse peu de place à des interprétations nuancées. Le problème agricole s'explique par le jeu de mécanismes économiques qui, nous le verrons mieux plus tard, sont sans mystère : il traduit aussi un déséquilibre social — inégalité d'un secteur de la communauté vis-à-vis des autres — dont les composantes ne sont pas purement économiques. C'est, en un sens, une question de contacts entre civilisations différentes dont l'une se révèle plus dynamique, plus envahissante, plus impérialiste que l'autre. Il ne faudra pas perdre cette notion de vue en étudiant le problème du dépeuplement des campagnes.

CHAPITRE III

LE DÉPEUPLEMENT DES CAMPAGNES

[Retour à la table des matières](#)

Il s'agit du mouvement, souvent qualifié d'exode rural, qui provoque un amenuisement lent, mais irrésistible, de la place de la paysannerie dans les sociétés industrialisées. On pourrait être tenté d'y voir un simple aspect de cette gigantesque redistribution de la main-d'œuvre que suscite le progrès technique. Après tout, la croissance économique a nécessairement pour effet de provoquer des modifications incessantes dans l'appareil de production : des affaires, des branches d'industrie, des régions, connaissent l'ascension, tandis que d'autres, moins bien placées ou moins promptes à se transformer, subissent un déclin souvent irrémédiable. Lié à l'élévation du bien-être général, dont bénéficient également les cultivateurs restés à la terre, l'exode rural serait ainsi un phénomène dont les gouvernants n'auraient pas à se préoccuper, sinon pour vérifier qu'aucun obstacle n'en réduit artificiellement le rythme.

Tel n'est pas, réserve faite de changements récents, le point de vue des organisations professionnelles agricoles de plusieurs pays dont la France. Cet écoulement des forces vives de l'agriculture vers l'industrie et les activités de services leur semble constituer une évolution fâcheuse pour l'économie nationale et un facteur d'affaiblissement de la cause paysanne. Les dirigeants de ces associations luttent pour freiner le mouvement et s'insurgent contre la thèse d'après laquelle l'agriculture immobiliserait un nombre excessif de bras. Cette irritation atteint son comble quand l'agriculture est accusée d'un gaspillage systématique de main-d'œuvre (ainsi l'opposition un peu simpliste faite entre le nombre de personnes nourries par le paysan américain et celui, bien plus faible, alimenté par le paysan français). Les menaces qui planent ainsi sur l'intégrité quantitative du milieu paysan représentent, sans doute, l'une des composantes du malaise actuel.

Il convient donc de définir les grandes lignes du problème, qui a d'ailleurs une portée universelle (voir l'analyse du B. I. T. *Pourquoi les travailleurs abandonnent la terre*. Étude comparative, Genève 1960). Observons toutefois que ces réactions ne sont pas absolument propres au monde paysan. Toutes les expériences de

décentralisation ou de reconversion industrielles, même celles qui sont strictement imposées par l'état du marché, se heurtent à l'attachement du travailleur à son lieu d'existence actuel et à son métier présent. En bien des cas, les syndicats patronaux et ouvriers sont au premier rang de ce combat pour la sauvegarde des situations acquises, d'où parfois l'adoption par les autorités d'une politique systématique de protection du passé dont le coût s'inscrit finalement dans les budgets publics. On connaît ainsi, dans les économies modernes, de nombreux cas de conflit entre les impératifs d'une stricte rentabilité financière et le souci de préservation de valeurs morales et culturelles.

Je n'entends pas critiquer par principe de telles actions dont l'utilité sociale peut être grande quand leurs auteurs savent les aménager de manière à faciliter les transitions indispensables. Je voulais simplement souligner, dès l'abord, que les positions prises en cette matière par les dirigeants du syndicalisme agricole ne sont nullement singulières (le trait important de la situation agricole étant le caractère spontané de l'exode, dont il n'est pas certain que les pouvoirs, le voudraient-ils, seraient capables d'arrêter le cours).

I. AMPLEUR DU PHÉNOMÈNE.

[Retour à la table des matières](#)

En rapport étroit avec le développement de l'industrie et des transports, l'amenuisement de la part des paysans dans la population est un phénomène qui affecte tous les États d'économie moderne. Observons, par exemple, le bloc formé par six pays d'Europe Occidentale (Royaume-Uni, Pays-Bas, Belgique, France, Allemagne et Italie). En 1890, on y recensait encore 40% de paysans, mais, en cinquante ans, cette catégorie tombait à 25% ; elle n'est plus aujourd'hui que d'environ 20% (moyenne qui recouvre de larges disparités, la France se situant entre les types extrêmes du Royaume-Uni et de l'Italie).

À première vue le cas de la France paraît relever d'un schéma général. Pourtant, selon L. Estrangin (*Économie Rurale*, 39-40, p. 19), l'agriculture française occuperait en ce domaine une position « absolument originale, unique au monde même, par l'importance de sa perte de substance en valeur absolue et par les ruines qui, de ce fait, ont envahi ses champs ». Cause de cette situation particulière : la relative stabilité de la population totale de la France, première nation devenue malthusienne qui contraste avec le rapide accroissement démographique des pays voisins. Dès lors, c'est par amputation de la masse paysanne existante et non par l'utilisation de l'excédent démographique naturel que se serait constituée dans ce pays la main-d'œuvre nécessaire aux autres activités.

Cette thèse oublie diverses variables du problème (notamment le rôle de l'immigration). Pourtant il semble bien que, pour l'Europe Occidentale, ce soit l'agriculture française qui ait perdu, en nombre absolu, le plus grand nombre

d'agents : « recul... poursuit Estrangin, d'où naît une singulière impression de défaite et qui explique la particulière amertume des agriculteurs français ».

Réserve faite de la période récente, la caractéristique de cet exode en tout cas est de correspondre à un glissement lent et continu, et non à un mouvement massif et rapide. Si l'on en croit certains travaux historiques, le point de départ de la diminution affectant la population des campagnes se situerait pour la France en 1847. On peut étudier et calculer ce phénomène sous deux aspects qui, quoique étroitement liés, doivent être distingués avec soin.

Le premier de ces aspects est la réduction de la population dite rurale dans la population totale du pays. La statistique française classe comme « rurales » les communes ayant moins de 2.000 habitants agglomérés au chef-lieu. Le critère choisi est donc un élément de distribution géographique faisant abstraction de la qualification professionnelle des intéressés. Beaucoup de « ruraux » au sens statistiques du terme, ne sont pas des paysans mais des artisans, des commerçants... voire même des rentiers ou des retraités finissant leurs jours à la campagne. Or, en un siècle, soit de 1846 à 1946, la population rurale a diminué de 26.755.000 habitants à 18.952.000, sa part dans la population totale — qui durant cette période augmente de 36 à 41 millions — tombant de 75% à 46%. Le mouvement s'est poursuivi depuis lors, la population rurale n'atteignant plus, en 1954, toujours selon la même source, que 44% du total des habitants.

Le second aspect du mouvement est le déclin de la population active agricole. La notion implique une activité professionnelle, alors que celle de population rurale exprime seulement des conditions d'habitat : il s'agit de calculer le nombre d'individus attachés à la culture de la terre (y compris, bien entendu, les travailleurs salariés). Un point complique cette évaluation : la part qu'il convient d'attribuer au travail de la femme de l'exploitant. On sait que le calcul de la population active féminine est toujours incertain. La statistique agricole n'échappe pas bien entendu à ces difficultés. Certains pays, dont la France, comptent les femmes d'agriculteurs dans la population active ; d'autres (les États-Unis) ne procèdent de la sorte que sur demande des intéressées. De toute manière, la statistique de la population active féminine est précaire. Sans oublier la part du travail féminin, il est donc préférable de s'en tenir, à titre d'indice de l'évolution, à une notion moins incertaine : le nombre d'hommes actifs dans l'agriculture. Voici (selon L. Leroy, *Exode ou mise en valeur des campagnes*, Paris, 1958, p. 47) l'évolution de ce facteur (en milliers) :

1921	4.995	1936	4.220
1926	4.740	1946	4.150
1931	4.445	1954	3.550

Ainsi, en une trentaine d'années, la force de travail masculine de l'agriculture (exploitants et salariés) aurait-elle diminué de 1.445.000 unités, ce qui nous donne un rythme annuel moyen de l'ordre de 50.000 (le groupe des salariés ayant vu baisser ses effectifs plus rapidement que celui des exploitants).

Ces statistiques, on doit le dire, ne font pas l'objet d'un accord unanime. Selon certains experts, les chiffres seraient en réalité de 4.234.000 en 1921 et 3.129.000 en 1954 (donnée qui compte tenu d'autres éléments — *infra*, exploitants et salariés — paraît plus plausible que celle mentionnée dans le tableau ci-dessus). La chute serait donc, dans cette hypothèse, moins profonde si, finalement, le point d'arrivée est plus bas. Cependant, de toute manière, le sens, et aussi l'ampleur du mouvement, ne sont jamais mis en cause : même si les dimensions apparentes en sont accrues ou diminuées par des erreurs statistiques, l'exode des paysans vers les autres branches de l'activité économique demeure un phénomène massif. L'agriculture ne fournit pas seulement à l'économie nationale la plus large part de son alimentation, elle représente aussi pour elle une réserve de bras.

On pouvait donc estimer lors du recensement de 1954 que sur quatre Français exerçant une activité, l'un était paysan : il semble que l'on s'oriente actuellement, si même ce point n'a pas déjà été atteint, vers un rapport de un à cinq. Ce sont là, bien entendu, des ordres de grandeur, mais on peut les tenir pour vraisemblables. Cependant l'évolution n'est pas achevée. Selon des calculs de l'O. E. C. E., la baisse de la population active agricole en France serait actuellement de 1,8%, par an. Certains techniciens, il est vrai, trouvent ce chiffre trop élevé, l'erreur venant de ce qu'il tient compte du travail féminin dont la baisse est plus rapide que celle de l'ensemble (importance du départ des femmes et spécialement des jeunes filles dans le phénomène de désertion des campagnes) ; encore doit-on noter, toujours selon l'O. E. C. E., que, à l'exception des Pays-Bas où les effectifs paraissent stables, ce taux est le moins élevé du Marché commun (la baisse étant de 2% pour la Belgique, de 3% pour l'Allemagne et de 3,6% pour l'Italie).

Au total on estime aujourd'hui (voir notamment les déclarations du Ministre de l'Agriculture à l'Assemblée Nationale en date du 27 avril 1960) que la population agricole — d'autres disent population vivant de l'exploitation de la superficie agricole — représenterait environ 20% de la population totale. Il semble que la position la plus sage, en l'état actuel de la documentation statistique, soit de se contenter d'un tel ordre de grandeur. Si le poids humain de l'agriculture a beaucoup diminué, il représente encore une donnée importante et, à de nombreux égards, fondamentale de la vie nationale. Il est, en tous cas, facile de comprendre que l'agriculture pose au gouvernement français des problèmes tout différents de ceux que doivent résoudre les autorités du Royaume-Uni (pays dans lequel la population agricole ne représente pas plus de 5% de la population totale).

Les économistes, extérieurs au monde agricole, estiment généralement que dans les pays d'Europe Occidentale, le nombre des paysans reste trop élevé. C'est particulièrement le cas pour l'Italie qui connaît dans ses campagnes et, spécialement, dans le Midi et les Îles (Sardaigne et Sicile), un important « chômage dissimulé » (surabondance de la main-d'œuvre par rapport aux autres facteurs de la production.) Mais, encore qu'à un moindre degré, la même situation existe en d'autres pays dont la France. Cependant, pour ce pays, la position des diverses régions n'est pas uniforme, les unes pouvant être tenues pour surpeuplées, les autres pouvant être qualifiées de sous-peuplées. Autrement dit, il est légitime

d'avancer qu'il y existe à la fois des hommes sans terres et des terres sans hommes. De telles distorsions s'observent également ailleurs : mais elles ont en France une netteté et une ampleur exceptionnelles en raison de la richesse nationale en terres et de la faiblesse relative de la pression démographique générale.

De larges portions du Sud-Ouest entrent dans la catégorie du sous-peuplement, comme le prouve l'implantation sur ces territoires de cultivateurs venus de l'étranger ou de nos anciennes possessions d'Afrique du Nord et qui assurent, au moins partiellement et dans des conditions de plus ou moins grande efficacité, la relève des exploitants locaux. Certains plateaux du Bassin Parisien et surtout de l'Est pourraient également constituer des « zones d'accueil ». À l'inverse, d'autres régions comportent ces microfundia qui sont le signe d'un surpeuplement relatif (ensemble de l'Ouest, de la Manche aux Charentes ; Bas-Rhin ; Rhône ...). Du point de vue des effectifs agricoles, de telles régions semblent vouées à la condition de « zones de départ » (sans possibilité de récupération partielle ultérieure comme c'est le cas ou, du moins, comme ce pourrait l'être, pour certaines régions de sous-peuplement).

Ces distorsions pourraient certes être compensées et, en tout cas, réduites par des courants de migrations agricoles. Mais si de tels déplacements sont assez nombreux à courte distance (ainsi de la montagne à la vallée), de nombreux facteurs, dont la crainte du dépaysement, réduisent l'ampleur des transferts d'activité à longue distance. Quelques transferts ont pourtant pu être réalisés avec le soutien des autorités publiques.

Dans ces conditions, il est très difficile de calculer, comme le font certains, la quantité d'agriculteurs en surnombre (celle-ci dépendant, notamment, de l'état des techniques agricoles et de la masse des débouchés ouverts à l'économie nationale). Certains spécialistes fixent pourtant à un million, sinon même à un million et demi, le chiffre des paysans excédentaires (au sens où l'agriculture pourrait les perdre tout en améliorant ses niveaux actuels de production). Ponction, selon ces experts, parfaitement saine et de toute manière appelée à se réaliser par le seul jeu des mécanismes économiques habituels.

Cependant, ces prévisions ne sont pas admises par tout le monde. Des démographes en particulier les ont trouvées excessives (voir, par exemple, les études de Roland Pressat publiées dans les numéros de janvier-mars (pp. 17-36) et 7-36) et avril-juin 1957 (pp. 209-236) de la revue *Population*). Selon celui-ci, pour des raisons tenant à la pyramide des âges des travailleurs de la terre, la diminution de la population active agricole se ralentirait considérablement à compter de l'année 1961. Si cette hypothèse se révélait exacte, l'agriculture fournirait probablement au pays moins de bras que n'en attendent les planificateurs, à moins, bien entendu, que les autorités choisissent de favoriser systématiquement le mouvement. Cependant, la réduction du débit de la source n'équivaudrait pas à son tarissement (le IV^e Plan estimant que, pour la période de 1962-65, le rythme annuel de départs sera de l'ordre de 70-75.000).

On sait qu'un recensement général a eu lieu en mars-avril 1962. Au moment où ces lignes sont écrites (octobre 1962) les informations déjà communiquées au titre de cette opération ne permettent pas de retracer l'évolution récente de la population active agricole qui, selon les indications données par le Commissariat au Plan, aurait, durant la période 1956-1961, diminué d'environ 100 à 110.000 personnes par an (c'est-à-dire sensiblement plus que le III^e Plan ne l'envisageait). Cependant, les premières données disponibles confirment la poursuite du dépeuplement de diverses portions du territoire : alors que d'un recensement à l'autre (1954-1962) la population française a augmenté de 8,2%, celle de quinze départements du Massif Central, des Pyrénées et de l'Ouest a continué de décroître (Creuse : — 5,3% ; Cantal : — 3,5 ; Ariège : — 3,5% ; Gers : — 3%...).

L'ampleur de la désertion des campagnes étant donc établie, il faut maintenant évoquer le mécanisme qui en assure la réalisation.

II. MÉCANISME DU TRANSFERT.

[Retour à la table des matières](#)

Il faut distinguer deux plans de raisonnement dont seule la conjugaison permet de comprendre la totalité du phénomène.

Le premier qui, en une large mesure, relève de l'enquête sociologique est celui des facteurs d'appel vers les villes qui poussent le cultivateur à quitter la terre ou des facteurs qui le dissuadent d'y demeurer. L'énumération des uns et des autres a été souvent faite sans que l'on se préoccupe, dans la plupart des cas, de vérifier sur le terrain la validité des déductions effectuées : ainsi restons-nous dans l'incapacité de pondérer l'influence relative de ces divers éléments qui a dû beaucoup varier selon les époques et les régions.

Parmi les stimulants initiaux, on cite généralement d'abord l'attraction exercée par le travail industriel et commercial (meilleurs salaires ; horaires plus courts ; vacances payées, etc.). Il paraît hors de doute que parmi les causes de l'exode, la comparaison des revenus industriels et agricoles ainsi que les possibilités d'emploi en dehors de l'agriculture ont tenu un rôle majeur. Au titre des facteurs d'appel il faut donc citer de préférence à tout autre l'extension de l'occupation dans les activités non agricoles. Les facteurs de répulsion à l'égard du travail agricole ne sont pas rares : insuffisance du confort ; lacunes dans la protection sociale ; sentiment de paupérisation ; impression d'être négligé par les autorités et méprisé par les gens des villes, etc.). La pression démographique (surpeuplement relatif) favorise le phénomène sans en constituer une condition nécessaire (*supra*, l'existence de zones de sous-peuplement relatif). En un sens, tous les points que nous étudions dans cette première partie ont concouru à la désaffection. Notons que la correction, au moins relative, de plusieurs de ces défauts (ainsi, extension

progressive des lois sociales à l'agriculture) ne semble pas avoir entraîné en France et ailleurs un freinage sensible du mouvement. Dans cette perspective, il faut probablement compter avec l'attrait magique de la civilisation urbaine.

Ce dernier point montre que l'on ne saurait interpréter l'exode rural en termes purement économiques. Sous ses deux grandes modalités — exutoire pour le trop plein d'une population condamnée à de bas niveaux de vie par sa fécondité démographique ; abandon d'une activité agricole pénible et peu rentable dès que s'offrent d'autres possibilités de travail — l'exode rural dépend aussi de facteurs sociaux qui tantôt réduisent la portée des données économiques (ainsi attachement particulier au sol) et tantôt en accusent l'influence (sensibilité aux appels extérieurs). On ne doit pas négliger le rôle des héritages historiques et peut-être aussi des variables ethniques (celles-ci pouvant, toutes choses égales, susciter une tendance à l'enracinement ou une propension à la migration).

Le second plan de raisonnement est d'ordre technique : il s'agit d'examiner les facteurs qui ont permis d'améliorer la nourriture d'une population croissante avec un nombre décroissant d'agriculteurs. L'explication de ce miracle apparent a été si souvent faite qu'on hésite à la répéter ici une fois de plus : le facteur en cause est simplement l'extension au travail des champs des perfectionnements technologiques. Les acquisitions de la biologie et de la chimie ont considérablement accru le rendement de la terre ; l'emploi des machines en diminuant la peine des hommes a réduit la quantité de main-d'œuvre nécessaire pour l'exploitation d'une superficie déterminée.

Observons toutefois qu'il ne faut pas trop exagérer l'optimisme. La machine, par exemple, n'a pas délivré l'agriculture des servitudes du climat et des incertitudes des éléments biologiques. De plus, et bien qu'en cette affaire le dernier mot n'ait pas encore été dit, l'automation ne semble que partiellement applicable au travail agricole. Enfin, les économies de temps et de fatigue sont encore beaucoup moins sensibles dans le secteur des productions animales que pour d'autres spéculations ; or, c'est le développement de ces productions qui est à l'ordre du jour.

Un point mérite réflexion : les résultats obtenus par la planification de type soviétique ont été nettement moins spectaculaires dans le secteur agricole que dans le domaine industriel. La cause de cette disparité tient en partie à la priorité systématiquement accordée aux activités industrielles dans la répartition des crédits d'investissement. Mais l'écart relève aussi de la nature des choses. On peut concevoir sans difficulté que l'industrie soit un jour en mesure de distribuer dans le monde entier un réfrigérateur à chaque ménage, disait Pierre Fromont, mais il n'est pas du tout certain que l'élevage permette à tous les bénéficiaires de ces appareils d'y placer un rôti ou un gigot.

Il reste cependant que le progrès technique a exercé une influence notable sur les conditions de l'exploitation agricole : il a ainsi permis de libérer du travail de la terre les quantités de main-d'œuvre nécessaires à l'industrialisation. L'agriculture a de la sorte contribué à l'expansion de la productivité et à l'accroissement de la

production des autres branches. Mais notons tout de suite qu'en un sens ce transfert est la condition d'une augmentation de la productivité agricole elle-même : c'est notamment parce que le nombre des paysans a été réduit que le rendement par tête des travailleurs restés à la terre a considérablement augmenté. En somme, loin d'être pour l'agriculture une source de pertes ou d'abaissement, l'exode paysan constitue le facteur nécessaire de son amélioration.

Sur cette base, on est rapidement parvenu à la conclusion que la diminution de la population active agricole répond à une double nécessité : fourniture de main-d'œuvre au reste de l'économie, mais aussi, amélioration du rendement agricole et, par là, élévation du niveau de vie du personnel engagé dans ce secteur. Un point explique cette situation : les limites, plus ou moins étroites selon les cas, que rencontre l'expansion de la demande de produits alimentaires et de matières premières d'origine agricole. C'est d'ailleurs l'une des données fondamentales du problème paysan dont nous devons rendre compte dans la deuxième partie de ce livre.

Ainsi, pour une certaine capacité d'absorption du marché, l'agriculture, aux prises avec le progrès technique, ne peut augmenter sa productivité — ou, ce qui revient au même, accepter l'innovation technique — qu'en réduisant ses disponibilités en main-d'œuvre. Pour résumer ce raisonnement auquel reste attaché le nom de Colin Clark, on peut se borner à dire que le nombre des agents engagés dans l'agriculture devrait diminuer à mesure que s'affirme le progrès économique et que s'étend la spécialisation dans l'exploitation des ressources nationales.

En définitive, si nous en croyons les théoriciens, la réduction du rôle relatif de l'agriculture dans la structure professionnelle d'un pays est à la fois la conséquence directe du développement de celui-ci et la condition nécessaire d'une plus grande expansion. Ainsi interprétée, la désertion des campagnes perd-elle son caractère mystérieux et se dépouille-t-elle de ses aspects néfastes. Non seulement l'État ne devrait rien faire pour l'entraver, mais il serait fondé à intervenir pour relancer le circuit si celui-ci donne des signes d'essoufflement. Cette position — dont il est inutile de souligner qu'elle s'inspire d'un pur économisme — réduit à un rôle subalterne le jeu des facteurs de dissuasion ou de répulsion à l'égard du travail de la terre : le mécanisme de transfert aurait joué même en présence de conditions de vie plus favorables pour les paysans, comme l'établit, par exemple, le cas du Danemark.

Dans ce pays, l'agriculteur travaille dans de bonnes conditions. L'agriculture continue d'être la branche la plus importante de l'économie nationale, près de 60% des exportations étant constituées de produits agricoles. Cependant, la grande majorité de la population (environ 65%) est urbaine (la région de Copenhague en comptant, à elle seule, le quart, c'est-à-dire plus d'un million). Les villes absorbent entièrement l'accroissement démographique du pays et le pourcentage de la population totale qui leur revient est toujours croissant. Si l'on considère, maintenant, la répartition professionnelle de la population active, on découvre que moins du quart est occupée dans l'agriculture. De 1939 à 1952, la production

agricole a crû de 20%, mais dans le même temps, le nombre des personnes s'y consacrant diminuait de 30% environ.

Il semble donc, à première vue, difficile de comprendre les réserves des dirigeants agricoles français à l'égard de la diminution de la masse paysanne. Pourtant, un examen plus attentif de la situation permet de découvrir des raisons qui, tant sur le plan moral qu'économique, ne sont pas sans solidité, ni valeur.

III. ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION.

[Retour à la table des matières](#)

Selon une opinion assez courante, les réserves ainsi exprimées trouveraient leur origine dans la crainte des dirigeants de perdre une partie de leurs troupes. Le nombre étant l'une des conditions qui déterminent l'influence — particulièrement dans le domaine des relations politiques —, la lutte contre la désertion des campagnes avec le concours des parlementaires des circonscriptions rurales n'aurait d'autre fondement que d'assurer la conservation de positions oligarchiques. Il est possible, certes, qu'un tel calcul ne soit pas étranger aux critiques émises contre l'amointrissement continu de la population active agricole. L'expérience établit pourtant que l'on fait généralement erreur en imputant exclusivement à des mobiles d'intérêt immédiat la totalité des conduites socio-économiques. Les systèmes de motivations sont généralement plus complexes.

Dans le cas qui nous occupe ici, un point explique et même justifie les réticences formulées : le fait qu'en dépit des migrations des campagnes vers les villes, le travail agricole — socialement plus contraignant que l'occupation industrielle — s'avère aussi, en moyenne, financièrement moins productif. Statisticiens et économistes affirment que l'exode paysan est une des conditions de l'augmentation de la productivité pour ceux qui restent dans l'agriculture, comme pour la collectivité tout entière. Or, nous l'avons établi, l'élévation de la productivité en nature n'entraîne pas un accroissement proportionnel de la rentabilité financière. Le monde paysan se trouve défavorisé, globalement et en permanence, dans la distribution du revenu national : le pourcentage qu'il reçoit reste toujours inférieur à son importance numérique. L'exode rural ne conduit pas à l'établissement d'un juste équilibre dans la répartition des biens et des satisfactions entre les différents segments de la communauté.

Il est possible que des théoriciens épris d'une logique rigoureuse ne s'émeuvent pas d'un tel décalage et l'interprètent justement comme le résultat d'un retard dans le transfert des hommes des campagnes vers les villes. Dès lors, pour que la situation des paysans s'améliore, il conviendrait avant tout d'accélérer l'exode. Mais on voit sans peine qu'une autre analyse est possible : le phénomène migratoire serait dû à l'injustice de la condition paysanne. Loin d'être la preuve du

bon fonctionnement de l'économie — un fonctionnement assez souple et cohérent pour susciter de lui-même les adaptations et corrections indispensables — l'exode serait le témoignage d'un fonctionnement défectueux du système. Il serait possible, dans cette optique, sinon d'éliminer du moins de réduire les migrations en organisant un transfert de revenu au profit de l'agriculture. Provoqué par une distribution du produit socialement contestable, l'appauvrissement des campagnes en hommes pourrait être combattu par une correction appropriée (*supra*, les réponses des jeunes à l'enquête italienne).

Si l'interprétation donnée de l'écart campagnes-villes ouvre matière à controverse, l'existence du décalage dans les revenus reste hors de question. Il faut tenir compte de ce déséquilibre quand on tente d'évaluer les aspects qualitatifs de l'exode. De ce point de vue, l'âge constitue un critère essentiel d'analyse. Ce ne sont pas les exploitants âgés mais les éléments jeunes qui fournissent la majorité des partants. Il en résulte un vieillissement particulier de la population agricole qui, joint au vieillissement général de la population française, alourdit la situation des campagnes. Le décalage est particulièrement net quand on s'attache à la comparaison de la population active agricole et non agricole. Voici, tiré de l'ouvrage de L. Leroy (*Exode...* p. 48), un tableau portant sur la population active masculine en 1956 (en milliers) :

	Agricole	Non agricole	Total
14 à 19 ans	336	671	1.007
20 à 39 ans	1.181	4.415	5.596
40 à 65 ans	1.466	4.187	5.653
Plus de 65 ans	<u>302</u>	<u>355</u>	<u>657</u>
	3.285	9.628	12.913

La population active agricole masculine représentant environ le quart de la population active totale, c'est seulement pour la catégorie 40-65 ans que cette proportion entre les deux secteurs est respectée. Par contre la proportion dans la main-d'œuvre agricole de l'échelon 20-39 — l'âge par excellence de l'exode rural, les départs cessant après 40 ans — n'est que de 21%. L'équilibre global est rétabli par la prépondérance des éléments très jeunes (encore hors d'état d'effectuer une migration) et surtout des plus vieux. On voit donc que pour une population active trois fois moins importante, l'agriculture a un nombre de travailleurs de plus de 65 ans à peine inférieur à celui du reste de l'économie — la proportion des agriculteurs âgés devant avoir considérablement augmenté depuis 1956.

Les conséquences de cette situation sont manifestes. Mentionnons en particulier la diminution de l'empressement à l'innovation et la difficulté du financement des lois sociales à partir des seules ressources de la profession (difficulté qui s'ajoute à l'obstacle de la faiblesse relative du revenu agricole). Il est

clair que l'égalisation des prestations entre les villes et les campagnes ne peut s'effectuer sans un concours des premières par le truchement du budget général.

Autre particularité de cet exode : il concerne l'élément féminin aussi bien que masculin. Certains techniciens estiment l'ampleur des migrations de femmes vers les villes supérieure à celle des hommes (*supra*) ; d'autres pensent que les deux séries ont suivi une évolution sensiblement parallèle. En tout cas, selon plusieurs commentateurs, les femmes quitteraient la terre plus tôt que les hommes, ceux-ci allant rejoindre les premières à la ville après l'accomplissement du service militaire. S'il en était bien ainsi, l'exode féminin, surtout dans le cas où son ampleur resterait un peu supérieure à l'exode masculin, constituerait une incitation supplémentaire et d'une rare puissance, au départ des hommes.

Dernier élément qualitatif : l'état social et le niveau d'éducation. Des auteurs ont noté (ainsi J. Milhau in « Le programme de développement de la région du Bas-Languedoc », *Revue Économique*, novembre 1956, pp. 1015-1034) que le phénomène entraînait un déclin pouvant aller jusqu'à la disparition totale de l'ancienne bourgeoisie rurale qui assumait, en même temps que la direction de ses exploitations, « les fonctions représentatives et les fonctions d'encadrement ». Milhau poursuit, à partir de l'exemple du Languedoc qui a d'ailleurs une portée générale : « Aujourd'hui, les descendants des gros propriétaires fonciers ont quitté les villages. Les fils et petits-fils des paysans sont des ingénieurs, des médecins, des professeurs, des commerçants, installés à la ville, dirigeant leur domaine de loin par l'intermédiaire d'un régisseur... ». Incontestable appauvrissement social que le mouvement réduisant la campagne au rôle d'un séjour de vacances.

Au total, la désertion des campagnes, telle qu'elle s'est effectuée en France, a imposé de lourdes charges à l'agriculture qui, de plus, y a perdu une large partie de son meilleur potentiel. Moins que jamais ce phénomène ne devrait être posé en termes purement quantitatifs, c'est-à-dire ramené au chiffrage brutal du nombre de travailleurs devant passer des campagnes aux autres secteurs de l'économie nationale. Quels travailleurs agricoles en effet ?

On dira que, de toute façon, l'absence, ou l'insuffisance, d'élasticité de la consommation alimentaire limite la liberté de manœuvre des dirigeants politiques et des responsables professionnels. Ce n'est pas inexact. Il est certes possible d'envisager un développement de la production en vue d'accroître les exportations : le souci d'indépendance alimentaire et de défense de la paysannerie nationale — préoccupations caractéristiques de l'activité de nombreux gouvernements en cette matière — rend difficile, nous le verrons, la réalisation d'un tel programme (spécialement s'il s'agissait de conserver à la terre tout son potentiel humain actuel).

Retenons, en tout cas, de cette brève description, que le problème de l'exode rural n'a vraiment de sens que par rapport au destin global de l'agriculture nationale tel qu'il s'affirme spontanément ou, et de plus en plus, tel qu'il résulte des options gouvernementales.

Il paraît indispensable que les autorités se préoccupent du phénomène et s'efforcent d'éviter, par des mesures appropriées, que le mouvement ne continue d'infliger de graves dommages à la vie agricole du pays. Tel est, en tout cas, le point de vue qu'adoptent aujourd'hui plusieurs dirigeants professionnels (notamment ceux du Centre National des Jeunes Agriculteurs). Ceux-ci, nous reviendrons plus tard sur cette option, admettent comme un fait inévitable l'existence d'un nombre assez considérable de « départs » (terme qui tend à se substituer à celui d'« exode », la nuance sémantique traduisant, comme c'est souvent le cas, une modification des attitudes).

Il ne faut pas se dissimuler que cet effort pour donner au mouvement un caractère sélectif se heurtera à de graves difficultés dont la plus grande reste peut-être, nous l'avons vu, l'attrait exercé par la civilisation urbaine. La puissance de cette vaste migration professionnelle, qui entraîne une modification quasi totale du genre de vie des intéressés, est sa spontanéité même. Ce n'est pas un domaine où les exhortations morales et les appels à la solidarité corporative puissent exercer une quelconque influence sur ceux décidés à partir.

On a noté que l'une des particularités de la jeunesse actuelle est un goût de l'indépendance. Les jeunes se satisfont assez mal au-delà d'un certain âge de travailler sous les ordres de leurs parents, généralement peu portés à accepter les initiatives prises ou proposées par leurs descendants. Or, toutes choses égales, l'allongement de la vie humaine, dû aux progrès de la médecine, recule le moment où les enfants sont appelés à prendre possession du bien familial. Cette situation que l'on observe dans tous les domaines est aggravée en agriculture par le fait que les paysans ne sont que rarement en mesure de se constituer les moyens financiers d'une vieillesse oisive.

Ces considérations suggèrent l'une des directions de l'effort à entreprendre : assurer aux paysans âgés une retraite qui leur permette de transmettre, à une date raisonnable, leur exploitation à la génération suivante. S'il est vrai que nous ne sommes pas encore au bout des facultés d'allongement de l'existence, de telles remarques n'en ont que plus de poids.

Il serait absurde d'ignorer les soucis moraux que la désertion des campagnes peut causer aux dirigeants professionnels. Trop souvent, les positions prises à cet égard par les services gouvernementaux reviennent à considérer les agriculteurs comme une chose dont le déplacement s'impose parce qu'utile au bien-être de la collectivité dans son ensemble. C'est là, entre tant d'autres, une manifestation de l'esprit technocratique pour lequel la seule façon de traiter un problème est de l'enfermer dans les limites d'un froid calcul rationnel. Bien sûr, si une quelconque force extra-terrestre redistribuait aujourd'hui les hommes en fonction de critères productivistes, il est peu vraisemblable que cette répartition soit conforme à la situation actuelle. Mais il reste que cette situation existe. Et c'est justement, ce devrait être, le rôle spécifique de la fonction politique que de favoriser et faciliter à tous les intéressés les transitions et aménagements indispensables.

CHAPITRE IV

ASPECTS ACTUELS DE LA PROTESTATION

[Retour à la table des matières](#)

Sous la V^e République, le conflit entre les paysans et les autorités politiques a porté principalement, au moins durant une première phase, sur le problème des prix agricoles. Un décret du 18 septembre 1957 avait institué pour sept grands produits (blé, orge, maïs, betterave sucrière, viande de bœuf, de porc et œufs) un système de fixation des prix comportant, notamment, l'ajustement automatique de ceux-ci aux prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture, aux prix de détail des produits non alimentaires et aux salaires agricoles. Or cette indexation qui avait pour but d'empêcher la dégradation du revenu agricole fut supprimée le 28 décembre 1958 dans le cadre du redressement financier. Cette décision suscita une très vive colère chez les organisations paysannes qui entrèrent aussitôt en lutte pour obtenir la reconstitution de ce dispositif.

Après de nombreuses manifestations de protestation, une brusque aggravation du problème allait survenir avec les incidents d'Amiens (11 février 1960) — la réunion, qui groupait plus de trente mille agriculteurs, prit très vite un caractère politique et dégénéra en violentes bagarres entre les participants et le service d'ordre. D'autres manifestations, se déroulant d'ailleurs dans le calme, eurent lieu au même moment à Chartres, Clermont-Ferrand, Bourges, Grenoble, etc. En même temps le Président de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (F. N. S. E. A.) lançait un appel en faveur de la convocation anticipée du Parlement.

C'est eu égard à cette pression qu'il convient d'apprécier le décret du 5 mars 1960 sur les prix agricoles. Ce texte qui concernait neuf produits (les sept déjà mentionnés ainsi que les produits laitiers et le vin) prévoyait le retour à une indexation automatique mais en lui conférant un caractère partiel — cette restriction étant destinée à assurer une certaine liberté de manœuvre au gouvernement. En effet, selon les termes d'un dispositif assez complexe, l'indexation ne jouait que sur une portion du prix de revient variant, selon les produits, de 55 à 70% (le surplus qualifié de « plage » pouvant aussi faire l'objet

d'ajustements mais à la discrétion du gouvernement). Ainsi, malgré des concessions, les autorités refusaient de donner suite à la revendication d'une indexation intégrale.

Cette décision suscita une vive opposition de la part des *leaders* paysans qui allèrent jusqu'à la qualifier de « véritable provocation » (le président de la F. N. S. E. A. déclarant le 7 mars que ces dispositions étaient « ... zéro, moins que zéro, plus catastrophiques que celles que nous connaissions... »). Un large effort fut alors accompli pour obtenir le nombre de signatures de députés nécessaires à la convocation extraordinaire du Parlement. Finalement, la majorité exigée ayant été atteinte, la demande fut transmise au Chef de l'État qui, par lettre en date du 18 mars au Président de l'Assemblée Nationale, refusa de signer le décret de convocation.

Le Premier Ministre de l'époque, M. Michel Debré, n'a jamais fait mystère de son hostilité au système de l'indexation. Dans un discours devant l'Assemblée Nationale le 26 avril 1960 il déclarait : « L'indexation automatique peut devenir une machine infernale. Elle met en route des mécanismes incontrôlables qui jouent toujours à sens unique. Elle risque de s'étendre à l'ensemble de la vie économique et sociale. Elle met en danger la stabilité de la monnaie. » Certes le gouvernement acceptait la notion de « parité » entre l'agriculture et les autres activités économiques, expressément consacré par l'article 1^{er} de la loi du 5 août 1966, dite d'orientation agricole, mais avec l'idée, selon les termes de M. Debré (Discours à l'Assemblée le 18 mai), « qu'une politique agricole ne peut être uniquement, ni même avant tout, une politique de prix ».

L'étude de l'évolution du revenu agricole au cours des dernières années soulève de difficiles problèmes statistiques. Favorables à l'agriculture durant l'année 1958 (*supra*), les termes de l'échange s'étaient retournés à son détriment en 1959 mais, pour 1960, ils auraient atteint un niveau voisin de la parité. Cependant, ici encore, il faut mentionner des interprétations divergentes et, en particulier, celle de F. Houillier, selon lequel l'indice de parité en légère hausse sur 1959 n'aurait atteint que 67,29 en 1960 et 67,32 en 1961.

La question du partage du revenu national entre les divers groupes sociaux a fait l'objet d'un ample débat à l'occasion de la réunion du Conseil Supérieur du Plan des 11 et 12 octobre 1962. Certains techniciens, s'appuyant sur le dossier de la comptabilité nationale, estiment que la situation de la plupart des exploitations agricoles — exception faite de celles des régions en voie de déperissement — s'est assez nettement améliorée à l'époque la plus récente. Pourtant, la F. N. S. E. A. estime que le revenu agricole continue de demeurer très largement inférieur à celui des autres catégories sociales. Tout en admettant les faiblesses du raisonnement global — dues notamment à la diversité des situations concrètes — il semble au moins permis d'avancer que pour l'instant, malgré le non-rétablissement de l'indexation intégrale, la position des paysans n'a pas connu de nouvelle dégradation.

Il faut d'ailleurs observer que, depuis quelque temps, les protestations et revendications des cultivateurs — du moins celles de leurs éléments les plus dynamiques — vont bien au-delà de la simple fixation de prix avantageux. Certes, démarches et manifestations visent toujours l'amélioration du revenu, mais l'on s'attache désormais à l'étude et à la réforme des facteurs qui en conditionnent le montant. Ce nouveau courant qui ne fait pas l'unanimité de la paysannerie est, en une large mesure, l'œuvre du Centre National des Jeunes Agriculteurs (C. N. J. A). Cependant, de telles attitudes ne seraient pas compréhensibles si l'on ne soulignait d'abord l'ampleur et le sens de l'œuvre de modernisation qui, depuis les années de la Libération, caractérise l'agriculture française.

I. DIFFICULTÉS ET RISQUES DE LA MODERNISATION.

[Retour à la table des matières](#)

Sur la foi de nombreuses idées reçues on se représente volontiers le paysan comme un être de pure routine qui s'en tient aux vieilles solutions et refuse, par principe, les techniques neuves. Pour la France actuelle, un point compromet la validité de ces notions traditionnelles : l'importance des progrès dans le rendement du travail paysan. Les experts estiment qu'au cours des dernières années la productivité agricole s'est améliorée au moins au même rythme que la productivité industrielle. Il est hors de doute que l'agriculture connaît aujourd'hui de vastes bouleversements technologiques, à propos desquels on peut légitimement utiliser les termes de mutation et même de révolution. Or, en une large mesure, ce souci, ce besoin faudrait-il dire, de modernisation a pris naissance au sein de la masse paysanne elle-même et spécialement dans ses éléments jeunes. Beaucoup des mesures aujourd'hui prises par l'État, avec des hésitations et des retards, ont d'abord été conçues et, souvent, expérimentées dans les campagnes mêmes.

« Le progrès rapide et incessant vient de pénétrer la vie des campagnes françaises qu'il est en voie de transformer radicalement, écrit H. Mendras (*Les paysans et la modernisation de l'agriculture*, Paris, 1958, p. 7). Certes, l'apparente stabilité des sociétés paysannes traditionnelles n'interdisait pas toute innovation ; ... mais il s'agissait toujours d'un progrès lent... Depuis quelques années, ce rythme du progrès s'est accéléré au point de devenir le trait dominant de l'agriculture moderne et la préoccupation quotidienne de l'agriculture : en dix ans, le parc français de tracteurs a décuplé. L'importance de ce phénomène ne saurait être trop souligné. Les fondements mêmes de la société rurale traditionnelle en sont ébranlés et le paysan se trouve dans une situation neuve pour lui : il doit accomplir des modifications rapides et brutales, inspirées par une certitude scientifique. »

Cette modernisation n'est pas allée sans susciter des résistances : elle comporte par ailleurs des difficultés et n'est pas exempte de risques. Je voudrais illustrer brièvement chacun de ces points.

1. Résistances

[Retour à la table des matières](#)

Pour les comprendre il suffit d'admettre que, dans les campagnes, la modernisation ne signifie pas simplement un accroissement du taux d'investissement ou des transformations dans les modalités de l'enseignement mais implique le remplacement d'une civilisation par une autre. Le mouvement impose aux paysans une vision différente du monde dont l'assimilation est rendue plus difficile par le retard socio-économique déjà analysé.

En certains cas on a parfois observé, surtout au départ de l'expérience, que les cultivateurs se désintéressaient d'innovations techniques — ainsi l'implantation d'un vaste réseau d'irrigation — susceptibles de modifier le paysage d'une campagne et d'accroître le niveau de vie des bénéficiaires (voir l'étude de J. Bethemont, « Progrès technique et réactions paysannes : l'irrigation dans la plaine de Montélimar », *Revue de Géographie de Lyon* 1961, n° 4, pp. 347-377). Il est tentant et bien entendu facile d'expliquer ces attitudes par une méfiance de la nouveauté en tant que telle, une incapacité complète à envisager des solutions neuves. Mais Béthemont évoque à juste titre d'autres facteurs de la situation : l'ignorance de données techniques essentielles (qui résulte de notre système d'enseignement) ; la rupture des lignées paysannes, effet de l'exode rural, qui apporte un élément de découragement aux paysans âgés ; l'inquiétude provoquée par les difficultés globales de l'agriculture (pour ces dernières années : baisse relative du blé ; arrachage des vignes ; crise de la betterave sucrière ...). Il y a là de quoi susciter la méfiance.

Des enquêtes ont montré que les agriculteurs les plus progressifs étaient ceux ayant reçu la meilleure formation professionnelle, possédant les installations les mieux agencées et les plus rentables, ayant des ouvertures sur le monde (lecture de journaux, de périodiques agricoles ...). De telles constatations, probablement exactes, ne sont pas d'un grand secours car, en somme, si tous les agriculteurs en étaient à ce stade, il n'y aurait pas de problème : la modernisation s'effectuerait au rythme des disponibilités de l'exploitant et de sa faculté d'obtenir crédits ou prêts. La question est justement de conduire les paysans vers le seuil où l'amélioration technique n'est plus redoutée ou repoussée, mais souhaitée. Il est hors de doute que les éléments de la profession, d'esprit déjà progressif, ont servi de centre ou de facteur d'impulsion (rôle de l'imitation et, plus encore, de l'émulation).

Au surplus, les réticences s'expliquent en plusieurs cas par le manque d'argent. On n'apprécie pas toujours à sa juste mesure l'ampleur des fonds engagés dans l'agriculture. En dehors du prix des terres sur lequel je reviendrai un peu plus loin, il faut aussi compter avec le capital d'exploitation qui varierait entre 1.500.000 anciens francs (zone maraîchère où l'on travaille essentiellement à bras) et

4.000.000 (zone de production de viande). Selon Jean-Marie Dauzier (Conférence au Centre d'Études Supérieures de Banque le 19 juin 1961), si l'on additionne capitaux fonciers et d'exploitation, il s'avère que, pour rester dans les cas les plus fréquents, l'agriculteur mobiliserait, en travaillant de ses mains, de 3 à 8 millions. Bien entendu, ces chiffres sont des ordres de grandeur qu'il faut interpréter avec souplesse : ils attestent en tout cas l'ampleur de la mise de fonds qu'exige aujourd'hui l'activité agricole.

Il est bien connu depuis longtemps que l'agriculture a besoin d'un système particulier de crédit spécialement pour le financement de ses investissements. Ce problème, qui n'est qu'imparfaitement réglé par le système actuel, préoccupe vivement les organisations professionnelles. C'est ainsi que le C. N. J. A. a préconisé la création d'un Fonds spécial d'investissement agricole ; l'attribution de prêts sur la base de garanties techniques et morales reconnues par des organismes qualifiés ; l'alimentation des organismes de crédit par appel au marché financier et à des emprunts nationaux. De son côté, la Confédération Nationale de la Mutualité de la Coopération et du Crédit Agricole a suggéré l'instauration de contrats libres permettant aux signataires d'obtenir, moyennant certains engagements, des subventions ou prêts. La difficulté en cette matière est qu'une grande partie des investissements doivent être à long terme. Mais précisément, quel est le contenu de la modernisation ?

2. Modalités.

[Retour à la table des matières](#)

Il y a une tendance à assimiler modernisation à mécanisation. Or, si la machine est un élément important du problème, elle n'apporte pas un remède absolu à la situation et il arrive qu'elle ne soit pas le point principal.

Observons par exemple l'élevage. Parmi les productions animales, c'est certainement la viande qui offre le plus de débouchés, au moins dans un avenir immédiat. Mais les frais de production sont élevés. Il est donc nécessaire d'améliorer autant que possible le prix de revient. Or, selon les spécialistes, celui-ci est sous la dépendance de quatre facteurs ; fécondité ; précocité (qualité liée à la race et dans la race elle-même, à la souche) ; utilisation nutritive (c'est-à-dire nourriture attribuée à l'animal) ; rendement en viande qui influence bien entendu le prix au kilo vif. En ce domaine, des résultats satisfaisants sont liés à des opérations de sélection et d'alimentation rationnelle beaucoup plus qu'à la mécanisation au sens simpliste du terme.

La machine fait parfois l'objet d'un culte pour elle-même il a pu sembler à certains que son acquisition permettrait de résoudre miraculeusement tous les problèmes. Il n'en est rien, bien entendu : « La mécanisation de l'agriculture, écrit T. Ballu (*Le machinisme agricole*, Paris, 1951, p. 127), est imposée par le développement du progrès et surtout par les répercussions scientifiques appliquées à l'agriculture. Mais il en résulte pour le cultivateur l'obligation absolue de se

réadapter aux nouvelles conditions et aux nouveaux impératifs qui sont la conséquence de ces évolutions scientifiques et économiques ». Autrement dit, la mécanisation ne donnera les résultats escomptés que si elle s'accompagne d'une adaptation des structures et des procédés d'exploitation.

Soit le cas des exploitations orientées vers la polyculture. On s'aperçoit qu'en règle générale il n'a pas été établi de coordination entre les transformations de la technique agricole et la modernisation des structures agraires. La vague du tracteur n'a été ni précédée ni même suivie d'un remembrement parcellaire. Eu égard aux possibilités de la machine, la parcelle d'exploitation est souvent d'une étendue dérisoire. Cette dispersion cause de gros préjudices de temps et désormais aussi de carburant. Il existe bien une procédure de regroupement mais, insuffisamment rapide, elle nécessite trop de conditions et trop de frais (*infra*). On s'est demandé en certains milieux s'il ne conviendrait pas de réaliser l'indispensable remembrement selon une procédure autoritaire, l'opération étant effectuée sans aucun frais pour les intéressés. L'idée sera certes critiquée par beaucoup. Retenons de ce problème que nous retrouverons plus tard que les bénéfices de la mécanisation risquent d'être fortement réduits quand le changement s'effectue dans un milieu mal préparé pour le recevoir. On retrouve la liaison étroite entre la formation professionnelle et l'amélioration de la productivité.

Autre aspect du problème : la nécessité d'un développement de l'équipement collectif. À l'heure actuelle, de très grands efforts sont accomplis sur certains points ou en diverses régions : ainsi, l'aménagement du Bas-Rhône Languedoc « (Un retard d'un siècle comblé en 5 ans », titre à son propos, non sans quelque emphase, l'hebdomadaire *Entreprise*, 18 novembre 1961, p. 18). Certes, l'affaire est grandiose, englobant dans une entreprise de rénovation totale 250.000 ha de terres réparties sur 227 communes peuplées de 600.000 personnes : strictement vouée aujourd'hui à la monoculture viticole, la région doit comporter aussi demain — si, du moins, les sacrifices consentis par la collectivité suscitent les résultats attendus — 170.000 ha de polyculture intensive. Mais si l'on s'attache aux travaux d'équipement effectués dans des régions moyennes ou arriérées (hydraulique, voirie, adduction d'eau, remembrement ...), les perspectives sont moins brillantes. Les ressources allouées au Ministère de l'Agriculture pour ces travaux ne sont pas proportionnées aux besoins et les collectivités locales sont financièrement beaucoup trop faibles pour en pousser activement la réalisation sur leurs propres ressources.

Ces brèves indications n'avaient d'autre but que d'illustrer les déboires pouvant naître d'erreurs ou de lacunes dans la modernisation. Mais, à supposer que le cultivateur ait bien aménagé son affaire, le marché ratifiera-t-il ses calculs ?

3. Risques.

[Retour à la table des matières](#)

Écoutons les déclarations faites par un jeune paysan à un hebdomadaire parisien (*l'Express*, 29 juin 1961, p. 8) : « ... Des milliers d'agriculteurs sont entrés dans un cycle national qu'ils ignoraient auparavant : pour payer les traites de matériels se chiffant par milliards, il faut vendre et vendre à certains prix sous peine de faillite ou de ruine. La gravité de la crise présente vient de là : l'agriculture s'est modernisée ; elle ne vit plus en vase clos. Par la radio ou la presse, elle est en contact avec l'ensemble du pays. Elle sait que des fils d'ouvrier se privent de fruits parce qu'ils sont trop chers, ou de beurre, alors que des intermédiaires font des fortunes scandaleuses. Comment, dans ces conditions, ne pas déboucher tôt ou tard sur un problème national ? » Il est possible que ces affirmations exagèrent le niveau d'information des paysans moyens, et sous-estiment, malgré les moyens de communications modernes, le poids de l'isolement rural. Cependant, au niveau des élites professionnelles, la jonction entre le problème agricole et l'économie générale est de mieux en mieux faite : et, bien entendu, ce sont ces éléments qui ressentiront le plus durement la privation des avantages escomptés de la modernisation.

Il arrive même que la modernisation se retourne contre celui qui l'avait accomplie. Le point est bien connu en matière industrielle. Considérons deux entreprises dont l'une travaille avec un vieil équipement complètement amorti tandis que l'autre a entièrement renouvelé son installation et doit donc, de ce fait, réaliser un amortissement proportionné au coût du nouvel équipement (et, aussi, un remboursement financier si l'opération a été réalisée avec des capitaux extérieurs à l'entreprise). Dans un marché en expansion le second triomphera probablement mais, en cas de contraction, il est possible qu'il tombe en faillite alors que l'autre tiendra. On peut, à la rigueur, réduire ou différer l'amortissement, mais il faut rembourser les dettes ; il arrive ainsi que la sélection s'effectue au détriment de l'entrepreneur le plus audacieux — celui auquel économistes et hommes publics adressent leurs meilleures louanges. L'agitation paysanne de l'été 1961 a justement révélé qu'un pareil mécanisme pouvait aussi frapper l'agriculture dès que celle-ci en venait à envisager les problèmes dans la même optique que l'industrie.

Depuis la fin de la dernière guerre mondiale, les dépressions industrielles ont été relativement modérées. Mais l'agriculture connaît quotidiennement des situations de crise (spécialement pour les denrées périssables) : il suffit que, pour une raison ou une autre, la demande ne soit pas disposée à absorber l'offre. Ces petites crises — dont les analyses faites dans la deuxième partie de ce livre permettront de mieux comprendre le sens et la portée — exercent un effet parfois désastreux sur les recettes agricoles. Dans la mesure où grâce à la modernisation, l'agriculteur augmente les quantités offertes sur le marché, il arrive que cela lui vaille un accroissement de ses difficultés et, la spéculation commerciale aidant, une diminution de ses rentrées financières.

On ne s'étonnera donc pas que beaucoup des manifestations récentes aient été conduites par les éléments d'esprit le plus progressiste et le plus favorable à la modernisation du travail agricole. Mais sur quels mots d'ordre ?

II. THÈMES DE LA PROTESTATION.

[Retour à la table des matières](#)

Sans prétendre à une énumération exhaustive, j'en mentionnerai trois : la dénonciation des incohérences et des abus de la distribution ; la volonté de desserrer l'étreinte de l'industrie ; la lutte contre l'occupation de la terre par des éléments extérieurs à la profession agricole. Ces thèmes d'action sont importants au sens où ils ont inspiré plusieurs dispositifs réglementaires en cours d'application ou d'élaboration dont nous analyserons l'essentiel dans la troisième partie.

1. Abus et incohérences de la distribution.

Les organisations paysannes ont de plus en plus tendance à insister sur les écarts très spectaculaires que l'on observe, assez souvent, pour des produits périssables (spécialement les fruits et légumes). Même si l'on fait abstraction des phénomènes accidentels, les différences entre le point de départ et le niveau final atteignent, en permanence, un montant important. Le fait a été établi, sans équivoque, par des enquêtes administratives, des études dues aux producteurs eux-mêmes, des reportages journalistiques. C'est pourtant le Conseil Économique qui, étudiant le problème, a signalé « la difficulté de chiffrer avec une précision mathématique acceptable, les résultats de ces recherches, et surtout l'impossibilité d'en tirer des moyennes générales qui ne puissent être contestées... » (*J. O.*, Avis et rapports... 8 octobre 1952, p. 342).

Dans les querelles sur le coût de la distribution, l'attention portée aux divers éléments reste inégale. C'est ainsi que les problèmes de transport restent l'apanage des seuls spécialistes. Ils ont pourtant une grande importance — spécialement quand il y a lutte entre diverses sources d'approvisionnement pour la conquête d'un débouché déterminé. De tels phénomènes s'observent déjà entre diverses régions du territoire : ainsi, dans le domaine du poulet de chair, lutte pour la clientèle de la capitale entre les producteurs de la Bretagne, de la Drôme et du Bassin Parisien (ces derniers trouvant un avantage particulier dans la proximité de grandes exploitations céréalières). La réalisation du marché commun agricole augmentera les occasions de telles concurrence : ainsi, celle, déjà entreprise d'ailleurs, que les primeurs italiennes font aux primeurs bretonnes sur les marchés de l'Est de la France. Il est clair qu'en de semblables affrontements l'avantage relatif qui peut résulter d'une tarification ferroviaire favorable est de grande importance.

Les agriculteurs, et en particulier le Comité d'Étude et de Liaison des Intérêts Bretons (C. E. L. I. B.), ont présenté divers reproches à la politique tarifaire de la S.N.C.F. (telle qu'elle découle des principes retenus en 1949) : insuffisance de la dégressivité qui tend à pénaliser les transports à longue distance ; rôle du « nuancement tarifaire » qui défavorise les petites gares et les lignes d'intérêt local... En octobre 1962 la S. N. C. F. a décidé d'appliquer une nouvelle réforme tarifaire consistant, en particulier, à « pondérer » les distances en fonction de la « qualité » et du profil de la ligne. Pour les régions n'ayant pas obtenu durant les dernières années d'améliorations ferroviaires — et qui, normalement, comptent déjà parmi les plus défavorisées du pays — cette pondération équivaut en fait à une augmentation des tarifs : situation encore aggravée s'il s'agit de régions montagneuses (Massif Central) ou accidentées (Bretagne).

L'annonce de cette décision a suscité une très vive opposition dans les milieux bretons : ceux-ci ont fait savoir qu'ils passeraient à l'action directe si les correctifs réclamés dès le début n'étaient pas appliqués. Des menaces de blocage des voies ferrées et de barrage des routes ont été immédiatement proférées. Finalement le gouvernement a donné en grande partie satisfaction au C. E. L. I. B., les produits agricoles figurant sur la liste des produits sensibles qui bénéficient du correctif de 15% destiné à compenser le handicap résultant de la « déperéquation » pour les arrivées et expéditions de marchandises en Bretagne.

Cependant c'est la question des intermédiaires, dite aussi des circuits, qui suscite le plus de polémique et contribue au renforcement du malaise agricole.

Pour de nombreux esprits, l'écart entre les prix à la production et à la consommation s'explique par les conditions de la commercialisation. On incrimine aussi bien l'accroissement du nombre des distributeurs que les modalités de fonctionnement des marchés. Dans l'avis déjà signalé, le Conseil Économique (*op. cit.*, p. 342) s'est prononcé pour « une clarification et un allègement progressifs du marché » et en particulier pour la création, au stade du gros, d'une « bourse de vente des fruits et légumes sur échantillon, complétée par l'organisation de gares et points de transit ». Il existe incontestablement dans notre système de distribution des imperfections qui, comme il arrive souvent, sont favorables à des abus : la lourdeur de certains circuits par exemple tient davantage au souci de sauvegarder des situations parasitaires acquises, qu'aux nécessités d'un acheminement rationnel. Il faut pourtant se garder de l'interprétation mythologique rejetant toutes les difficultés sur les louches tractations d'intermédiaires sans scrupules. Dans le cas où la question se limiterait à de telles interventions, il suffirait d'un peu de courage civique pour la régler. Si, en certains cas, elle implique la suppression, qui devrait être radicale, de telles manœuvres, la réforme de la distribution des produits agricoles soulève des difficultés beaucoup plus grandes.

Il faut accepter l'idée que la tâche consistant à faire passer les produits agricoles de la ferme à la table de famille est nécessairement coûteuse et complexe. Elle implique un certain nombre de fonctions qui ne se ramènent pas au seul transport des articles considérés. Ces services ne sauraient être rendus sans le

concours d'un ensemble d'opérateurs. On peut, certes, partager le travail entre ceux-ci de multiples manières et, notamment, augmenter le rôle des agriculteurs eux-mêmes, mais il n'est pas possible de supprimer les fonctions qui doivent être remplies en tout état de cause. Les économies communistes, même si elles l'ont simplifié (souvent de manière excessive eu égard au bien-être des clients), n'ont pas pu et ne pouvaient supprimer le secteur de la distribution.

Plusieurs traits compliquent la distribution des produits agricoles. Il s'agit de denrées souvent périssables et fragiles, dont la culture se développe parfois dans des zones géographiques très éloignées des centres de consommation massive. Bien souvent il existe, pour un même produit, de nombreuses variétés et qualités. Enfin, il faut compter avec le caractère restreint et la dispersion de la majorité des exploitations agricoles françaises. Ces particularités imposent au commerce des charges qui revêtent parfois un caractère fixe (c'est-à-dire qui demeurent immuables, au moins pour un temps, que le prix à la culture s'élève ou qu'il s'abaisse) : évoquons seulement les servitudes du regroupement nécessaire à la constitution de lots homogènes, ou convenablement assortis et suffisants pour justifier économiquement les frais de transport vers des centres lointains de consommation.

Ces remarques ne sont pas faites pour contester, en diverses occasions, l'existence de profits spéculatifs, dont les producteurs de base sont fondés à dénoncer le caractère aberrant. Il ne s'agit pas, non plus, de repousser le principe de profondes réformes dans l'organisation et les méthodes de commercialisation des produits agricoles : de telles transformations, qui supposent le groupement des paysans et sur lesquelles on reviendra dans la troisième partie, seraient rentables à la fois pour les agriculteurs et les consommateurs. Mais de cette œuvre qui sera nécessairement de longue haleine, il serait excessif d'attendre un miracle capable de relever d'un coup la condition paysanne. Comme nous le verrons plus loin, la dégradation relative des prix agricoles à la production — qui reste le facteur-clé du niveau de vie paysan — dépend d'une diversité structurelle entre les différents secteurs de l'activité économique : les défauts de la commercialisation ajoutent un élément à une situation d'infériorité dont elles ne portent pas la responsabilité directe. Au surplus un autre élément intervient désormais dans le même sens : la place grandissante prise par l'industrie dans le traitement des produits agricoles.

2. Emprise de l'industrie.

[Retour à la table des matières](#)

Elle s'affirme de deux manières d'une part l'industrialisation proprement dite de l'agriculture d'autre part le traitement par l'industrie des produits de l'agriculture, celle-ci tendant à devenir un simple fournisseur de matières premières de celle-là. Ces deux aspects de l'emprise industrielle entraînent des conséquences que les agriculteurs réfléchissant au destin de leur profession n'admettent plus que difficilement.

On peut définir l'industrialisation de l'agriculture comme l'adaptation à celle-ci des processus et techniques de production de l'industrie. Certes l'assimilation, dont l'un des aspects est d'augmenter le rôle du capital dans l'agriculture, ne saurait être complète. Parmi les limites, déjà évoquées, de l'industrialisation de l'agriculture figure l'impossibilité de reproduire dans celle-ci les conditions de la production de masse d'articles standardisés et aussi la nécessité du recours à l'agent biologique. Comme le dit J. Chombart de Lauwe (*Revue d'Économie Politique*, novembre-décembre 1961), l'entreprise agricole n'est pas une « manufacture » ou une « machino-facture » mais une « vivifacture ». Cependant, précise-t-il, « l'agriculture... tend à devenir une véritable industrie de transformation, c'est-à-dire qu'elle achète à l'extérieur des quantités de plus en plus importantes de biens et services pour obtenir ses produits ». Dans quelles conditions s'effectuent ces achats ?

Marcel Bruel note (*La Nef*, juillet-septembre 1962, p. 11) que l'agriculture a toujours fait l'objet d'une certaine « exploitation mercantile ». Il rappelle qu'au début de l'ère industrielle les premiers engrais vendus aux agriculteurs n'étaient rien d'autre que du sable. Aujourd'hui l'exploitation — due à la faiblesse intrinsèque de l'agriculture vis-à-vis de positions monopolistiques ou oligopolistiques — a certainement changé de forme ; l'agriculture continue pourtant d'ouvrir à l'industrie un débouché qui, s'étendant avec l'application de processus industriels au travail des champs, reste facile à dominer (ainsi, cas du marchand d'aliments du bétail qui fournit les agriculteurs de toute une région). L'agriculture paie ainsi des prix élevés sans savoir la certitude d'être bien servie : que de tracteurs achetés, avec des économies péniblement acquises ou par des emprunts durement consentis, note Bruel, qui ne correspondent en rien aux besoins des exploitations.

À qui pourrait s'étonner d'une telle situation on rappellera que selon le jugement d'un géographe (J. Bienfait in *Revue de Géographie de Lyon*, 1959 n° 3, p. 204) l'industrie française du tracteur agricole souffre d'une absence de maturité dans le triple domaine technique, financier et géographique. Le même auteur reconnaît d'ailleurs que l'émiettement de cette industrie est plus apparent que réel et que, sous cette apparence, se réalisent inexorablement les processus de concentration. En définitive, l'agriculture sera probablement mieux servie qualitativement mais non sans payer une dîme appréciable à l'industrie considérée (le contribuable pouvant être appelé à prendre le relai du paysan : ainsi, subvention à l'achat du matériel ou détaxation fiscale de l'opération).

Voyons maintenant le deuxième aspect de l'emprise industrielle qui tient à la transformation des modes de consommation. Au lieu de produits bruts, le consommateur acquiert de plus en plus de produits transformés ou simplement conditionnés qui sont, les uns et les autres, présentés dans des emballages et vendus sous une marque commerciale. Parmi les grands secteurs de ces industries agricoles et alimentaires, je citerai sans prétendre à un dépouillement exhaustif : boissons et alcools, produits à base de céréales, produits amylacés, produits laitiers, sucre, viande abattue, conserves, confitures, chocolat, confiserie, crèmes

glacées, condiments divers, potages préparés, corps gras, aliments pour animaux, tabacs et allumettes... On voit l'ampleur de ces activités que stimulent des formules nouvelles comme celles des aliments congelés et surgelés. Selon les chiffres du IV^e Plan, le chiffre d'affaires de ces industries aurait été de 40 milliards de F. en 1959 et l'on prévoit qu'il s'élèvera à 52 en 1965.

L'industrialisation d'une partie de l'alimentation — qui n'est pas sans susciter des inquiétudes chez les responsables de la santé publique (problème des additifs et de colorants) — a pour effet de transformer le paysan en une sorte de fournisseur de matières premières qui reçoivent ensuite une élaboration plus ou moins complexe. Or, pour des raisons bien connues (ainsi, pouvoir de polarisation du bénéfice qui s'attache à la marque commerciale), le profit dans un tel processus va d'abord aux stades de l'élaboration tandis que le secteur de livraison du brut est réduit à la portion congrue. Les pays sous-développés qui fournissent des matières brutes aux pays industriels se plaignent d'être lésés par l'opération : certains revendiquent déjà (exportateurs de pétrole) une participation aux activités ultérieures. Le problème n'est pas différent, dans son principe, pour l'agriculture dès qu'elle envoie ses produits à l'usine.

Écoutons à ce propos les déclarations faites par un agriculteur à une récente Table ronde du périodique *Entreprise* (n° du 13 octobre 1962, p. 73) : « L'agriculture n'entend pas demeurer un producteur primaire. Détrompez-vous si vous pensez que l'agriculteur moderne se contentera d'être un producteur du genre soigneux, qui livrera à l'industrie des produits conditionnés, qu'on lui paiera à des conditions qu'on discutera et surtout sans l'intervention de l'État... Il n'est donc pas question que les producteurs agricoles se limitent à l'acte de production. » Cette volonté d'accès au stade de la commercialisation et de la transformation — en vue de récupérer ainsi une partie des profits que ces activités assurent — est l'un des traits originaux de la protestation agricole actuelle.

Actuellement donc, l'agriculteur français se sent pris, en amont et en aval de sa propre production, dans un engrenage qui ne lui est pas favorable et dont la coopération traditionnelle, nous verrons plus tard pourquoi, ne parvient pas à le délivrer (engrenage probablement moins rigide que celui découlant en Italie de l'action de la Federazione Nazionale dei Consorzi Agrari qui est actuellement soumise à l'enquête sur les monopoles). De ce point de vue l'intervention de l'industrie s'additionne avec celle du commerce pour le réduire à une position subordonnée. C'est dans la voie d'une intégration ascendante et descendante, que l'on cherche actuellement des solutions à ce difficile problème : pour que les agriculteurs parviennent à un résultat, il est nécessaire qu'ils rassemblent leurs énergies dans des groupements de style original.

Bien entendu, cette intégration sera différente de celle actuellement réalisée, au titre de l'interprofession, entre divers exploitants ou groupes d'exploitants et certaines activités industrielles. Parmi les secteurs caractéristiques de telles relations je mentionnerai celui qui, fondé sur la culture de la betterave, embrasse la production du sucre et la distillation de l'alcool. Mais ce n'est pas là un exemple

unique (liaison culture du blé — meunerie ou encore constellation, autour de la viande, des grands éleveurs, des emboucheurs, des intermédiaires et des industriels de la viande, etc.). Cette formule permet à d'importants exploitants agricoles d'être également bien placés dans le secteur industriel : génératrice de profits individuels, il est douteux qu'elle ait finalement bénéficié à l'agriculture dans son ensemble, c'est-à-dire à la moyenne des exploitants. Ce sont, on le verra, des opérations d'une tout autre nature — non pas porter l'agriculture vers l'industrie mais ramener la seconde vers la première — que les nouveaux courants du syndicalisme paysan tentent de réaliser.

3. Concurrence par des éléments extérieurs à la profession.

[Retour à la table des matières](#)

Au cours des derniers mois, plusieurs opérations spectaculaires ont illustré un nouveau grief de la paysannerie : la concurrence livrée aux agriculteurs dont la culture ou l'élevage forme l'unique occupation par des éléments pour lesquels une telle activité représente, en somme, une seconde profession. Ces manifestations, bien qu'ayant visé des cibles diverses, s'inspirent d'une idée unique : l'activité agricole ainsi que les facteurs en permettant l'exercice (et spécialement les terres) doivent être réservés, en priorité, à ceux qui n'ont pas d'autre gagne-pain. Ces actions tendaient aussi à protéger les paysans — et spécialement les petits exploitants — contre la concurrence faite à l'aide de fonds obtenus d'une autre branche de l'activité économique : on ne trahira certainement pas la pensée des manifestants en leur prêtant l'idée qu'une telle concurrence viole les règles du jeu, qu'elle n'est pas loyale.

Les opérations semblent avoir débuté avec le saccage en juin 1962 d'un certain nombre d'exploitations de type industriel (élevage de porcs, tuerie de poulets ...). Dans une seconde étape, les paysans sont partis en guerre contre l'occupation de terres par des éléments étrangers à la profession : sous cet angle, l'action la plus connue fut celle déclenchée contre M. Jean Gabin le 28 juillet. Plus généralement, les cultivateurs ont protesté contre les cumuls d'exploitation au détriment des petits agriculteurs, que ces cumuls soient le fait d'autres exploitants agricoles ou de personnes dont l'agriculture n'est pas l'activité principale.

Encore qu'assez nombreuses, ces manifestations n'ont jamais revêtu une très grande ampleur : point important, elles ont surtout eu lieu dans l'Ouest (zone de surpeuplement relatif). On doit donc les interpréter comme l'indice d'un malaise latent — un malaise que les autorités ont jugé assez grave pour que la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole s'efforce de donner, dans certaines limites il est vrai, des apaisements aux agriculteurs. Distinguant trois cibles — les occupations de terre par des non paysans (cumul de profession), les cultures sans sol et les cumuls d'exploitation — j'étudierai surtout la première pour dire ensuite quelques mots des deux autres.

S'agissant des occupations de terre par des personnes dont l'agriculture n'est pas la profession principale, il faut d'abord évoquer l'ampleur des achats par des non agriculteurs. Si l'on en croit les conclusions d'une enquête menée par le Syndicat National des Notaires (résumées in *Le Monde*, 28 août 1962, p. 10), les dimensions de cette pratique auraient été exagérées. Ce seraient surtout les professionnels de l'agriculture qui se porteraient acquéreurs (un mouvement de ventes effectuées par des propriétaires non exploitants paraissant s'effectuer au profit des premiers). Le Syndicat signale que les cessions qui se réalisent surtout de gré à gré portent sur des surfaces assez modestes et aboutissent souvent à accroître le morcellement du sol ; il souligne également que les fermiers n'exercent que rarement le « droit de préemption » que leur a valu le statut du fermage et qui leur permet d'acquérir l'exploitation sur laquelle ils travaillent, en cas de mise en vente de celle-ci (carence due, peut-être, à l'insuffisance des facilités offertes par le crédit agricole).

Compte tenu du caractère partiel des données recueillies (trente-neuf départements seulement ayant fourni des réponses complètes), on ne saurait tirer de conclusions définitives de ce travail qui, par ailleurs, s'attachant seulement aux cessions, ignore le cas des terres ne changeant pas de mains (ainsi, biens de diverses collectivités). Cependant l'avis ainsi fourni ne saurait être négligé : il est possible que le renom de certains acquéreurs (artistes de cinéma et de music-hall en particulier) ait contribué à grossir le phénomène. Au surplus, beaucoup parmi cette catégorie de propriétaires confient l'exploitation de leurs terres à des professionnels de la culture. Cependant les manifestations paysannes dans des régions surpeuplées suggèrent un problème : celui de l'étroitesse du sol cultivable eu égard à la puissance de travail que donne aux agriculteurs le progrès technique (un matériel rentable pour 20 hectares ne l'étant pas pour 3 ou 4).

Une seconde question est de savoir si de telles opérations sont susceptibles de faire monter sensiblement le prix des terres, l'élévation des cours pouvant avoir pour conséquence un processus capitaliste d'acquisition tendant à concentrer les terres — au besoin par de nombreux achats de faible dimension — entre les mains de personnes riches. Faute d'une documentation appropriée, il est pratiquement impossible de répondre à une telle question. On peut seulement essayer de situer le prix des terres par rapport à l'évolution générale des prix. Un point rend cependant toute évaluation passablement hasardeuse : l'ouverture de l'éventail des prix pratiqués (qui, à l'hectare, peuvent aller de quelques dizaines de milliers de francs pour des « friches » dans des régions déshéritées, à plusieurs millions, éventuellement 12 à 15, dans des situations exceptionnelles comme les cultures maraîchères du département de la Seine).

Voici les coefficients d'augmentation de la valeur vénale des terres labourables entre 1914 et 1959 (tirés de l'ouvrage de Michel Dumant, *Ce que vaut la terre en France*, Paris, 1962, p. 159) :

1914	1929	1935	1939	1945	1950	1953	1955	1960
1	3	2	3,5	30	75	77	80	150

On voit donc que de 1939 à 1960 le coefficient multiplicateur aurait été de 40 à 45. Cette situation s'explique aisément par l'évolution générale du pays. De 1938 à 1948 la guerre et l'inflation font de la terre une bonne valeur-refuge : d'où une hausse considérable et généralisée. Cependant autour de 1950 la hausse se ralentit et devient beaucoup plus sélective. Mais à partir de 1953 un fait nouveau intervient : l'augmentation de valeur des terres du Sud-Ouest, délaissées depuis cinquante ans par les acquéreurs, en raison du rapatriement d'hommes et de capitaux d'Afrique du Nord.

Il semble qu'en 1961 une hausse à peu près générale du prix des terres se soit produite sous la triple influence de la spéculation résultant de l'extension des zones urbaines et industrielles, des progrès techniques permettant d'anticiper une hausse des revenus nets et d'une augmentation de la demande (acquéreurs étrangers et réfugiés d'Algérie).

Si l'on en croit l'opinion courante, malgré la nouvelle hausse intervenue au cours des dernières années, la valeur de la terre resterait nettement inférieure à son niveau de 1914. Pourtant dans l'ouvrage cité, qui repose sur une documentation de grande valeur, M. Dumant est moins affirmatif : il émet d'assez nettes réserves sur la thèse de la dépréciation en valeur réelle du patrimoine foncier et estime que dans les années à venir les motifs d'une nouvelle augmentation ont chance de l'emporter sur les facteurs de stabilité (la réalisation progressive du Marché Commun, en particulier, devant, selon lui, conduire au nivellement du prix des terres entre les pays membres, ce qui dans le cas de la France signifierait une hausse des prix). La terre constituant l'instrument de travail de la paysannerie, il semble bien que ces considérations légitiment la surveillance du marché foncier que voudraient exercer les milieux professionnels.

Venons-en maintenant aux problèmes posés par l'intervention dans l'exploitation des terres de personnes dont l'agriculture n'est pas l'activité principale (cumuls de profession proprement dits). Au lendemain de la manifestation contre M. Jean Gabin, la F. N. S. E. A. a approuvé l'opération en soulignant que l'opinion paysanne ne pouvait que « se hérissier lorsque des non agriculteurs, disposant de capitaux importants, s'installent à la campagne, y achètent des fermes et se débarrassent des fermiers qui se voient ainsi privés de leur pain » (*Le Monde*, 3 août 1962, p. 9). De même, le C. N. J. A. a affirmé que s'il n'a jamais voulu porter atteinte au droit de propriété, son souci essentiel est d'obtenir que l'exploitation des sols soit exclusivement réservée aux agriculteurs, c'est-à-dire aux hommes qui consacrent la totalité de leur activité à l'agriculture, cette vocation étant constatée par la délivrance d'une carte professionnelle. Si l'on fait abstraction des incidents désagréables qui ont marqué ces opérations, que penser de la thèse soutenue par le syndicalisme agricole ?

Deux arguments ont été émis à son encontre : un reproche de corporatisme (*Le Monde* en date du 31 juillet 1962 a ainsi évoqué « les relents d'un corporatisme que l'on croyait aboli par la loi du 17 mars 1791 ») ; la somme d'avantages que peut valoir à l'agriculture la venue de capitaux d'autres branches de l'activité

économique. La première de ces raisons, qui s'appuie sur une définition équivoque de la formule corporative, n'est pas équitable. Je ne suis pas certain que la délivrance d'un certificat de capacité — à condition d'intervenir sous contrôle public — suffise à nous ramener au corporatisme. N'oublions pas au surplus l'existence d'un grand nombre de professions fermées et la force des entraves à l'installation de nouveaux venus dans de nombreuses branches industrielles. Pourquoi exiger de l'agriculture un libéralisme dont les autorités admettent ou encouragent la violation en tant d'autres secteurs de la vie économique ?

Le second argument est contestable : il ne tient pas compte du transfert vers les villes de la fraction des revenus agricoles obtenus par les éléments étrangers à la profession. Par ailleurs il fait dépendre la modernisation et l'équipement, qui devraient s'effectuer dans le cadre d'un plan systématique, d'impulsions privées que guide souvent un souci de spéculation ou la recherche d'un refuge. Il est possible que certains de ces placements aient finalement été une bonne affaire pour l'agriculture dans son ensemble : mais ces réussites ne doivent pas conduire à l'approbation systématique de ces opérations qui pour les paysans comportent des dangers et des risques (notamment celui que le *gentleman-farmer*, déjà abondamment pourvu de biens de ce monde, ne se préoccupe que médiocrement de la rentabilité propre de son domaine et compromette, de diverses manières, l'action professionnelle conduite en fonction des intérêts de moins privilégiés).

Les organisations paysannes sont favorables à une réglementation des cumuls de profession. Compte tenu des pratiques et tendances qui s'affirment dans le reste de l'économie, ce souci n'est pas sans fondement, tant sur le plan moral qu'économique. Dans cette perspective le cumul des professions ne devrait être autorisé — la décision revenant toujours à l'autorité publique — qu'après enquête administrative sérieuse et dans les cas où il est prouvé qu'il correspond à l'avantage collectif (installation dans des régions sous-peuplées). En principe, cette autorisation serait nécessaire, non pour l'acquisition de la propriété (par cession entre vifs ou par voie testamentaire), mais pour la conduite de l'exploitation. L'acquisition de la terre par celui qui la travaille n'a pas que des avantages (*infra*). Cependant, j'approuverai toute mesure susceptible de renforcer la vocation de l'exploitant à acquérir la terre qu'il cultive et capable de préserver des diverses formes de spéculation cet instrument de travail que constitue le sol.

On a vu que les agriculteurs, spécialement en Bretagne, avaient aussi manifesté la volonté de conserver pour eux les « cultures sans sol » (notamment la production avicole et la production porcine) qui conviennent particulièrement aux exploitations de faible surface disposant d'une abondante main-d'œuvre familiale. L'adoption de procédés de type industriel, à l'aide de capitaux extérieurs à l'agriculture (cas notamment de l'aviculture), met en conflit un souci de rentabilité économique — particulièrement nécessaire dans le cadre du Marché Commun agricole — et un impératif de protection sociale. La véritable solution serait de donner aux agriculteurs eux-mêmes les moyens matériels d'adopter de telles formules. En attendant qu'on y parvienne, il paraît souhaitable de placer sous contrôle public les efforts entrepris en ce domaine par des agents extérieurs à la

branche agricole (surtout lorsque ces derniers s'appuient sur des capitaux bancaires ou financiers).

J'en dirai autant des cumuls d'exploitation, même s'ils sont indemnes de tout cumul de profession. En principe la constitution de vastes unités d'exploitation est un objectif économiquement souhaitable, mais la structure humaine de l'agriculture étant ce qu'elle est, il paraît désirable que le rythme de cette concentration tienne compte des particularités de la situation locale. Là encore, un système de surveillance administrative constitue le seul moyen de concilier des impératifs contradictoires.

III. CHANGEMENT DES ATTITUDES.

[Retour à la table des matières](#)

« ... Le mûrissement politique du paysan suit les lois de la nature, écrit S. Mallet (in : *Les Paysans contre le passé*, Paris 1962, p. 9). La germination en est souterraine. Il faut suivre la poussée du grain dans le sol... » Il semble bien que nous en soyons au moment où s'affirme la pression des idées nouvelles. Le C. J. N. A. évoque volontiers la « mutation brusque » de la paysannerie. Mais il établit lui-même la réalité de cette mutation en dénonçant, par exemple, le chômage technologique qui règne dans les campagnes et en évaluant à 1.500.000, au minimum, le nombre des agriculteurs en état de sous-emploi.

Arrêtons-nous un instant sur le thème de l'exploitation familiale. Dès son 8^e Congrès (1954), la F. N. S. E. A. avait institué une Commission de l'Exploitation Familiale dont les premiers travaux, discutés en 1955, furent complétés et définitivement adoptés en 1956. L'ensemble de ces documents fut présenté sous le titre « Sauvegarde et modernisation de l'exploitation paysanne française ». L'objet de ce programme était de stopper la dépopulation agricole dont la Fédération pensait qu'elle avait déjà dépassé les limites souhaitables. Or, pour elle, maintenir à son niveau existant la population paysanne, c'était d'abord sauvegarder l'exploitation familiale.

À supposer qu'elle le fît auparavant, cette notion ne rencontre plus aujourd'hui un assentiment unanime. « Pourquoi appeler *familiale* ce qui n'est d'abord qu'une exploitation *agricole* », écrit, par exemple, L. Dubois (in : *Paysans*, juin-juillet 1957, p. 11). Tout en souhaitant que les entreprises agricoles conservent en majorité, de par les conditions de vie faites à leurs membres, un caractère familial, beaucoup désormais estiment désirable que l'exploitation paysanne, rompant avec les habitudes traditionnelles, ait un caractère industriel plus marqué : il leur paraît en tout cas indispensable de libérer des servitudes traditionnelles la femme et les enfants du titulaire de l'exploitation. Autrement dit, au lieu de prôner ou d'accepter la confusion entre l'activité agricole et la cellule familiale, ces thèses estiment

souhaitable, comme il advient dans les secteurs d'économie moderne, de les dissocier.

Au total, les griefs et, partant, les revendications des agriculteurs tendent à se diversifier : au lieu de centrer l'effort sur la conquête de subventions et garanties de prix, les partisans de ces nouveaux courants estiment que de telles revendications doivent prendre place dans un ensemble plus vaste dont le but est de remodeler les structures agraires et, plus généralement, d'assurer l'adaptation de l'agriculture aux conditions de l'âge industriel. C'est, au moins pour partie, une affaire de générations, les éléments jeunes étant, plus que leurs aînés, séduits par de telles perspectives. Ainsi, en dehors des deux principes de différenciation déjà aperçus (diversité régionale et hétérogénéité sociale), voit-on se profiler une troisième ligne de répartition fondée sur l'âge relatif des exploitants.

Les positions du jeune syndicalisme font l'objet de critiques dans les milieux traditionnalistes qui leur reprochent, notamment, de saper les bases du droit de propriété. On leur fait également grief de sacrifier la défense immédiate du revenu au profit de réformes structurelles aux résultats hypothétiques : choix qui, revenant à lâcher la proie pour l'ombre, ferait le jeu du gouvernement toujours soucieux de conjurer les menaces inflationnistes par une pesée sur les prix agricoles. Cette dernière remarque n'est pas sans vraisemblance apparente : à diverses reprises, les autorités se sont efforcées de dériver la pression du monde paysan de l'objectif traditionnel d'ajustement des prix vers des réformes à long terme. Cependant l'on se tromperait gravement en pensant que, finalement, ces revendications nouvelles ne causeront pas aux Ministres plus de soucis et de difficultés que les demandes habituelles.

En réalité, la politique agricole est à la croisée des chemins. Il s'agit de déterminer les mesures permettant de réduire les faiblesses et insuffisances relevées dans cette première partie. Mais, avant d'exposer les options ouvertes, il convient d'analyser les causes économiques profondes qui portent la responsabilité de la situation actuelle.

DEUXIÈME PARTIE

L'EXPLICATION ÉCONOMIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Les faits que nous avons examinés dans la première partie de ce travail suggèrent que l'agriculture se trouve désormais affectée d'une infériorité économique certaine. Au cours des dernières années, on a pris l'habitude d'attribuer cette situation à l'effet de domination — l'activité agricole se trouvant dominée par les autres branches. Il ne sera donc pas inutile d'indiquer en quelques mots le sens et le contenu de cette proposition.

Selon F. Perroux qui en a fait la présentation théorique, le concept de domination signifie « qu'il est aussi opportun de concevoir le monde économique comme un ensemble de rapports patents ou dissimulés entre dominants et dominés que comme un ensemble de rapports entre égaux » (*L'économie du XX^e siècle*, Paris, 1961, p. 27). Si l'on considère deux unités économiques, poursuit Perroux (p. 30), « nous dirons que A exerce un effet de domination sur B quand, abstraction faite de toute intention particulière de A, A exerce une influence déterminée sur B sans que la réciproque soit vraie ou sans qu'elle le soit au même degré ».

Notons tout de suite un point important ; il n'est pas besoin que cette influence soit voulue ou recherchée pour qu'elle se produise. L'effet de domination n'implique pas nécessairement — mais, bien entendu, n'exclut pas — la volonté d'exploitation. Dissymétrique et irréversible (ou seulement réversible en partie), cet effet résulte de trois facteurs : la force contractuelle de l'unité (i. e. son pouvoir de négociation qui lui permet d'imposer ses vues ou volontés à ses partenaires) ; la dimension (i. e. la valeur de sa participation à l'activité économique globale) ; la nature des secteurs couverts (i. e. l'appartenance à des zones-clefs de l'économie).

L'unité dominante peut être simple (grande firme capitaliste) ou complexe (villes, régions industrielles, places financières ou nations). L'application du concept à la nation est importante : « la croissance économique du monde s'est faite par l'action d'économies nationales — continentales ou maritimes — successivement dominantes » (F. Perroux, *op. cité*, p. 28). À première vue, rien ne semble donc interdire d'utiliser cette catégorie pour l'agriculture : cette position de secteur dominé permettrait d'expliquer, à la fois, la faiblesse des paysans sur le marché et la difficulté de trouver des solutions efficaces à leurs problèmes. Si l'on admet que les paysans sont victimes de l'ordre économique lui-même, il est clair que des mesures superficielles ou simplement conjoncturelles ne sauraient suffire à redresser la situation. En somme, les multiples échecs rencontrés viendraient moins d'une mauvaise volonté des autorités que d'une sous-estimation des obstacles.

On peut pourtant hésiter à étendre à ce secteur l'idée de domination. Plus exactement, cette démarche comporte un risque : l'ignorance ou la sous-estimation des clivages qui s'effectuent à l'intérieur de l'agriculture. Les acteurs de la vie agricole sont eux-mêmes de puissance inégale et sans tomber dans l'attitude, d'esprit souvent démagogique, qui explique la totalité des malheurs des « petits » par les manœuvres des « gros », force est de reconnaître que la structure sociale de l'agriculture n'est pas homogène. Au sein de celle-ci, dont il convient de ne pas oublier la diversité foncière, il y a des éléments qui ont la capacité d'en dominer d'autres et les dominent effectivement, d'où la faculté pour les premiers de réaliser des manipulations dont j'ai déjà évoqué le principe.

Cependant, à condition de ne pas perdre de vue ces inégalités internes, parfois très profondes, que je vais examiner dans le prochain chapitre, il est commode de traiter l'agriculture comme un bloc vis-à-vis du reste de l'activité économique, dans la mesure où toutes les exploitations agricoles, de dimension et d'activité quelconques, se heurtent à des difficultés communes et partagent, dès lors, diverses vicissitudes. Il s'agit, en somme, d'utiliser la notion de domination comme un vaste cadre sociologique permettant de lier les divers facteurs dont la conjonction porte la responsabilité de l'état de choses existant. C'est la toile de fond grâce à laquelle les mécanismes de l'activité économique agricole prennent leur véritable relief.

Il est quasi rituel de souligner que le secteur agricole est resté relativement imperméable au système capitaliste. L'agriculture traditionnelle ne produit qu'en partie pour le marché, l'une des tâches de l'exploitation étant de satisfaire les besoins de la famille (auto-consommation). La motivation du profit y est donc moins intense qu'ailleurs. D'un autre côté, la tenue d'une comptabilité rationalisée (calcul des coûts et ventilation des frais) présente pour le travail de la terre des difficultés particulières qui ne sont d'ailleurs pas insurmontables. R. Barre rappelle à ce propos (*Économie Politique*, tome premier, Paris, 1956, p. 368) les observations de W. Sombart : « On ne découvre dans l'économie paysanne aucune nécessité psychologique ou objective susceptible de susciter l'uniformité car les mobiles qui se font jour dans cette économie restent toujours divers et les moyens

d'obtenir des résultats heureux ou favorables n'y sont pas aussi rigides, aussi strictement limités que dans les autres domaines de la vie économique. »

Il est possible que de telles remarques provoquent irritation et méfiance chez les intéressés. En poussant ces observations jusqu'au bout, on en viendrait rapidement à admettre que la situation actuelle de l'agriculture lui est nécessairement imposée par la nature des choses (éléments physiques et rapports sociaux). Or, c'est justement cette position — « pôle de repos dans la fuite des phénomènes » (Sombart) — que les dirigeants des organisations et les éléments les plus évolués de la profession repoussent avec énergie, car ils en connaissent les dures servitudes. Leur ambition est de faire de l'agriculture un secteur qui se rapproche des autres et acquière une authentique rentabilité — la possession d'un revenu suffisamment élevé et stable constituant, dans notre monde, le seul moyen de mettre fin au déclassement social dont souffre la paysannerie ou, du moins, de le réduire à un niveau supportable.

Il est vrai que, sur cette route, l'agriculture — dont on ne saurait sans injustice sous-estimer les efforts pour sortir des ornières traditionnelles — rencontre obstacles et difficultés. Les uns et les autres tiennent aux différences qui marquent le travail des champs par rapport aux branches manufacturières. Il en résulte que les solutions valables pour l'industrie, du moins y ayant fait leurs preuves, ne sont pas nécessairement utilisables pour l'agriculture. Or, celle-ci tend fatalement à s'inspirer du modèle proposé par celle-là dans la mesure où le succès appelle l'imitation.

Un autre facteur explique cette propension : l'orientation prise par la science économique moderne, qui s'est presque entièrement construite par rapport aux problèmes de la vie industrielle. Dans la plupart des manuels, l'activité agricole est généralement considérée en tant que secteur particulier d'une explication globale essentiellement fondée sur les entreprises non agricoles. Au fil des développements, les auteurs soulignent bien quelques différences, sans toutefois supposer ou admettre qu'elles sont peut-être assez grandes pour justifier un système spécial d'interprétation.

Écoutons à ce propos les observations de J. Milhau : « (Les marchés agricoles)... obéissent, en effet, à des mécanismes particuliers ; le schéma classique de la formation des prix s'applique mal à leur cas ; pour rendre compte de leur fonctionnement, il faut chercher une explication spécifique, une explication adaptée à la réalité du monde agricole... Ce n'est pas seulement par les mécanismes que l'économie agricole diffère de l'économie industrielle, mais aussi par des structures originales obéissant à une évolution historique propre » (*Traité d'économie rurale*. Tome premier, Paris, 1954, p. 1). L'ignorance de ces problèmes a des conséquences immédiatement apparentes : « Il est facile de réfuter Quesnay au nom de Ricardo ou au nom de Marx, mais il est plus difficile de faire avancer l'agriculture russe à la cadence du plan soviétique ou de résoudre, par les mécanismes du marché capitaliste, les problèmes posés par les surplus américains » (J. Milhau et R. Montagne, *op. cit.*, p. 361).

Le malaise agricole, on l'a dit, n'est pas simplement ni même principalement affaire d'incompréhension mutuelle : il résulte de disparités ou décalages qui ont leur origine dans des éléments de base. Ce sont ces points que l'on va tenter de dégager et d'analyser ici dans la conviction que toute politique (*policy*) les ignorant ou les sous-estimant risque de coûter cher et de n'avoir que de faibles résultats. Autrement dit, je soulignerai au fur et à mesure les difficultés que rencontrent, du fait de ces caractéristiques fondamentales, l'activité professionnelle paysanne et la politique agricole publique. Il s'agit de questions complexes, mais, dans toute la mesure du possible, je conserverai pour les exposer les termes du langage courant.

CHAPITRE V

DIVERSITÉ DES STRUCTURES AGRAIRES

[Retour à la table des matières](#)

Des commentateurs insistent volontiers sur l'unité profonde du monde paysan : tout en admettant l'existence de situations très variées, ils déclarent trouver dans ce secteur des relations humaines des traits communs à toutes les époques et à tous les continents, en somme de véritables constantes. Ajoutons qu'en général, ces observations relèvent davantage du dessein littéraire que de l'observation sociologique.

Jusqu'à présent, j'ai raisonné sur la base d'une certaine communauté de préoccupations et de revendications au sein des campagnes. Or, même sous l'angle de la pression politique exercée par les agriculteurs — activité susceptible de constituer, par excellence, un foyer d'unification des attitudes — l'adoption d'un tel point de vue cadre mal avec la réalité. Il faut donc désormais, et spécialement dans ce chapitre, marquer les facteurs de diversité.

Pour donner un aperçu complet de la question, il serait nécessaire de s'attacher d'abord aux modes d'occupation du sol dont Marc Bloch, dans son ouvrage classique sur *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, a analysé les grands types d'ailleurs profondément altérés par une longue histoire (rappel de l'opposition entre les pays d'*openfield* d'esprit communautaire et ceux de bocage, d'inspiration individualiste, dans lesquels les champs sont entourés de clôtures). Cependant, en raison de l'objectif de cet ouvrage, je m'en tiendrai aux particularités socio-économiques de l'exploitation qui, plus directement que les caractéristiques précédentes, expliquent l'hétérogénéité des situations.

La plus grande difficulté de l'exposé réside dans les imperfections du matériel statistique. Les différents aspects de cette insuffisance — imprécision des sources, absence de données, impossibilité de « raccorder » les séries et par là de procéder à des comparaisons dans le temps — sont trop bien connues pour exiger une explication détaillée. Soit par exemple le nombre des exploitations : selon la source à laquelle on se réfère, ce nombre varie de plusieurs centaines de milliers.

Des incertitudes analogues s'observent dans l'ordre des dimensions des exploitations, le recensement de 1955, contrairement aux enquêtes précédentes, excluant les bois de la répartition des superficies entre les unités agricoles.

En définitive, les chiffres qui seront mentionnés ici ne correspondent souvent qu'à des estimations très approchées. Cependant, sur de nombreux sujets au moins, les tendances qui s'en dégagent sont assez claires et évidentes pour autoriser des essais d'interprétation.

I. ASPECTS ÉCONOMIQUES.

[Retour à la table des matières](#)

Voici, d'après *l'Annuaire Statistique de la France* 1959 (p. 92), la répartition du territoire français d'après l'utilisation des surfaces en 1958 (milliers d'hectares) :

terres labourables	18.861,7
surfaces toujours couvertes d'herbe	13.177,6
cultures fruitières	474,5
vignes	1.458,2
bois et forêts	11.426,9
cultures maraîchères et potagères	478,2
cultures diverses	<u>190,9</u>
territoire agricole cultivé	46.068,0
territoire agricole non cultivé	<u>4.241</u>
territoire agricole	50.309,0

On passe du territoire agricole au territoire total, soit 55.140,5, en ajoutant au premier les étangs en rapport, 108,4, et le territoire non agricole, 4.723,1 (dont 1.764 au titre de la surface non cadastrée).

Les spécialistes de la gestion utilisent souvent la notion de superficie agricole utile (S. A. U.) c'est-à-dire, grossièrement, le territoire agricole cultivé moins l'espace occupé par les bois et forêts. Un facteur affecte cette notion d'incertitude : la difficulté d'établir une limite précise entre friches et pacages. Il semble possible d'évaluer à 34 millions d'hectares au plus la S. A. U. du pays : selon les techniciens, cette superficie n'évoluerait que lentement.

1. Distribution des exploitations.

[Retour à la table des matières](#)

Un premier problème est celui de leur nombre : sur ce point les présentations statistiques sont affectées d'importantes divergences.

Selon le recensement de 1955, il y aurait eu en France, à cette époque, 2.267.000 exploitations agricoles. D'autres statistiques officielles, portant sur le nombre des chefs d'exploitation, donnent une valeur sensiblement moins élevée (de l'ordre de 1.850.000). Plusieurs éléments expliquent, au moins partiellement, cette différence : l'introduction dans la première de ces deux catégories des exploitations à rôle d'appoint ; l'existence de cumuls d'exploitations ; la gestion d'une certaine quantité de domaines par des personnes dont l'agriculture n'est pas la profession principale. Cependant, même en tenant compte de ces situations dont aucune estimation statistique ne peut être faite, l'écart paraît important et il faut souhaiter que le dépouillement du dernier recensement de la population (1962) apporte les éclaircissements indispensables.

Voici maintenant, toujours d'après le recensement de 1955, la répartition des exploitations agricoles par classes de superficie totale (bois exclus) :

A : Nombre d'exploitations dans la classe en % du nombre total d'exploitations.

B : Superficie occupée par la classe en % de la superficie totale des exploitations,

Classes de superficie totale (ha)	A	B
Moins de 1	6,6	0,3
1-1,99	10,2	1
2-4,99	18,2	4,3
5-9,99	20,8	10,8
10-19,99	23,5	23,4
20-49,99	16,5	34,7
50-99,99	3,3	15,5
100-199,99	0,7	6,8
200-et plus	<u>0,2</u>	<u>3,2</u>
	100,0	100,0

On voit donc que 80% des exploitations, qui couvrent en tout 40% de la superficie, disposent de moins de 20 hectares. Si l'on divise la superficie agricole utile par le nombre total des exploitations on trouve une moyenne statistique de l'ordre de 15 ha par unité. Mais cette moyenne cache d'importants décalages dans les deux sens. S'agissant des exploitations importantes (50 ha et plus), moins de 5% des exploitations occupent le quart de la superficie. À l'autre bout (moins de 5 ha) 35% des exploitations n'ont que 5% de cette superficie. Si l'on en croit les

déclarations du Ministre de l'Agriculture à l'Assemblée nationale (23 avril 1960), ces petites exploitations, qui seraient au nombre de 792.918, auraient à faire vivre 2.200.000 personnes (l'ampleur de ce chiffre résultant du redressement de la natalité).

Chacun sait que l'importance de l'exploitation ne dépend pas seulement de sa surface, certaines exploitations de faibles dimensions (avicoles, fruitières, maraîchères) pouvant avoir une rentabilité très élevée. Il semble bien qu'à cet égard le meilleur critère actuellement disponible soit celui du produit brut (le calcul de la « valeur ajoutée » qui représente un procédé supérieur ne paraissant pas possible). Voici, d'après les calculs de J. Klatzmann et Denis-R. Bergmann (*Économie Rurale*, 39-40, p. 71), la répartition des exploitations par classes de produit brut pour 1950-51 (milliers de francs) :

- A % du nombre d'exploitations de la classe dans le nombre total d'exploitations.
 B Estimation *très approchée* du produit brut total de la classe en % du produit brut agricole total.

Classe de produit brut	A	B
Moins de 300	40	9,3
300-450	16	9,3
450-750	20	18,6
750-1.500	16	28
1.500-3.000	6,4	21,4
Plus de 3.000	<u>1,6</u>	<u>12,4</u>
	100,0	100,0

Ce tableau, dont les données sont marquées d'une grande incertitude, établit que 8% des exploitations comptent à elle seules pour un tiers du total dans le produit brut tandis que, à l'autre bout de l'échelle, 56% effectuent un apport inférieur à 20%. Même si ces chiffres constituent de simples ordres de grandeur, l'écart reste trop grand pour être privé de signification.

Au total, que ce soit sous l'angle de la surface ou du produit brut (les exploitations les plus étendues n'étant pas nécessairement celles qui ont le produit brut le plus élevé), un lot relativement petit d'exploitations (de l'ordre de 10 à 20% du total) semble dominer les autres. Ces données ne sont pas assez sûres pour justifier absolument la thèse des « deux agricultures » (*supra*) qui demeure trop schématique, mais elles permettent d'accepter l'idée d'une nette hétérogénéité paysanne dont le niveau varie probablement selon les branches. Idée qui a conduit certains commentateurs (en particulier L. Leroy, *Exode...*, pp. 95-97) à distinguer, selon une classification américaine, deux séries d'exploitations : celles dites d'occupation (les plus petites) qui produisent essentiellement ou presque

uniquement pour la consommation de leurs membres, celles dites de productivité qui assument la responsabilité de l'approvisionnement du marché.

2. Modes de faire-valoir.

[Retour à la table des matières](#)

Selon le recensement de 1955, dont les imperfections ont déjà été soulignées, la répartition des exploitations sous cet angle s'effectuerait comme suit (en pourcentage du total) :

faire-valoir direct	52,7
métayage seul	3,2
fermage seul	17,4
modes associés	25,1
non déclarés	<u>1,6</u>
	100,0

Pendant longtemps le faire-valoir direct a été tenu pour le mode d'exploitation le meilleur (l'attachement du paysan à sa terre le conduisant à lui apporter des soins particuliers). Aujourd'hui on a tendance à insister sur les contre-parties de la situation : immobilisation des disponibilités de l'exploitant dans l'achat des terres et difficultés éprouvées par le petit propriétaire à réaliser la mécanisation nécessaire ou même l'emploi d'énergie en quantité suffisante.

En somme, ce mode de faire-valoir, spécialement si la valeur du capital foncier s'élève, serait souvent néfaste à l'investissement productif. Certains n'hésitent pas à dire qu'il est de plus en plus difficile et de plus en plus risqué de cumuler les qualités de propriétaire et d'exploitant. Observons toutefois que l'on pourrait parer à ces dangers par un regroupement judicieux des domaines et une extension du concours accordé aux paysans par le crédit agricole.

Le métayage, jadis fort répandu (notamment dans le Sud et l'Ouest), est en nette régression (la loi ouvrant d'ailleurs au métayer la faculté d'opter pour le régime du fermage lors du renouvellement du bail). En dépit d'une amélioration réelle dans la position des métayers (notamment sous l'angle de la répartition des fruits), le système rencontre souvent des difficultés psychologiques, les exploitants de ce genre ne se sentant pas maîtres chez eux. Au surplus, les propriétaires ne sont pas toujours désireux ou capables d'effectuer les travaux d'aménagement et les dépenses d'équipement indispensables.

Beaucoup considèrent désormais que le fermage représente le mode de faire-valoir le mieux approprié aux nécessités de l'agriculture moderne. L'exploitant n'ayant pas à assumer les frais de l'achat des terres est en mesure de consacrer ses disponibilités aux acquisitions de machines, installations agricoles et engrais. Les partisans de ce régime soulignent que la plupart des exploitations importantes

reposent sur le fermage ou sur une combinaison de propriété et de fermage : en Seine-et-Marne, la dimension moyenne de l'exploitation affermée serait de l'ordre de 68 hectares. Plus généralement, le régime du fermage aurait pour résultat d'empêcher le morcellement de l'exploitation.

Le régime des baux ruraux résulte dans ses principes de la loi du 4 septembre 1943 et de l'ordonnance du 17 octobre 1945 qui ont eu pour objet de stabiliser le taux des fermages et d'instituer divers avantages au profit du preneur (droit au renouvellement du bail ; droit de préemption en cas de vente du domaine ; indemnité de plus-value versée par le propriétaire au fermier sortant en vue de dédommager celui-ci des améliorations apportées au fonds). Ce régime, consolidé par la loi du 13 avril 1946, a été critiqué par les propriétaires qui y ont vu une brèche importante dans le droit de propriété. De leur côté les fermiers ont eu tendance à réclamer un élargissement du système (création d'une « propriété culturale » d'inspiration analogue à la « propriété commerciale » dont jouissent les exploitants de fonds de commerce) ; si ce droit ne leur a pas été officiellement reconnu, la pratique d'obtenir du fermier entrant une indemnité de sortie au bénéfice de l'exploitant n'en a pas moins cours dans certaines régions.

La réglementation actuelle a été critiquée par le Comité Rueff-Armand (chargé de rapporter sur les obstacles à l'expansion économique). Cet organisme a estimé que le régime présent suscitait une cristallisation des positions néfastes à la compétition et aux investissements : il a proposé diverses réformes (notamment limitation de la reconduction automatique à deux périodes de neuf ans au maximum). Ces propositions, demeurées sans suite, ont soulevé une très vive opposition chez les bénéficiaires du statut.

Si le syndicalisme agricole témoigne d'hostilité à l'égard des cumuls de profession, cette attitude vise en principe l'exploitation mais non l'acquisition du sol par des éléments étrangers à l'agriculture. La manifestation la plus retentissante (celle contre M. Jean Gabin) avait simplement pour objet d'inciter l'intéressé à donner à bail une partie de son domaine. Cependant, pour des raisons tant morales qu'économiques, je crois qu'il serait préférable d'encourager le rapprochement, par fixation sur les mêmes têtes, de la propriété et de l'exploitation — l'exigence de rentabilité imposant toutefois que de larges crédits soient ouverts au titre de l'acquisition (individuelle ou collective) des terres afin d'éviter que les fonds disponibles des paysans soient engloutis dans des achats fonciers au détriment des investissements productifs.

3. Ampleur du salarial agricole.

[Retour à la table des matières](#)

La diminution de l'importance du travail salarié dans les exploitations agricoles constitue l'un des aspects essentiels de la situation. Un fait atteste l'importance de ce mouvement à l'époque récente : la part des salaires payés (en espèces et en nature) dans le produit brut de l'agriculture qui s'élevait encore à 17% vers 1938, était tombée à moins de 10% pour 1957-1958.

Comme toutes les statistiques agricoles, le recensement de la main-d'œuvre salariée est affecté d'imperfections. Voici, selon F. Langlois (*Les salariés agricoles en France*, Paris, 1962, p. 9), l'évolution du nombre des salariés agricoles depuis 1862 :

	Salariés bénéficiant de la permanence de l'emploi	Salariés assimilables aux permanents (journaliers)	Total
enquête agricole 1862	2.106.000	869.250	2.975.250
» » 1892	1.848.300	621.150	2.469.450
» » 1929	1.153.400	369.700	1.523.100
recensement de la population de 1954	720.000	431.000	1.151.000

Du point de vue de la validité des résultats, c'est la statistique des emplois permanents qui offre le plus de garanties. Selon les chiffres (obtenus par sondage annuel) de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques, le nombre de ces emplois aurait évolué comme suit depuis 1951 (les résultats étant tenus pour valables à 50.000 unités près, en plus ou en moins) :

1951	830.000	1954	720.000
1952	800.000	1955	690.000
1953	770.000	1956	660.000
	1957	580.000	

En considérant que 14% environ de ces agents sont membres de la famille de l'exploitant, on voit que l'effectif propre de cette catégorie était en 1957 de l'ordre de 500.000. L'importance et la rapidité de la diminution s'expliquent par la réalisation du plein emploi industriel, l'existence d'écarts notables dans les salaires proposés de part et d'autre et la décentralisation industrielle qui met des emplois

nouveaux à la portée des salariés agricoles (cas d'exode paysan n'entraînant pas nécessairement un exode rural).

Une autre manière de saisir le problème est d'étudier la diminution du nombre des exploitants agricoles qui emploient des salariés permanents : toujours selon l'I. N. S. E. E., le chiffre en serait tombé de 430.000 en 1951 à 335.000 en 1957. Il paraît donc légitime d'avancer qu'en raison de l'évolution sociale l'agriculture, spécialement au cours des vingt dernières années, est devenue de moins en moins salariale et repose, de plus en plus, sur le travail indépendant.

La diminution des effectifs salariés agricoles — la réduction des effectifs permanents féminins étant plus grande que celle des travailleurs masculins — est donc un fait incontestable qui est un aspect important du dépeuplement des campagnes. Les principales zones de concentration de la main-d'œuvre agricole sont la région parisienne, le Nord-Ouest et la bordure méditerranéenne viticole et maraîchère : assez nombreuse à l'ouest d'une ligne Bordeaux-Verdun, cette main-d'œuvre est rare partout ailleurs. Ainsi, alors qu'en 1957 le département de la Gironde occupait 23.000 salariés permanents et celui de l'Aisne 19.000, quinze autres départements du Sud-Est, de la périphérie du Massif-Central et de l'Est, en employaient chacun moins de 2.500. Mises à part les régions de grandes exploitations souvent très mécanisées ou de cultures spécialisées, les agriculteurs qui emploient de la main-d'œuvre sont de tout petits employeurs se bornant à l'embauche d'un seul travailleur permanent. Cette faiblesse relative du salariat agricole conduit à évoquer, en termes plus généraux, le problème de la concentration en agriculture.

4. Dimensions et limites de la concentration.

[Retour à la table des matières](#)

La survenance de la concentration est classiquement définie comme la tendance à l'agrandissement des dimensions moyennes des entreprises. Les unités d'exploitation deviennent de moins en moins nombreuses et corrélativement celles qui subsistent acquièrent de plus en plus de puissance. Un tel mouvement qui a transformé, parfois de fond en comble, les structures industrielles et marque, à un degré d'ailleurs bien moindre, le secteur de la distribution s'observe-t-il également dans l'agriculture ?

Les commentateurs s'accordent généralement à reconnaître une diminution du nombre des exploitations pour une superficie agricole utile à peu près inchangée. En dépit de la difficulté des comparaisons (les bases mêmes du dénombrement ayant parfois varié d'un recensement à l'autre), il apparaît presque certain qu'entre 1929 et 1956, cinq cent mille petites exploitations ont disparu. Il en est résulté une élévation de la moyenne statistique de la superficie attachée aux entreprises subsistantes. Un point cependant complique l'interprétation : l'impossibilité d'établir la part qui revient dans cette diminution aux exploitations à temps partiel.

Sur ces bases, il est légitime de diagnostiquer l'existence d'un lent mouvement de concentration qui tend à se poursuivre. Cependant, même si l'on pouvait tenir comme acquise l'expansion des exploitations de plus de 50 ha, il semble bien que l'évolution n'est en rien comparable à celle qui a bouleversé l'industrie. L'observation demeure valable si l'on considère l'inégalité de la contribution des divers types d'exploitation à l'approvisionnement du marché. Soit, par exemple, la campagne de commercialisation du blé 1955-56, il est vrai que 3% des livreurs ont assuré un tiers des livraisons totales : mais ceux-ci étaient au nombre de 25.500. Nous sommes encore très loin — et la différence est certainement de nature qualitative — d'une structure oligopolistique.

Ces vues courantes ne me semblent pas fondamentalement erronées. Comme le note D.-R. Bergmann (*Économie Rurale*, *op. cit.*, p. 65), « le secteur proprement « capitaliste » de l'agriculture française demeure extrêmement restreint. Il est surtout représenté par certaines exploitations spécialisées : pépinières et établissements de sélection ; d'assez nombreux grands domaines viticoles ; des vergers « industriels » (qui semblent progresser) ; quelques établissements viticoles ; quelques exploitations de polyculture mécanisée... » Après tout, si l'agriculture ne dispose que d'une faible puissance de marchandage économique, c'est dans l'insuffisance de concentration de ses moyens qu'il faut en rechercher l'une des principales raisons.

Cependant à force d'insister sur les aspects individualistes du travail paysan, l'on en vient à oublier certains traits qui marquent actuellement l'activité agricole : ainsi, la réunion sous une direction unique d'exploitations d'apparence autonome (cas de cumul) et, plus encore, l'apparition d'assez nombreux phénomènes de regroupement ou d'intégration verticale. Nous reviendrons à plusieurs reprises sur ces modalités particulières de concentration, que l'agriculture en ait pris elle-même l'initiative (expérience, par exemple, des coopératives d'utilisation en commun du matériel agricole) ou que le mouvement résulte d'initiatives extérieures à la profession (financement par des capitaux bancaires de « cultures sans sol »). Ces démarches, dont nous connaissons mal l'ampleur, représentent, peut-être, la forme de concentration propre à l'agriculture : elles apparaissent déjà difficilement compatibles avec la vieille image de l'individualisme des campagnes.

II. ASPECTS SOCIAUX.

[Retour à la table des matières](#)

Depuis longtemps, on se demande s'il existe en France un groupe homogène et *a fortiori* une classe sociale que l'on pourrait qualifier de classe paysanne. Marx et Engels eux-mêmes se sont attaqués au problème sans que leurs écrits apportent en cette matière une réponse univoque. Un point est certain en tout cas : il est facile de relever dans les campagnes l'existence d'une pluralité de catégories sociales.

1. Hétérogénéité des structures sociales.

Intervenant à la Deuxième Semaine Sociologique (dont les actes ont été publiés sous le titre *Villes et Campagnes. Civilisation urbaine et civilisation rurale en France*. Paris 1953), Pierre Coutin énumère trois groupes sociaux, selon lui nettement distincts :

— les salariés agricoles, qui ne constituent d'ailleurs pas une catégorie homogène : ainsi différence entre les ouvriers ne vivant que du fruit de leur travail et ceux qui possèdent, en propre, les éléments d'une petite exploitation (et peuvent, en certains cas, entretenir l'espoir d'échapper à la condition salariée). Un autre facteur de différenciation qui ne se superpose pas au précédent est la dimension de l'exploitation : distinction entre l'ouvrier de la petite exploitation qui travaille aux côtés de son patron et mange à sa table et l'ouvrier de la grande exploitation qui œuvre en équipe et n'a que peu de contacts avec son patron ;

— les exploitants familiaux qui vivent sur des domaines de dimensions modestes en utilisant de moins en moins de main-d'œuvre salariée. P. Coutin voit dans ce groupe « une véritable classe sociale, la classe paysanne par excellence ». Sans adopter nécessairement cette thèse, concédons à l'auteur que c'est dans cette catégorie que l'on rencontre le paysan par excellence et que persistent les caractéristiques traditionnelles du monde des campagnes ;

— les titulaires de grandes exploitations avec salariés nombreux que l'on peut subdiviser en trois sous-groupes : les chefs d'exploitation qui participent au travail manuel, ceux qui s'occupent uniquement de la direction et ceux qui ont un régisseur. Les exploitants agricoles qui ne travaillent pas de leurs mains feraient partie de la bourgeoisie rurale qui comprend aussi les propriétaires rentiers du sol vivant à la campagne, les régisseurs, les notaires, les médecins ruraux : bourgeoisie qui, bien que vivant près des paysans, ne connaît pas toujours leurs problèmes et leur témoigne parfois quelque mépris. C'est ainsi que dans les régions agricoles riches le gros fermier se dira plus volontiers cultivateur que paysan (terme auquel tout prestige a longtemps fait défaut).

On peut se demander si, par leur généralité même, ces trois catégories permettent de saisir la totalité des situations sociales considérées. Il faut à cet égard distinguer selon les régions. Au niveau des régions de cultures industrielles (oligoculture) le schéma tripartite — ouvriers agricoles, petits cultivateurs, gros cultivateurs ou fermiers capitalistes — semble convenir. Il ne semble pas en aller de même pour les régions de polyculture pauvre comme on en rencontre par exemple dans le centre de la France. C'est ainsi qu'une étude de *Perspectives Socialistes* (mai 1960, pp. 21-22) divise le monde paysan de cette région en six catégories : les ouvriers agricoles (très peu nombreux) ; les métayers n'ayant souvent de rapports qu'avec le régisseur du domaine ; les petits fermiers qui, louant la terre mais possédant le cheptel mort ou vif, sont indépendants pour leur gestion du propriétaire du sol ; les petits propriétaires exploitants qui, vivant sur les domaines les plus exigus, sont bien souvent, économiquement et socialement, les plus défavorisés ; les « moyens » ou « mixtes » qui profitent du départ des précédents pour agrandir leur exploitation, soit en achetant soit en louant les terres libérées ; les propriétaires fonciers qui possèdent de grands domaines mis en valeur par des métayers et, en divers cas, maintiennent dans le pays où ils vivent un climat quasi féodal.

Il semble que la génération montante des grands propriétaires ait parfois tendance à reprendre les terres en faire-valoir direct (création de vastes exploitations orientées vers la recherche de la rentabilité maximum).

Je n'ai cité cet exemple que pour illustrer le caractère complexe des rapports sociaux dans les campagnes et mettre le lecteur en garde contre les analyses superficielles du milieu rural. Il faut une fois de plus déplorer que les analyses sérieuses consacrées à ces questions soient si rares.

2. Rapports entre les groupes.

[Retour à la table des matières](#)

Je ne crois pas que l'on puisse sérieusement soutenir que ces divers groupes sont unis par une communauté de préoccupations et d'intérêts. Entre salariés et exploitants agricoles, on relève la même opposition qu'entre travailleurs et patrons industriels, les premiers ayant le désir de gagner le plus possible et les seconds la volonté de payer le moins possible. Un tel affrontement est particulièrement net dans les régions dites de culture industrielle entre salariés agricoles et fermiers capitalistes.

La nature et l'ampleur des tensions et contradictions au sein du milieu agricole dépendent de nombreux facteurs, parmi lesquels on peut citer le poids des traditions historiques, les modalités du faire-valoir, les types de production réalisés, la rigidité des distances sociales. Toutes choses égales, il semble que l'industrialisation de l'agriculture ait pour résultat de creuser l'écart entre les gros cultivateurs et les petits exploitants auxquels la modernisation apporte souvent des déboires : en même temps, le développement des facilités de communication

accroît les différences dans le genre de vie (seuls les plus riches des cultivateurs bénéficiant d'un confort et de loisirs d'allure urbaine). Autre genre de tensions pouvant découler de la mécanisation : l'opposition entre métayers et propriétaires quand les seconds se refusent à financer les perfectionnements techniques réclamés par les premiers.

Il semble bien que de tels conflits aient existé de tout temps, seul le foyer de cristallisation des querelles variant d'une civilisation à l'autre. Il paraît dès lors légitime d'avancer qu'il n'existe pas une classe paysanne unique (et encore moins une classe rurale embrassant tous ceux dont la campagne constitue le lieu de travail ou de séjour), mais une série de classes ou mieux encore un complexe de groupes ou catégories aux intérêts souvent divergents, sinon même franchement opposés. Cependant, cette vue ne fait pas l'objet d'une acceptation unanime et on peut invoquer à son encontre divers phénomènes tirés de l'expérience.

Il est établi historiquement qu'en certaines occasions la paysannerie a agi ou manœuvré comme un ensemble : ainsi, lors de la Révolution de 1789, la grande ruée sur les terriers ou encore le refus systématique de paiement des droits féodaux en 1790-91. Pourtant les historiens notent la survenance au même moment d'oppositions entre les petits paysans qui avaient besoin des communaux (en particulier au titre de la vaine pâture) et les gros qui voulaient les abolir. En d'autres époques de l'histoire, on a vu les paysans accepter les directives et l'influence des notables (quelquefois titrés et le plus souvent grands propriétaires eux-mêmes) : encore que la qualité des notables ait varié selon les régimes (des changements s'étant par exemple produits du Second Empire à la Troisième République), bien des gouvernements ont profité de cet encadrement de la masse paysanne dont, à chaque moment, on a eu tendance à surestimer quelque peu la portée.

L'expérience montre donc que la paysannerie — mais d'autres groupes ont subi le même sort — peut, malgré ses divisions internes, faire l'objet d'une sorte de manipulation qui a généralement pour objet de consolider le pouvoir des catégories dominantes : bien que cette passivité ait tendance à prendre fin, j'hésiterais à dire qu'elle appartient désormais à l'histoire. L'observation établit aussi que la paysannerie est affectée de nombreux éléments de mécontentement commun, à partir et en fonction desquels il est possible de mobiliser, pour une action unifiée, des catégories dont pourtant, les préoccupations restent diverses par bien des traits. L'époque actuelle est, sans qu'il s'agisse d'un phénomène neuf, particulièrement riche en actions de cet ordre.

Des auteurs ont voulu en tirer l'idée que divisée en elle-même la paysannerie retrouverait son unité à l'égard des villes. Ce fut en particulier l'opinion de Maurice Halbwachs (voir *Les classes sociales*, Centre de Documentation Universitaire, Paris, 1939), qui établissait une différence fondamentale entre les groupes ruraux considérés dans leur ensemble et les groupes urbains pris comme un tout, le genre de vie constituant le principal facteur de clivage. Ainsi, les gens des campagnes se

différencieraient-ils de ceux des villes par le sentiment irréductible d'être des paysans.

Cette thèse, qui peut trouver quelque élément de justification dans le passé, me semble aujourd'hui difficilement soutenable. Certes, je n'entends pas sous-estimer la portée de la colère contre les citadins qui, en plusieurs occasions, semble animer le monde paysan qu'irritent ou exaspèrent l'injustice et la dureté de sa condition. Mais s'il sert de ciment à une action protestataire, ce sentiment ne me paraît pas capable d'effacer les différences objectives qui séparent les divers groupes agricoles, dont une fraction au moins bénéficie de divers avantages de la civilisation urbaine. En l'absence d'études sociologiques approfondies, il est certes difficile de prouver la réalité de cette division : cependant l'étude du comportement électoral me paraît susceptible d'apporter quelques éclaircissements à cet égard.

3. Variété des attitudes politiques.

[Retour à la table des matières](#)

On sait que dans les pays industrialisés, il existe relativement peu de partis agraires. En Europe, les États scandinaves constituent la principale exception à cette norme. Chacun possède un parti de paysans, dont l'inspiration idéologique n'est d'ailleurs pas uniforme. Or, l'analyse montre que ces formations n'arrivent pas, en moyenne, à rallier autour d'elles la totalité de l'électorat paysan, dont une fraction rejoint les rangs du parti conservateur et dont une autre accorde sa confiance au parti social-démocrate (et parfois au parti communiste).

Cette dispersion du vote paysan est la règle dans les pays où il n'existe pas de formation politique se réclamant exclusivement de la clientèle agricole. La France, notamment, entre dans cette catégorie. La meilleure étude disponible sur ce sujet concerne les élections générales du 2 janvier 1956. Cette recherche, due à J. Klatzmann, a été publiée dans l'ouvrage collectif *Les Paysans et la politique dans la France contemporaine* (Paris, 1958, pp. 39-67). Elle nous apprend que, d'une manière générale, les agriculteurs votent plus à droite que l'ensemble du corps électoral : les « modérés » viennent en tête pour l'attribution des voix agricoles (20,5% de celles-ci), mais si ce courant se dit volontiers paysan il recrute aussi une bonne part de sa clientèle dans les milieux urbains. Les communistes recueillent une fraction appréciable du vote des campagnes (environ 17,5% des suffrages exprimés par les paysans) : mais dans certains départements (allant du Cher au Lot-et-Garonne) la proportion d'agriculteurs votant pour l'extrême gauche dépasse 30%. On notera que tous les autres partis bénéficient d'un appui paysan (les socialistes S. F. I. O. ayant obtenu 14% des suffrages exprimés par les agriculteurs, le Mouvement Républicain Populaire 12,5%, etc.). Observons qu'en cette occasion les paysans donnèrent au « poujadisme » un pourcentage (14,5%) supérieur à sa moyenne nationale.

Il semble possible de tenir cette extrême diversité du comportement électoral des agriculteurs pour la preuve qu'il n'existe pas une classe paysanne homogène.

D'un autre côté, dans la mesure où, comme le note Klatzmann, les choix des agriculteurs sont assez voisins de ceux des non agriculteurs — surtout si parmi ces derniers l'ont mis à part les ouvriers — l'hypothèse d'une opposition irréductible entre conscience paysanne et conscience urbaine reçoit un coup sérieux : en réalité, le monde agricole s'accommode des formations partisans établies et soutenues par le reste de la population sans que celles-ci — réserve faite d'un verbalisme électoral — accomplissent toujours l'effort d'adaptation que justifierait la spécificité des problèmes de la terre. La masse paysanne se distribue ainsi selon un schéma qui ne lui est pas particulier et qui ne tient pas nécessairement compte de ses préoccupations : phénomène dans lequel on peut voir une nouvelle preuve de la domination exercée par la civilisation urbaine.

Certes il serait simpliste d'attribuer à des facteurs purement économiques l'orientation des votes paysans. Si le polymorphisme politique du monde agricole, pour reprendre ici l'expression de M. Dogan, peut être invoqué à l'appui de la thèse de l'hétérogénéité sociale des campagnes, la prise en considération d'autres facteurs (notamment le facteur religieux et la persistance des vieux liens de dépendance rurale) est nécessaire à l'interprétation de ce comportement. Malgré leur pauvreté, les métayers bretons votent pour les partis catholiques car la Bretagne est demeurée traditionaliste. Si la plupart des ouvriers employés dans les grands domaines accordent leurs voix au parti communiste, les salariés qui sont intégrés dans une exploitation de type familial paraissent se tenir à l'écart de celui-ci. Quant à l'appui apporté par les petits cultivateurs aux partis communiste et socialiste en plusieurs régions du centre et du midi, il s'expliquerait, selon Dogan, par une conjonction entre la pauvreté et la déchristianisation (sans oublier la concurrence que les grandes exploitations mécanisées font de plus en plus aux agriculteurs parcellaires).

Au total, sans attribuer au comportement électoral la valeur d'un instrument exclusif ou décisif d'interprétation, on peut y voir l'indice que, tout en constituant un facteur tactique de portée certaine, l'affirmation de l'unité sociale de la paysannerie ne traduit pas exactement la réalité. En dépit de revendications communes capables de susciter de vastes mobilisations, le monde agricole reste marqué par la diversité des conditions et des positions ; d'autre part, l'opposition à l'égard des villes, dans laquelle il entre probablement plus d'envie que de mépris, n'empêche pas la formation d'alliances ou, au moins, l'apparition de convergences entre citadins et paysans en vue de consolider ou de détruire l'ordre existant. La diminution, absolue et relative, du nombre des paysans risque de développer la tendance de ceux-ci à faire confiance aux organisations partisans instituées, pour le plus grand nombre, par les citadins en fonction des impératifs et clivages de la civilisation industrielle.

III. PERSPECTIVES.

[Retour à la table des matières](#)

L'étude des structures agraires établit clairement que, tout comme le secteur industriel, l'agriculture connaît ses propres difficultés sociales. S'il est vrai que l'activité agricole se trouve dans son ensemble en position d'infériorité chronique vis-à-vis des autres branches de la vie nationale, le monde paysan doit également affronter des tensions et contradictions internes. En d'autres termes, les conséquences de cette infériorité sont inégalement réparties entre les diverses catégories qui composent la paysannerie. Finalement nous sommes loin de cette vision d'un équilibre presque idyllique qu'exprimaient si volontiers les commentateurs voués à l'apologie du travail des champs — apologie généralement conçue avec un assez grand recul par rapport aux servitudes réelles de la profession.

Cette myopie s'explique aisément si l'on considère qu'une large fraction de ces difficultés a été résolue quasi spontanément et sans bruit par le départ des intéressés vers d'autres occupations. Mais elle relève d'une autre cause : l'habitude de juger des problèmes agricoles d'après les critères de l'activité industrielle. Or les conflits affectant celle-ci proviennent en une très large mesure de la séparation entre la propriété et le travail ou, si l'on préfère, du fait que l'ouvrier est contraint de louer ses forces à celui qui possède ou gère les outils de production. Cette séparation étant beaucoup moins accusée dans les campagnes, l'idée s'est implantée qu'échappant à la lutte des classes, du moins sous ses aspects les plus véhéments, l'agriculture représentait, en quelque sorte par définition, un élément d'ordre — opinion que la réduction continue du salariat agricole (en augmentant le rôle du travail indépendant) ne pouvait que consolider.

De ce point de vue, la pénétration du communisme dans la catégorie des petits paysans propriétaires a d'abord constitué un élément de surprise que l'on tentait d'expliquer par la tendance au « sinistrisme » de certains départements situés au sud de la Loire. L'explication n'est pas entièrement fausse mais elle accordait trop aux prédispositions idéologiques et pas assez aux composantes matérielles de la situation. Nous savons aujourd'hui qu'à la campagne la possession des outils de production ne suffit pas à préserver les intéressés des difficultés et misères généralement attribuées à la condition prolétarienne. Il est ainsi arrivé que des paysans propriétaires constituent en réalité d'authentiques prolétaires tandis que des fermiers importants, bien qu'ils soient simplement locataires de la terre, réalisaient des profits assez grands pour qu'il se révèle légitime de les rapprocher de la bourgeoisie capitaliste.

Cette situation retentit sur le travail salarié lui-même. Au sein de la grosse exploitation mécanisée le patron, souvent proche dans ses méthodes et jusque dans son abord du chef d'industrie, réalise un profit sur l'effort de ses ouvriers. Par contre, au niveau de la moyenne et petite exploitation, souvent en retard sous

l'angle technique, le salaire — tel qu'il résulte de facteurs généraux — correspond à la valeur, si même il ne dépasse pas celle-ci, du produit net du travail. Jointe à l'exode des salariés agricoles cette situation explique que les exploitations de dimensions modestes n'aient plus d'intérêt à utiliser la main-d'œuvre salariée.

On dira peut-être que de toute façon la mécanisation progressive du travail des champs constitue un facteur de compensation qui rétablit et généralement augmente la puissance de travail dont disposent ces exploitations. C'est vrai, mais le remède a dépassé le mal qu'il s'agissait de guérir. La modernisation, souvent effectuée au prix d'un accroissement de l'endettement agricole, a conféré à l'exploitant un potentiel qui ne trouve pas à s'employer utilement sur la superficie restreinte dont dispose celui-ci. En bien des cas, les paysans petits et moyens ont proportionnellement à la surface cultivée autant de tracteurs que les gros cultivateurs, mais dans le cadre de l'exploitation individuelle à dimensions réduites les premiers n'arrivent pas à amortir leur matériel et plient sous le fardeau des dettes tandis que les seconds obtiennent un revenu satisfaisant. Nous retrouvons ainsi l'un des facteurs essentiels du danger de la mécanisation : l'inadaptation des surfaces disponibles à l'équipement acquis.

Le problème de la réforme des structures ne résulte donc pas de la seule volonté de techniciens soucieux d'accroître la force de travail de l'industrie en organisant la liquidation d'une partie des exploitations agricoles. Il trouve aussi, et peut-être d'abord, son origine dans ce que D.-R. Bergmann a correctement appelé la « pression des économies d'échelle », pression qui tend à provoquer l'accroissement des dimensions économiques et spatiales des exploitations. Il en résulte que les exploitants moyens et petits, du moins s'ils ont fait l'effort de moderniser l'équipement dont ils disposent, se sentent à l'étroit sur la superficie qu'ils mettent en valeur (situation qui n'est pas sans apporter un élément d'explication aux manifestations dirigées contre les cumuls d'exploitations et de professions).

En somme la petite exploitation — dont on a vu la place importante qu'elle continue de tenir dans la structure humaine de l'agriculture — est vulnérable sous deux aspects. Privée d'un équipement moderne, souvent par manque de disponibilités financières du titulaire, elle oblige celui-ci à un pénible labeur dont les fruits sont trop médiocres pour garantir une existence décente. Une fois équipée mécaniquement, elle semble trop exiguë eu égard à la puissance du matériel moderne : d'où la survenance de difficultés financières pour l'exploitant et aussi d'un gaspillage collectif qui résulte de la coexistence, parfois porte à porte, de domaines sous-équipés et sur-équipés sans que l'excédent de capacité des seconds soit mis au service des premiers. Il semble difficile d'écarter l'idée que la distribution actuelle du territoire agricole correspond mal aux facultés ouvertes par le progrès technique.

L'étude des structures agraires françaises, que ce soit sous l'angle économique ou social, amène donc à considérer l'adaptation de celles-ci aux nouveaux modes de travail de la terre comme un problème fondamental de l'agriculture. À certains

moments les gouvernants talonnés par le souci d'éviter la hausse des prix y ont peut-être vu une échappatoire, mais il s'agit bien d'une question réelle et non d'une dérivation, artificielle. En peu de temps d'ailleurs l'audience de ces notions s'est considérablement élargie, mais comme nous le verrons plus loin cet accord de principe sur le but dissimule encore de profondes divergences sur le contenu du dispositif à appliquer.

Ces particularités structurelles sont en tout cas étroitement liées à la médiocrité du pouvoir économique de l'agriculture, dont je voudrais donner maintenant une explication systématique.

CHAPITRE VI

FAIBLESSE INTRINSÈQUE DE LA POSITION AGRICOLE

[Retour à la table des matières](#)

Dans les pays riches, on a tendance à perdre de vue l'importance de l'agriculture quant au bien-être national. Cette sous-évaluation tient au fait que l'alimentation des habitants ne paraît plus y soulever de problèmes : « il est plus de gens qui meurent aux États-Unis d'excès que d'insuffisance de nourriture », écrit J. K. Galbraith (*L'ère de l'opulence*, Paris, 1961, p. 120). C'est seulement dans les époques de pénurie que ressurgit la primauté de la terre. Mais ces périodes sont rares et le souvenir s'en efface vite. Ainsi que le montre l'attitude des dirigeants des pays sous-développés, rien ne peut prévaloir dans les esprits contre le fait que l'amélioration du niveau de vie et l'accroissement de la puissance dépendent de l'industrie : celle-ci apporte bien-être et vaut respect. Il y a là, déjà, un élément qui favorise l'octroi d'une sorte de *leadership* aux activités manufacturières.

Mais, sans négliger l'influence spécifique des représentations psychologiques, il faut partir du rapport des forces. Le prestige et la capacité d'intervention économique d'une branche quelconque dépendent, en une large mesure, des structures de la production à l'intérieur de cette branche. L'éclat social et la puissance effective — notions qui ne sont certes pas indépendantes l'une de l'autre — résultent, pour beaucoup, de la grandeur des unités — grandeur qui est le signe d'un rassemblement des moyens et d'une coordination des efforts. Que l'on songe seulement à ce que signifient pour l'homme moyen les noms de Renault ou de Citroën, sans oublier, bien entendu, la force dont ils sont le symbole. L'agriculture n'a rien d'aussi prestigieux à offrir puisque la fourniture du pain quotidien est devenue, en quelque sorte, une activité banale et de routine. Les récoltes les plus prometteuses comptent peu devant la majesté et la beauté de l'ancien « Normandie » et de l'actuel « France ».

L'activité agricole, en dépit d'une certaine tendance à la concentration, se réalise dans un grand nombre d'exploitations dont beaucoup de dimensions très modestes. Une telle dispersion a naturellement pour effet d'amoinrir, sinon même

en plusieurs cas d'annuler la capacité de marchandage (*bargaining power*) des cultivateurs. Une autre manière d'exprimer le problème est d'opposer la force des centres de décision qui commandent le destin de l'industrie à la médiocrité des moyens dont disposent les unités paysannes. Encore que la distinction soit de type idéal, les premiers tendent à agir par macro-décisions, les secondes étant restées au stade des micro-décisions.

Cette différence dans les structures de production est capitale. Elle est, sans doute, le principal facteur de l'effet de domination exercé par l'industrie et de la tendance à l'écrasement des prix agricoles. Certes, la faiblesse de l'élasticité des dépenses alimentaires (*infra*) constitue un autre élément de cette infériorité. Mais, après tout, les agriculteurs pourraient renverser la situation en organisant une certaine raréfaction de l'offre qui, compte tenu de la rigidité des besoins, contribuerait à l'affermissement des cours. Il se trouve que les cultivateurs, le voudraient-ils, ne sont pas en mesure d'effectuer une telle opération. Pourquoi ?

I. DISPARITÉ DES RÉGIMES.

[Retour à la table des matières](#)

Les économistes modernes estiment qu'une situation peut être dite concurrentielle quand elle répond aux trois conditions suivantes (dont la réunion forme le schéma de la concurrence pure) :

— présence sur le marché d'un grand nombre de vendeurs et d'acheteurs dont aucun n'est capable par son action propre, ou son intervention isolée, d'exercer une action appréciable sur le comportement de l'offre et de la demande. Il faut que chaque offre et chaque demande passent inaperçues de façon que, par exemple, si un vendeur décide d'augmenter ou de réduire ses offres, cet acte de volonté individuelle reste sans effet perceptible sur le niveau de l'offre globale. Si la production de dix mille pains est assurée par quarante boulangers fabriquant chacun 250 pains par jour, la décision prise par l'un d'entre eux d'augmenter ou de réduire sa production de 10% n'aura que de très faibles répercussions sur le marché. Si même cette unité venait à disparaître, il serait très facile aux trente-neuf autres de combler le vide ainsi créé. Dans un marché de concurrence pure, le producteur individuel ne compte pas, en tant que tel, par rapport au marché ;

— homogénéité complète des biens négociés sur le marché ou, pour employer un terme juridique, fongibilité absolue permettant à l'acheteur, dès qu'il y voit le moindre avantage financier, de passer, sans arrière-pensée, d'un vendeur à l'autre. Sur un marché de concurrence pure, tous les vendeurs sont censés vendre le même produit et, dès lors, le prix pratiqué par chacun d'entre eux devient un élément capital de la répartition de la clientèle (un élément exclusif, si l'on fait abstraction des « frottements », d'ailleurs considérables, de la pratique tels que l'établissement de rapports personnels entre vendeurs et acheteurs ou encore la proximité comparée des points de vente) ;

— absence de tout accord, de toute politique concertée, soit quant aux quantités produites et traitées, soit quant aux prix pratiqués. Un marché de concurrence pure ignore les coalitions de producteurs ou de vendeurs ainsi que celles, beaucoup plus rares, d'acheteurs. Ce dernier cas n'est pas, toutefois, purement livresque : il arrive que, face à une multitude de producteurs-vendeurs, l'offre se réduise à un petit nombre d'unités capables d'harmoniser leurs conduites, sinon même à un seul acheteur (parfois public : monopole d'achat du tabac en feuilles au profit de la régie). Cette tendance à l'unicité de l'acheteur (que les économistes qualifient de monopsonne) s'accuse si l'on raisonne en terme de marchés locaux (un seul acheteur ou intermédiaire bénéficiant *de facto* d'une telle position).

1. Comparaison des structures agricoles et industrielles.

[Retour à la table des matières](#)

Ces trois conditions s'appliquent au plus grand nombre, sinon à la quasi-totalité, des activités agricoles. Quand elle fonctionne de façon spontanée — c'est-à-dire hors d'une intervention réglementaire des pouvoirs publics — l'agriculture tend à respecter le schéma de la concurrence pure. Bien entendu, on peut observer en des circonstances variées et occasionnelles (notamment sur les marchés locaux) quelques déviations, d'intensité diverse, par rapport aux normes dégagées. Dans plusieurs cas, un effort d'individualisation des produits est fait par les agriculteurs intéressés (ainsi, zones d'appellation contrôlée pour les vins et les fromages). Cependant, il est légitime d'avancer que dans les pays industrialisés, les structures agricoles sont demeurées, en une très large mesure, de type concurrentiel.

Or, une rapide analyse de la vie économique suffit pour découvrir que l'industrie, spécialement dans les activités de base, a cessé, si elle y fut jamais rattachée, de relever d'un tel schéma.

La description de ce mouvement sortirait de notre propos, mais il est indispensable, pour la bonne compréhension de la situation agricole, d'en dire quelques mots — les déviations par rapport à la concurrence pure que nous allons relever étant justement constitutives des structures monopolistiques.

La concentration industrielle est un phénomène complexe qui présente de multiples aspects : techniques, économiques, financiers. À la rigueur toutefois un trait pourrait suffire à la caractériser : en France, les entreprises occupant plus de 500 salariés ne représentent que 0,2% du nombre total mais elles emploient 30% du personnel salarié du secteur privé et versent 35% des salaires payés dans ce secteur (selon les calculs de l'I. N. S. E. E., *Études statistiques*, avril-juin 1959).

La concentration économique varie d'une branche à l'autre. En France, une dizaine sont très concentrées (2 sociétés faisant la quasi-totalité de la production de l'aluminium, 3 les 80% de la construction aéronautique, 4 les 95% de la fabrication d'automobiles de tourisme). D'autres, il est vrai (bâtiment, cuir, textile ...), se caractérisent encore par une plus grande dispersion qui, d'ailleurs, reste encore fort

éloignée de l'extrême démultiplication des unités observée en agriculture. La concentration varie aussi d'un pays à l'autre : elle est, par exemple, très développée en Belgique où quelques *holdings* (notamment celui de la Société Générale de Belgique) dominent financièrement l'économie. Quoi qu'il en soit de ces variations, la plupart des activités industrielles de base (les « secteurs-clefs » de la production énergétique et des branches manufacturières) ne relèvent pas ou plus de la concurrence. On observe des phénomènes du même ordre dans les branches financières (grandes banques de dépôt et d'affaires) et certains secteurs des transports (les transports par fer et par air en particulier). Encore que la petite « boutique » y tienne toujours une grande place, la distribution commerciale, du moins dans ses secteurs les plus dynamiques, exprime les mêmes tendances.

Cette évolution, qu'amplifie la concentration financière (soumission d'activités diverses à un même pouvoir par le jeu des participations), est irréversible. Un grand nombre de fabrications ne peuvent être accomplies de manière rentable que dans le cadre de la grande entreprise. Il existe ainsi plusieurs branches (par exemple la sidérurgie), où il est pratiquement impossible de fonder de nouvelles unités de production, l'évolution des techniques conduisant au contraire à fusionner des unités anciennes en complexes plus vastes. La nationalisation provoque, en général, un renforcement de cette tendance (un organisme unique se substituant souvent à quelques grandes firmes préexistantes : voir en France, notamment, les cas de l'électricité et des chemins de fer). Au total, nous sommes très éloignés de la « goutte d'eau » dans l'Océan — image par laquelle des auteurs ont voulu, à juste titre, symboliser la situation de l'entreprise en régime de concurrence pure.

L'effet final de ce mouvement est une réduction du nombre des centres habilités à prendre des décisions. Il est classique d'en distinguer deux formes :

— concentration horizontale qui s'effectue à un stade donné de la production par réduction du nombre des unités productrices et agrandissement corrélatif de celles qui subsistent ;

— concentration verticale qui se réalise par le passage sous l'autorité d'un centre de décision unique de l'ensemble des opérations concernant une activité. Cette forme d'extension des unités — que les économistes appellent généralement intégration — peut être soit ascendante (cas de la firme intégrante cherchant à contrôler ses sources d'approvisionnement), soit descendante (cas où celle-ci s'efforce d'organiser et de surveiller ses propres débouchés). Quand l'intégration est à la fois ascendante et descendante on la qualifie de totale ou complète.

L'agrandissement des firmes sidérurgiques relève de la concentration horizontale. L'intégration se réalise quand celles-ci s'assurent le contrôle des mines de fer ou de charbon (procédé ascendant) ou d'usines de produits semi-finis ou finis (procédé descendant). Naturellement les techniques de la concentration financière facilitent considérablement l'accomplissement de telles opérations.

Jusqu'à présent l'agriculture, faiblement touchée par la concentration horizontale, n'a guère été en mesure d'assumer le rôle d'activité intégrante. Si, en quelques-uns de ses secteurs, elle tend aujourd'hui à être englobée dans des

mouvements d'intégration, il s'agit d'opérations dont l'initiative vient souvent d'ailleurs et dont le résultat est d'accentuer sa situation d'élément dominé.

La deuxième condition — homogénéité du produit — est de moins en moins respectée au niveau des articles finis manufacturés. Nous évoquons ici la pratique de la différenciation qui tend à créer dans l'esprit de l'acheteur l'idée qu'un produit (généralement une marque) est particulièrement apte à satisfaire un besoin et ce à l'exclusion de tout autre créé par les concurrents dans le même but. Dès lors, par exemple, l'acheteur souhaitera telle marque de rasoir à l'exclusion d'un article équivalent : pour lui, il n'y a pas de substitution possible entre les produits des diverses firmes, qui correspondent, pourtant, au même besoin. En un tel régime — que les économistes désignent par l'expression « concurrence monopolistique » — l'entreprise s'efforce de faire naître dans l'esprit des acheteurs l'idée d'une différenciation qualitative entre son produit et celui des maisons rivales. Il s'agit de créer un attachement particulier de la clientèle à un produit.

Il arrive que les marchandises en cause présentent des dissemblances réelles, mais en d'autres occasions les différences invoquées sont minimes, sinon purement imaginaires. La réclame permet de susciter et de consolider les attitudes souhaitées par les firmes. C'est un aspect spécifique de la publicité dont on connaît l'importance dans le monde des affaires, aussi bien en vue de susciter un mode particulier de satisfaction d'un besoin existant que de provoquer la naissance d'un besoin nouveau. La publicité est l'ensemble des méthodes et procédés par lesquels les producteurs exercent ou tentent d'exercer une action préméditée sur un public défini, dans le but de gagner ou de conserver une clientèle. On distingue en gros deux types de publicité : celle de marque, qui tend à axer un besoin sur un objet particulier, celle dite collective, qui se propose de créer un besoin ou de le développer (distinction un peu sommaire d'ailleurs, certaines publicités individuelles visant, aussi, à créer un besoin).

Au niveau de la production agricole proprement dite on note, parfois, l'existence d'une publicité, généralement collective, qui a pour objet le développement de la consommation d'une denrée (le réseau public de radio-télévision en France prêtant parfois son concours à des efforts de ce type). Citons parmi ces efforts l'œuvre de promotion du sucre accomplie par le Centre d'Études et de Documentation pour l'Utilisation du Sucre (CEDUS). C'est surtout au plan de l'industrie alimentaire de transformation que se fait la publicité concernant les articles de nourriture — publicité qui, par l'intervention de la marque, bénéficie essentiellement à l'activité transformatrice et non à l'agriculture réduite à la condition d'un fournisseur de matière brute.

Le schéma libéral du « consommateur-roi » est de moins en moins valable à une époque où les techniques de la psychologie sont mises au service de la réclame (recherche motivationnelle). L'agriculture, comme telle, participe peu, ou pas du tout, à cet essai de conditionnement des esprits et, en tout cas, n'en bénéficie guère. Dans ce secteur, elle observe généralement une assez grande passivité à l'égard de

la demande : ce qui est pour partie le résultat du morcellement des structures agraires et, par un effet de retour, en renforce les implications.

Reste enfin à noter que la troisième condition — absence d'accords ou de politique concertée — fait l'objet de nombreuses violations dans le secteur industriel. Les agriculteurs, par leur nombre même, sont empêchés de mettre en œuvre des formules ou procédures de ce type. Certes, les ententes ne sont pas nécessairement faciles à constituer et à maintenir dans l'industrie. L'existence, assez fréquente, de « dissidents » n'est pas sans poser de problèmes. Au surplus, en divers pays, il existe des lois dites « anti-trust » dont l'un des objectifs est de prohiber les accords ou, au moins, d'en empêcher les abus. Mais il est en fait très difficile d'interdire toute politique concertée (celle-ci pouvant prendre une forme tacite : firmes s'alignant spontanément sur les prix de l'une d'entre elles tenue pour la « firme-leader »). L'objet de cette politique concertée est très complexe : restriction des quantités produites ; partage de la clientèle ; « administration » des prix (pratique dite des « prix imposés » qui peut également être employée par des producteurs agissant à titre individuel) ; interdiction ou réglementation des rabais...

Toutes ces démarches — que les agriculteurs sont impuissants à accomplir pour leur propre compte — ont un but unique : permettre aux intéressés d'échapper aux risques et servitudes de la concurrence. En définitive, au lieu de découler d'un affrontement spontané sur le marché, la formation des prix résulte de plus en plus de négociations préalables entre des centres de décision assez puissants pour contrôler le déroulement des opérations, l'état du rapport des forces déterminant le partage des avantages obtenus par chacun.

2. Portée de ces différences.

[Retour à la table des matières](#)

Les différences entre les deux séries d'activité sont considérables : c'est, dans une large mesure, l'existence de ces disparités qui consolide la supériorité acquise par l'industrie sur l'agriculture dans les économies modernes. Les agriculteurs livrés à eux-mêmes, en effet, supportent les servitudes de la concurrence pure que, plus ou moins selon les cas, leurs partenaires industriels et commerciaux parviennent, pour ce qui les concerne, à éviter. Dès lors, les éléments de la confrontation ne sont plus égaux, le secteur le mieux organisé et qui, comme tel, bénéficie d'un « pouvoir de marché » supérieur, imposant à l'autre ses conditions.

Cette disparité, source d'inégalité quant à la capacité d'influence, est facile à établir pour le secteur en amont de l'agriculture — celui qui fournit les produits nécessaires à la culture (tracteurs, essence, aliments du bétail, engrais ...). La fabrication et la vente de ces facteurs s'effectuent selon des formules industrielles dont les composantes dépendent, en dernier ressort, d'un petit nombre de centres de décisions. À première vue, il semble en aller différemment pour le secteur en aval, compte tenu de la multiplicité de points de vente commerciaux. Mais le

tableau change d'aspect si l'on considère la structure du chaînon qui s'intercale entre la production et la distribution au consommateur final. Par comparaison avec une base très large (l'ensemble des producteurs) et un sommet encore très dispersé (le commerce de détail), ce chaînon traduit un niveau de concentration assez élevé.

En réalité, les agents qui achètent les produits agricoles sont beaucoup moins nombreux que les exploitants eux-mêmes. Dès lors, il est légitime d'avancer que les premiers se trouvent souvent en position d'oligopole (le terme technique serait oligopsone) vis-à-vis des seconds. Soit, par exemple, le marché du bétail sur pied : face aux paysans qui, à la ferme ou sur le champ de foire, vendent en ordre dispersé, il existe un petit nombre de marchands qui se trouvent dès lors en mesure de conclure des ententes. Ainsi s'explique que les producteurs initiaux soient rarement en mesure d'exiger un prix qui tienne compte de la qualité et même du poids des animaux.

L'évolution de l'économie moderne tend à accentuer cette dépendance. La concentration et la rationalisation industrielles — qui s'effectuent à un rythme croissant au moment même où l'agriculture fait un plus large emploi des produits manufacturés — ont pour résultat d'augmenter le « pouvoir de marché » des fournisseurs situés en amont de l'activité agricole. D'un autre côté les efforts accomplis pour rationaliser le commerce (création de supermarchés ou « usines à distribution ») aboutissent à la formation de nouveaux grands centres de décision susceptibles d'accroître la domination exercée sur l'agriculture. Toutes choses égales, la situation est aggravée par la tendance à faire subir aux produits agricoles avant consommation finale une transformation de type industriel.

Pour des raisons évidentes ces phénomènes sont particulièrement avancés aux États-Unis (voir à cet égard les études publiées dans le *Journal of Farm Economics*, décembre 1960, pp. 1228-1264). Les agriculteurs de ce pays ont tenté de trouver une solution à ce problème dans la constitution, assez fréquente, de coopératives de négociation (*infra*). Un point ressort avec clarté des analyses effectuées : les difficultés de l'agriculture ne trouvent pas uniquement leur origine dans les défauts qui lui sont propres (exiguïté des dimensions de la ferme ; retards dans l'ordre de la productivité ...). Certes, ces insuffisances ont des conséquences fâcheuses pour la rentabilité financière de la culture, mais le niveau de celle-ci ne saurait être séparé de l'évolution générale qui marque les autres secteurs, industriels et commerciaux, de la vie économique.

Observons, par exemple, la modernisation d'une activité comme celle de l'industrie des conserves. Selon une étude du Commissariat au Plan, on aurait compté en 1960 dans le domaine des conserves appertisées de légumes, de fruits, de poissons et de viande 850 entreprises pour une production de 600.000 tonnes et un chiffre d'affaires global de 1,5 milliard de F. actuels. Réserve faite de la viande, pour le traitement de laquelle il existe des entreprises importantes, l'activité de la conserverie est dispersée en unités familiales caractérisées par une faible rentabilité et une grande fragilité financière. Selon le Commissariat, cette branche ne serait en mesure ni de remplir un rôle régulateur à l'égard de la production et de

la consommation, ni de promouvoir une politique commerciale dynamique (particulièrement dans l'ordre de l'exportation) : ces exploitations ne disposeraient pas d'un chiffre d'affaires suffisant pour dégager un budget de publicité efficace.

Naturellement, l'agriculture souffre de cette situation (que l'on rencontre parfois en amont : rappel des imperfections de l'industrie des tracteurs). Le risque est d'autant plus grand que, dans certaines régions, l'usine de conserves bénéficie d'une sorte de monopole de fait que le caractère périssable des denrées traitées ne permet pas de briser. Admettons que l'on parvienne à réaliser le niveau de concentration qui paraît indispensable à l'accroissement de la rentabilité et à l'expansion des débouchés — opérations que l'on peut effectuer soit par la fusion d'entreprises existantes, soit par la création de sociétés d'approvisionnement et de vente qui renforceraient les facultés des firmes adhérentes. Ce mouvement vaudrait des avantages à l'agriculture mais il aboutirait aussi à la consolidation des centres de décisions extra-agricoles : d'où, le risque qu'une large partie des bénéfices de l'opération aillent en définitive aux titulaires de ce nouveau pouvoir de marché.

Au total, l'agriculture, peu capitaliste elle-même (*supra*), est en quelque sorte cernée par un pouvoir capitaliste souvent de type oligopolistique et même monopolistique. En termes plus simples on retrouve les conditions de la lutte du pot de terre contre le pot de fer. La destruction du pot de fer, en l'espèce les procédés et normes de gestion capitalistes, serait difficile à réaliser et aboutirait en plusieurs cas (mais pas dans tous certes : exemple des ententes parasitaires) à une régression. De plus en plus, les cultivateurs ont le sentiment que la seule voie ouverte est de faire de l'agriculture une activité intégrante — les expériences déjà réalisées à cet égard, notamment par la voie de la coopération classique, s'étant révélées insuffisantes (*infra*). Nous retrouverons ce problème lors de l'étude des solutions : il est facile au lecteur d'en pressentir, dès maintenant, les difficultés.

Tel est le cadre général qui permet d'interpréter correctement la faiblesse intrinsèque de la position agricole. Cependant, pour mieux saisir la portée de cette infériorité, il est nécessaire d'en examiner la conséquence probablement la plus lourde de sens : les difficultés du contrôle de l'offre.

II. PROBLÈME DU CONTRÔLE DE L'OFFRE.

[Retour à la table des matières](#)

C'est une question fondamentale, car en définitive, elle commande l'intégration de l'agriculture dans l'économie moderne. Ce contrôle est la clé d'une adaptation dynamique, quantitative et qualitative, de la production à la consommation. La médiocrité des résultats obtenus en cette matière par les économies planifiées de l'Est établit la difficulté de réaliser de tels ajustements.

S'agissant des systèmes de type occidental, et particulièrement de la France, je voudrais établir les difficultés spécifiques qui s'attachent au contrôle de l'offre globale quand les producteurs intéressés agissent en situation de concurrence pure. J'examinerai ensuite les obstacles particuliers qui découlent de la nature et des structures humaines de l'activité agricole — ces deux variables étant d'ailleurs en relation étroite. J'évoquerai enfin les chances de parvenir à une telle adaptation.

1. Difficultés générales.

[Retour à la table des matières](#)

On peut les résumer en quelques mots. Dans une situation de concurrence pure, le producteur-vendeur est le jouet des forces qui se manifestent sur le marché : selon les cas, il en résultera profit ou perte mais, dans les deux éventualités, le résultat final dépend d'éléments extérieurs à la volonté de l'offreur et sur lesquels il n'a pas prise. Au contraire, le producteur qui travaille en situation monopolistique possède des éléments de défense vis-à-vis de ces forces. Sans être tout puissant, il jouit d'une capacité de manipulation des éléments économiques qui manque totalement à l'entrepreneur de concurrence pure. Il est donc facile de prévoir que le premier, mieux que le second, sera apte à assurer la fermeté de ses prix et à sauvegarder ses bénéfices.

La démonstration de ces propriétés exigerait une argumentation technique ne correspondant pas à l'esprit de cet ouvrage. Je me bornerai donc à mentionner l'inspiration principale du raisonnement qui, notamment, apporte une précieuse contribution à l'analyse du phénomène, dit du « ciseau des prix ». Ce dernier, on l'a vu, joue, très souvent, au détriment de l'agriculture (caractère défavorable des termes de l'échange) et constitue l'un des fondements principaux du malaise agricole.

Sur un marché qui fonctionne selon les conditions de la concurrence pure, la caractéristique essentielle est que le producteur-vendeur considère le prix du marché comme une donnée s'imposant à lui et sur laquelle il est sans influence. En conséquence il raisonne comme si le prix établi sur le marché à un moment

déterminé devait se maintenir quelle que soit la quantité que lui, chef d'entreprise, apporte sur le marché. C'est une situation très claire. Le responsable de l'exploitation va fixer son offre et établir son plan de production en fonction du prix existant et sans prendre en considération l'influence qu'auront sur ce prix les quantités offertes. Sans doute le producteur sait-il ou peut-il deviner que si l'offre s'accroît le prix diminuera, mais il ne pense pas que ce soit son offre propre qui puisse exercer une telle influence. Dès lors, le chef d'entreprise placé dans de telles conditions fabriquera tout ce qu'il lui paraît avantageux de produire au prix existant — qui, par la suite, risque d'être déprimé du fait de l'arrivée sur le marché de cette production nouvelle ou supplémentaire.

C'est, en tout cas, lors de la confrontation des offres et des demandes que le résultat sera acquis : en particulier, si les producteurs, trouvant le prix avantageux, ont décidé de « forcer » la production, il y a bien des chances pour qu'ils n'obtiennent pas le prix envisagé. Toutefois, la production aura été réalisée et le consommateur bénéficiera éventuellement d'une économie sur le prix, provoquée par l'augmentation de l'offre. On souligne volontiers les avantages qu'un tel régime procure aux acheteurs : c'est vrai en une certaine mesure, mais n'oublions pas qu'il en peut résulter également des pertes sévères au détriment des producteurs (y compris ceux d'esprit le plus progressif) et d'importants gaspillages pour l'économie nationale.

En sens inverse, le propre du producteur, auquel ne s'appliquent pas les conditions de la concurrence pure — qu'il doive cette situation à la grandeur relative de la firme ou à une action délibérée du type d'une entente — est de ne pas se sentir rigidement lié par les conditions du marché à un moment donné. Il va au contraire s'efforcer d'interpréter la situation existante en vue d'en tirer une ligne de conduite à court terme et éventuellement à long terme. Bien entendu, ces calculs porteront, notamment, sur la relation qui existe entre les quantités offertes sur les marchés et les prix obtenus pour elles. Le but final est de parvenir à la combinaison prix-quantité qui, compte tenu du coût de revient, laisse le bénéfice maximum. Ce souci conduit normalement à manipuler la quantité produite en fonction du prix ou de la recette que l'on souhaite réaliser. N'oublions pas pourtant qu'il s'agit là de prévisions dont de nombreux facteurs peuvent déjouer le cours : le chef d'entreprise en conditions monopolistiques n'est ni omniscient, ni omnipotent. Pourtant, au moins dans certaines limites, il conserve la faculté de « calculer ses coups ».

Il n'y a pas unanimité chez les économistes quand il s'agit d'apprécier la conséquence de ces attitudes sur la vie sociale. Selon les uns, les plus critiques, l'entrepreneur travaillant dans des conditions monopolistes manifesterait deux séries de tendances. D'abord une propension à réclamer des prix supérieurs à ceux qui se fixeraient en régime de concurrence — beaucoup d'auteurs observent toutefois que divers facteurs (crainte de réactions de la puissance publique ; existence de produits de substitution vers lesquels pourrait se porter la demande ...) sont susceptibles d'inciter les intéressés à la modération. Deuxième caractéristique : tendance, pour mieux contrôler le marché, à fixer la production à

un niveau moins élevé que celui susceptible de résulter du prix actuel (liaison avec le reproche de malthusianisme souvent fait aux grandes concentrations monopolistiques). Tous les spécialistes ne sont pas d'accord avec ces jugements péjoratifs. Certains estiment que ces allégations — la seconde surtout — seraient excessives, les firmes s'empressant d'élever le volume de production dès que l'état de la demande le justifie. D'autres soulignent la valeur de ces comportements sous l'angle de l'avantage collectif et la réduction dans le gaspillage des ressources rares qui en résulte. Un bon cartel serait préférable en définitive à une multitude de producteurs dont, trop souvent, les excès ou erreurs se répercutent directement sur les finances publiques.

Tel est le schéma théorique qui définit et oppose les comportements de type concurrentiel et ceux de type monopolistique. Ces notions doivent être interprétées comme une systématisation élémentaire de la réalité économique qui est beaucoup plus complexe. Il s'agit simplement d'esquisser des orientations qui idéalisent, au sens wébérien du terme, les conduites habituelles. Entre l'entrepreneur qui augmente sa production en fonction d'un prix actuellement avantageux et celui qui est censé limiter son niveau d'offre à un point qui permette de maintenir le prix pratiqué, il y a toute une gamme de types intermédiaires dont une présentation simplifiée ne saurait donner une vue complète. Mais nous disposons ainsi de points de repère permettant ensuite d'aborder, avec un principe ordonnateur — le degré de liberté de manœuvre vis-à-vis des forces du marché — les situations concrètes. Où se situent donc, sur ce continuum, les exploitations agricoles dont les principaux traits structurels ont déjà été esquissés ?

Il est clair que, globalement, la situation de l'agriculture est celle d'un secteur dominé par les forces du marché sans que les intéressés, s'ils sont réduits à leurs seules forces, aient les moyens de renverser le courant. Dans l'état actuel des structures, aucune exploitation n'est en mesure par son action propre de modifier l'offre globale : dès lors, l'agriculture laissée à elle-même ne dispose pas de la faculté de manipuler le marché ou, ce qui revient au même, de contrôler son offre. On doit au surplus mentionner divers points qui, dans l'ensemble, accentuent cette dépendance et rendent la position concurrente plus périlleuse pour l'agriculture que pour tout autre.

2. Obstacles particuliers.

[Retour à la table des matières](#)

Je voudrais mentionner ici les obstacles supplémentaires que rencontre l'agriculture dans l'adaptation de la production à la consommation. Ils sont nombreux et, partiellement au moins, insurmontables.

En premier lieu, l'agriculteur n'est pas maître du quantum récolté. En ce milieu du XX^e siècle, la soumission de l'agriculture aux variations climatiques et aux vicissitudes de l'agent biologique n'est pas brisée. Les planificateurs de plusieurs pays en ont fait, à diverses reprises, l'amère expérience. Le fait est banal mais — et

il n'en va pas différemment pour d'autres évidences — on a tendance à oublier ou à sous-estimer ses implications. En particulier, jusqu'à ce que l'homme ait appris à modifier et surtout à régulariser les climats, s'il y parvient jamais, l'agriculture restera, quantitativement et qualitativement, en proie à des éléments extérieurs à la volonté humaine. De ce point de vue, la situation de l'agriculture, cette « vivifaculture », est plus précaire que la position de l'industriel en concurrence pure. Il se peut que la récolte soit médiocre au point de provoquer une forte hausse des prix courants, mais il arrive souvent que l'inverse soit vrai. Dans l'un et l'autre cas, le cultivateur n'est que partiellement maître des facteurs susceptibles de déterminer ces mouvements.

Observations d'autant plus significative que l'agriculteur se heurte dans ses choix à ce que J. Milhau appelle « l'inertie du facteur naturel ». Certes, on aurait tort de s'exagérer la plasticité de la vie manufacturière : l'industriel qui s'efforce d'adapter sa production au marché rencontre de nombreux obstacles dont l'expression bien connue de « goulots d'étranglement » traduit le sens. Mais le fait est encore plus vrai pour le travail des champs. L'étendue et les qualités de la terre sont des données qui, surtout dans le court terme, limitent très sérieusement les facultés d'adaptation ou de reconversion. Dans les pays où l'occupation du sol est dense, l'acceptation d'une culture nouvelle ou l'extension d'une ancienne impliquera, en de nombreuses occasions, l'abandon d'une autre. C'est un choix grave. L'élasticité des surfaces cultivées eu égard aux prix pratiqués sur le marché ou, même, garantis par l'État, ne saurait être aussi grande que le souhaitent parfois les planificateurs.

Un phénomène complique les transferts éventuels : la destination des terres et les combinaisons de facteurs productifs réalisés sont sous la dépendance de comportements traditionnels, de conduites affectives et d'attachements ataviques (poids de ce que divers historiens et sociologues appellent les « structures mentales »). Pourtant, il ne faut pas amplifier ces caractéristiques au point de voir dans l'agriculteur un être incapable de penser et d'agir hors de la contemplation du passé. L'agriculture française change, pour ainsi dire, de visage sous nos yeux. En passant ces modifications sous silence, on donnerait une vue tronquée et à plusieurs égards fallacieuse du problème en cours de discussion.

En matière agricole au surplus un facteur aggrave les difficultés du contrôle de l'offre : le caractère périssable d'une bonne partie des denrées mises en vente. Certes, le développement des techniques du froid artificiel permet un étalement de l'offre au cours d'une campagne, voire son report d'une campagne à l'autre — faculté qu'augmente le traitement industriel donné à certaines denrées. Mais les équipements nécessaires ne sont pas toujours disponibles et, d'un autre côté, l'agriculteur ne dispose pas uniformément des ressources ou réserves financières qu'implique l'opération. Ce point est important. En cas de baisse des prix, la meilleure tactique pour renverser la tendance est de raréfier l'offre. Or le cultivateur ne bénéficiant que d'une seule source de revenus peut être incité au contraire à augmenter les quantités mises sur le marché en vue de conserver la

même recette, ou si l'on veut d'obtenir l'argent escompté : attitude dont le seul résultat risque d'être une accentuation de la baisse des cours.

En un sens, la question du contrôle de l'offre revient à se demander dans quelle mesure l'application de la notion même de calcul économique à l'agriculture est légitime. En règle générale, les théoriciens ont tendance à simplifier les motivations des sujets qu'ils étudient. Le motif de cette propension réside dans les facilités d'interprétation et de systématisation qu'apporte au chercheur l'adoption de tels schémas, et ceci qu'il s'agisse de la sélection des fins de l'activité ou de l'adaptation des moyens aux fins (niveau d'efficacité). On attribue volontiers aux grands capitaines d'industrie un comportement d'*homo economicus*, entièrement dicté par le souci d'obtenir le maximum de rentabilité monétaire : nous savons, cependant, que les conduites de ceux-ci ne sont pas dépourvues d'éléments affectifs, voire passionnels. Au surplus, en dépit de l'apport des techniques mathématiques à la gestion (recherche opérationnelle), il existe bien des zones dans lesquelles le choix retenu comporte un élément, peut-être inévitable, de conjecture et de pari. S'agissant de l'agriculture on doit aller plus loin en se demandant si le principe même du calcul économique y est applicable.

J. Milhau, qui a fait de longues recherches sur ce problème, apporte des conclusions nuancées (*Traité d'Économie Rurale*, tome premier, Paris, 1954, pp. 126-134). Il estime que le calcul économique tient beaucoup moins de place dans l'agriculture que dans l'industrie et ceci pour trois séries de raisons :

— incompatibilité de ce type de calcul avec la mentalité paysanne. Le paysan n'aime pas calculer de cette manière. Il ne tient au mieux qu'une comptabilité rudimentaire où se confondent dépenses de ménage et frais d'exploitation. C'est beaucoup plus le pouvoir d'achat disponible qu'une évaluation préalable de profit espéré qui le conduirait à faire ses achats techniques. Si la caisse est garnie on achètera, de la même manière, de l'engrais pour le verger et une bicyclette pour les enfants. Dès lors, écrit J. Milhau (p. 129) : « Toutes ces forces sentimentales, toutes ces données irrationnelles qui pèsent sur le comportement économique du paysan le mettent en état d'infériorité manifeste à l'égard de l'*homo economicus* moderne. Entre celui qui se décide par le calcul savant et celui qui obéit à la routine et au sentiment, entre celui qui agit rationnellement, scientifiquement et celui qui agit instinctivement la partie n'est pas égale. Le robot économique doit écraser Jacques Bonhomme ».

— difficultés du calcul économique en agriculture. Elles tiennent à de nombreuses causes et, en particulier, au fait que les liaisons techniques existant entre les facteurs de la production sont mal connues (ainsi, incertitudes sur le rapport entre le rendement obtenu et le tonnage d'engrais répandu). Autre élément de complexité : la tradition de la polyculture qui conduit chaque exploitation à assurer une gamme de production annuelle. D'où un problème d'imputation des charges fixes générales, encore plus difficile à résoudre que dans l'industrie, surtout si l'on considère l'impossibilité de fixer, au préalable, les quantités produites ;

— inefficacité du calcul économique. C'est l'aspect le plus grave. On pourrait vaincre à la rigueur les deux premiers obstacles, mais il s'agit de savoir si les résultats obtenus justifieraient un tel effort. J. Milhau en doute, pour lequel : « Le raisonnement différentiel qui est à la base de la théorie économique ne correspond nullement à l'événement concret dans la vie de la petite exploitation paysanne » (p. 134). L'entrepreneur de la théorie économique est censé modifier son niveau d'activité par tâtonnements plus ou moins réfléchis entre les facteurs de la production, « un peu à la façon d'une cuisinière qui prépare une sauce et obtient le goût optimum par additions infinitésimales de sel et de poivre » (p. 133). Or, ce genre de combinaison n'est pas réalisable en agriculture : ainsi la modification des dimensions de la surface cultivée dans la combinaison productive ne peut s'effectuer par variation continue, mais par le jeu de masses, plus ou moins importantes, qui impliqueront souvent des changements de niveau à la fois brusques et étendus.

Ces observations ont l'immense avantage d'établir les difficultés d'extension à l'agriculture de l'explication économique courante. Elles présentent également des raisons plausibles de l'infériorité apparente de l'agriculture dans la gestion de ses ressources. Il est toutefois possible que le raisonnement attribue une trop large part de responsabilité à la nature même de l'activité agricole en négligeant le poids des obstacles qui résultent des structures humaines actuelles. Sans aller jusqu'à admettre que l'agriculture puisse s'accommoder entièrement de la logique de la vie industrielle (spécialement sous l'angle de la production de masse, *supra*), on peut admettre que la situation présente est susceptible d'améliorations notables.

Ajoutons que, durant ces dernières années, les milieux intéressés ont pris de mieux en mieux conscience de ces nécessités (création dès 1945, par la Confédération Générale de l'Agriculture, d'une division de la rentabilité). Pourtant jusqu'à l'époque la plus récente, ce souci d'efficacité financière — qui ne se confond pas avec le désir de la productivité en nature — n'avait pas toujours bénéficié, spécialement de la part des pouvoirs publics, de l'attention indispensable. Or, écoutons à cet égard J. Chombart de Lauwe et J. Poitevin : « Les progrès techniques revêtent de si multiples aspects qu'on peut les classer en plusieurs catégories : progrès chimiques, progrès biologiques et progrès mécaniques. On parle moins souvent du progrès organique, c'est-à-dire de celui qui concerne l'organisation de l'exploitation agricole et de ses débouchés. Pourtant, puisque la mise en œuvre du progrès technique exige des investissements de plus en plus élevés, il est nécessaire de mettre au point des « techniques »... de gestion des exploitations. Et cette nécessité devient de plus en plus pressante du fait que nous sommes entrés... dans une période d'économie instable : les incessants changements des prix des produits et des moyens de production remettent continuellement en jeu l'équilibre des exploitations agricoles » (*Gestion des Exploitations agricoles*, Paris 1957, p. III).

En définitive rien ne justifie que l'on tire un conseil de passivité des difficultés rencontrées par le calcul économique en agriculture. Certains paraissent admettre que l'on ne saurait attendre des chiffres — par exemple ceux tirés de comptabilités

expérimentales — davantage que l'expression de tendances fondamentales (P. Fromont semblant avoir été l'un des partisans de cette thèse). Ce ne serait déjà pas si mal ! Il me semble pourtant qu'un travail comptable, à condition de s'étendre sur plusieurs années et de prendre en considération la variété des terroirs, doit permettre de serrer la réalité de plus près.

Le perfectionnement de la gestion administrative de l'agriculture donnera donc aux intéressés une meilleure vue des conditions financières relatives à la rentabilité de l'offre : cependant la tenue d'une comptabilité, si perfectionnée soit-elle, ne saurait assurer aux agriculteurs la maîtrise des facteurs physiques et économiques nécessaires à une manipulation de l'offre, sans laquelle pourtant les calculs risquent de prendre le caractère d'une simple spéculation. C'est toujours le problème des limites, naturelles et humaines, à l'industrialisation de la culture.

3. Capacité d'adaptation.

[Retour à la table des matières](#)

Dans les milieux non agricoles, on critique volontiers la surproduction qui affecte périodiquement les marchés des produits alimentaires. Les critiques les plus violents déclarent que les paysans n'ont aucun droit à exiger le financement collectif de productions excédentaires. À ces derniers, pensent-ils, d'agir à l'instar des industriels et commerçants en faisant des études de marché et en analysant les besoins des consommateurs avant d'entreprendre certaines cultures dont l'écoulement n'est pas assuré d'avance : qu'ils évitent ainsi de multiplier les plantations d'arbres fruitiers susceptibles d'inonder le marché à moment où, aux prix pratiqués, il est déjà saturé.

Ces critiques ont le défaut de supposer résolues les difficultés inhérentes à l'agriculture et qui accentuent sa faiblesse. Certes, l'octroi par l'autorité publique d'un débouché garanti incite à accroître la production et aggrave le problème qu'il s'agissait de résoudre. Mais cette situation est la conséquence du fait que, contrairement à la plupart des branches industrielles, l'agriculteur travaille en situation de concurrence pure. Victime de la liberté économique, le paysan tend à se croire sauvé grâce à l'aide de l'État. Mais celui-ci, harcelé par d'autres préoccupations et talonné par d'autres intérêts, ne peut ou ne veut accorder tous les concours qui seraient nécessaires. Finalement, les garanties promises ne sont assurées que partiellement. Or la production agricole, nous le savons, est rarement susceptible de reconversion rapide. Et le paysan, parfois pour avoir cru aux promesses, voit une partie des stocks excédentaires mise à sa charge.

L'infériorité relative de l'agriculture serait considérablement réduite si celle-ci était réellement en mesure de surveiller et de discipliner son offre. J'ai, dans cette rubrique, énoncé toutes les raisons et circonstances qui empêchent ou entravent cet autocontrôle. Il est probable qu'en aucun cas le monde agricole ne parviendra à une rationalisation aussi accentuée que celle réalisée par l'industrie. Mais tel est

néanmoins le chemin qu'il faut emprunter si l'on veut améliorer la situation, sans que les avantages acquis puissent être amoindris par un renversement de la conjoncture politique.

Le contrôle de l'offre aiderait sans nul doute les producteurs à obtenir la maîtrise du marché et à acquérir ce *bargaining power* dont ils sont si souvent dépourvus dans les négociations avec leurs partenaires. Une force de marchandage d'origine professionnelle serait, sans nul doute, plus efficace que l'octroi d'avantages publics conditionnés par des préoccupations électorales.

Un tel contrôle est particulièrement difficile à exercer en période de progrès technique croissant. En bien des occasions, les mesures de réduction des surfaces plantées ou cultivées ont été annulées par des rendements accrus. D'un autre côté, ce contrôle se heurte à la dispersion des exploitations : à supposer qu'il s'instaure et provoque une hausse des revenus, l'événement engendrerait une nouvelle incitation à produire qui ruinerait rapidement les résultats acquis. C'est dire que l'opération, si elle peut en certains cas emprunter les voies de la coopération et de l'intégration spontanées, ne saurait reposer uniquement sur la bonne volonté des intéressés. On peut concevoir qu'elle s'appuie sur une réglementation publique ou professionnelle, mais dans ce dernier cas il faudrait à la fois que les pouvoirs approuvent le contenu du dispositif et qu'ils accordent au groupement responsable la capacité légale de faire exécuter ses décisions. Si l'agriculture se révèle définitivement impuissante à réaliser une telle discipline — et les expériences contemporaines suffisent à préserver d'un optimisme inconditionnel — je doute qu'en dépit de toutes les aides publiques, attribuées ou promises, elle parvienne à améliorer très sensiblement, et de façon durable, sa position.

Le contrôle de l'offre ne signifie pas nécessairement la stabilisation et *a fortiori* la réduction des niveaux actuels de production. Cette attitude restrictive s'imposera parfois alors que, dans d'autres cas, le calcul commandera l'inverse. En d'autres termes, le contrôle de l'offre se ramène simplement à un effort pour adapter la production à la consommation. Si les débouchés s'ouvrent, l'effort productif doit être accru : encore faut-il que les perspectives d'élargissement soient sérieuses. Il ne faut pas, en particulier, laisser espérer de larges possibilités de ventes supplémentaires à l'étranger, simplement pour calmer une agitation. La conquête de débouchés neufs ou l'agrandissement des anciens améliorerait la condition de l'agriculteur, à condition toutefois que l'anticipation de ces avantages ne pousse pas à elle seule les intéressés à une nouvelle expansion de quantités déjà excédentaires.

En somme, le contrôle de l'offre est lié à la conquête par les agriculteurs d'un pouvoir économique qui, réserve faite des phases de pénurie généralisée, leur fait cruellement défaut. Est-il possible de renverser le courant ?

III. RÔLE DE L'ACTION COLLECTIVE.

[Retour à la table des matières](#)

En somme, le pouvoir économique des agriculteurs — que j'entends ici de manière simple comme la capacité de rapprocher les résultats obtenus des objectifs visés — demeure faible et incertain. Réduite à ses seules ressources, l'agriculture affronte des partenaires dont le niveau d'organisation et la puissance de marchandage sont largement supérieurs aux siens. J'ai déjà analysé l'un des éléments essentiels de cette infériorité : l'attachement des campagnes à leurs structures traditionnelles tandis que les autres secteurs de l'activité économique connaissaient des mutations profondes et quasi-révolutionnaires. Cet immobilisme relatif, encouragé par les gouvernements pour des raisons de stabilité politique, relevait certes de mobiles psychologiques : pourtant, on ne doit pas oublier qu'objectivement l'agriculture ne disposait guère des moyens de tous ordres (en particulier formation technique) nécessaires à d'éventuelles transformations.

Le renforcement du pouvoir économique de la paysannerie est lié, sans doute, à un remodelage des structures agraires. Toutefois, à moins de bouleversements drastiques dans l'ordre social, il semble légitime d'escompter qu'en dépit de la poursuite du mouvement actuel de concentration ou de regroupement, l'activité agricole continuera de s'exercer dans des exploitations de type dispersé. La consolidation et l'expansion des facultés d'intervention paysanne ne sauraient donc venir que du groupement des unités d'exploitation. Réserve faite d'un appui de l'État — dont je montrerai plus tard le caractère indispensable mais aussi les limitations et insuffisances qu'il comporte nécessairement — c'est seulement dans le rassemblement des énergies et l'unification des desseins que l'agriculture trouvera un principe de compensation à ses faiblesses intrinsèques.

L'organisation professionnelle agricole relève d'une longue tradition. Les groupes existants — dont il faut souligner d'emblée la multiplicité et la variété — ont rendu aux paysans des services considérables. On peut toutefois se demander s'ils sont entièrement adaptés aux nécessités de l'heure et aux tâches nouvelles qui s'imposent. Il est probable que la mise en œuvre de nouvelles formules d'association conditionne le succès des efforts entrepris pour améliorer la position des paysans (spécialement au titre de l'intégration, *infra*).

Au titre des groupes existants, je mentionnerai d'abord les institutions professionnelles à caractère officiel : ainsi les Chambres d'Agriculture et l'Assemblée Permanente des Présidents des Chambres d'Agriculture. Créées par une loi du 3 janvier 1924, ces Chambres, à raison d'une par département, ont pour vocation principale d'être les conseils légaux des pouvoirs publics pour les affaires agricoles : selon les termes du législateur, elles sont auprès des autorités « l'organe consultatif et représentatif des intérêts généraux et spéciaux de l'agriculture ». Élues au suffrage universel des agriculteurs et au suffrage complémentaire des

groupements agricoles, les Chambres représentent officiellement l'universalité des intérêts paysans dans leur circonscription. Mais elles ont une autre mission sur laquelle insiste un décret du 24 décembre 1954 : la création de services professionnels propres à faciliter et à favoriser l'activité de leurs membres. À ce titre, ont été institués (l'action des Chambres variant d'un cas à l'autre) des services d'assistance technique et économique, d'observation des cours et des marchés, de formation professionnelle, d'amélioration de la qualité des produits agricoles, etc.

Parmi les modes privés de rassemblement utilisés en agriculture figure naturellement le syndicat. Depuis la Libération, c'est la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (F. N. S. E. A.) qui préside aux destinées de ce mouvement. La Fédération unit horizontalement des Fédérations Départementales rassemblant elles-mêmes des syndicats locaux (dont le nombre est évalué à 30.000). Elle groupe, à la base, les chefs d'entreprises agricoles (et non les propriétaires fonciers pour l'association desquels a été instituée la Fédération Nationale de la Propriété Agricole). Elle rassemble aussi un certain nombre d'associations nationales de type vertical, c'est-à-dire spécialisées par production (une trentaine). Cependant, au cours des dernières années, on a vu s'affirmer l'influence du Centre National des Jeunes Agriculteurs (C. N. J. A.), qui constitue en quelque sorte l'aile marchante du syndicalisme agricole. D'abord simple section spécialisée de la F. N. S. E. A., sous le nom de Cercle National des Jeunes Agriculteurs, le Centre est devenu lui-même une union de syndicats réunissant les organisations départementales des jeunes agriculteurs. Selon ses propres déclarations, le Centre compterait actuellement 100.000 militants.

Le syndicat constitue, par définition même, un instrument de défense et de représentation professionnelle, cette mission s'exerçant notamment dans le cadre de l'élaboration et de l'exécution de la politique économique. À cet égard, l'organisation syndicale est dépositaire de responsabilités générales, vis-à-vis de l'ensemble du secteur couvert (qu'il soit de type horizontal ou vertical). Cependant, bien que le statut de la coopération réserve plutôt les activités économiques aux coopératives, il existe aussi en matière agricole, spécialement au plan local, des syndicats dont l'activité est tournée vers la fourniture à leurs membres de services déterminés (syndicats d'élevage, de contrôle laitier, d'approvisionnement, de battages, etc.) : de tels organismes se rapprochent beaucoup des coopératives.

Le syndicalisme agricole français (sur lequel le lecteur pourra consulter avec profit le numéro 33, décembre 1961-janvier 1962, de la revue *Paysans*) connaît de nombreuses faiblesses, dont la médiocrité du taux de recrutement et l'insuffisance des ressources financières. En divers milieux on a reproché à la F. N. S. E. A. de consacrer l'essentiel de son énergie à la défense des quelques grandes productions (blé, betterave ...) intéressant particulièrement les grosses exploitations : ce faisant, la Fédération aurait accordé trop peu d'attention à d'autres problèmes graves (enseignement et vulgarisation agricoles, mise en valeur des régions sous-développées ...) et aux produits (fruits et légumes, basse-cour ...) intéressant directement les petites exploitations. Dans le même esprit, on a fait grief à plusieurs de ses dirigeants de leurs relations avec le monde industriel (rapports que

les critiques les plus sévères interprètent comme une « collusion » : *Perspectives Socialistes*, mai 1960, p. 16). D'autres ont accusé la Fédération d'immobilisme : étroitement attachée à la défense de la petite exploitation familiale elle n'aurait pas saisi les tendances qui rendent indispensable la modernisation des structures.

Ces critiques comportent peut-être quelques excès, mais on ne saurait pour autant nier l'existence, au sein du syndicalisme agricole, de malaises ou de mécontentements, qui ont en plusieurs cas une assiette régionale (voir, notamment, l'activité de la Fédération des syndicats d'exploitants agricoles du Finistère et la formation du Comité de Guéret qui étend son activité à une quinzaine de départements du Centre). Mais, sous cet aspect, le phénomène le plus important est le rôle joué par le C. N. J. A., dont les rapports avec la F. N. S. E. A. expriment un conflit de générations. Ces nouveaux courants reprochent en particulier aux anciens dirigeants d'avoir axé trop exclusivement le travail syndical vers la revendication en négligeant les problèmes d'organisation et de rentabilité. Nous retrouverons ce conflit en examinant, plus loin, les options qui s'offrent désormais à l'agriculture française.

Passons maintenant à une seconde formule de rassemblement des efforts : la coopération dont le statut juridique a été fixé en dernier lieu par le décret du 4 février 1959, modifié par celui du 5 août 1961. L'objet général de cette formule, à buts économiques, est d'unir sur une base démocratique et égalitaire des individus ayant des intérêts communs. De très nombreuses coopératives ont été fondées par des agriculteurs ou, éventuellement, des organisations agricoles mettant en commun tout ou partie de leur activité professionnelle dans le but de faciliter et d'aménager le rendement technico-économique de leurs exploitations. Selon une estimation remontant à 1958, le nombre des coopératives agricoles serait de l'ordre de 16.000 avec environ un million d'adhérents. Elles ont des objectifs divers parmi lesquels les plus importants sont : production, transformation, conservation et vente de produits agricoles ; approvisionnement des membres en produits nécessaires à leur activité ; utilisation en commun du matériel agricole... D'importance très inégale, ces coopératives se rassemblent en quelques organismes centraux à vocation générale (Fédération Nationale de la Coopération Agricole ou groupe du « Boulevard Saint-Germain », Confédération Générale des Coopératives Agricoles ou groupe de la « Rue La Fayette ») ou spécialisée (Fédération Nationale des Coopératives de Stockage d'Oléagineux, Fédération Nationale des Coopératives Avicoles ...).

Les méthodes utilisées par les coopératives ont fait l'objet de nombreuses critiques. « Le phénomène est bien connu, écrit J. Le Bihan : pratiquement, livre à la coopérative celui qui le veut bien, à l'époque qui lui convient et souvent est livrée la catégorie qualitative de produits difficiles à écouler auprès du négoce. Évidemment, chaque adhérent demeure libre du choix de ses méthodes de production et des dimensions de ses opérations » (*Économie Rurale*, n° 44, avril-juin 1960, p. 57). Dans le même esprit, l'actuel Ministre de l'Agriculture, M. Edgard Pisani, a dénoncé à plusieurs reprises les « petites coopératives de

copains » qui se livrent à des initiatives désordonnées et semblent dépassées par le mouvement moderne de concentration.

La formule de la coopération qui repose sur l'adhésion volontaire et l'aide mutuelle a rendu de grands services : on peut toutefois se demander si, surtout dans l'utilisation qui en est faite aujourd'hui, elle convient parfaitement aux tâches nouvelles de l'agriculture. Nous verrons plus tard que les dernières lois agricoles ont prévu la formation de groupes qui, par leur nature, leur compétence et leur mode d'action, diffèrent assez sensiblement des coopératives traditionnelles.

Autre secteur de l'organisation paysanne : la mutualité. La « mutuelle » est une société de personnes à but non lucratif qui a pour objet de mener une action sociale de prévoyance, de solidarité ou d'entraide dans l'intérêt de ses membres et de leurs familles et au moyen des cotisations versées par ceux-ci. On distingue, en agriculture, la branche des assurances mutuelles qui couvrent quatre grands types de risques (accidents ; incendie ; grêle ; mortalité du bétail) et celle de la mutualité sociale qui a pour mission d'appliquer les dispositions légales relatives aux assurances sociales, aux allocations familiales et à l'allocation vieillesse. Comme les coopératives, les mutualités se rassemblent en quelques grands organismes centraux.

Il reste à évoquer le cas du crédit agricole dont on distingue traditionnellement en France deux réseaux : l'un dit « officiel » reçoit des avances de l'État et fonctionne sous sa tutelle, l'autre, qualifié de privé, ou encore de « libre », comprend à la fois des caisses de crédit agricole et des banques spécialisées (ainsi, Banque Française de l'Agriculture et du Crédit Mutuel). Le secteur officiel repose sur des caisses locales ayant pour objet exclusif de faciliter et de garantir les opérations concernant la production et l'équipement agricole de leurs sociétaires : les caisses locales sont contrôlées par les caisses régionales (elles aussi, sociétés civiles de personnes) dans le ressort desquelles elles travaillent. Enfin, à la tête, on trouve la Caisse Nationale de Crédit Agricole (établissement public de l'État). Les caisses locales du secteur libre font le plus souvent intervenir la responsabilité illimitée de leurs sociétaires et adhèrent généralement à des Caisses du second degré à rayon départemental ou interdépartemental.

Les organismes que je viens d'énumérer ne sont pas à l'abri des rivalités et dissensions politiques. « Nos villages se divisent presque toujours en deux clans : les rouges et les blancs, les républicains et les réactionnaires, les partisans de l'instituteur et ceux du curé », écrit H. Mendras (in : *Les Paysans et la politique dans la France contemporaine*, op. cit., p. 232) ; et il montre comment après la Libération l'échec de la Confédération Générale de l'Agriculture eut pour résultat que « les deux vieux adversaires sont à nouveau sur le pré ». Cependant, l'action de forces neuves — et notamment les mouvements d'Action Catholique rurale (Jeunesse Agricole Chrétienne et Mouvement Familial Rural) — s'est affirmée. Or, il est difficile de les répartir entre les tendances traditionnelles qui dominaient sans partage le monde rural, voici seulement un demi-siècle. À la campagne comme

ailleurs, beaucoup se réclament de l'efficacité technique pour contester la valeur des relations avec le monde politique et spécialement les parlementaires locaux.

Le problème de la part respective de l'action publique et de la discipline professionnelle dans le dispositif de protection et de modernisation de l'agriculture mérite certes un examen attentif : pourtant c'est en quelque mesure un faux dilemme, la défense de ce secteur exigeant un recours simultané aux deux formules. En particulier, une stricte discipline des intéressés est indispensable pour valoriser l'aide publique. Jusqu'à présent, l'action collective agricole n'est pas parvenue à empêcher la détérioration de la condition paysanne. Il n'est pas certain qu'une organisation plus cohérente de la profession — dont les données déjà présentées suffisent pour établir l'immense difficulté — ait permis de renverser complètement le courant : il semble toutefois légitime d'admettre qu'elle aurait contribué à réduire l'ampleur de la dégradation et à rendre moins pénibles les transformations indispensables.

Notons qu'au cours des dernières années, plusieurs groupes se sont prononcés en faveur d'un tel rassemblement (qui pourrait aboutir, par exemple, à la création d'un Conseil national de l'Agriculture française). Dès 1959, les coopératives de la « Rue La Fayette » et celles du « Boulevard Saint-Germain » évoquaient une telle opération. Plus récemment (novembre-décembre 1962), la question a été reprise par le Président de l'Assemblée Permanente des Présidents des Chambres d'Agriculture et, à sa suite, le bureau de la F. N. S. E. A. L'expérience manquée de la Confédération Générale de l'Agriculture après la Libération montre bien les difficultés du problème.

Pourtant, cette œuvre d'aménagement volontaire et conscient est d'autant plus indispensable que l'agriculture se heurte à un important obstacle qui lui est extérieur : l'inélasticité relative des besoins alimentaires. À quoi bon moderniser l'exploitation si c'est pour se heurter à un encombrement du marché ? Le prochain chapitre sera consacré à cette question qui met en lumière l'importance d'une orientation correcte de la production, c'est-à-dire conforme aux besoins réels des consommateurs et, par là, souligne encore la valeur du contrôle de l'offre.

CHAPITRE VII

L'INÉLASTICITÉ DES BESOINS ALIMENTAIRES

[Retour à la table des matières](#)

J'ai déjà signalé, à de nombreuses reprises, que l'inélasticité ou, au moins, la faible élasticité de la demande de produits alimentaires explique, en une large mesure, la contraction de la place de l'agriculture dans les économies en état de croissance. Réserve faite de diverses habitudes nouvelles liées à l'enrichissement (*infra*), ce trait semble désormais admis par tous ceux qui étudient les problèmes de la politique agricole : il convient dès lors d'examiner la nature du phénomène, d'en préciser les limites et d'en marquer les conséquences. Observons immédiatement que cette difficulté atteint le secteur agricole tout entier, les exploitations, quelles que soient leurs dimensions, devant compter avec le phénomène. C'est, en réalité, l'un des éléments qui légitiment l'extension à la paysannerie comme groupe social, du mécanisme de la domination, hypothèse d'autant plus plausible que la modernisation des techniques agricoles peut, compte tenu de l'inélasticité, se retourner contre ses auteurs.

Un premier point doit être clairement perçu : l'agriculture, spécialement dans les pays européens, a désormais pour objectif essentiel la satisfaction des besoins alimentaires de l'homme (fleurs et tabac comptant parmi les exceptions les plus marquantes à cette norme). En France, la valeur des produits alimentaires représente en gros 90% de la production agricole totale. Ce pourcentage illustre le recul de l'agriculture comme fournisseur de matières premières de l'industrie — mouvement qu'accentue encore le développement de certaines industries de synthèse (textiles artificiels, alcool et caoutchouc de synthèse, matières plastiques).

Certes, en divers pays, la part dans la production agricole d'articles destinés à d'autres buts que l'alimentation reste appréciable et revêt, parfois, une grande importance au titre de l'exportation : matières textiles, bois, caoutchouc naturel... Mais, en Europe Occidentale, la liaison agriculture-alimentation s'avère prépondérante (étant rappelé qu'en bien des cas désormais les produits agricoles subissent avant d'être consommés un traitement industriel : pâtes alimentaires,

conserves, jus de fruits ...). C'est dans cette perspective que se pose le problème de l'inélasticité de la demande dont je ne ferai ici qu'une analyse particulièrement simplifiée.

Toutefois, avant d'entrer dans le vif du sujet, il ne sera pas inutile d'indiquer pour la France de 1959 le pourcentage de chaque groupe de produits dans la consommation alimentaire globale (tableau extrait de la *Revue Économique*, mars 1961, p. 234) :

viandes, volailles, œufs, poissons	33
boissons	20,9
produits à base de céréales.	11,6
lait et fromages	8,2
corps gras	7,6
légumes	7,6
fruits	5,6
produits à base de sucre	4,6
divers	0,9
	100,0

I. LE PHÉNOMÈNE DE L'INÉLASTICITÉ.

[Retour à la table des matières](#)

« Le besoin de nourriture, écrit B. Badouin (*L'élasticité de la demande des biens de consommation*, Paris, 1952, p. 105), est le plus fondamental et le plus élémentaire de tous ceux éprouvés par l'homme. Il est marqué par son origine étroitement physiologique... Ce besoin a un caractère inéluctable et pendant longtemps l'homme a-t-il travaillé pour satisfaire presque exclusivement les exigences de son estomac. Aujourd'hui encore les deux tiers des hommes sont agriculteurs et voués à la production des denrées alimentaires. » Les besoins alimentaires sont donc des besoins de première nécessité dont la satisfaction prime celle de tous les autres.

Mais si ces besoins sont impérieux ils sont aussi sujets à satiété. Dans une société où la population n'augmenterait pas et dont les besoins alimentaires seraient satisfaits, ces derniers, réserve faite d'éventuelles transformations qualitatives, resteraient invariables. Depuis longtemps, les économistes ont noté que le désir de nourriture est sous la dépendance de la capacité organique de chacun, le milliardaire, après tout, subissant de ce point de vue les mêmes limitations que les autres hommes. À l'inverse, les besoins pour lesquels travaillent l'industrie et les activités rendant des services — besoins que les producteurs eux-mêmes contribuent largement à créer par le jeu de la réclame — sont susceptibles à

la fois d'expansion, de multiplication, de diversification : si on ne saurait la tenir pour infinie, la demande que ces besoins engendrent s'est, jusqu'à présent, révélée extensible.

Ce phénomène est capital, car il explique la norme déjà relevée : l'importance de l'agriculture nationale dans le produit global est inversement proportionnelle au développement économique du pays. Ou, si l'on préfère, plus un pays est développé, plus l'importance de son agriculture est faible. Il est d'usage de faire remonter la découverte de cette propriété aux travaux du statisticien allemand E. Engel. Celui-ci, étudiant des budgets ouvriers belges, en 1857, observa en effet que la part des dépenses alimentaires dans la consommation des ménages diminuait quand le niveau de vie augmentait. Plus exactement à mesure que croît le revenu, la dépense consacrée à l'alimentation s'élève de façon absolue mais diminue de façon relative. D'où le mouvement de recul relatif du revenu agricole — lié aux dépenses d'alimentation — dans un revenu national croissant.

Cette norme qui, notons-le bien, ne fait pas obstacle à une augmentation en valeur absolue, du débouché alimentaire, peut être étudiée sous divers angles qui tendent, chacun, à la corroborer. Partons d'abord d'un secteur social déterminé : l'analyse des budgets familiaux établit que la fraction des dépenses consacrées à la nourriture varie en sens inverse du revenu disponible. Un gros industriel consacre à l'alimentation de sa famille une bien moindre partie de ses recettes que le simple manœuvre. L'industriel sera beaucoup mieux nourri que son employé tout en n'affectant à ce secteur de ses dépenses qu'une part plus faible de son revenu. Le même phénomène s'observe sur le plan géographique : si l'on classe les pays par niveau croissant de revenu national, on note que l'ascension du pays considéré sur l'échelle du revenu s'accompagne d'une baisse de la part de la consommation alimentaire. Durant les années 1954-55 la part de l'alimentation (boissons comprises) dans les budgets des ménages urbains s'élevait à 33,3 % en Grande-Bretagne : mais elle atteignait 40,2% pour la France moins riche que cette dernière et s'élevait à 45,8% pour l'Autriche plus pauvre que les deux pays précédents.

Dernier mode de vérification : l'évolution historique de la place de la nourriture dans les dépenses des pays, au fur et à mesure de leur développement. Là encore, on s'aperçoit que la diminution des décaissements au titre alimentaire sanctionne l'acquisition de la richesse. Aux États-Unis, la part des aliments dans les dépenses de consommation tombe de 35%, en 1869-1878 à 28% en 1919-1928 (31% en 1904-1913) : en 1950, selon une enquête du Bureau of Labor Statistics, cette part n'aurait plus été que de l'ordre de 25%.

Il serait sans utilité de multiplier les exemples. Encore une fois, n'oublions pas que les dépenses alimentaires, diminuées des frais d'élaboration et de distribution, ne sont pas autre chose que les recettes brutes de l'agriculture, du moins l'essentiel de celles-ci.

Il est maintenant possible d'introduire la notion d'élasticité. Si nous nous attachons d'abord à l'élasticité-revenu, nous dirons que celle-ci mesure le degré de sensibilité de la demande à des variations dans les revenus des sujets. En termes

courants, l'élasticité sera dite « forte » si la quantité demandée s'accroît fortement pour une hausse donnée des revenus, ou diminue fortement pour une baisse déterminée de ceux-ci. Elle sera, par contre, dite « faible » si la quantité demandée ne s'accroît que faiblement en cas d'élévation des revenus ou ne baisse que faiblement en cas de diminution de ceux-ci. Ainsi, les produits relatifs aux besoins considérés seront réputés avoir une élasticité « forte » si les consommateurs sont désireux d'en augmenter beaucoup l'achat quand leurs ressources s'élèvent, ou acceptent de larges abattements quand leurs disponibilités se réduisent. Ces produits seront dits avoir une élasticité « faible » si, en cas de hausse de revenu, le sujet se dirige vers d'autres consommations et si, en cas de baisse, il fait porter l'effort de réduction sur d'autres postes.

En termes statistiques, l'élasticité de la dépense (ou du groupe de dépenses) en fonction du revenu — la dépense représentant la demande effective en monnaie — se définit par le rapport entre le changement relatif dans la dépense effectuée et le changement relatif dans le revenu. On a :

$$\text{Élasticité – revenu} = \frac{\text{changement dans la dépense effectuée}}{\text{dépense effectuée}} : \frac{\text{changement dans le revenu}}{\text{revenu}}$$

Le signe de cette élasticité est normalement positif, les changements dans la dépense et le revenu se modifiant d'habitude dans le même sens. Mais la valeur même de l'élasticité varie selon les cas. Voici quelques résultats concrets, les chiffres mentionnés ne représentant, par suite de l'imperfection de la plupart des statistiques disponibles, que des ordres de grandeur et, parfois, de simples approximations.

L'élasticité des dépenses alimentaires change d'un pays à l'autre. Elle se révèle faible dans les pays riches et économiquement progressifs : environ 0,3-0,4 pour les États-Unis et la Grande-Bretagne. Dans ces sociétés, l'accroissement du revenu profite davantage aux marchés industriels, y compris ceux de l'alimentation, qu'aux marchés purement agricoles. Par contre, l'élasticité reste forte dans les pays économiquement attardés, où elle prend couramment une valeur de 0,8 : elle aurait même atteint 0,90 dans l'Inde (0,92 à Bombay). Dans de tels cas, les habitants se trouvent à la limite physiologique de subsistance : tout accroissement de revenu suscite une augmentation quasi équivalente de la demande de denrées alimentaires. Autrement dit, en se rapprochant de l'unité, l'élasticité-revenu traduit un état de sous-alimentation permanente. Durant la seconde guerre mondiale, nous avons connu des propensions de ce type en diverses régions d'Europe.

Cette variation de l'élasticité selon les pays peut être observée à propos d'un produit ou groupe de produits d'usage commun à chacun d'entre eux. Voici l'indice d'élasticité pour l'ensemble des viandes et volailles dans 17 pays (d'après L. M. Goreux, *Bulletin mensuel* (F. A. O.). *Économie et statistique agricole*, Vol. IX, n° 10, octobre 1960) :

États-Unis	0,29	Pays-Bas	0,53
Suisse	0,35	Finlande	0,55
Suède	0,36	Allemagne-Occid.	0,58
Canada	0,39	Autriche	0,62
Belgique-Lux	0,47	Irlande	0,92
France	0,48	Italie	1,04
Royaume-Uni	0,48	Grèce	1,38
Danemark	0,49	Portugal	1,95
Norvège	0,49		

On voit bien l'extrême ampleur du décalage qui distingue le comportement des consommateurs dans un pays très riche (États-Unis) et très pauvre (Portugal), l'un et l'autre pourtant situés dans la même sphère de rapports politiques.

Au sein d'un pays déterminé, l'élasticité n'est pas uniforme elle varie d'un groupement social à l'autre. Une statistique hollandaise datant de 1950 donne les indications suivantes : ouvriers non agricoles, 0,56 ; ouvriers agricoles, 0,51 ; employés, 0,25 ; agriculteurs, 0,14 (la faiblesse du coefficient de ceux-ci étant une conséquence de l'auto-consommation agricole). La différence entre les ouvriers et les employés — que l'on retrouve ailleurs — est frappante : son interprétation exige que l'on se réfère aux traits sociaux particularisant les conduites économiques. Plusieurs enquêtes ont montré en effet qu'à égalité de revenus les ouvriers tendent à consacrer à l'alimentation une plus large part de leurs dépenses que les employés. De façon générale, les statistiques établissent que les titulaires de très faibles revenus (qui sont la grande majorité dans les pays pauvres) ont un coefficient supérieur à l'unité, pour des articles comme les viandes, les produits laitiers, le sucre.... alors que les détenteurs de gros revenus témoignent d'une demande de denrées alimentaires particulièrement inélastique. L'élasticité diminue rapidement quand le revenu s'élève, spécialement pour le lait.

Ces données qui portent sur les produits livrés par les agriculteurs confirment, indubitablement, la norme dégagée par E. Engel. La prise en considération de l'élasticité-revenu souligne que le déclin relatif du revenu agricole global a pour cause la nature des besoins dont la satisfaction est l'objet même de l'activité agricole. Dans les pays riches, la demande de denrées alimentaires est sous la dépendance de freins qui n'affectent pas, en revanche, ou du moins pas dans les mêmes proportions, les activités manufacturières et les entreprises de services.

Voici maintenant la seconde formulation de l'élasticité : l'élasticité-prix. Le raisonnement qui permet de l'établir est sensiblement le même que pour la notion précédente. L'élasticité-prix mesure le degré de sensibilité de la demande à des variations dans les prix. De ce point de vue, l'élasticité est dite « forte » quand les variations affectant les prix entraînent, dans un sens ou dans l'autre, des variations plus que proportionnelles dans les quantités demandées (la hausse des prix provoquant la baisse de la demande et vice versa). L'élasticité est réputée « faible »

si les variations en matières de prix ne suscitent que des variations modérées, c'est-à-dire moins que proportionnelles, dans les quantités demandées (une hausse du prix, même considérable, n'engendrant qu'une faible baisse de la demande et une baisse, même profonde du premier ne suscitant qu'une augmentation limitée de la seconde).

Statistiquement, l'élasticité-prix s'exprime par le rapport entre le changement relatif dans la quantité demandée et le changement relatif dans le prix. On a :

$$\text{Élasticité — prix} = \frac{\text{changement dans la quantité demandée}}{\text{quantité demandée}} : \frac{\text{changement dans le prix}}{\text{prix}}$$

Le signe de cette élasticité est nécessairement négatif puisque prix et quantité varient dans des directions opposées (l'élasticité étant faible ou forte selon que le coefficient obtenu est inférieur ou supérieur à - 1).

Telles sont les deux notions, actuellement acceptées, des phénomènes d'élasticité. Dans l'histoire de la pensée économique, l'idée d'élasticité-prix a précédé celle d'élasticité-revenu, qui a fait, au départ, l'objet d'un certain ostracisme. Puis, l'élasticité-revenu s'est introduite dans le raisonnement économique où elle est, désormais, largement utilisée. À un certain stade, on en est venu à se demander s'il ne s'agissait pas, en fait, du même phénomène, vu sous deux expressions diverses mais analogues : existe-t-il, en réalité, quant au comportement du consommateur, une différence entre une baisse des prix de 10% et une augmentation de revenu de même ampleur ?

Mathématiquement non, certes ! Mais, le fait économique relevant d'appréciations psychologiques, il s'agit de savoir si l'un et l'autre événement provoqueront des réactions identiques. Ce n'est pas du tout certain. Le sujet ne ressent pas de la même manière un accroissement de son revenu et une baisse des prix : il sera probablement plus sensible à la première éventualité qu'à la seconde. D'où l'idée que la baisse des prix suscitera des changements plus faibles qu'une augmentation équivalente des revenus.

Selon les techniciens de l'étude de la demande, ces deux notions, sans être totalement indépendantes l'une de l'autre, ne sauraient être confondues. Il arrive cependant qu'elles se rapprochent considérablement. Au total, l'élasticité-prix serait, sur l'ensemble des résultats, légèrement inférieure à l'élasticité-revenu. Il résulterait de cette propriété que les producteurs et singulièrement les agriculteurs ont plus à attendre d'une expansion des revenus et de la prospérité générale, que d'une baisse du prix de leurs produits.

Cette observation semble conforme à ce que l'on connaît du comportement des agents économiques. La hausse du revenu déclenche souvent chez son bénéficiaire une vague d'optimisme, alors que le consommateur reste peu sensible à la baisse,

dont il lui arrive souvent de nier la réalité. La remarque paraît également validée par l'allure de divers marchés : c'est ainsi que pour la demande de vins, l'élasticité-revenu se révèle supérieure à l'élasticité-prix. On a pu noter à diverses reprises des accroissements de la consommation en phase de prix ascendants, l'expansion du revenu général étant le facteur du mouvement. Mais cette remarque, qui vaut pour un produit déterminé, nous incite justement à décomposer le problème.

II. AMPLEUR DU PHÉNOMÈNE.

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons montré dans la précédente section que la part de l'alimentation décroît en fonction du revenu. Il s'agit désormais d'établir que cette évolution est très différente selon les produits — l'évolution des habitudes alimentaires dans les pays les plus riches conduisant à nuancer la loi de Engel.

1. Diversité selon les produits.

[Retour à la table des matières](#)

Le point de départ du raisonnement est le fait qu'à un moment déterminé l'élasticité de la demande de denrées alimentaires varie d'un article à l'autre. Voici, tirées de Marc Latil (*L'évolution du revenu agricole*, Paris, 1956, p. 55), quelques indications comparatives mettant en valeur la diversité des élasticités revenu :

— coefficients négatifs : céréales, pain, farines, pommes de terre, légumes secs, margarine, lard. Pour des produits de cet ordre, l'élasticité est exceptionnellement de signe contraire au signe habituel, ce qui veut dire que, contrairement à la tendance usuelle, une hausse du revenu conduit à une diminution de la quantité achetée (phénomène du transfert qualitatif de la consommation) ;

Coefficients entre 0,1 — 0,2 : végétaux, corps gras végétaux, sucre ;

Coefficients entre 0,3 — 0,4 : œufs, viandes, beurre, fromage, lait

Coefficients entre 0,5 — 0,8 : volaille, fruits, légumes verts ;

Coefficients supérieurs à 0,8 : mouton, agneau, crème, asperges, ananas, pamplemousse.

Pour les produits de la dernière catégorie on peut trouver des élasticités supérieures à l'unité, c'est-à-dire des denrées dont la consommation s'accroît plus que proportionnellement à la hausse du revenu (au détriment, en particulier, d'autres articles d'élasticité-revenu négative).

Les indications ainsi fournies sont principalement tirées de l'expérience de pays riches (Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne, Suède, États-Unis) pour l'entre-deux guerres. Elles traduisent les résultats statistiques les plus fréquents (d'où la

possibilité de variations nationales ou locales par rapport aux classifications effectuées). Ces chiffres, établis à partir de séries statistiques insuffisamment précises, montrent en tout cas que, par-delà les caractères propres à tels groupes sociaux et même à tel pays, il est possible d'énoncer des élasticités moyennes qui diffèrent d'un ensemble de produits à l'autre. Toutefois, il faut compter avec les diversités nationales. C'est ainsi que pour la France, selon une enquête de 1951, les plus fortes élasticités ($> 0,8$) affectaient : fruits frais et secs, alcools, conserves de légumes, confitures, pâtisseries, volailles, mouton, poisson et coquillages. Il n'est pas sûr que cette liste serait la même aujourd'hui. Malgré tout, on parvient à dégager, d'un cas à l'autre, certaines tendances communes.

Les calculs les plus récents de l'élasticité-revenu à l'échelle internationale sont dus à L. M. Goreux (*op. cit.*). Voici quelques-uns des résultats obtenus (pour la période 1950-58) :

Nombre de pays observés		Articles	Taux d'élasticité
9	dépense alimentaire		0,68
18	graisses		0,30
18	protéines animales		0,35
15	protéines dérivées de la viande, du poisson et des œufs		0,59
18	pommes de terre		– 0,34
18	céréales		– 0,26
12	lait liquide		– 0,06
20	sucre		0,53
15	graisses et huiles (beurre inclus)		0,55
14	café		0,66
17	ensemble des viandes		0,72
12	bœuf et veau		0,81
16	volailles		0,88

On doit au surplus observer que, dans le court terme, la demande des consommateurs est influencée par les variations relatives des prix. En 1959 par exemple, l'abondance de la viande de bœuf n'a pas entraîné de baisse considérable dans son prix de vente (influence du réseau de distribution) : en conséquence, les acheteurs se sont plutôt dirigés vers la consommation de viandes de veau, mouton ou porc. Selon les techniciens, la suppression des subventions sur les produits à base de céréales aurait, durant cette même année, fait diminuer la consommation de pain. De même, toujours en 1959, le réajustement des prix des produits à base de sucre et de cacao en aurait réduit les acquisitions.

La survenance de ces variations accidentelles et souvent de faible durée complique l'analyse des tendances de long terme. Pourtant, l'observation permet de dégager des évolutions de portée uniforme. C'est ainsi que les données acquises ont fait ressortir que, même dans les États à fort revenu relatif, il existe des produits dont la demande bénéficie d'un coefficient d'élasticité-revenu élevé. On indique parfois que, dans les pays riches, les produits végétaux subissent une désaffectation générale par rapport aux produits animaux. Ce n'est que partiellement exact : le groupe végétal a des éléments en pleine régression (céréales et légumes secs, par exemple), mais il comprend aussi des articles en net progrès (fruits et légumes verts, notamment). L'élasticité de la dépense consacrée aux boissons (notamment aux boissons alcoolisées), ainsi que l'élasticité de la dépense affectée aux repas et consommations pris à l'extérieur du foyer, sont fortes (généralement supérieures à l'unité) : leur valeur ne paraît pas diminuer quand le revenu s'élève.

Les exemples que nous venons d'utiliser suggèrent d'étudier le problème sous l'angle du mouvement historique de l'alimentation ou, si l'on préfère, de l'évolution des coefficients d'élasticité-revenu.

2. Variations dans le temps.

[Retour à la table des matières](#)

C'est un fait bien connu des spécialistes que l'élasticité de la demande de certains produits croît avec le temps, alors que celle des autres diminue. Il suffit, pour bien saisir le phénomène, de considérer l'évolution des habitudes alimentaires à mesure qu'augmente le revenu. Ces transformations sont importantes, comme le montre l'exemple français. Selon M. Cépède et M. Lengellé (*Économie alimentaire du globe*, Paris, 1953, p. 488), la consommation des principaux groupes d'aliments aurait évolué de la façon suivante en France au cours d'un siècle (kilogramme par tête et par an) :

	1840	1934-1938
	—	—
Céréales	271	129
Tubercules	234	143
Légumes secs	9	11
Viande	20	67
Vin, bière	82	170

Le même phénomène de sélection qualitative des aliments prévaut si l'on examine l'influence du revenu sur la consommation des familles. Selon les enquêtes de l'I. N. S. E. E., les familles parisiennes à revenu peu élevé dépensent davantage que celles à revenu élevé pour le pain, les pommes de terre, les légumes

secs, le sucre, la viande de porc et de cheval, tandis que les secondes décaissent plus que les premières pour les poissons et coquillages, les biscuits et pâtisseries, les légumes et conserves, les fruits frais, le vin et la viande de veau.

Bien entendu, les chiffres cités à cet égard ne sont que des ordres de grandeur particulièrement approchés, mais, dans l'ensemble, les tendances qu'ils traduisent sont trop nettes pour prêter à contestation. Au surplus, ces données sont confirmées par l'évolution observée ailleurs. Ainsi en Grande-Bretagne, de 1880 à 1939, la consommation de blé par tête tombe de 350 à 287 livres, cependant que celle de viande augmente de 18%. Aux États-Unis, de 1909 à 1949, plusieurs postes de la dépense alimentaire sont en forte hausse (légumes verts, tomates, lait, fromages, fruits ...), d'autres subissant de grandes baisses (pommes de terre et céréales). Un point intéressant de l'expérience américaine est qu'aux deux dates retenues, le total de kilogrammes de produits alimentaires achetés au détail, par tête d'habitant, ne subit pas de modification sensible ; seule la composition qualitative de cette masse est affectée d'importantes variations.

Il n'est pas possible d'aborder ici l'étude des facteurs qui provoquent des modifications dans les habitudes alimentaires. Ils sont en tout cas nombreux et leur influence est complexe. Soit, par exemple, l'urbanisation. Elle impose une usure nerveuse plus considérable, l'activité mentale prenant le pas sur l'effort physique : d'où le fait que l'homme ait besoin aujourd'hui de plus d'aliments protecteurs et de moins d'aliments énergétiques qu'autrefois. Les progrès de l'instruction contribuent à accentuer le goût des consommateurs pour des aliments plus riches. De tels éléments, et bien d'autres, entrent, non sans mal d'ailleurs, dans les schémas de planification ou de programmation par lesquels l'on s'efforce d'ajuster l'activité productive aux besoins prévisibles.

Ces phénomènes permettent, en tout cas, de saisir les transformations qui affectent les élasticités-revenu des produits alimentaires. L'élévation du standard de vie, qui résulte de l'augmentation du revenu, a pour conséquence de faire glisser de nombreux biens d'un niveau de grande élasticité à une position d'élasticité moindre ou simplement moyenne — des produits rares ou nouveaux (par exemple fruits tropicaux) occupant le vide ainsi créé. Comme le note R. Badouin : « Le pain, le lait, le beurre, les œufs qui figuraient il y a quelques décades dans les budgets des ouvriers européens sous la rubrique des denrées élastiques, voient cette élasticité se réduire de proche en proche pour osciller autour de 0 dans le cas du pain » (*op. cité*, p. 121).

3. Transferts qualitatifs.

[Retour à la table des matières](#)

Il y a là un phénomène très important pour l'agriculture : la substitution entre produits et, à mesure de la hausse du revenu, la préférence des consommateurs pour des calories chères. Il est bien connu qu'une même ration de calories peut représenter pour l'acheteur un coût fort différent selon le choix des aliments.

Autrement dit, les gens riches dépensent beaucoup plus que les pauvres pour les calories qu'ils absorbent. Ce mécanisme a pour résultat de freiner la baisse de la dépense alimentaire quand le revenu s'élève. Tout en bénéficiant largement au secteur commercial, il profite aussi en quelque mesure à l'agriculture dans son ensemble. Mais l'opération comporte un vainqueur et un vaincu — le producteur de calories à bon marché connaissant de sérieuses difficultés et voyant ses perspectives s'assombrir. L'adaptation des structures agraires à ces modifications n'est pas inconcevable : cependant, elle soulève de difficiles problèmes.

Ces transferts ont une conséquence importante : l'élasticité des quantités consommées est généralement inférieure au coefficient d'élasticité de la dépense — la différence exprimant une élasticité qualité que traduit le supplément de prix payé pour une augmentation de la qualité par le consommateur à revenu élevé. Ainsi, dans les pays riches l'élasticité des quantités de céréales consommées est généralement négative mais celle des dépenses consacrées aux produits à base de céréales, quoique faible, est positive (aux États-Unis respectivement — 0,16 et + 0,16). Autrement dit, comme le souligne Goreux, si dans ce pays A dispose d'un revenu supérieur de 10% à celui de B, sa ration alimentaire contient une quantité de céréales inférieures de 1,6% à celle du second. Mais, achetant des produits mieux élaborés et plus chers, A paie 3,2% de plus par kilo que B et finalement dépense 1,6% de plus environ pour ses achats à ce titre.

C'est aux États-Unis que les transferts de cet ordre ont pris la plus grande ampleur. Si l'on en croit les statisticiens, désormais les dépenses alimentaires tendraient à augmenter selon le rythme de la prospérité économique et dans une proportion presque égale à celle de la dépense totale. Mais l'accroissement diffère eu égard à la nature des denrées. Les spécialités distinguent généralement deux séries de produits : ceux venus directement de la ferme et consommés sans avoir subi de transformation particulière ; ceux ayant fait l'objet entre la récolte et l'achat final d'un processus d'incorporation de services (ainsi, traitement industriel de la nourriture). Or, la situation de chacune de ces catégories serait, sous l'angle de l'élasticité-revenu, fondamentalement différente :

— s'agissant des premiers (*farm food products*) les idées habituelles concernant la faible élasticité de la dépense alimentaire continueraient d'être valables. Une augmentation des revenus réels ne suscite qu'un faible accroissement de la demande de ces produits. En admettant que le mouvement se poursuive on peut, à la limite, envisager une époque où l'élévation des revenus resterait sans effet appréciable sur ce secteur de la demande : dès lors, le seul facteur de développement de ces achats serait la croissance démographique ;

— quant aux seconds au contraire (*off-farm food services*) ils bénéficieraient d'un taux d'élasticité relativement élevé. Selon des calculs de E. W. Bunkers et W. W. Cochrane (*Review of Economics and Statistics*, mai 1957, pp. 211-217), ce taux se situerait entre 0,96 et 1,32 (alors que l'élasticité des produits traditionnels serait seulement de l'ordre 0,25-0,28).

Cette situation conduit, dès maintenant, divers économistes à nuancer la norme d'Engel. Selon eux, la part de l'alimentation relativement à la dépense totale varierait peu dans les pays à revenu élevé tandis qu'elle continuerait à décroître dans les autres. On a même cru pouvoir avancer que le pourcentage de la nourriture cesserait de baisser — ou diminuerait de façon beaucoup plus lente — quand cette part tombe aux environs de 30%. Cette propriété — que faute d'une longue expérience il est peut-être préférable de tenir pour une hypothèse de travail — trouve son origine dans des facteurs psycho-sociologiques. L'achat des produits de la première catégorie dépend de besoins physiologiques et, comme tel, connaît des plafonds qui dérivent de la satiété. L'acquisition des seconds répond, chez la maîtresse de maison, à d'autres mobiles : suppléer à l'absence de service domestique et rendre plus agréable ou moins astreignant le temps consacré à la préparation de la nourriture familiale (*convenience foods*). En somme, cette substitution paraît être une manifestation typique de l'enrichissement social et des phénomènes qui en découlent.

Cette tendance a conduit à examiner avec plus d'optimisme l'expansion du débouché alimentaire dans une communauté bénéficiant d'une augmentation du revenu réel. La revue *Fortune* n'a pas hésité à lancer l'idée d'un *fabulous market for food*. Quant à l'Associated British Foods, elle n'a pas hésité dans le rapport pour son dernier exercice (1^{er} avril 1961 – 31 mars 1962) à qualifier son activité de *great romantic adventure* et la branche comme *one of the fastest growing in the world* (*Times*, 19 décembre 1962). Le point qui nous concerne ici est d'évaluer les bénéfices que l'agriculture peut retirer d'un tel mouvement qui commence de s'affirmer dans les pays européens. Il est possible que ces méthodes provoquent une certaine augmentation des quantités livrées par l'agriculture (ne serait-ce qu'en raison des gaspillages liés à l'enrichissement) — les cultivateurs bénéficiant par ailleurs d'une plus grande régularité dans l'achat de leurs produits. Cependant, n'oublions pas que le mobile de l'élasticité est justement le service ajouté au produit agricole lui-même. Dans l'ensemble, ce sont les secteurs de transformation et de commercialisation qui profitent pour la plus large part de cette augmentation de la dépense alimentaire (la part des agriculteurs dans la dépense alimentaire des consommateurs diminuant à mesure que s'élève le niveau économique du pays).

Dans ces conditions, on peut redouter que le bénéfice essentiel de l'opération aille à ceux qui fournissent les services. L'activité manufacturière ne contribue guère à enrichir le fournisseur de matières premières. Autrement dit, du fait de ces habitudes nouvelles, la part de l'accroissement du revenu consacré aux achats alimentaires augmentera plus ou en tout cas diminuera moins que le suggère la loi d'Engel sous la forme classique (Bunkers et Cochrane fixant entre 0,58 et 0,70 le taux actuel d'élasticité-revenu de la dépense alimentaire globale aux États-Unis). Mais il n'est pas certain que la part revenant à l'activité agricole proprement dite augmente en conséquence.

En définitive, les techniques nouvelles de traitement, de présentation et de distribution des produits alimentaires aboutissent à consolider la part de ceux-ci dans les budgets familiaux. La norme d'Engel ne semble pas totalement mise en

échec mais son application est ralentie. Le consommateur, dès lors que son revenu s'accroît, accepte de payer plus cher pour sa nourriture (le développement des restaurants étant un aspect de cette propension). Dès lors, la seule manière pour l'agriculture de tirer profit de cette évolution est de participer aux opérations qui font suite à la culture proprement dite. Nous retrouverons le problème.

Deux autres facteurs expliquent qu'au cours des dernières années la dépense ait augmenté plus rapidement qu'on n'aurait pu le prévoir en fonction des coefficients tirés des courbes de Engel. En premier lieu, la tendance à la diminution du nombre moyen de personnes par ménage : toutes choses égales, la réduction des dimensions de la famille vivant dans un même foyer réduit le rendement de l'économie domestique et provoque une augmentation de la dépense alimentaire. Autre facteur jouant dans le même sens : la diminution du pourcentage de la population agricole, l'élasticité de la dépense alimentaire des agriculteurs étant, dans les pays développés, plus faible que celle de la population non agricole. On mentionne parfois aussi, mais c'est un phénomène bien moins net, les conséquences entraînées par les politiques qui visent à redistribuer le revenu dans un sens plus égalitaire. Le bénéfice de l'opération allant à des sujets dotés d'une plus forte élasticité-revenu, ces actions seraient donc susceptibles d'accroître la dépense alimentaire. Cependant, la réalité même de cette redistribution demeure sujette à controverses.

III. CONSÉQUENCES SUR LE DESTIN DE L'AGRICULTURE.

[Retour à la table des matières](#)

Il faut évidemment distinguer selon le degré d'élasticité-revenu des produits en cause. Si, dans les pays riches, les perspectives globales de la production agricole semblent limitées, au niveau de la consommation nationale s'entend, des ouvertures subsistent qui n'ont pas toujours fait l'objet d'une exploitation assez poussée.

S'agissant des produits dont on sait que l'amélioration du niveau de vie diminue leur élasticité-revenu, les possibilités paraissent médiocres et il est fatal, du moins fort désirable, que les exploitations agricoles se livrent aux adaptations inévitables. Certes, l'augmentation de la population constitue un élément direct de renforcement de la demande de ces produits. De même, certaines productions peuvent continuer de se développer en tant que consommations intermédiaires et non plus finales (affectation d'une partie de la production céréalière à la nourriture du bétail). Il reste que si l'on considère la demande telle qu'elle s'exprime dans les pays riches, la capacité d'expansion de ces productions semble restreinte —

réserve faite toutefois d'une amélioration du débouché extérieur (Marché Commun agricole).

Mais la demande actuelle traduit-elle tous les besoins effectifs ? Même si l'on s'en tient aux calories bon marché — que l'évolution vers la richesse conduit à négliger ou à repousser — il existe des besoins inexprimés qui se localisent dans les couches les plus pauvres du pays. Et, surtout, selon un large courant de pensée, il faudrait tenir compte des pays sous-développés dont les besoins sont tels que nos excédents actuels représentent, par comparaison, des quantités presque négligeables.

Dans l'un et l'autre cas, il est vrai, la difficulté essentielle est l'insuffisance de la demande solvable. L'élévation du revenu disponible serait le meilleur facteur d'expansion de la demande de produits alimentaires. On a proposé de pallier cette pénurie d'argent par une politique de solidarité sociale qui correspond à l'intérêt profond de l'agriculture (élévation des bas salaires, subventions sociales, distributions gratuites...). Nous retrouverons plus tard les solutions proposées à ce titre dans le cadre national et international : jusqu'alors, les efforts entrepris et les résultats acquis sont restés modestes. Il n'est pas certain qu'il en puisse aller autrement.

Venons-en maintenant à la question des produits à « calories chères ». Ici, le problème est tout autre car il existe, même dans les pays riches, des besoins inassouvis faute de pouvoir d'achat nécessaire. Dans les pays hautement industrialisés, une partie de la population — plus importante qu'on ne se l'imagine en général — souffre de malnutrition : le revenu y constitue encore un sévère facteur de rationnement pour des produits comme les fruits frais, les légumes verts, la viande, le beurre même, etc. D'où, chez les sujets à faibles ressources, des carences en calcium, phosphore, fer et diverses vitamines. En 1943, l'Institut Américain d'Opinion Publique montrait qu'en une semaine 45%, des Américains n'avaient pas consommé de fruits frais, dont 24%, des individus à haut revenu, 35%, de ceux à revenu moyen et 56%, de la catégorie à faible revenu (selon M. Cépède et M. Lengellé, *L'Économie de l'alimentation*, Paris, 1954, p. 68). Autrement dit, si dans les pays dits riches les consommateurs recevaient tous une alimentation correspondant aux normes fixées par les experts, on s'apercevrait que pour bien des produits, loin d'avoir l'abondance — une prétendue abondance — nous avons encore des lacunes à combler.

La recherche du développement optimum n'incombe que partiellement à l'agriculture, ou en d'autres termes, celle-ci ne dispose que d'un pouvoir limité sur les divers aspects, qualitatifs et quantitatifs, de la consommation. Il lui revient d'agir sur la variable élasticité-prix, encore que la cherté relative des produits industriels qui lui sont nécessaires rende cette intervention difficile. L'élargissement des débouchés faciliterait, peut-être, cette tâche, mais il dépend de l'élasticité-revenu dont l'influence — limitée à quelques séries de denrées — s'exerce par le truchement de la distribution du produit national, et singulièrement, de la partie de celui-ci affectée aux besoins immédiats des travailleurs. Dans cette

perspective, les chances de l'expansion agricole ne sont pas sans relations avec l'évolution des structures sociales ou, plus exactement, avec une réforme des méthodes de distribution du produit national. Il demeure pourtant que l'agriculture est tenue pour faire face à la situation d'accepter des adaptations ou ajustements qui doivent normalement se révéler complexes et, parfois, pénibles.

CHAPITRE VIII

L'ÉTAT DE DÉPENDANCE

[Retour à la table des matières](#)

En régime d'économie spontanée, la dépendance des agriculteurs vis-à-vis des mécanismes du marché est flagrante. Les causes de cette situation qui n'a rien d'épisodique ou d'accidentel ont été passées en revue dans les précédents chapitres. C'est de leur conjonction que résultent les servitudes accablant et, parfois, écrasant les cultivateurs. Je voudrais illustrer ici le jeu de ces mécanismes, le plus souvent adverses à l'agriculture, en étudiant les conditions et modalités de formation du revenu paysan. Le *quantum* de la rémunération acquise commandant l'accès au bien-être sous toutes ses formes, nous nous trouvons, en abordant ce thème, au centre des facteurs qui déterminent la situation sociale des gens de la terre.

Comme nous l'avons vu dans la première partie, la faiblesse relative du revenu des paysans — trait que des auteurs ne craignent plus d'ériger en loi générale de la croissance économique — est l'une des composantes principales de la crise ou malaise agricole. Le sentiment que l'agriculture est ainsi victime d'une grave injustice — impression que consolident la divulgation et la vulgarisation des données de la comptabilité nationale — est l'un des facteurs essentiels des attitudes de la campagne.

L'idée de traiter du revenu des agriculteurs comme tel ne correspond pas à l'optique de l'économie politique classique, qui s'attachait à la rémunération des divers éléments de la production (rente foncière, salaire, intérêt du capital ...). Cette approche a fait l'objet d'une vive critique de la part de Jean Marchal, qui a proposé de lui substituer un mode d'analyse fondé sur les groupes sociaux (pour un premier énoncé de cette position auquel son auteur a donné, depuis, de vastes développements, voir « Approches et catégories à utiliser pour une théorie réaliste de la répartition », *Revue Économique*, mars 1952, pp. 147-182). C'est en nous rattachant expressément à ce courant que nous allons étudier ici le revenu des agriculteurs tenus pour un groupe particulier — groupe que singularisent la situation de ses membres dans la société et les traits spécifiques de l'activité paysanne (ainsi le fait que l'exploitant agricole est bien davantage que

l'entrepreneur industriel ou commercial soumis à des éléments naturels qu'il ne peut calculer à l'avance). Jean Marchal exprime valablement le problème en écrivant : « Le profit agricole est le revenu de l'homme agriculteur, c'est-à-dire de l'homme soumis à la nature, largement écrasé encore par elle malgré les progrès de la science et, par suite, moins à son aise pour se débattre parmi les complexités du marché. » Sous réserve d'admettre les inégalités quantitatives et qualitatives qui s'affirment dans le groupe agricole, cette approche me semble correcte.

Nous nous en tiendrons, dans ce chapitre, au mécanisme de formation spontanée du revenu agricole, c'est-à-dire à ce qui se passe en l'absence d'intervention des pouvoirs publics. Il suffira, pour l'essentiel, de faire appel aux éléments d'infériorité déjà mentionnés et dont l'action est capitale dans la fixation de la part du revenu national attribué aux paysans. C'est seulement dans la troisième partie que nous envisagerons les interventions des autorités pour corriger ou redresser la situation. Ces démarches, plus ou moins heureuses, des pouvoirs publics sont, bien entendu, en relation étroite avec les caractéristiques sociales du groupe considéré. Signalons dès maintenant, en tout cas, que ces problèmes se situent largement sur le plan politique. Tous les gouvernements des pays économiquement évolués contrôlent, plus ou moins directement, les prix et les productions agricoles et, par conséquent, les revenus des exploitants : évolution qui accuse encore l'insuffisance des présentations traditionnelles.

Cette manière d'attaquer la question paysanne néglige cependant un point essentiel : l'originalité des divers marchés agricoles en fonction des particularités de la production et de la commercialisation des denrées qui y sont traitées. Dans cette perspective, il est nécessaire et facile de souligner les profondes différences qui existent entre le marché de la viande et celui du blé. Le marché du vin ne saurait être entièrement ramené aux cas précédents, non plus que les divers marchés où se négocient fruits, légumes et fleurs. En examinant le problème en termes généraux, nous prenons un risque de schématisation (rappel de l'observation présentée, dès le début, sur l'extrême diversité du monde rural).

Cependant, par-delà les différences sectorielles, il existe une série de propriétés communes qui, malgré ses lacunes et défauts, légitiment l'approche globale choisie. Les producteurs de céréales ou de betteraves, les vignerons, les éleveurs de bétail... ont chacun à des degrés divers, leurs difficultés et préoccupations particulières : mais la nature des besoins — alimentation des hommes — à la satisfaction desquels ils sont voués, comme aussi diverses ressemblances structurelles dans le travail accompli, leur valent une certaine similitude de destin qui justifie le point de vue adopté en ces pages. Il s'agit donc d'établir, avant tout, un exposé général, mais facilement adaptable à chaque situation. Admettons pourtant que les facteurs d'unité ne sont pas assez puissants pour annuler les éléments d'opposition qui provoquent parfois d'âpres luttes internes (rivalités entre les paysans selon les régions, les produits, les types et dimensions d'exploitation...) : nous essaierons de saisir le sens et la portée de ces divers comportements.

I. LE FONCTIONNEMENT DES MARCHÉS.

[Retour à la table des matières](#)

La notion de marché évoque la rencontre ou confrontation de ceux qui ont quelque chose à vendre et de ceux qui sont désireux d'acquérir le produit ou le service ainsi offert. On peut l'entendre au sens d'un espace géographiquement localisé : c'est le lieu, public ou non, où s'effectuent les échanges. Mais le marché est également défini comme l'ensemble des demandes et des offres qui concernent un bien, ou un groupe de biens, déterminé. C'est en ce dernier sens que nous allons utiliser le terme.

Sur les marchés, les agriculteurs se présentent tantôt comme offreurs, tantôt comme demandeurs. Mais les conditions dans lesquelles ils sont placés diffèrent selon qu'il s'agit pour eux de vendre ou d'acheter : cette disparité est l'une des causes profondes du décalage maintes fois signalé entre l'agriculture et l'industrie.

1. Les agriculteurs comme vendeurs.

Voyons d'abord les marchés sur lesquels les agriculteurs se présentent en qualité d'offreurs. Réserve faite de l'auto-consommation, ils constituent le mode normal d'écoulement des produits de la ferme. Les conditions qui y prévalent déterminent le montant de la recette monétaire brute (quantité x prix). Si l'on ne tient pas compte des efforts entrepris pour en assurer l'organisation, ces marchés sont dominés par des propriétés déjà exposées dans cet ouvrage. Du côté de la demande, assez faible élasticité, quel que soit le critère (revenu ou prix), sinon pour la totalité, du moins pour un grand nombre de denrées alimentaires. Du côté de l'offre, incapacité de manipuler les quantités offertes (aléas naturels, spécialement climatiques et quasi-impossibilité d'une action concertée des producteurs, en raison de leur nombre même). Cette servitude est accrue par le caractère périssable d'une grande partie des produits de la terre qui empêche parfois les reports d'excédents même à l'intérieur d'une courte période : toutefois, l'expansion de la capacité d'emmagasinement des frigorifiques donne aux intéressés — singulièrement au stade final de la distribution — une marge de manœuvre un peu plus étendue.

Cette combinaison — rigidité de la demande et instabilité de l'offre — est le fondement d'un mécanisme, nommé loi ou effet de King, dont les résultats déconcertent et même scandalisent les intéressés. Sous sa forme la plus rigide, elle énonce que la recette varie inversement à la récolte. En termes plus précis, on peut dire que sur un marché déterminé à demande inélastique, la valeur de la récolte se

fixe en sens inverse de la quantité récoltée. Voici, en termes très simplifiés, les composantes de ce mécanisme.

Sur un marché quelconque, l'insuffisance de l'offre, par rapport aux besoins, détermine une poussée en hausse des prix, l'excès provoquant au contraire un mouvement en baisse. Si les variations relatives des prix sont moindres que les variations relatives des quantités (cas d'un produit élastique), la recette évolue dans le même sens que celle-ci : le producteur vendeur est appauvri par une baisse des tonnages traités, il est enrichi par une augmentation de ces derniers. Dans le cas où les variations relatives des prix sont supérieures aux variations relatives des quantités (inélasticité), la recette évolue en sens inverse de celle-ci : le producteur-vendeur est appauvri par une augmentation des quantités négociées, il est enrichi par une diminution de ces dernières. En somme, la recette varie dans le sens du plus fluctuant des termes de l'opération : la loi de King correspond au cas où les prix sont l'élément atteint de la plus grande variation.

Cette norme passe pour s'appliquer aux produits agricoles. Dans le cas d'une récolte inférieure aux besoins — que cette éventualité concerne un produit déterminé ou l'ensemble des fournitures alimentaires (phase dite de pénurie) — la pression d'une demande inélastique ou rigide suscite une hausse des prix plus que proportionnelle à la baisse des quantités traitées. La recette agricole s'accroît : ainsi, en période de pénurie, les encaissements monétaires des cultivateurs tendent-ils à s'élever. Dans le cas d'une récolte supérieure aux besoins — que cette éventualité concerne un article isolé ou un ensemble de produits — la pression de l'offre provoque, toujours du fait de l'inélasticité alimentaire, une chute de prix plus que proportionnelle à l'augmentation des quantités traitées. La recette agricole diminue. En période excédentaire, les rentrées d'argent des paysans tendent à se réduire.

On possède de nombreux exemples statistiques de vérification de la loi de King, dont la version originale s'appuyait sur l'observation du marché du blé en Angleterre au XVIII^e siècle. Pour l'époque contemporaine, J. Milhau a établi que ce mécanisme s'appliquait parfaitement au marché du vin (*Traité d'Économie Rurale*, tome premier, *op. cité*, pp. 239-240). Durant la période étudiée (série des campagnes allant de 1919-20 à 1932-33), chaque fois que la récolte viticole augmente, la recette des viticulteurs diminue et inversement : les grosses récoltes (entre 60 et 70 millions d'hectolitres) ne valent que les 2/3 des petites (entre 40 et 50 millions d'hl). Si l'on considère le marché français des haricots de 1929 à 1932, on constate que la récolte maximum de cette période (1931) est celle qui présente la plus petite valeur, la plus faible récolte (1929) atteignant la plus forte valeur.

Ce phénomène ne s'applique pas également à tous les produits. Le point principal est le degré d'élasticité de la demande. La loi de King vaut surtout pour les produits à demande rigide — dont la liste varie, nous l'avons vu, d'une époque à l'autre. Elle ne s'applique pas aux denrées dont la demande est affectée d'une forte élasticité. Entre les cas extrêmes, se situent des positions intermédiaires à partir desquelles peuvent ou non se produire des fluctuations du type de celles analysées.

Nous raisonnons généralement ici en termes d'efficacité-revenu, tout en admettant qu'au total l'élasticité-prix est voisine de l'élasticité-revenu. Nous avons toutefois accepté l'idée (*supra*) que pour l'ensemble des résultats, l'élasticité-revenu est probablement un peu supérieure à l'élasticité-prix. Sur cette base, on peut distinguer les marchés ayant une demande relativement peu élastique et auxquels s'applique la loi de King (vins ordinaires, pommes de terre, légumes secs ...) des marchés plus élastiques (fruits, vins fins, beurre ...) pour lesquels cette loi est beaucoup moins impérative. La classification ainsi ébauchée reste vague et sur quelques points (par exemple relation entre l'élasticité et la qualité), les données disponibles ne permettent guère de conclure. Il existe certainement des marchés agricoles comportant encore d'assez larges perspectives d'expansion : mais le calcul de ces marges est très délicat et suppose la mise en œuvre d'un appareil spécialisé dans l'étude de la demande.

Bien entendu, l'effet de King peut être combattu ou contenu par certaines mesures dont, en beaucoup d'occasions, l'application soulève de grandes difficultés. En période de pénurie, on peut faire appel à l'importation pour combler les lacunes de la production nationale : ceci suppose que l'on ait les moyens financiers (devises) d'acheter sur le marché international et que celui-ci soit suffisamment approvisionné. En période d'abondance, on peut avoir recours à divers expédients pour alléger l'offre : ainsi, le stockage régulateur (report momentané d'excédents). Mais, dès que la surproduction tend à devenir permanente, il faut avoir recours à des remèdes plus sévères, de type malthusien, ainsi destruction ou dénaturation des récoltes, dont la mise en œuvre repose sur l'action de la puissance publique. Notons que les phénomènes provoqués par la loi de King sont ceux qui conduisent directement à l'instauration du malthusianisme agricole (*infra*).

Au total, la loi de King, quand elle s'applique, met l'agriculture en fâcheuse posture sociale. Dans les périodes de pénurie généralisée, le paysan donne l'impression de s'enrichir au milieu de la misère générale. En période d'abondance relative, les mesures prises contre la surproduction créent un sentiment de malaise (ces dispositifs étant dénoncés comme immoraux et absurdes dans un monde qui comporte tant d'affamés). L'infériorité de l'agriculture est, qu'en raison du nombre des exploitants, l'on ne peut établir de tels systèmes sans leur donner une large publicité (la pauvreté de la paysannerie impliquant aussi que des compensations financières soient assurées aux intéressés). Quand il s'exerce, le malthusianisme de type industriel (notamment par le canal des ententes) est plus discret et efficace. Encore une fois, l'agriculture n'est pas capable de réaliser les grandes planifications privées qui valent au monde industriel d'exercer un contrôle, de portée variable, des quantités offertes.

Le problème est d'autant plus complexe que, comme nous l'avons vu, il existe en cette matière une assez grande rigidité des structures. Sur le papier, il serait facile d'imaginer que les agriculteurs pallient les difficultés de la loi de King (cas d'abondance) en déplaçant les forces productives des marchés rigides vers les marchés élastiques. Mais l'expérience établit que de tels transferts, même s'ils sont

accompagnés d'une aide financière publique — ce qui est loin d'être toujours le cas — ne se réalisent que lentement. Dans le domaine agricole (et les autres secteurs d'activité ne sont pas indemnes de telles tendances), la résistance des structures aux mutations du marché est toujours considérable. N'oublions pas que la conduite réelle du paysan ne cadre nullement avec le comportement idéal de *l'homo economicus* ainsi se perpétuent des situations qui ont cessé de correspondre aux données sociales, et en particulier aux besoins alimentaires. Ces attitudes, qui sont la contre-partie des qualités prêtées aux hommes des champs : persévérance, ténacité, endurance.... coûtent cher aux intéressés. Il arrive souvent que les hommes des campagnes aient à acquitter un prix élevé pour avoir le droit de vivre dans un monde instable.

2. Les agriculteurs comme acheteurs.

[Retour à la table des matières](#)

Cette servitude est d'autant plus lourde que les marchés sur lesquels les paysans se présentent en acheteurs fonctionnent généralement d'une manière bien différente. L'agriculteur leur demande un supplément d'alimentation (variable selon les régions et les époques), des biens de confort d'usage durable, un certain nombre de services de types divers (depuis la consultation médicale jusqu'à la fréquentation du cinéma) et, naturellement, l'ensemble des produits, mécaniques et chimiques, nécessaires à son exploitation. Encore que les intéressés n'effectuent pas toujours cette distinction et surtout n'en tirent pas nécessairement des conséquences d'ordre comptable, certaines de ces acquisitions entrent (ou devraient entrer) dans les coûts de production, les autres correspondant aux dépenses personnelles de l'exploitant et de sa famille.

Plusieurs de ces marchés sont fortement organisés et les prix y sont solidement tenus en main. Certains (notamment ceux des produits purement industriels) sont agencés de façon monopolistique. D'un autre côté, sauf s'il passe par l'intermédiaire d'organismes coopératifs — dont le champ d'action ne couvre normalement qu'une partie des acquisitions paysannes — l'agriculteur supporte l'intégralité du coût de la distribution. En somme il vend « brut » pour acheter « fini » ; or, comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises en évoquant l'exemple des pays sous-développés, ce n'est pas, du point de vue économique, une position satisfaisante. À mesure que diminue l'auto-consommation, cette situation s'aggrave.

Nous voudrions évoquer enfin un marché sur lequel l'agriculteur, du moins le chef d'exploitation, est demandeur : celui de la main-d'œuvre salariée. Bien que cette catégorie de travailleurs ait considérablement diminué au cours des années récentes, elle se chiffre encore en centaines de milliers. Pour des raisons diverses, dont la survivance du « paternalisme », il ne semble pas que cette main-d'œuvre bénéficie d'une forte défense syndicale. Vers 1950, le nombre des salariés

agricoles syndiqués était, au maximum, de l'ordre de 125.000 (dont une centaine de mille à la C. G. T.). La situation est différente en Italie où les salariés agricoles — dont l'importance absolue et relative reste beaucoup plus considérable — disposent, au moins dans les régions du Nord et du Centre, d'un fort encadrement syndical.

La recherche de main-d'œuvre n'incombe, en fait, nous l'avons vu, qu'à une fraction décroissante des exploitants. L'ampleur des départs vers le secteur industriel n'est pas sans provoquer, surtout pour quelques spécialités, diverses difficultés de recrutement. Il en est résulté une augmentation certaine des salaires dans le secteur agricole, les tensions du marché de l'emploi produisant ici leurs conséquences habituelles. Cependant, un décalage subsiste par rapport aux salaires non agricoles malgré la revalorisation, intervenue à plusieurs reprises depuis 1950, du salaire minimum agricole garanti et la réduction des abattements de zone.

Ces notions valables pour l'ensemble de la catégorie ne doivent pas mener à l'ignorance d'assez grandes différences à l'intérieur du groupe des salariés agricoles. Le salaire agricole comprend encore d'importants avantages en nature (selon une enquête de 1957 près de 50% de ces travailleurs étant logés et nourris). Mais ces avantages ne suffisent pas, dans la plupart des cas, à établir la parité avec les ouvriers industriels. Selon des estimations récentes, il semble que cette parité ne serait acquise que pour les spécialistes (conducteurs de tracteurs et de machines, mécaniciens ...) exerçant leur activité dans des exploitations du Nord et du Bassin Parisien. Partout ailleurs, le taux de la rémunération est inférieur à celui du travail en usine, le premier ne suivant l'évolution du second qu'avec un retard notable. Il semble que les plus mal payés des ouvriers agricoles soient ceux de l'Ouest, du Sud-Ouest et du Massif Central.

Cependant, même si la hausse du coût de cette main-d'œuvre reste en bien des cas insuffisante pour assurer aux intéressés une existence décente, elle a valu des difficultés aux exploitations de petites et moyennes dimensions. Autrement dit les augmentations accordées ont été rendues plus lourdes par la médiocre tenue des prix agricoles sur les marchés.

Dans l'ensemble, les conflits sociaux en agriculture sont loin d'avoir la même ampleur que dans l'industrie. S'ils n'y sont pas inconnus, on ne saurait, vu la diminution du nombre des travailleurs salariés, leur attribuer la même importance et la même signification sociales qu'à une autre forme de dispute qui cette fois rassemble, avec les nuances et réserves déjà exprimées, tous les hommes de la terre : le conflit de branche. Conflit qui dépend étroitement des particularités du revenu agricole et qui, finalement, se déroule entre l'agriculture et les autres catégories de la vie économique.

II. TRAITS DU REVENU AGRICOLE.

[Retour à la table des matières](#)

Ces traits ont été analysés au fur et à mesure des précédents développements. Il suffira donc d'en présenter ici le fil directeur. Schématiquement, on peut dire que ce revenu est faible, incertain et instable — ces traits en expliquant un quatrième qui fera l'objet d'explications ultérieures : comme tant d'autres, mais plus que d'autres, le revenu agricole est lié à des interventions et démarches d'ordre politique.

On n'ajoutera rien à ce qui a déjà été dit sur la faiblesse relative du revenu des agriculteurs. Le phénomène est particulièrement marqué pour les produits soumis à la loi de King dont l'effet est souvent de priver l'agriculteur d'une grande part, sinon parfois de la totalité, de l'effort de productivité accompli. Le profit de cette augmentation du rendement va, dans une large mesure, aux intermédiaires et aux consommateurs urbains (et, de ces derniers, finalement, à l'industrie qui bénéficie de ce fait d'un allègement relatif de la pression salariale). Un point renforce la tendance : l'effort des gouvernants pour stopper quand elle se produit l'élévation des prix agricoles, afin d'éviter la hausse des salaires industriels préjudiciable à l'exportation.

Mais ce revenu est, aussi, incertain : il est, dans l'ensemble, difficile d'en déterminer le montant exact au niveau des exploitations individuelles. Peu d'entre elles disposent d'une comptabilité précise et, cause et conséquence de cette situation, l'activité paysanne n'est que faiblement rationalisée. Les notions de rémunération du travail, de rendement du capital, d'amortissement du matériel..., ne sont encore que rarement utilisées à ce stade de l'activité économique. La pratique de l'auto-consommation ajoute un élément supplémentaire de complication au calcul de la production globale. Ces particularités expliquent, entre autres, l'échec des efforts accomplis pour transférer à l'agriculture les méthodes de taxation fiscale de l'industrie (la même difficulté se rencontrant d'ailleurs pour l'imposition du petit commerce).

Enfin, ce revenu est instable. L'agriculteur n'est pas maître des rendements obtenus qui sont affectés par les fluctuations atmosphériques, ainsi que par certains phénomènes biologiques (épizooties, maladies cryptogamiques ...). Ces fluctuations entraînent des variations dans la valeur de la recette obtenue qui tantôt jouent au profit du cultivateur, tantôt, plus souvent, se produisent à son détriment. Là encore, pour apprécier la portée de ce trait, il n'est que d'écouter les protestations des pays producteurs de matières premières, contre l'instabilité des cours de celles-ci, qui bouleverse les prévisions et conduit à l'adoption de solutions au jour le jour.

Au total, le revenu agricole est bien, dans la moyenne des cas, un revenu dominé. Il dépend d'éléments sur lesquels, finalement, les intéressés n'ont que peu

d'influence : ainsi, l'évolution des préférences alimentaires des consommateurs. Dans un monde en proie à la réclame commerciale, il est frappant d'observer que, pour l'essentiel, l'agriculteur n'a pas recours à cette technique de suggestion et de stimulation (*supra*). Autre facteur de dépendance : la liaison entre la recette des agriculteurs et les revenus des salariés non-agricoles. C'est d'un accroissement des disponibilités de ceux-ci que peut venir l'expansion de la demande alimentaire (spécialement pour les produits à calories chères). Dans cette perspective, on en vient à admettre que la prospérité paysanne dépend de la prospérité industrielle. Il semble que telle ait été l'orientation donnée au plan Monnet. Beaucoup pensaient à l'époque (1944-45), dans les sphères dirigeantes, qu'en faisant de la France une grande nation industrielle, on attribuerait indirectement aux paysans, grâce au surcroît de gains procuré par la richesse des villes, le moyen de moderniser leur exploitation. Le schéma était simple : il supposait une expansion des revenus agricoles par une hausse préalable des salaires industriels.

Certains pourtant estimeront que telle n'était pas en réalité la pensée profonde des hommes responsables des grandes options. Ils feront ressortir que, voulant avant tout la modernisation industrielle, les planificateurs français et économistes gouvernementaux misaient, pour l'assurer, sur un retard des revenus agricoles qui permettrait à la fois de contenter les ouvriers et de conserver aux affaires des profits garantissant un niveau élevé d'autofinancement. C'est un schéma qui a été si souvent mis en œuvre — le paysan supportant en réalité, pour une large part, une industrialisation qui lui vaut peu d'avantages immédiats — qu'on hésite à repousser d'emblée cette interprétation. Le fait reste en tout cas qu'à l'époque, l'hypothèse d'une progression industrielle suscitée par une prospérité agricole préalable, ne fut pas sérieusement soutenue dans les cercles responsables.

À en croire divers défenseurs de la paysannerie en tout cas, la domination de l'agriculture par les autres secteurs de l'activité économique, qui résulte spontanément des disparités structurelles, aurait été aggravée par un effort systématique des pouvoirs publics entièrement voués à la cause de l'industrie. On a même avancé l'idée d'un complot permanent contre l'agriculture. Même si elles sont nettement excessives, ces présentations n'en contribuent pas moins à aggraver le mécontentement des intéressés.

Ajoutons un dernier élément de faiblesse : les rivalités qui s'établissent à l'intérieur de l'agriculture pour la conquête du marché. Certains de ces conflits trouvaient — et ont gardé — leur source à l'extérieur du pays : ainsi la concurrence des denrées et matières premières agricoles en provenance des pays neufs qui disposent de facilités sans égale d'exploitation extensive ou des pays sous-développés dans lesquels la rémunération des producteurs reste minime (pour les territoires coloniaux, bon marché de la main-d'œuvre indigène). Il en est résulté des difficultés considérables à l'intérieur des anciens empires coloniaux (par exemple, pour la France, concurrence entre plusieurs denrées alimentaires et des denrées analogues ou identiques produites en Afrique du Nord). Autre source de rivalité d'assiette purement interne cette fois : la tendance à la substitution des calories chères aux calories bon marché à mesure que s'améliore le niveau de vie.

N'oublions pas, non plus, les rivalités régionales pour la fourniture d'un même produit (ainsi, primeurs sur le marché parisien). De tels phénomènes, dont on a seulement présenté un échantillon, ont engendré des attitudes concurrentielles au sein de la paysannerie : attitudes susceptibles d'accentuer la dégradation d'un état de chose, déjà peu brillant. Mais on ne saurait achever ce tour d'horizon sans évoquer d'autres facteurs de détérioration.

III. FACTEURS DE DÉTÉRIORATION.

[Retour à la table des matières](#)

Je retiendrai à ce titre, l'insuffisance du capital d'exploitation disponible, qui découle directement de la médiocrité du revenu agricole. Toutes choses égales, cette situation est aggravée par l'élévation du prix des terres dont l'acquisition risque d'engloutir l'essentiel des ressources monétaires des paysans. Trop souvent, sous l'effet d'une contrainte psycho-sociale, les paysans négligent les considérations économiques dans leurs acquisitions foncières (ce qui fait de la terre une réserve de valeur pour les propriétaires non-exploitants). Une telle situation ne peut que compliquer le problème de la modernisation de l'activité agricole.

Au cours des dernières décennies l'industrie est parvenue à incorporer dans ses prix de revient une large partie du coût financier des investissements neufs. L'autofinancement, facilité par les structures et pratiques monopolistiques, a pris une grande extension : il en est résulté une diminution de l'influence exercée par les manieurs d'argent sur les choix industriels. Rien de comparable n'est survenu en agriculture, cette dernière vendant en bien des cas ses produits au-dessous de leur coût réel. Ceci explique que l'agriculteur manque si souvent des fonds indispensables au perfectionnement de son exploitation (que ne suffit certes pas à garantir l'achat d'un simple tracteur).

La question de l'endettement des agriculteurs n'est pas un problème neuf. On la retrouve tout au long de l'histoire, les troubles, tensions et révoltes qui en résultèrent étant innombrables. Pour en rester à l'époque moderne, signalons la situation des agriculteurs américains vers les années 1930 : l'effondrement des prix agricoles y mit les *farmers* dans l'incapacité de remplir leurs obligations (d'où l'effort gigantesque de Roosevelt pour revaloriser leur revenu). Considérons également à la même époque l'endettement des paysans allemands qui, dénués de réserves et écrasés d'échéances, ne purent, non plus, faire face à leurs engagements. En 1932, une quantité appréciable de fermes était à vendre et les historiens soulignent aujourd'hui le rôle que joua le mécontentement rural dans l'ascension du national-socialisme. Pour les États économiquement arriérés, le problème se lie en de nombreux cas à la pratique de l'usure : en plusieurs régions sous-développées du monde, les paysans ne peuvent encore attendre les récoltes de

l'année sans emprunter pour survivre (des taux d'intérêt de 50 à 100% étant tenus pour normaux). La suppression de l'usure est pour beaucoup de nouveaux États une tâche urgente.

Les causes de l'endettement dans les pays développés sont variées. L'opération correspond parfois à un souci de moderniser l'exploitation. Elle peut, en d'autres temps, être imposée par le jeu des circonstances : ainsi la sécheresse de l'été 1959, dont sur le moment on a certainement exagéré les conséquences globales, mais qui a causé en divers secteurs des ravages considérables. Le phénomène a provoqué en tout cas une augmentation sensible de l'endettement agricole : durant l'année 1959, les « prêts nouveaux » accordés par le Crédit Agricole ont largement dépassé ceux faits en 58 pour une production globale finalement du même ordre. Il est impossible de ne pas établir un rapport entre l'augmentation des dettes et l'aggravation du mécontentement paysan.

Le règlement des successions apporte une nouvelle occasion d'endettement, celui qui conserve l'exploitation étant tenu de verser des soultes à ses cohéritiers — décaissements dont l'élévation du prix des terres aggrave le poids. Selon une déclaration du Ministre de l'Agriculture à l'Assemblée Nationale, c'est une somme de 200 milliards d'anciens francs qui quitterait annuellement l'agriculture à ce titre.

Le montant global de l'endettement agricole français est difficile à déterminer. On admet en général que les engagements envers le Crédit Agricole représentent un peu plus de la moitié, 60%, environ, de la dette agricole. Sur cette base, dont il faut noter le caractère incertain, l'endettement global de l'agriculture aurait été de 15 milliards de F. actuels en 1958 (les chiffres correspondants à fin 1955, 56 et 57 étant respectivement de 7,5, 10 et 12 milliards).

Au cours des dernières années l'endettement s'est sensiblement accru. En 1960 le supplément de dette auprès du seul Crédit Agricole a été de 1.983 millions de F., chiffre porté à 2.186 en 1961. Pourtant, il semble possible d'admettre qu'un tel endettement rapporté à la valeur des biens fonciers et du capital d'exploitation ou rapproché du produit net de l'agriculture n'a pas encore atteint un niveau dangereusement élevé.

On peut d'ailleurs se demander si cette situation provient d'une réserve paysanne vis-à-vis de l'endettement ou résulte de l'insuffisance des facilités offertes aux agriculteurs. Les revendications d'ordre financier présentées par les éléments les plus dynamiques de la profession pourraient donner quelque vraisemblance à la seconde hypothèse. Notons toutefois que de 1950 à 1961 les prêts consentis par le Crédit Agricole au titre de l'équipement et de la modernisation ont été affectés d'un coefficient multiplicateur de 18 (celui de l'ensemble des en-cours de toutes catégories étant seulement de 8).

On voit donc qu'en dépit de ses difficultés l'agriculture française a accompli à l'époque récente un effort d'équipement sans précédent. Point d'autant plus important que s'est affirmée, en même temps, une nette tendance à l'augmentation de la part relative des capitaux d'origine agricole et rurale dans les ressources totales du Crédit Agricole (73,4% à fin 1961). La diminution de la place occupée

par les fonds publics et les concours de la Banque de France montrent que, durant cette période, les campagnes ont soutenu, comme telles, une fraction grandissante de leurs efforts de rénovation.

Bien entendu, il faut ajouter aux opérations faites par les exploitants à titre privé celles engagées dans le cadre des programmes publics d'équipement et financées sur des fonds du Trésor. Mais cette observation nous conduit directement à la troisième partie de ce livre qui est consacrée aux efforts entrepris pour trouver des solutions aux difficultés du monde paysan.

TROISIÈME PARTIE

TABLEAU DES SOLUTIONS

[Retour à la table des matières](#)

La condition de l'agriculture dans les sociétés industrielles a pu être définie comme un « facteur de rupture du civisme national » (J. Ottenheimer). Le diagnostic ne manque pas de vraisemblance. Depuis le début, nous avons rencontré des éléments susceptibles de décourager la communauté paysanne ou, au moins, de la conduire à une appréciation pessimiste de son destin. Citons, entre autres, le fait qu'une baisse de prix — aux effets parfois catastrophiques pour le producteur — ne provoque aucune diminution du prix de vente aux consommateurs, et cela par suite d'une rigidité excessive du secteur de la distribution.

On a, en plusieurs milieux agricoles, tendance à voir les causes de cette disparité dans un ensemble de manœuvres et d'interventions accomplies par les autres secteurs de la vie économique, avec l'aide des pouvoirs publics (*supra*, l'accusation de complot). Cette position est assez courante aujourd'hui mais elle n'embrasse pas, pour autant, l'ensemble des éléments qui expliquent le déclin relatif de l'agriculture. Le décalage dont souffrent les paysans a des causes profondes dont l'intensité ne dépend que partiellement des manipulations humaines. L'échec de tant de dispositifs d'action, pourtant inspirés du souci sincère de protéger l'agriculture nationale, est révélateur de l'importance, en ce domaine, de la nature des choses. La politique économique se heurte partout à des facteurs qui en limitent l'efficacité : l'expérience établit que ces difficultés sont spécialement grandes quand les autorités s'attaquent aux problèmes de la terre.

Il est en ainsi notamment dans l'ordre du soutien des prix. En dépit d'une réglementation étendue, le revenu agricole moyen demeure médiocre : mais on doit se demander si, en l'absence de telles mesures, il ne serait pas encore plus bas. Malgré leurs insuffisances et lacunes, ces mécanismes semblent avoir eu en divers pays des effets directs plutôt avantageux pour l'agriculture. Cependant, ils ont peut-être exercé une influence indirecte moins favorable en contribuant à isoler

l'agriculture du mouvement général de l'économie nationale et en suscitant chez les bénéficiaires de l'opération une certaine sclérose, une propension à travailler en vase clos, et un vif désir de ne pas modifier les structures agraires. Dans cette perspective, l'octroi d'un répit à court terme risque de compromettre les chances du développement de longue période. Il est possible que les succès d'hier — même s'ils demeurent en réalité partiels et précaires — comptent parmi les éléments qui contribuent à alourdir la situation actuelle.

Ainsi s'affirme l'importance capitale du contenu de l'action engagée pour consolider et améliorer la condition des agriculteurs. Sur le principe même d'un tel effort, il n'y a que peu d'opposition ouverte. On admet volontiers qu'une agriculture solide représente l'un des fondements de la puissance nationale. Beaucoup reconnaissent aussi que l'industrie reçoit spontanément de l'État une aide qui manque aux paysans. C'est particulièrement vrai quand les vicissitudes de la conjoncture internationale poussent les gouvernants à entreprendre de vastes programmes d'armement. En ce sens, l'attribution d'un appui à la campagne constitue une simple mesure de justice distributive.

Mais comment agencer cette intervention de manière à en accroître les résultats ? Les idées ont beaucoup évolué au cours des dernières décennies. Voici une cinquantaine d'années, on s'est rendu compte de l'importance de la chimie et de la biologie comme auxiliaires de l'agriculture : d'où la place réservée, dans l'instruction agricole, aux applications des sciences mécaniques et naturelles pour l'exploitation de la terre. Actuellement, on se préoccupe aussi beaucoup de la rentabilité économique : ce qui suscite des tentatives pour transposer dans l'agriculture les méthodes de gestion ayant permis la rationalisation industrielle.

Citons en ce sens, par exemple, les essais accomplis pour adapter aux productions animales et végétales la technique dite du prix de revient standard, ainsi appelée parce que les éléments de base de la formation du prix sont fixés à l'avance (par exemple établissement des inventaires, tableau des rations-type d'affouragement du bétail, minutage des opérations de travail agricole). Ainsi, estiment les partisans de cette formule, rendrait-on possible l'extension aux campagnes des progrès réalisés dans l'organisation scientifique du travail (notamment grâce à l'emploi des machines à cartes perforées).

Il s'agit là, ne nous y trompons pas, de réformes qui postulent un changement important dans le traitement des problèmes paysans. « L'agriculture est une industrie, écrit par exemple J.-A. Lavanchy. Elle est même l'une des plus grandes industries du pays (l'auteur vise la Suisse) et, peut-être, l'une des plus complexes. Seulement, au lieu d'être localisée, centralisée, elle est dispersée sur tout le territoire. Chaque exploitation agricole est un petit compartiment de cet énorme ensemble industriel... L'agriculture doit utiliser maintenant des moyens modernes d'investigation qui placeront les problèmes de l'économie agricole sous leur véritable aspect qui n'est pas seulement technique mais aussi, et avant tout, économique et feront reculer l'ignorance et l'empirisme » (*Le prix de revient standard en agriculture*, Lausanne, 1954, p. 123). Il est clair que ce souci

d'évaluation du rendement met en cause une mentalité dont nous avons vu que le calcul économique ne lui est pas familier.

Cette opposition constitue l'un des obstacles à l'établissement d'un programme de rénovation agricole. Comme tous les autres groupes professionnels, les paysans s'efforcent d'obtenir des mesures qui garantissent la perpétuation des situations acquises et évitent les ajustements dont les technocrates tendent à sous-estimer les implications humaines. Il faut souvent beaucoup de courage pour renoncer à des pratiques ancestrales que les techniciens extérieurs aux campagnes présentent volontiers comme des routines anti-économiques. C'est dire que l'éducation, l'information, la vulgarisation sont les éléments essentiels du progrès agricole ou, tout au moins, les conditions de base sans lesquelles les suggestions faites seraient négligées et les réglementations prises refusées.

Un point, au surplus, est certain : tout essai de solution purement économique aux difficultés du monde paysan risque d'être voué à l'échec. À plusieurs reprises, nous avons insisté sur les aspects sociaux de la vie agricole que l'on a propension à oublier ou à sous-estimer dans les programmes courants. Cette omission est compréhensible, de tels problèmes exigeant une activité de longue haleine alors que les dirigeants responsables songent surtout aux revendications immédiates. Affrontant une révolte paysanne, ils envisageront d'abord les remèdes susceptibles de procurer un apaisement instantané, même si ces mesures superficielles ne s'attaquent pas aux causes mêmes du mal. Or, l'infériorité qui handicape la civilisation rurale est l'un de ces facteurs à influence durable que l'on ne saurait envisager de réduire substantiellement en quelques mois.

Cette constatation, désormais banale, devrait susciter, selon certains, la constitution d'une branche nouvelle de l'action sociale : le ruralisme ou encore, comme disent ses promoteurs, la science du mieux-être dans les campagnes. Louis Leroy exprime l'idée de base de ces démarches en écrivant : « ... il s'agit de partir de l'homme, de sa famille, de satisfaire ses besoins matériels, sociaux, spirituels, dans le cadre du milieu de l'environnement. Les problèmes de vie rurale dominent les problèmes techniques » (in *Le ruralisme. Comment réaliser l'aménagement des campagnes*. Paris, 1960, p. 12). Quelle est l'ambition de ce courant ? Il porte d'abord sur la rénovation de l'habitat rural dont le caractère défectueux, et souvent lamentable, est bien connu, mais il va beaucoup plus loin en considérant, par exemple, les aspects esthétiques, sans oublier les problèmes intellectuels et spirituels. Il s'agit, en somme, de ne pas oublier les campagnes dans les vastes programmes, entrepris ou envisagés, de constitution et de modernisation des équipements collectifs.

C'est ainsi que L. Leroy consacre un chapitre de son livre à « l'embellissement de la vie rurale ». Sans doute, le point semblera-t-il à la quasi-totalité des agriculteurs moins important que le retour à une complète indexation des produits de la terre. Compte tenu de l'évolution du revenu agricole depuis la fin de la seconde guerre mondiale, il serait difficile de leur donner tort. Les préoccupations architecturales ne peuvent qu'apparaître secondaires ou accessoires — sinon même

fallacieuses — quand l'écart dans les niveaux de vie s'accroît au détriment des campagnes. Et pourtant, dans une vision de long terme, l'idée de l'urbanisme rural est juste. « Intéresser le rural à sa maison, à sa ferme, lui faire comprendre le travail de solidarité qu'il doit accomplir pour embellir le village sont déjà un premier pas important dans la résurrection du monde rural », écrit, à juste titre, L. Leroy (p. 123). Cette action exigera de grands efforts et une mise en ordre capable, en se réalisant, de contribuer à un renouveau intellectuel des campagnes.

Une circonstance peut faciliter ce programme : l'existence des grands moyens d'information et, en particulier, de la télévision. On connaît, par exemple, l'expérience des « télé-clubs » ruraux qui, plusieurs fois par semaine, réunissent leurs membres autour d'un poste récepteur, généralement sur l'impulsion et avec la participation de l'instituteur. Certes, l'emploi de la télévision comme facteur d'éducation populaire soulève des problèmes difficiles et qui ne sont encore qu'imparfaitement ; résolus. Mais, comme l'a noté Jean d'Arcy (*Cahiers d'Étude de Radio-Télévision*, 21 mars 1959), « les éducateurs apprennent ... souvent un peu malgré eux, qu'ils ne peuvent plus faire de l'éducation populaire sans tenir compte de l'existence de ces moyens de diffusion, c'est-à-dire sans essayer de s'en servir pour leurs propres fins » (p. 3). En dehors de leur rôle éducatif, ces moyens peuvent être utilisés pour l'étude sociologique des attitudes (ainsi les positions du monde paysan à l'égard de la modernisation : voir J. Dumazedier, *Télévision et Éducation populaire*, Paris, 1955).

L'une des grandes difficultés de l'aménagement de l'espace rural est la petitesse de la dimension humaine des communes. Selon des estimations récentes il y a aujourd'hui en France 16.000 communes de moins de trois cents habitants : leur population totale ne dépasse pas celle de la seule ville de Paris, tandis que les ressources de chacune sont souvent inférieures à celles d'un ménage modeste. Il est impossible de réaliser une administration complète à une telle échelle. La solution venant immédiatement à l'esprit est celle de regroupements ou de fusion de ces unités. Mais il faut compter avec des difficultés politiques car ces communes totalisent un grand nombre des élus locaux sur lesquels est fondé le recrutement de divers organes politiques.

On a présenté de nombreuses suggestions pour remédier à cet état de choses. Ainsi, création de « districts » plus vastes que les cantons actuels, qui seraient dirigés par un conseil politique d'élus. Ou encore concentration dans des « villages centres » des divers commerces et services administratifs (dont une large partie de l'enseignement général). De toute manière l'équipement rural sera coûteux en raison du dépeuplement des campagnes qui a considérablement réduit la densité d'occupation de celles-ci.

Les problèmes du monde agricole exigent donc, à la fois des solutions de portée immédiate et des efforts, de longue haleine. Le point de vue économique au sens strict du terme — amélioration et consolidation du revenu — tient une place dominante dans l'esprit des intéressés dont il commande, pour l'essentiel, le niveau d'acquisition des biens et services. Toutefois, dans une perspective d'avenir, on

commet une lourde faute en négligeant le contexte social de la vie paysanne. Il n'apparaît plus possible de donner au secteur non agricole une place systématiquement privilégiée pour l'attribution du confort matériel et l'accès à la culture. Il faut mettre fin à cette sorte de ségrégation sociale qui atteint les campagnes en profitant, à cet effet, des immenses possibilités qu'ouvre la technique moderne.

Cette troisième partie insistera davantage sur les problèmes économiques en raison de leur urgence même : il était donc indispensable de fixer en commençant la part considérable qui doit être attribuée aux questions socio-culturelles dans un programme d'action globale. Cette action est la seule qui, avec une amélioration stable du revenu, soit susceptible de promouvoir une tendance en profondeur à l'égalisation des conditions au sein de la communauté nationale. Reconnaissons-le franchement, ce ne sera pas une tâche facile. Et si l'on veut obtenir des résultats substantiels, il est nécessaire d'envisager un effort massif et soutenu.

CHAPITRE IX

SENS DES OPTIONS

[Retour à la table des matières](#)

Il y a quelque temps, R. Cartier consacrait une brochure à l'agriculture française sous le titre *France, quelle agriculture veux-tu ?* (Paris, 1960). Ce titre appelle déjà un commentaire : en matière agricole, il ne suffit pas aux gouvernants de « vouloir » pour obtenir les résultats visés. S'il est une leçon péremptoire que nous donne l'expérience contemporaine, c'est celle des limites de la volonté humaine quand elle affronte les problèmes de la terre. On utilise volontiers le mot de paradoxe pour qualifier les difficultés des cultivateurs (ainsi, baisse de la recette quand la récolte augmente trop ou vice-versa) : l'emploi de ce terme n'est pas pleinement justifié car le phénomène qu'on lui fait exprimer relève d'un mécanisme parfaitement cohérent. Voici cependant un autre paradoxe : l'agriculture est le secteur de l'économie où des interventions régulatrices seraient le plus nécessaires mais c'est aussi celui où elles s'exercent le moins facilement.

Ainsi s'explique qu'aucun pays n'ait encore vraiment résolu le « problème agricole ». L'action des éléments naturels et biologiques reste considérable. Tant que l'homme, s'il y parvient jamais, n'aura pas appris à contrôler le climat, un niveau de complète exactitude dans le calcul économique demeurera inaccessible au cultivateur. Par ailleurs, en aucun autre domaine, l'interférence des préoccupations sociales et des soucis de rentabilité n'est aussi complexe. Il est facile de pourchasser les « attardés » et de souhaiter la mort du « paysan », ce malheureux serf obligé de gratter la terre pour une misérable pitance. Ce n'est pas très neuf, la formation d'« agrovilles » étant depuis longtemps préconisée par des dirigeants soviétiques soucieux de réduire l'écart économique autant qu'idéologique entre les ouvriers et les paysans. Il n'est pas sûr que l'évolution ratifie ce souhait qui néglige par trop les caractéristiques originales de l'activité agricole et de la vie rurale.

Ces considérations ne doivent pas incliner au défaitisme les dirigeants responsables de la situation. Des améliorations nombreuses et importantes à l'état de choses existant sont certainement possibles. Mais les options doivent être levées dans la clarté. L'ambiguïté des positions est souvent favorable à la réalisation du

consensus politique : en matière d'efficacité économique, il n'en saurait résulter que des déboires.

I. PARTAGE DES RESPONSABILITÉS.

[Retour à la table des matières](#)

Il faut, en premier lieu, établir la part de responsabilité que chaque catégorie intéressée — les autorités publiques et les milieux professionnels — doit assumer dans cette œuvre de modernisation et de réorganisation. Pendant longtemps la paysannerie a eu tendance à se tourner vers les pouvoirs pour résoudre ses difficiles problèmes « L'État était tenu pour l'unique responsable de tous les maux », écrit Marcel Bruel (*La Nef*, juillet-septembre 1962, p. 14). « Et si devant des besoins économiques ou sociaux trop criants des mutuelles, des coopératives ont été créées, les réponses apportées sont restées fragmentaires et n'ont pas été mises en œuvre dans une perspective globale, cherchant à insérer l'économie agricole dans l'économie générale ».

Aujourd'hui les agriculteurs paraissent savoir beaucoup mieux que leur situation ne pourra être vraiment transformée que par une puissante action collective adaptée aux exigences de l'économie moderne. Mais cette activité ne saurait elle-même porter ses fruits sans un appui des autorités.

1. Part des interventions publiques.

L'intervention des autorités en faveur de l'agriculture peut s'effectuer de manière spontanée : garantes de l'équilibre social et de la prospérité économique, celles-ci sont tenues d'agir pour corriger ou redresser les situations qui menacent la cohésion et le développement de la communauté. À ce titre, l'agriculture mériterait déjà, par suite des déboires que lui inflige la croissance, de retenir toute leur sollicitude. Mais les pouvoirs tiennent également compte des sollicitations effectuées par les intéressés et des pressions exercées par eux. Les professionnels n'attendent pas qu'une aide leur soit accordée : ils la revendiquent de manière plus ou moins discrète. Le problème est alors d'obtenir l'« accès » aux autorités compétentes pour prendre la décision et de les convaincre d'effectuer les choix souhaités.

Le prolongement de l'action professionnelle sur le plan politique est aujourd'hui le fait de tous les groupes économiques. Ces démarches ont pour objet d'amener les pouvoirs publics à prendre certaines mesures et de les dissuader d'en adopter d'autres : il s'agit, en bref, de promouvoir ou d'empêcher la création d'un dispositif. En bien des cas, la pression des groupes a pour but de contrarier, voire de

neutraliser l'activité des organisations rivales. Quand elle emprunte cette voie, l'agriculture ne fait qu'adopter une pratique déjà très largement suivie par les groupements d'intérêts.

Les modalités de ces interventions sur les gouvernants varient selon les groupes, la nature et l'ampleur des moyens de persuasion dont ils disposent. S'agissant des agriculteurs, on fait volontiers allusion à leur puissance électorale qui, malgré la réduction continue de la population active agricole, reste considérable. Ce n'est pas une spéculation inexacte : en tant qu'électeurs, les paysans bénéficient de nombreuses et actives sympathies sur les bancs des assemblées parlementaires. Notons cependant que cette force reste, en général, dispersée : dans les pays industrialisés, il n'existe, nous l'avons vu, que très peu d'authentiques partis agraires. Les hommes de la terre ont, en somme, des représentants ou des porte-parole dans tous les partis ; mais ils ne possèdent pas de formation qui leur appartienne en propre et qui soit leur émanation directe en tant que groupe social. Si l'on en croit divers commentateurs, cette situation expliquerait que, bien souvent, les intérêts locaux de l'agriculture (exemple : indemnisation des propriétaires de récoltes gelées) se trouvent mieux protégés que ses intérêts nationaux (modernisation du réseau des marchés).

Au plan de l'art politique, on peut se demander si la constitution d'une formation partisane homogène constitue le moyen optimum de défense et de promotion d'un intérêt socio-économique déterminé. D'après certains théoriciens, la mise en concurrence des divers partis pour l'octroi des suffrages d'un groupe, vaudrait à ceux capables de l'organiser de meilleurs résultats ; mais cette manipulation exigerait que les adhérents témoignent d'une parfaite fidélité et d'une complète obéissance aux consignes électorales venant des dirigeants professionnels. Or, l'expérience montre, et la remarque vaut pour tous les secteurs, qu'il en va rarement ainsi. Au surplus, l'option n'a qu'un intérêt académique, les paysans ne paraissant pas, ou plus, en mesure, dans de nombreux pays dont la France, d'édifier un parti agraire.

Sans oublier le déclin numérique du monde agricole, on invoque souvent pour expliquer cette incapacité l'opposition entre la grosse et la petite paysannerie : un rassemblement paysan spécifique serait inévitablement écartelé entre la gauche et la droite, la dispersion politique traduisant l'opposition des intérêts. H. Mendras énonce clairement la difficulté en traitant d'« évidente mystification » la prétention à considérer l'agriculture française comme un bloc homogène aux intérêts communs. « Autour de quoi..., écrit-il (in *Les paysans et la politique*, op. cité, p. 152), unir le petit polyculteur autarcique du Sud-Ouest, l'éleveur du Charolais, le vigneron du Languedoc et le fermier du Bassin Parisien ? » Notons que ces clivages, s'ils interdisent de constituer un parti, ont, aussi, pour effet d'amoindrir la capacité, offensive et défensive, des groupements professionnels eux-mêmes.

L'entrée des organisations professionnelles dans la politique n'est jamais sans danger pour leur cohésion, surtout quand il s'agit de groupements de masse dont les adhérents se réclament d'idéologies variées, ne serait-ce qu'en raison de

divergences dans la situation sociale. Si les partis se déclarent volontiers prêts à rendre des services, ils ne sont pas sans arrière-pensées : ayant toujours pour objectif d'élargir leur base électorale, ils s'efforceront de se gagner des sympathies particulières capables d'accentuer la fragmentation du groupe et, parfois, de provoquer sa scission. On risque que l'action professionnelle soit ainsi mise au service de tendances partisans : la politique demeure un facteur potentiel de division.

Au surplus, les services que l'on peut attendre des partis, et notamment des parlementaires, ne sont pas illimités. Les premiers, spécialement mais non exclusivement en France, ont des clientèles électorales très hétérogènes : ils subissent de ce fait des pressions multiples et souvent contradictoires. Le recours au compromis est l'inévitable conséquence de cette situation ; or, dans ce processus sans fin de marchandage, l'agriculture, surtout quand elle est en perte de vitesse, ne dispose pas toujours des meilleurs arguments. Sans frapper uniquement les paysans, la marge qui existe entre les promesses du candidat et les actes de l'élu est particulièrement nette. Par ailleurs, il faut compter avec les fluctuations de la politique, une décision emportant d'un seul coup ce qui avait été acquis au prix d'un long combat (exemple de l'indexation à l'époque récente.)

Enfin, la politique économique comporte des limites qui tiennent à la nature des choses : il arrive que l'action gouvernementale se révèle incapable de redresser une situation dont l'origine est due à un mouvement économique (arrêt de la baisse des cours résultant d'un état de surproduction relative). Il est parfois difficile de savoir si les difficultés invoquées par les autorités constituent un simple prétexte ou un réel obstacle : la seconde éventualité, pourtant, ne doit pas être systématiquement rejetée. On connaît des circonstances dans lesquelles il est impossible de remonter le courant : les pouvoirs publics sont impuissants, par exemple, à enrayer la détérioration des prix ou, ce qui revient au même, ne parviennent pas à rassembler les moyens techniques et financiers nécessaires à une intervention efficace.

Ces remarques suggèrent qu'il serait indiqué de ne pas trop compter et, en tout cas, de ne pas compter exclusivement sur les autorités publiques pour trouver la solution des problèmes agricoles. Mais il n'en pourrait aller de la sorte que si les paysans se trouvaient en mesure de compenser leur faiblesse par une action collective solide et cohérente. Une telle éventualité est-elle concevable ?

2. Rôle du groupement.

[Retour à la table des matières](#)

On accole volontiers au paysan français l'épithète d'individualiste. À première vue, cette notion familière, dont on exagère parfois les implications, semble contredite par la multiplicité même des organisations professionnelles qui rassemblent les cultivateurs. Cependant, il faut noter que ces groupes, aux moyens souvent limités, ne mettent généralement pas en cause la faculté des membres

d'agir à leur guise et selon leur inspiration personnelle. Le paysan est ainsi demeuré à l'abri ou à l'écart des disciplines qui, à des degrés divers, caractérisent l'activité industrielle. D'aucuns se réjouissent de cette tendance qui leur semble former une garantie de liberté : cette thèse serait, certes, plus convaincante si ses partisans ne passaient prudemment sous silence les immenses inconvénients et déceptions que cette autonomie relative vaut aux paysans.

Les formules traditionnelles d'association qui sont orientées vers l'exercice de pressions sur les autorités ou la fourniture de services aux adhérents ne sont pas incompatibles, du moins pour l'essentiel, avec des systèmes individualistes d'exploitation. Je doute qu'elles soient suffisantes pour servir de base aux transformations que le monde agricole paraît actuellement désireux de réaliser. La F. N. S. E. A. a raison de déclarer que « organiser l'agriculture c'est la défendre ». Encore convient-il de spécifier, sans équivoque, les conditions d'efficacité d'un tel rassemblement.

La première concerne le caractère de la participation au groupement : il s'agit de savoir si l'on se contentera d'une adhésion volontaire et donc facultative ou si l'on ira jusqu'à la rendre obligatoire. Le problème se pose d'ailleurs à deux niveaux : l'entrée dans le groupe et la soumission de la minorité aux décisions prises par la majorité. Certes, il est préférable que sur ces deux plans les intéressés se rallient d'eux-mêmes aux disciplines collectives nécessaires. Mais, en poussant jusqu'au bout le respect des volontés individuelles, on risque d'amoinrir considérablement la portée de l'action entreprise et, en bien des cas, de la frapper de stérilité.

Ce problème est bien connu des techniciens des ententes industrielles et commerciales. On est parvenu à le résoudre par l'établissement d'un système de sanctions privées — dont le profane n'a généralement aucune idée — à l'encontre des dissidents ou des *outsiders*. Dans les pays où l'on n'interdit pas la pratique des « prix imposés », les fabricants appuient leurs consignes aux détaillants en refusant de livrer le produit en cause à ceux qui ne respectent pas les prescriptions fixées. Bien entendu, la concentration sous ses diverses formes est favorable à l'établissement de telles disciplines.

En matière agricole, aucun dispositif de ce type n'est concevable par suite de la dispersion des exploitations. L'organisation ne peut résulter en principe que de la bonne volonté des intéressés. Cet acquiescement n'est pas impossible à obtenir au sein d'une communauté restreinte (proximité géographique des exploitations) : il devient aléatoire dès que s'élargit la zone que l'accord devrait couvrir pour être efficace. La réglementation publique paraît alors la seule voie permettant d'implanter le dispositif souhaité.

Il existe cependant une voie moyenne : l'octroi par l'État à des groupements privés, tenus pour représentatifs du secteur ou territoire en cause, de facultés réglementaires qui permettent à la majorité d'imposer son point de vue, soit aux minoritaires, soit même aux éléments restés en dehors de l'association. On peut

même concevoir que les autorités encouragent l'adhésion au groupe (par exemple en réservant certains avantages aux seuls agriculteurs qui y sont inscrits).

Un tel système, dans lequel je vois l'essence du corporatisme, aboutit en somme à déléguer à des particuliers un fragment de l'autorité de dernier ressort qui appartient à la puissance publique. C'est un procédé à beaucoup d'égards contestable et dangereux. On peut l'admettre dans certaines limites en agriculture, la dispersion de cette branche faisant obstacle aux regroupements volontaires. À une condition cependant : que l'administration garde un contrôle étroit et total sur les opérations faites à ce titre et, s'il en existe, que les associations de consommateurs soient en mesure d'exprimer un avis sur l'activité de ces groupes.

Tout cela dit, je ne crois pas que l'agriculture puisse se borner aux formules de type facultatif. Il faut empêcher que quelques dissidents ou récalcitrants compromettent l'effort de toute une collectivité. Concevable dans le cas où l'exploitation paysanne aurait pour objectif de vivre sur elle-même — situation qui tend à se raréfier — le rejet de toute directive ou projet d'ordre collectif engendre chaos et gaspillages quand les agriculteurs s'adonnent à une économie d'échange. Mais sur quels points ou problèmes faire porter cet effort de regroupement ?

Je pense qu'il est nécessaire de prévoir des formules qui embrassent tous les aspects de l'activité agricole : aménagement des structures foncières, exploitation en commun, commercialisation, participation à la transformation des produits, etc. Il n'est aucune de ces étapes du processus agricole à laquelle l'association des énergies et l'adoption d'un dessein collectif ne seraient susceptibles d'accroître le rendement des efforts. Ceci vaut bien entendu pour l'exploitation proprement dite qui, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, est entrée dans le cycle de l'organisation, spécialement pour ce qui est de l'emploi collectif du matériel. De même on note déjà l'apparition de certaines formes d'exploitation en commun.

Bien entendu, chacun de ces stades appelle des systèmes particuliers de gestion et d'intervention. Au niveau de l'exploitation, il reste souhaitable que le groupement des efforts conserve un caractère volontaire, les pouvoirs publics ayant toutefois la possibilité de procéder par incitation ou stimulation. S'agissant de la commercialisation par contre, il paraît légitime d'envisager une réglementation professionnelle assez étendue (par exemple dans l'ordre de la qualité des produits). La gamme des moyens dont disposent les autorités publiques est assez vaste et diverse : il ne devrait pas être trop difficile, compte tenu de l'expérience acquise en France et ailleurs, de trouver des formules adaptées à chacun de ces cas.

Le groupement ou le regroupement des forces est susceptible de compenser en quelque mesure l'effet de domination exercé par l'industrie. Il serait certes trop optimiste d'en attendre la disparition complète et rapide de l'infériorité agricole, du moins est-il permis de croire que l'union des paysans, à tous les niveaux de leur activité, peut réduire les facteurs d'inégalité. Mais il serait illusoire de penser et dangereux de dire que ces résultats pourront être acquis sans que soit atteinte la liberté de manœuvre des intéressés. Dans la vie économique seuls les très grands

(le pouvoir monopoliste) peuvent s'assurer les avantages de l'autonomie (rarement complète d'ailleurs) et les bienfaits de l'organisation. Les petits ne peuvent accéder aux seconds sans perdre une partie des premiers.

3. Conjonction des responsabilités.

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse des expériences économiques contemporaines établit que l'agriculture ne saurait sinon se mettre au diapason de l'industrie (les facteurs naturels interdisant une telle assimilation), du moins se rapprocher de l'activité manufacturière sans le concours administratif et l'appui financier des autorités publiques. Si la paysannerie ne bénéficiait de cette aide, il lui serait en particulier difficile, et probablement impossible, de passer du stade de la pure revendication à celui de l'organisation constructive.

La concentration industrielle présente certes des avantages pour l'économie nationale et, si l'on en croit diverses interprétations, les ententes elles-mêmes, du moins quelques-unes, auraient des conséquences utiles. On peut cependant adresser à ce processus un reproche majeur : le fait qu'en dépit des lois dites anti-trust il tend à échapper au contrôle public. En beaucoup de circonstances — moins nombreuses il est vrai que par le passé — l'autorité responsable du bien-être général des citoyens ignore ce qui se passe ou se trouve placée devant des décisions accomplies. À l'exception des industries alimentaires qui relèvent de ce schéma, la structure même de l'activité paysanne est exclusive de telles pratiques. L'intervention de l'État étant nécessaire au renforcement et à l'expansion des groupements agricoles, l'Administration se trouve *ipso facto* en position de surveiller leurs opérations.

Pour réaliser une modernisation de l'agriculture qui profite, finalement, à la collectivité tout entière, il est nécessaire que les agriculteurs acceptent d'adapter leurs méthodes de travail aux impératifs et possibilités d'une civilisation technicienne. La collectivité qui bénéficie de leurs efforts a le devoir moral de les aider dans cette tâche. C'est, au départ, une forme élémentaire de la solidarité sociale qui correspond d'ailleurs à l'intérêt bien compris de l'économie nationale. Compte tenu de la rareté des ressources disponibles, il faut éviter que cet appui ne soit distribué à des fins purement électorales. Trop d'argent a déjà été gaspillé de la sorte (subventions improductives par exemple) pour qu'un tel avertissement soit inutile. Notons d'ailleurs qu'entre l'individualisme des paysans et « l'électoralisme » de la politique agricole, les relations étaient particulièrement étroites.

Le problème est donc de donner au dispositif d'intervention dans les affaires agricoles une orientation et un contenu qui permettent de diminuer le poids de ces deux attitudes, dont il suffirait que l'une subsiste pour ruiner la valeur des efforts entrepris.

II. OBJECTIFS DE LA POLITIQUE AGRICOLE.

[Retour à la table des matières](#)

Il n'est pas toujours facile de ramener à leurs mobiles essentiels les interventions des pouvoirs publics en matière agricole : en dehors de considérations proprement électorales sont intervenus successivement ou simultanément des soucis d'ordre politique (l'agriculture garante de la stabilité du pays), démographique (fécondité des familles paysannes), militaire (assurer sur place la base de l'alimentation nationale). En quelques cas un motif l'emporte nettement sur les autres : ainsi, pour la Grande-Bretagne, la volonté de réduire sa dépendance alimentaire à l'égard de l'extérieur.

À l'heure actuelle, un objectif tend à l'emporter sur tous les autres : la réalisation de la parité entre les activités agricoles et non agricoles. Cette égalisation est devenue le thème principal des revendications paysannes en France et dans les pays de développement économique comparable. Dans l'ensemble, les gouvernants ont accepté cette revendication, certains en inscrivant même le principe dans un texte législatif : acquiescement de principe qui ne s'est pas toujours accompagné de mesures capables d'assurer l'accomplissement de ce but. Au surplus, à supposer que les dirigeants publics entendent mettre en pratique cette directive, il y a d'amples débats sur le contenu optimum de l'intervention.

1. La volonté d'égalisation.

Elle est expressément inscrite dans l'art. 1^{er} de la loi du 5 août 1960 d'orientation agricole, le législateur ayant fixé comme objet à cet instrument « d'établir la parité entre l'agriculture et les autres activités économiques ». Il s'agit, précise le texte, de faire participer équitablement les agriculteurs au bénéfice de l'expansion « par l'élimination des causes de disparités existant entre le revenu des personnes exerçant leur activité dans l'agriculture et celui des personnes occupées dans d'autres secteurs, afin de porter notamment la situation des exploitants et des salariés agricoles au même niveau que celui des autres catégories professionnelles ». L'engagement est donc sans équivoque.

On peut, il est vrai, considérer que ces mesures visent un second objectif : armer l'agriculture française pour sa vocation européenne — ce mobile ayant été spécialement invoqué lors du vote de la loi du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole (dite souvent « loi Pisani »). Pour beaucoup d'esprits, l'extension à l'agriculture des dispositions du Traité de Rome constitue la « grande chance » du monde agricole — chance dont l'utilisation intégrale est subordonnée à l'accomplissement de deux conditions : augmenter le rendement du travail à la

production (ce qui pose le problème des structures optimales) et valoriser le produit sur le marché. Or, ces conditions ne pourront être satisfaites sans un effort conjugué des pouvoirs publics et des milieux professionnels.

Cependant, pour la France, la réalisation du Marché Commun agricole n'est pas une fin en soi ou, si l'on veut, ne constitue pas une fin ultime : il s'agit de l'un des moyens qui doivent permettre d'assurer la parité recherchée sans qu'il en résulte une charge écrasante pour les autres catégories sociales. En signant le Traité de Rome, j'insiste dès maintenant sur ce point, la France a pris des risques sous l'angle de son secteur industriel ; l'un des motifs d'acceptation de ces dangers était justement la perspective d'ouvrir des débouchés nouveaux à une agriculture excédentaire. Telle est la raison pour laquelle les négociateurs français — spécialement vis-à-vis de la Grande-Bretagne — considèrent que les avantages ainsi acquis ou, tout au moins, la perspective de tels avantages, doivent être préservés.

Au total, la conquête de la parité au profit de l'agriculture ou, plus modestement, l'octroi à celle-ci d'améliorations substantielles dans l'ordre économique et social forme bien l'objectif premier des organisations paysannes et de la politique gouvernementale. Mais les deux partenaires en présence, groupements agricoles et autorités publiques — qui sont bien éloignés à cet égard de former chacun un bloc monolithique — ont-ils les mêmes idées sur la manière d'arriver à ce résultat ?

2. Controverses sur le contenu du dispositif.

[Retour à la table des matières](#)

Les nombreuses manifestations paysannes qui ont jalonné les rapports entre les paysans et les pouvoirs au cours de ces dernières années montrent bien l'existence de désaccords qui ne sont pas toujours des malentendus. En évitant les phénomènes accidentels (conséquences de la sécheresse de 1959) et en schématisant beaucoup, on peut ramener à deux les grandes sources de controverse.

Je mentionnerai en premier lieu les disputes sur le contenu technique de l'action capable d'assurer l'égalisation. Pressés par leurs adhérents, les groupes professionnels ont tendance à insister essentiellement sur le problème des prix agricoles, la manifestation type de cette tendance étant la demande d'une indexation automatique du cours des produits de la terre sur ceux des biens industriels. Il semble aux intéressés en effet qu'à condition d'être correctement établie (problème de la base de comparaison) et scrupuleusement appliquée, l'indexation, par son automaticité même, a le pouvoir de stopper la dégradation des termes d'échange.

C'est là, je l'ai déjà signalé, une vue que le gouvernement de la V^e République n'a jamais voulu accepter. L'idée qui domine la législation et la réglementation

agricoles réalisées depuis 1959 est que la parité doit résulter non d'un simple ajustement périodique des prix (potentiellement inflationniste), mais d'un effort de longue haleine embrassant tous les aspects de l'activité paysanne. C'est dans une modernisation de ses structures et de ses méthodes que l'agriculture trouvera la clé de la prospérité. L'art. 2 de la loi d'orientation agricole qui donne une longue énumération des moyens permettant d'atteindre la parité (accroissement de la productivité agricole, amélioration des débouchés intérieurs et extérieurs, conservation et perfectionnement du patrimoine foncier non bâti et bâti ...) est particulièrement révélateur de cette tendance.

L'exposé des motifs du projet de loi complémentaire à la loi d'orientation agricole reprend, deux ans plus tard, le même thème. Considérant que « l'alignement des conditions de vie » constitue l'« objectif principal » de la politique agricole, ce texte souligne qu'un tel résultat exige pour être acquis trois ordres de mesure :

- diminution des coûts de la production : ce qui implique l'aménagement foncier et un meilleur agencement des surfaces agricoles ;
- accroissement de la marge bénéficiaire de l'activité professionnelle : ce qui nécessite une meilleure organisation de la profession ;
- augmentation de la part de chacun dans la répartition du revenu national agricole : ce qui rend souhaitable le départ ou le reclassement des agriculteurs qui ne peuvent rester à la terre.

L'opposition entre les mesures habituelles de soutien des prix et les réformes profondes que comporte un tel programme est flagrante. Or, le gouvernement a finalement trouvé au sein même de la paysannerie des alliés qui, déçus par les aléas et les insuffisances de la protection classique, jugent indispensable la réalisation de transformations structurelles. On doit évoquer à cet égard l'action du Centre National des Jeunes Agriculteurs qui insiste depuis plusieurs années sur la nécessité d'un remodelage des structures d'exploitation et semble avoir élargi, progressivement, son audience dans la profession. Il demeure certain que tous les éléments dirigeants de la F. N. S. E. A. ne sont pas convaincus de la validité des idées du Centre, mais le degré d'opposition ouverte à la réalisation de l'expérience semble bien avoir reculé.

L'un des points essentiels du débat porte sur l'adaptation des structures foncières aux conditions de production les plus économiques. Or, il est clair que les mesures envisagées à cet effet risquent d'entrer en conflit avec le droit de propriété sous sa forme classique. Sur ce point l'exposé des motifs de la « loi Pisani » n'hésite pas à dire que « le droit de propriété doit trouver une nouvelle justification par son adaptation aux exigences de l'économie ». Il paraît légitime de tirer de cette observation l'idée que dans ses manifestations actuelles ce droit était en train de perdre une partie au moins de sa justification. Parlant de ce projet, la

Société des Agriculteurs de France (organisation d'esprit conservateur) n'a pas craint de dire qu'il conduisait à « la nationalisation progressive de la terre » (*Le Monde*, 28 juillet 1962, p. 14).

Le second grand motif de controverse est fourni par l'exode agricole. Pendant longtemps les organisations professionnelles, et spécialement la F. N. S. E. A., avaient placé au premier plan de leurs revendications la conservation du potentiel humain de l'agriculture (d'où l'établissement d'un programme de défense de la petite et moyenne exploitation familiale sans le maintien de laquelle cette préservation ne pourrait être assurée). Notons que ces prises de position n'empêchaient pas les départs de se poursuivre à un rythme accéléré (l'exode ayant pris depuis 1954 une ampleur encore jamais atteinte).

Ce souci était en contradiction avec le vœu des planificateurs de trouver dans les réserves de main-d'œuvre de l'agriculture les éléments nécessaires à la poursuite de l'expansion économique. D'un autre côté, et sans traiter ici le problème des dimensions optima de l'exploitation, on peut admettre que le maintien de la population agricole dans ses dimensions présentes — maintien supposant d'ailleurs un changement bien difficile à anticiper dans la mentalité des campagnes — aurait rendu beaucoup plus aléatoire et coûteuse la politique d'« alignement des conditions ».

Or, sur ce point capital, les idées de la profession, du moins d'une fraction de celle-ci, se sont considérablement modifiées au cours des dernières années. Ici, il faut encore mentionner le Centre National des Jeunes Agriculteurs qui se prononce résolument en faveur d'une nouvelle diminution des effectifs. Pour le Centre, le développement des techniques entraîne inmanquablement une diminution de la main-d'œuvre nécessaire. Actuellement le produit brut moyen par travailleur dans les petites exploitations est beaucoup trop faible (de l'ordre de 500.000 à 1.000.000 de francs, alors qu'il faudrait environ 1.800.000 pour assurer un niveau de vie convenable à l'exploitant et une rémunération au capital). La conséquence en est le maintien dans le secteur agricole d'un chômage caché mais réel. Autrement dit, l'agriculture pourrait sans peine, si on lui en donnait les moyens, libérer de la main-d'œuvre et produire davantage.

Le C. N. J. A. estime donc qu'il existe encore dans l'agriculture une importante réserve de main-d'œuvre — que certains évaluent à 1.500.000 — à la disposition de l'industrie. La présence de ces « chômeurs technologiques » dans les campagnes pèserait lourdement sur les conditions paysannes : elle serait l'un des facteurs principaux du mécontentement actuel. Sur cette base les dirigeants du Centre sont allés jusqu'à reprocher aux autres branches de la vie économique de ne pas avoir un rythme d'expansion assez grand pour absorber ceux qui devaient quitter la terre, le IV^e Plan ayant ramené de 110.000 à 75.000 le nombre annuel des départs prévus. Loin de faciliter l'exode des campagnes — par exemple en acceptant d'effectuer le reclassement, aux frais de la collectivité, des agriculteurs en surnombre — les autorités préféreraient maintenir un chômage caché dans l'agriculture pour éviter aux autres secteurs l'existence d'un chômage plus visible et

afin de ne pas remettre en cause le niveau d'équilibre production-consommation-investissement considéré comme impératif pour l'industrie.

Ce langage qui revient à souhaiter l'accélération de l'exode rural est absolument nouveau. Alors que le syndicalisme traditionnel interprétait l'exode comme une perte de substance de la plus extrême gravité (on a même dit une sorte de génocide), le C. N. J. A. y voit la condition technique d'une amélioration du rendement agricole et d'une élévation du niveau de vie. Il rejoint d'ailleurs sur ce point les conclusions de M. S. Mansholt, vice-président de la Commission de la C.E.E., selon lequel il y aurait actuellement huit millions d'agriculteurs excédentaires dans le Marché Commun.

Il est clair qu'un tel allègement serait susceptible de favoriser le remodelage des structures foncières qui paraît à beaucoup la condition première d'un progrès décisif dans le mode d'exploitation et le revenu paysan. Ainsi, finalement, les deux grandes sources de controverse distinguées au départ n'en font-elles qu'une : il s'agit de la valeur du pari en faveur d'une agriculture qui, perfectionnant sans cesse ses agencements fonciers et ses méthodes d'action, vise la rentabilité maximum par travailleur (même s'il est pour cela nécessaire que la part de la paysannerie dans la population active totale descende encore beaucoup plus bas que son niveau actuel). On a parlé à cet égard de « virage » le terme ne semble pas du tout excessif.

3. Signification générale.

[Retour à la table des matières](#)

Un trait spécifique des nouvelles élites paysannes est de briser l'isolement de l'agriculture en engageant le dialogue avec les autres catégories sociales. D'où par exemple la participation d'un représentant du C. N. J. A. au dernier congrès de l'Union Nationale des Étudiants de France. D'où, surtout, l'établissement de rapports suivis avec la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens en vue de combler le fossé qui sépare les travailleurs des villes et des champs (entente qui s'est manifestée notamment par la tenue, le 25 juillet 1962, d'une conférence de presse commune aux deux organisations). La C. F. T. C. et le C. N. J. A. viennent de constituer un organe commun, le G. R. O. P. (Groupe de Recherches Ouvrier et Paysan), dont le premier but serait la « réalisation d'une action en profondeur orientée vers une économie démocratiquement planifiée ».

Il n'est pas possible d'exprimer avec exactitude la faveur dont jouissent les idées du C. N. J. A. auprès des milieux agricoles. Plusieurs de ces thèses semblent bénéficier d'une réelle popularité mais il est difficile de mesurer l'intensité de l'attention qu'elles appellent. J'ai dit que la F. N. S. E. A. avait fait sienne une partie de ce programme, mais, sur de nombreux points, la profession reste profondément divisée. En divers milieux professionnels, le Centre se trouve en butte à de vives critiques — le reproche lui étant adressé d'avoir lâché la proie (les

prix) pour l'ombre (projets de réforme des structures agraires, de réorganisation des marchés ...).

On lui fait également grief d'accepter, sinon même de préconiser, des entorses au droit de propriété susceptibles de faciliter la survenance d'une réforme agraire socialisante. Le Centre repousse de telles allégations en affirmant que son but est de permettre au maximum de paysans de devenir ou de demeurer propriétaires de leur terre. Avec le système juridique actuel, seuls ceux qui ont de l'argent peuvent acheter des terres : il faut transformer le régime d'acquisition si l'on veut empêcher la prolétarianisation de l'agriculture. Dans le même esprit, nous l'avons vu, le Centre, en accord avec les autres éléments de la profession, s'élève contre la monopolisation des « cultures sans sol » par des éléments extérieurs à l'agriculture. À un élevage industriel de 500.000 poulets, il déclare préférer une dizaine d'élevages de 50.000 qui, moyennant l'acceptation d'une discipline collective, pourraient remplir le même office.

En tout cas, les mesures prises ou envisagées au titre de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole — ce texte ayant déjà fait l'objet (décembre 1962) de plusieurs décrets d'application — vont dans le sens des idées et des thèses qui viennent d'être esquissées. Encore que les dispositions initiales du projet aient été sensiblement affaiblies (un commentateur a parlé de « coupes sombres »), ces nouvelles normes mettent en cause des institutions ou pratiques traditionnelles et comportent, avec des éléments de défense professionnelle, des ferments de nouveauté. Il serait souhaitable qu'un effort exceptionnel soit fait pour faciliter et humaniser les transitions : en particulier, si l'exode des travailleurs de la terre vers des métiers industriels doit se poursuivre, l'État devrait intervenir pour assurer dans des conditions honorables le reclassement des travailleurs migrants (création de centres de formation professionnelle accélérée, etc.).

La loi d'orientation agricole prévoit dans son article 4 que les diverses mesures susceptibles de faciliter l'établissement de la parité « sont précisées périodiquement dans le plan de modernisation et d'équipement ratifié par le Parlement ». Dès lors, quelles sont les modalités d'insertion de l'Agriculture dans la planification nationale ?

III. AGRICULTURE ET PLANIFICATION.

[Retour à la table des matières](#)

Pour reprendre une observation de Denis-R. Bergmann (*La Nef*, juillet-septembre 1962, p. 40), il serait inconcevable que le plan n'inclût pas l'agriculture. Mais, souligne celui-ci, la démarche comporte des difficultés considérables dont je voudrais indiquer ici l'essentiel.

Le premier obstacle concerne la prévision de l'équilibre entre la consommation et la production. De la réalisation de cet équilibre dépend en une large mesure le destin des efforts entrepris pour réaliser l'« alignement des conditions ». Du côté de la demande, les progrès accomplis dans l'étude des dépenses des consommateurs et, spécialement pour notre propos, de leurs acquisitions alimentaires permettent d'effectuer des prévisions sans courir le risque d'erreurs trop graves. Par contre l'estimation de la demande extérieure (exportations) reste, dans l'ensemble, beaucoup plus aléatoire.

Il n'en va pas de même pour l'offre, trois facteurs au moins étant susceptibles de contrarier et même de bouleverser les évaluations faites par les planificateurs. Il faut en premier lieu compter, nous l'avons vu, avec les incidents naturels : certes, la tendance à « l'artificialisation du milieu » permet d'en réduire l'influence (possibilité d'effectuer les emblavements par temps défavorable si l'on dispose d'un parc important de machines), mais elle ne permet pas d'éliminer les conséquences des variations climatiques. À très court terme, on observe des fluctuations parfois considérables : en 1956 la récolte de blé baisse de 41% par rapport à la moyenne des années antérieures et postérieures ; la sécheresse de l'été 1958 entraîne une diminution de la production du lait de 7 à 9%. Autres éléments d'incertitude : la difficulté d'estimer à l'avance le rythme et les conséquences du progrès technique qui s'affirme avec une grande rapidité à notre époque ; le risque d'« emballement collectif » des agriculteurs susceptibles de fausser l'équilibre d'un (ou plusieurs) marché particulier (cas actuel des plantations fruitières).

Ces considérations amènent Bergmann à déclarer que le seul objectif raisonnable en agriculture est la recherche d'un certain équilibre à moyen terme : encore lui paraît-il souhaitable malgré les difficultés de l'entreprise (problème de la localisation optimum des cultures) de « décontracter » régionalement le plan global en vue d'offrir un guide plus sûr aux exploitants pour le choix de leur production et, corrélativement, celui de leurs investissements.

Le second grand obstacle de la planification agricole est celui de son exécution par les unités paysannes. En ce qui concerne l'orientation des investissements on pourrait envisager, pour autant que l'agriculteur ait recours à des capitaux d'emprunt, de renforcer la sélectivité (contrôle qualitatif) dans la distribution du crédit (procédé surtout valable pour les exploitations d'assez grandes dimensions). Mais les difficultés sont beaucoup plus considérables à l'égard de l'orientation des productions : n'oublions pas que, même si la concentration s'accroissait, le planificateur resterait en présence de centaines de milliers d'exploitations libres de leurs décisions.

J'ai déjà souligné les obstacles considérables et, à quelques égards, insurmontables qui s'attachent à la régulation de l'offre. Les politiques d'information et de prix peuvent rendre des services mais ne paraissent pas susceptibles d'apporter des solutions complètes. D'où l'idée de mettre en œuvre un certain contingentement de la production — c'est-à-dire finalement l'attribution à chaque agriculteur du droit de produire une certaine quantité des produits

contingentés ou, plus exactement, du droit de cultiver une certaine superficie. Mais ce système d'inspiration malthusienne qui fait l'objet de quelques applications aux États-Unis paraît difficilement concevable en l'état actuel d'émiettement des structures agraires. Il présente au surplus un aspect contraignant, difficile mais peut-être pas absolument impossible à atténuer (referendum des producteurs), que beaucoup risquent de trouver politiquement et socialement inadmissible.

Au total, conclut Bergmann, « il paraît acquis que le planificateur ne tombera jamais juste et que les aléas naturels compromettront les équilibres qu'il aura pu tenter d'assurer. Le plan agricole devra donc prévoir toute une série de mécanismes correctifs destinés à minimiser la gravité des conséquences des erreurs ». Ces conseils de prudence échappent certainement à la critique.

Telles sont, à l'heure actuelle, les données fondamentales de la politique agricole française. Les chapitres suivants seront consacrés aux grands aspects de cette politique : recherche de l'efficacité ; extension des débouchés ; perfectionnement de la commercialisation ; conquête de la parité. Ce dernier but constituant l'objectif principal et, en tout cas, final, c'est par rapport à lui que seront organisés et orientés les développements de cette troisième partie.

L'étude des expériences contemporaines ne conduit pas à témoigner *a priori* d'une totale confiance dans la possibilité de réaliser ce but. Même dans les pays qui ont accepté une réduction drastique de la population paysanne, la condition et le niveau de vie de celle-ci demeurent le plus souvent, malgré d'importants décaissements publics, inférieurs à ceux de la population non agricole : il en va ainsi notamment pour les États-Unis où l'on ne compte pas plus de 3.500.000 exploitations (dont 1.500.000 qui couvrent environ les 3/4 de la surface totale mise en culture fournissent 87% de la production). Quelques statisticiens (notamment Colin Clark) ont prédit que, dans le long terme, l'évolution des termes de l'échange deviendrait favorable à l'agriculture : jusqu'à présent, nous l'avons dit, ces vues n'ont pas reçu de confirmation.

La situation étant ce qu'elle est, de nombreuses améliorations restent concevables et possibles dont l'accumulation rapprocherait les intéressés de l'égalité visée. Mais l'obtention de ces avantages exigera tant des milieux professionnels que des pouvoirs publics un effort considérable et sans ralentissement. Nous ne pouvons donc aborder la suite de cet exposé qu'avec un optimisme mesuré et conditionnel.

CHAPITRE X

LA RECHERCHE DE L'EFFICACITÉ

[Retour à la table des matières](#)

Elle est au centre de tous les débats sur l'agriculture. On paraît attendre d'une plus grande efficience l'amélioration du niveau de vie de l'agriculteur, la conquête de débouchés externes, l'apaisement des frictions séculaires entre les villes et les campagnes. Après avoir connu la fortune que l'on sait dans l'industrie, le terme de productivité tend à rencontrer la même faveur au sein des milieux dirigeants de la profession agricole.

Cette position est justifiée par le caractère impératif qui s'attache à l'élévation du rendement. En dépit des apparences, nous continuons de vivre dans un monde de rareté dont on devrait s'efforcer de bannir toutes les sources de gaspillage. Augmenter le produit en diminuant la peine des hommes, tel est l'objet des mouvements productivistes dont le principe de base, au moins dans notre civilisation, suscite un accord quasi unanime. La recherche de l'efficacité, que l'on peut tenir pour une sorte de norme sociale, est la condition nécessaire pour une intégration de l'agriculture dans le monde économique moderne.

Cependant beaucoup d'expériences, dont quelques-unes très proches, conduisent à penser que l'efficience — spécialement si l'on se limite à agir au niveau de la production — n'est pas la condition suffisante de cette valorisation. Il arrive, nous l'avons vu, que la progression technique n'entraîne qu'une faible amélioration de la condition de l'exploitant. On ne se libère pas du problème paysan dans les sociétés industrialisées simplement en donnant aux cultivateurs les moyens matériels de bien semer et de bien récolter. Cette volonté de maximiser les résultats ne saurait aller sans imposer à la paysannerie des adaptations et des ajustements. Il serait dangereux d'empêcher les modifications indispensables : l'essentiel est de faire en sorte que les changements s'effectuent dans les meilleures conditions pour les intéressés.

En cela, le premier rôle revient au producteur. Tout dépend de son aptitude à saisir le sens des innovations proposées et de sa capacité à accepter des pratiques qui, parfois, bouleversent les conduites traditionnelles ou les idées reçues. Il y faudra souvent, au départ, une grande bonne volonté. Mais si l'individu porte sa

propre responsabilité, il est aussi en droit de compter sur une aide de la profession et des pouvoirs publics. Ces concours sont indispensables pour que le maximum d'avantages, individuels et collectifs, soit tiré de l'opération.

J'analyserai successivement dans ce chapitre l'aménagement des structures foncières, l'accroissement de la productivité agricole et le perfectionnement de l'équipement intellectuel. Compte tenu de la masse considérable de transformations survenues au cours des dernières années tant dans les réglementations juridiques que dans les comportements effectifs, je ne pourrai donner qu'une vue relativement brève et schématique de l'évolution.

I. AMÉNAGEMENT DES STRUCTURES FONCIÈRES.

[Retour à la table des matières](#)

C'est l'une des questions les plus débattues de la modernisation de l'agriculture car elle met en cause, d'une manière ou d'une autre, le droit de propriété. Je voudrais en exposer les principaux aspects en allant des problèmes provoquant le moins de controverses à ceux qui suscitent les discussions les plus vives.

1. Remembrement.

Quelques chiffres suffisent à en rendre la nécessité évidente : le territoire cultivé de la France — de l'ordre de 34.000.000 d'hectares — est divisé en 76 millions de parcelles cadastrales (ce qui donne environ 46 ares par parcelle). On estime qu'en moyenne l'exploitation agricole se compose d'une trentaine de parcelles. Cette situation déjà très mauvaise est encore aggravée par d'autres imperfections bien connues (dispersion et difformité des champs, sinuosité et enchevêtrement des chemins, illogisme dans la localisation des fermes ...).

Le remembrement a été organisé par la loi Chauveau du 27 novembre 1918 qui permet aux propriétaires de constituer des associations syndicales pour la réalisation de ces travaux. Mais, en 1940, le mécanisme n'avait encore joué que pour 54.000 ha : il est vrai que 335.000 autres avaient été remembrés au titre de la loi du 4 mars 1919 relative aux régions dévastées par la guerre.

La loi du 9 mai 1941, validée par l'ordonnance du 7 juillet 1945 et modifiée par la loi du 20 décembre 1954, s'est efforcée de hâter et d'étendre le mouvement, l'État prenant à sa charge une partie des frais de remembrement et des travaux connexes.

À la cadence actuelle de 500.000 ha par an, le remembrement du territoire cultivé ne pourrait être achevé en moins de 30 ans. L'objectif du IV^e Plan serait de porter ce rythme à 600-700.000 ha (ce qui entraînerait pour le Trésor public une dépense annuelle de l'ordre de 300 millions de F.).

Jusqu'ici le remembrement s'est surtout effectué dans les régions de champs ouverts du Bassin Parisien, du Nord et de Lorraine où il connaît un avancement notable. Il s'agit désormais d'accélérer les opérations dans les régions de bocage de l'Est et du Centre ainsi que dans celles du Midi. Les techniciens souhaitent que le remembrement soit l'occasion d'une « amélioration foncière intégrale » impliquant, notamment, un aménagement de la propriété bâtie.

2. Constitution d'exploitations viables.

[Retour à la table des matières](#)

C'est une question bien plus complexe, à la fois dans ses éléments et dans ses implications : elle est directement liée au problème du potentiel humain agricole (défense de l'exploitation familiale).

Au cours des dernières années, plusieurs études ont fait ressortir qu'un grand nombre d'exploitations actuelles ne pouvaient être tenues pour économiquement viables. Entre plusieurs travaux disponibles, je citerai celui de J. Chombart de Lauwe et F. Morvan (*Les possibilités de la petite entreprise dans l'agriculture française*, Paris, 1954), dont la conclusion est que l'exploitation inférieure à 15 ha reste, en moyenne, dépourvue de rentabilité. Si elle persiste, c'est parce que le cultivateur ne rémunère pas au taux salarial la main-d'œuvre familiale employée et n'obtient pas de profit. Une telle situation n'est pas saine et l'on s'explique que les intéressés ne résistent pas à l'attrait d'une occupation normalement payée.

Un premier pas vers la solution de ce problème a été accompli par la loi d'orientation agricole. Le Premier Ministre n'avait pas caché son opinion sur ce point à l'Assemblée Nationale (discours du 18 mai 1960) : « Sans doute faut-il avoir le courage de dire, déclarait-il, que certaines exploitations sont trop petites... pour pouvoir aboutir à un revenu agricole satisfaisant, quels que soient les efforts que l'on veut faire en matière de prix. » Aussi bien l'art. 7 de la loi dispose que « le ministre de l'Agriculture fait procéder, par région naturelle et par nature de culture ou type d'exploitation, en tenant compte, éventuellement, de l'altitude, aux études nécessaires à l'appréciation de la superficie que devrait normalement avoir une exploitation mise en valeur directement par deux unités de main-d'œuvre... dans des conditions permettant une utilisation rationnelle des capitaux et des techniques, une rémunération du travail d'exécution, de direction et des capitaux fonciers et d'exploitation... »

On le voit, ce texte avance l'idée d'une définition de l'exploitation familiale rentable : définition ne devant être selon les déclarations du Premier Ministre ni uniforme (devant être établie par régions et même par petites régions naturelles), ni

arbitraire, (devant être fonction des moyens modernes de la production), ni abstraite (une politique de peuplement de l'ensemble du pays étant indispensable).

En application de ce texte le *Journal Officiel* du 3 mai 1962 a publié un arrêté créant dans chaque département une commission des structures agricoles. Ce texte est intervenu avec un grand retard : toutefois, à la demande du Ministre de l'Agriculture, les Chambres d'Agriculture avaient déjà entrepris des études à ce sujet. Ces commissions présidées par le préfet sont composées de délégués des organisations agricoles, d'élus locaux, de propriétaires et fermiers, ainsi que des représentants départementaux du Ministère de l'Agriculture : elles ont pour but de définir pour chaque région naturelle et par type de culture la taille minimum à donner aux exploitations pour qu'elles soient viables.

Sur le plan théorique, la notion de « viabilité » économique ou de « seuil de rentabilité » est complexe. La Commission de l'Agriculture du IV^e Plan a estimé que les « deux [unités de main-d'œuvre] prévues par l'art. 7 de la loi d'orientation agricole devaient être entendues comme « deux travailleurs masculins employés à plein temps dans une exploitation susceptible de fournir un revenu suffisant pour faire face aux besoins de quatre personnes ». Cette position dictée par le souci d'assurer la continuité de l'exploitation et de réduire le travail féminin aboutit à des résultats bien différents de ceux que l'on obtiendrait en considérant le ménage comme base de l'exploitation.

Mettant à part les exploitations de simple subsistance et de complément — qui de toute façon assurent à leurs titulaires les services recherchés — on doit aboutir à distinguer parmi les exploitations commerciales de pleine activité deux grandes catégories : celles qui sont susceptibles d'assurer à leurs membres un revenu moyen par travailleur égal ou supérieur au revenu de parité (exploitations viables) ; celles qui ne sont pas capables de le faire (exploitations à bas revenus). C'est vis-à-vis des premières que jouerait l'engagement d'« alignement des conditions ». Quant aux secondes, il s'agirait de procéder aux aménagements (ainsi regroupement des petites unités en exploitations plus grandes) qui leur permettraient d'atteindre les dimensions nécessaires au passage du « seuil de rentabilité ». C'est ici qu'interviennent les Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (S.A.F.E.R.).

3. Remodelage des exploitations.

[Retour à la table des matières](#)

L'aménagement foncier est l'un des deux piliers de l'ensemble législatif formé par la loi d'orientation agricole et la loi complémentaire (le second étant l'organisation des marchés). L'un et l'autre ont soulevé des controverses très vives. Analysant ici le premier de ces dispositifs, nous aurons plus tard à étudier le second.

Les S.A.F.E.R. ont été créées par l'art. 15 de la loi d'orientation agricole dans les termes suivants : « Des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural peuvent être constituées en vue d'acquérir des terres ou des exploitations agricoles librement mises en vente par leurs propriétaires, ainsi que des terres incultes, destinées à être rétrocédées, après aménagement éventuel. Elles ont pour but, notamment, d'améliorer les structures agraires, d'accroître la superficie de certaines exploitations agricoles et de faciliter la mise en culture du sol et l'installation d'agriculteurs à la terre ». C'était sous une forme modeste une importante innovation dont un décret du 14 juin 1961 a précisé le mode de fonctionnement.

La création de ces sociétés marquait en principe l'abandon de la géographie du laisser-faire, au profit d'un essai d'orientation consciente, dans l'agencement des structures foncières. On connaît les griefs que les exploitants agricoles adressent au fonctionnement du marché des terres : acquisition de domaines, éventuellement au prix fort, par des éléments extérieurs à la profession (industriels, vedettes de l'écran, commerçants enrichis, etc.) ; rassemblement des parcelles disponibles dans les mains de gros exploitants qui, disposant des ressources financières nécessaires, triomphent aisément des petits agriculteurs maintenus en deçà du seuil de rentabilité par l'exiguïté de leurs exploitations ; existence de bonnes terres laissées à l'abandon (notamment par des héritiers citadins peu intéressés par leur mise en valeur ou mal équipés à cet effet)... Un effort de remise en ordre s'imposait qu'il n'était pas possible de confier directement aux autorités publiques : d'où l'idée de créer entre celles-ci et les participants au marché foncier un organisme intermédiaire qui, agissant sous un contrôle officiel, tenterait de procéder aux aménagements souhaitables.

Cependant, il apparut, assez vite, que les S.A.F.E.R. éprouveraient des difficultés considérables si elles devaient se comporter en acquéreurs ordinaires. C'est ainsi que l'on s'orienta vers l'octroi à ces organismes d'un droit de préemption sur les terres mises en vente dans leur ressort. Cette disposition, que revendiquait avec vigueur une partie de la profession agricole (spécialement les cultivateurs des régions surpeuplées de l'Ouest), a été finalement consacrée par l'art. 7 de la loi complémentaire qui institue au profit des S.A.F.E.R. « un droit de préemption en cas d'aliénation à titre onéreux de fonds agricoles ou de terrains à vocation agricole ». L'exercice de ce droit a été réglementé par un décret paru au *Journal officiel* du 21 octobre 1962.

Le droit de préemption ainsi créé a soulevé de très vifs débats, certains lui reprochant d'introduire une brèche importante dans l'édifice juridique français. Il est peu contestable que l'institution traduit un certain recul de la propriété foncière déjà entamée par le statut du fermage devant les exigences de l'économie. Cependant, il n'est pas raisonnable d'évoquer la doctrine marxiste à propos de dispositions finalement assez timides dont le but est de consolider une couche de moyens exploitants. Au surplus, on doit le noter, le projet initial du Ministre qui, réserve faite de diverses exceptions, attribuait à ce droit un caractère automatique, a été fortement édulcoré (c'est le moins que l'on puisse dire) avant son adoption finale par le Parlement.

Les S.A.F.E.R. doivent être agréées par le Ministre de l'Agriculture et le Ministre des Finances et des Affaires Économiques, l'arrêté d'agrément fixant la zone d'action de la société considérée. Au milieu d'octobre 1962 il existait déjà vingt et un de ces organismes (dont treize agréés et huit en cours d'agrément). D'autres étaient en voie de constitution ou en projet. Il est intéressant d'observer que les vingt et une premières couvrent, ensemble, soixante et un départements. Une seule (Lozère) est monodépartementale, la circonscription moyenne des autres étant de trois à quatre départements. La plus vaste de celles créées à ce jour — celle du Centre — en couvre six.

Le capital des S.A.F.E.R., qui n'ont pas de but lucratif, est apporté par les organisations agricoles membres. De plus, ces sociétés recevront des autorités publiques deux séries de facilités financières : d'une part des prêts à long terme affectés à la couverture des achats ; d'autre part des subventions destinées au paiement d'une large partie des frais d'aménagement. Par ailleurs, elles bénéficient d'exonérations fiscales pour leurs opérations d'achat et de revente. L'État, en raison des avantages et facultés consentis, possède un droit de regard sur leur gestion (désignation d'un Commissaire du gouvernement auprès de chaque société). On a ainsi pu dire (Commission d'Agriculture du 4^e Plan) que ces organismes étaient chargés d'un « quasi-service public ». La mission essentielle des S.A.F.E.R. est de réaliser un agencement plus satisfaisant de la structure des exploitations agricoles. Il s'agit d'effectuer, par leur intermédiaire, une redistribution du sol cultivable, permettant en particulier de rendre viables certaines exploitations trop exiguës sans qu'il y ait changement d'exploitant et d'installer de nouveaux exploitants, spécialement de jeunes agriculteurs ou des cultivateurs migrants sur des fermes constituées de toutes pièces (notamment par récupération et aménagement de terres incultes). Il est évident que les programmes d'action de ces sociétés devront tenir compte des études faites et des décisions arrêtées au titre de la définition de l'exploitation viable.

En vue de réaliser ces opérations les S.A.F.E.R. procéderont à des achats de terres. Cependant, l'art. 3 du décret du 14 juin 1961 les autorise également à effectuer des travaux sur des terres simplement mises à leur disposition. S'agissant de terres acquises, les S.A.F.E.R. sont tenues de les mettre en vente dans un délai de cinq ans (dix s'il s'agit de surfaces boisées).

J'en arrive au droit de préemption proprement dit auquel, en dehors des tâches déjà définies, l'art. 7 de la loi complémentaire fixe pour raison d'être « d'éviter la spéculation foncière et de sauvegarder le caractère familial de l'exploitation agricole ». Ce droit, on le sait, n'est pas automatique. Pour l'obtenir, la S.A.F.E.R. doit d'abord adresser une demande au Préfet du département considéré qui, après consultation de la commission des structures agricoles et de la chambre d'agriculture, fixe les zones où se justifie l'octroi d'une telle faculté. C'est ensuite un décret, pris sur proposition du Ministre de l'Agriculture, qui en autorise l'exercice et en détermine la durée.

En définitive, les autorités ont voulu garder le contrôle effectif du système (la centralisation des autorisations aux mains du Ministre de l'Agriculture pouvant avoir pour résultat d'harmoniser le fonctionnement général du système). Il existe de toute manière, deux séries de limitations à ce droit, que des commentateurs ont jugé bien trop nombreuses et susceptibles de compromettre l'application du texte. Les premières ont pour objet de garantir les droits de priorité ou les droits préférentiels déjà reconnus par la loi : il est notamment précisé que le droit des S.A.F.E.R. ne peut jamais s'exercer contre le fermier en place. Les secondes écartent expressément certaines opérations de la sphère du droit de préemption (par exemple les échanges portant sur des biens ruraux et sous réserve, s'il y a soulte, que celle-ci n'excède pas la valeur du tiers des biens échangés).

Aux termes de l'art. 3 du décret du 10 octobre 1962, les propriétaires qui se proposent d'aliéner un bien foncier situé dans une zone où une S.A.F.E.R. est autorisée à exercer le droit de préemption sont désormais tenus de communiquer leur intention à celle-ci. Cette notification, qui doit intervenir deux mois avant la date fixée pour l'aliénation, indique le prix, les conditions et les modalités envisagés pour l'opération. En vue d'assurer le respect du droit de préemption, l'art 31 du décret prévoit qu'en cas de défaut d'avertissement, la S.A.F.E.R. peut demander aux juges de prononcer l'annulation de l'acte intervenu et de la déclarer acquéreur au lieu et place du tiers.

Tels sont les points essentiels du système. Son efficacité aurait pu être compromise si l'on avait laissé les candidats acquéreurs autres que la S.A.F.E.R. libres de surenchérir, celle-ci pouvant être alors conduite soit à renoncer à l'opération, soit à payer un prix excessif. Aussi l'art. 7 de la loi complémentaire autorise-t-elle la société, si cette dernière estime que les prix et conditions d'aliénation sont exagérés, à en demander la fixation par le tribunal de grande instance. Notons cependant que l'évaluation des juges doit se faire « en fonction des prix pratiqués dans la région pour des immeubles du même ordre » (disposition réduisant considérablement le risque pour le vendeur d'une « taxation » des terres convoitées par une S.A.F.E.R.).

Il n'est pas possible de faire dès maintenant un pronostic fondé sur les chances d'avenir de cette formule. À plusieurs égards, la qualité de l'impulsion donnée par les dirigeants professionnels sera d'une importance capitale : il est possible que l'on observe des différences significatives d'une société à l'autre, tenant, en particulier, à des divergences idéologiques (les éléments « conservateurs » freinant l'expérience que s'efforceraient d'élargir et d'intensifier les esprits plus « progressifs »). Mais, en définitive, l'État conserve la maîtrise du dispositif, ayant compétence pour en fixer le champ et détenant au surplus le levier financier : l'attitude des autorités sera donc décisive quant à l'ampleur de l'expérience.

Il est par ailleurs évident que l'existence même des S.A.F.E.R. — surtout depuis qu'elles disposent du droit de préemption — apporte un élément neuf sur le marché des terres. Il risque d'en résulter des tensions et querelles (éventuellement devant les tribunaux), mais on peut en attendre des progrès dans l'adaptation

structurelle des exploitations aux exigences du progrès technique et de l'économie moderne. À ce titre, l'expérience mérite d'être suivie avec soin et, à mon avis du moins, avec sympathie.

4. Réglementation des cumuls.

[Retour à la table des matières](#)

Nous en avons distingué deux formes : les cumuls d'exploitation proprement dits (la terminologie juridique utilisant le terme de « réunion » quand l'opération porte sur des terres contiguës et celui de « cumul » quand il s'agit d'exploitations n'ayant pas de frontières communes) ; les cumuls de profession ou cumuls d'activités agricoles et non agricoles. La loi complémentaire à la loi d'orientation agricole leur a consacré plusieurs articles que sont venus préciser trois décrets parus au *Journal officiel* du 23 novembre 1962. Sans entrer dans l'analyse détaillée de cette réglementation, je voudrais en donner une idée générale.

Voyons d'abord les cumuls et réunions d'exploitations. Précisons immédiatement qu'il s'agit ici de l'exploitation des terres et non de leur acquisition. Il existait à cet égard une réglementation, celle de l'ordonnance du 27 décembre 1958, que les agriculteurs jugeaient insuffisante pour deux raisons : absence de sanction pénale et application aux seuls départements pour lesquels le gouvernement estimait que la concurrence dans l'acquisition des terres disponibles avait atteint un point critique (la réglementation ayant été progressivement introduite en 52 départements mais ne s'appliquant véritablement que dans l'Ouest). La loi complémentaire édicte un nouveau système d'application générale qui prévoit en cas d'infraction des amendes pouvant aller jusqu'à 50.000 F. Toutefois, la mise en œuvre de ce dispositif est subordonnée à la réalisation de travaux préparatoires délicats.

L'idée générale du système est de distinguer, pour chaque département, les cumuls abusifs de ceux dont l'objet est de permettre une meilleure utilisation du sol. On veut en somme restreindre l'opération aux exigences de l'optimum technique. À cet effet, la loi complémentaire soumet à autorisation préalable du préfet tout cumul et réunion d'exploitation ou de fonds agricoles en vue de leur mise en rapport par un même exploitant (personne physique ou morale) lorsque l'opération aurait, en gros, pour résultat soit de porter la superficie globale exploitée par cette personne au-delà d'un maximum déterminé, soit de ramener la superficie d'une exploitation agricole en deçà d'une superficie minimum. Ce dernier point est important : on veut éviter que l'extension des uns n'entraîne des démembrements faisant tomber d'autres exploitants au-dessous du seuil de rentabilité.

Le point fondamental est donc la fixation des deux limites (superficie globale maximum pouvant être exploitée par une seule personne et superficie minimum de l'exploitation dont il est souhaitable d'éviter la disparition ou le partage) à partir

desquelles le recours à l'autorisation préalable s'impose. Cette détermination est faite pour chaque département par le Ministre de l'Agriculture mais sur avis de commissions départementales qui ont charge de présenter des propositions (par région naturelle et suivant les catégories de terres, la nature des cultures et le type d'exploitation). Le décret n° 62.1374 du 21 novembre 1962 (paru au *Journal officiel* du 23) fixe la composition et les conditions de fonctionnement, d'une part, des 90 commissions départementales (qui sont également compétentes pour donner un avis au préfet sur les demandes d'autorisation) et, de l'autre, de la commission nationale appelée à jouer un rôle consultatif au niveau central.

Quelques mots maintenant des cumuls de professions — situation que la loi complémentaire a réglementée pour la première fois. Ce texte soumet à déclaration préalable au préfet « toute création ou toute extension d'exploitation agricole par un industriel en vue d'utiliser les produits de son industrie ou par un commerçant, chaque fois que cette activité se rattache ou peut se rattacher à sa principale activité ». La loi donne au préfet la faculté d'interdire l'opération (ainsi création d'un élevage par un négociant en porcs ou en charcuterie) sur avis de la commission de réglementation des cumuls. Un autre des décrets publiés le 23 novembre (le n° 62.1375 du 21) établit la procédure à suivre en cette matière : il précise, notamment, que, dans sa décision, le préfet devra tenir compte des « incidences économiques et sociales de l'opération projetée ».

L'objet de ce dispositif — limité à la période transitoire de la politique agricole de la Communauté Économique Européenne — est d'éviter l'extension désordonnée de l'intégration verticale ascendante, c'est-à-dire de la création par des firmes industrielles ou commerciales de leurs propres élevages ou plantations. Aujourd'hui les cultivateurs voudraient que l'agriculture cesse d'être « intégrée » pour devenir « intégrante » (*infra*). En tout cas, ces mesures ne touchent pas aux cumuls de profession réalisés par de simples particuliers sans qu'il y ait de lien entre leur activité principale et leur participation à l'agriculture (formule Jean Gabin), sauf, bien entendu, si ces opérations venaient à tomber sous le coup de la réglementation des cumuls d'exploitation. Autrement dit, le système n'assujettit pas l'exercice d'une activité agricole à la délivrance d'une carte professionnelle réservée aux seuls paysans à temps plein.

Les manifestations de l'été 1962 ont montré que, spécialement en certaines régions de la France, la profession agricole était particulièrement « sensibilisée » à ces questions. La publication d'un certain nombre de textes d'application le 23 novembre 1962, soit l'avant-veille du second tour des élections générales (dimanche 25 novembre), montre bien que les autorités sont conscientes de l'importance attachée à ces questions dans les milieux agricoles. Ce sont évidemment les petits exploitants qui sont les plus hostiles aux cumuls de toutes sortes.

Dans un ordre d'idées connexe, signalons que l'art. 21 de la loi complémentaire prévoit que durant la période transitoire de la politique agricole commune de la C. E. E., l'autorisation préalable du Ministre de l'Agriculture sera nécessaire pour la

création ou l'extension d'une entreprise de production de porcs, de volailles et d'œufs, si la capacité de cette entreprise excède une limite maximum. Le but de cet article est de protéger les petits élevages fermiers de la concurrence des exploitations de type industriel. La principale difficulté du système — qui ne semble pas avoir été encore résolue — est justement de déterminer le seuil à partir duquel un élevage devient « industriel ».

En un sens, ces mesures qui sont inséparables de l'état excédentaire de plusieurs marchés agricoles paraissent contraires au souci d'efficacité affiché par ailleurs. L'argument serait décisif si cette « industrialisation » n'avait des implications humaines. Encore une fois, la solution *optimum* serait de fournir aux paysans les moyens d'utiliser de telles formules pour leur propre compte. Ce serait finalement, en ce cas particulier, le seul moyen de réconcilier l'efficacité et la moralité.

Telles sont, réserve faite d'un effort particulier pour la mise en valeur des terres incultes récupérables, les principales mesures prises ou envisagées au titre de l'aménagement des structures foncières. Mais la valeur finale de ces normes dépend bien entendu des conditions et techniques de l'exploitation qui commandent la rentabilité en nature. C'est là un autre aspect de la recherche de l'efficacité à l'analyse duquel j'arrive maintenant.

II. ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ AGRICOLE.

[Retour à la table des matières](#)

Spécialement depuis 1950, la productivité de l'agriculture a connu en France un remarquable essor. Le point se vérifie particulièrement ; si l'on s'attache à la productivité en quantités physiques, c'est-à-dire à la mise en rapport de la production soit avec le travail utilisé (productivité du travail), soit avec la surface cultivée (rendement à l'hectare).

Selon les calculs de M. Cépède (*Économie Rurale* 39-40 p. 145), la productivité du travail agricole serait passée sur la base 1934-38 = 100 à 238 en 1957-58 : élévation correspondant à un accroissement linéaire de 6,9% par an pendant les 20 dernières années, de près de 9% par an depuis 1948-49 et de 8,6% dans les cinq dernières années de la période. Une autre estimation donne une augmentation de 7,7% par an pour la phase 1951-57. Quant aux rendements à l'hectare, ils connaissent aussi en comparaison de l'avant-guerre des améliorations sensibles que traduisent les estimations suivantes (faites en quintaux à l'hectare) :

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1953-57
Blé	15,6	22,3
Orge	14,5	21,9
Maïs grain	15,8	24,4
Riz	20	37,7
Betteraves industrielles	276	304
Betteraves fourragères	360	453

Les chiffres ainsi cités ne correspondent certes pas à des valeurs parfaitement exactes, l'imprécision de la statistique agricole interdisant les estimations de ce type. D'un autre côté, ce sont des moyennes qui recouvrent les situations les plus diverses. Ces réserves faites, la tendance à l'élévation de la rentabilité physique est manifeste. Elle explique que de 1951 à 1960 la production agricole ait pu augmenter de 30% tandis que le nombre des agriculteurs baissait considérablement. L'une des raisons de la crise agricole est justement qu'en règle générale les perfectionnements techniques ne se sont pas accompagnés de progrès comparables dans le domaine de l'organisation économique et commerciale. Je voudrais analyser dans cette section les causes de cette ascension des productivités physiques.

1. Progrès des méthodes de cultures.

[Retour à la table des matières](#)

L'aspect le mieux connu en est la mécanisation du travail. Quelques chiffres suffisent à l'exprimer : de 1951 à 1960 le parc des tracteurs est passé de 140.000 à 770.000 unités, celui des moissonneuses-batteuses de 7.300 à 58.000 machines. Durant la même période, la consommation de carburants pour les seuls travaux agricoles s'est élevée de 300.000 à 1.165.000 tonnes par an.

Cette évolution rapide n'est pas sans défauts. Le processus de mécanisation s'est effectué de manière empirique et a conduit en de nombreux cas à un suréquipement eu égard aux surfaces cultivées (ainsi pour l'année 1960 a-t-on pu estimer que 156.000 tracteurs étaient employés sur des superficies de moins de 15 ha). L'attrait exercé par les machines sur les paysans les a conduits à s'endetter pour en acquérir et à négliger d'autres postes de l'exploitation ainsi que leur cadre de vie. En somme on note un déséquilibre entre la distribution de l'équipement et l'état des structures foncières : situation défavorable à la rentabilité du matériel. Cependant l'effort de mécanisation doit se poursuivre : la Commission de l'Agriculture du IV^e Plan a prévu pour 1965 un parc de 1.100.000 tracteurs et de 100.000 moissonneuses-batteuses.

Autre facteur de modernisation : l'emploi des engrais. Selon les estimations de l'Association nationale pour l'emploi des engrais en agriculture, la situation aurait évolué comme suit (les chiffres cités représentant des milliers de tonnes) :

	Azote	Acide phosphorique	Potasse
1900	54	176	12
1926	113	468	147
1938	154	377	211
1950-51	279	461	392
1960-61	568	976	728

Encore faut-il noter que les progressions sont inégales selon les régions. Longtemps en tête pour la consommation à l'hectare, le Nord et le Pas-de-Calais semblent aujourd'hui dépassés par la Seine-et-Oise et l'Aisne. Mais en de nombreuses régions l'utilisation des engrais connaît une tendance à la stagnation ou reste à des niveaux franchement insuffisants. Il y a encore place pour de grands progrès en ce domaine. N'oublions pas en effet qu'à l'exception de l'Italie, la France a les taux de consommation d'engrais les plus bas du Marché Commun.

J'en dirai autant à propos des améliorations d'origine chimique et biologique (directement liées aux activités de recherche, *infra*). Pour en apprécier la portée, il suffit de penser que la création d'une seule variété de blé « l'Étoile de Choisy » a permis de faire passer les rendements dans le sud de la France de 25 à 40 quintaux. Citons aussi l'utilisation du maïs hybride (la création de nouveaux types ayant permis de réaliser l'extension de cette culture dans la région nord du pays). Mentionnons enfin les acquisitions réalisées dans l'ordre des désherbants chimiques, insecticides et fongicides, etc. C'est sans nul doute à de telles découvertes que l'agriculture doit ses avances les plus spectaculaires.

Cependant, il existe des secteurs dans lesquels la France connaît encore un handicap réel par rapport aux principaux pays étrangers, ainsi l'assainissement du cheptel et spécialement du troupeau bovin dont la tuberculose, la fièvre aphteuse et la brucellose sont les principaux ennemis. Pendant longtemps l'action de prophylaxie a été compromise, tant du fait de l'insuffisance des soins donnés au bétail par les agriculteurs intéressés que par la médiocrité des crédits disponibles. Au cours des dernières années, d'importants efforts — liés à l'ouverture du Marché Commun — ont été entrepris. Un vaste programme d'éradication de la tuberculose bovine a été mis en œuvre : les disponibilités nécessaires ayant été accordées on espère en avoir terminé l'exécution pour l'année 1964. De nombreuses mesures ont été prises au titre de la fièvre aphteuse (généralisation de la vaccination qui va bientôt toucher les 2/3 du troupeau, réglementation de la circulation des animaux non vaccinés ...). La situation est donc en voie de redressement, mais il reste

beaucoup à faire pour assurer un caractère durable aux améliorations (mise en place du certificat sanitaire...).

2. Progrès des méthodes de gestion.

[Retour à la table des matières](#)

C'est un domaine dans lequel l'agriculture française a pris et connaît encore un retard notable par rapport à celle de pays comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou les Pays-Bas. L'effort actuel devra, en raison même de son caractère récent, être intensifié si l'on veut rattraper le temps perdu.

Il est inutile d'insister sur le rôle fondamental des techniques d'analyse de l'exploitation dans une branche d'activité quelconque. Ce sont elles qui, notamment, permettent de préciser l'ampleur et le sens des transformations souhaitables. L'industrie n'aurait pu atteindre son niveau actuel d'efficacité si les décisions y étaient prises au vu de dossiers insuffisants et en fonction de préférences sentimentales ou de préjugés : or, l'agriculture en est encore souvent là, qu'il s'agisse des choix spontanés des cultivateurs ou même des positions arrêtées par les autorités.

En introduisant ces notions, on soulève l'épineuse question de la comptabilité agricole, dont le perfectionnement commande en une large mesure l'amélioration des techniques de gestion. Ce problème se pose ou devrait se poser à chaque exploitation sous deux aspects : détermination du résultat global de l'exercice (bénéfice ou perte) ; fixation du prix de revient par produit (la connaissance de cette donnée semblant nécessaire pour le choix des secteurs de l'exploitation à développer ou à réduire). Il est clair que l'on peut réaliser, sur le papier, des systèmes approximativement satisfaisants de comptabilisation de la production agricole : la difficulté est d'obtenir que les exploitants acceptent de s'y plier. Jusqu'à maintenant seuls une infime minorité d'agriculteurs relèvent de telles méthodes, les autres leur demeurant étrangers par l'effet de vieilles routines (dus à l'insuffisance de la formation technique) et aussi par manque des moyens indispensables.

L'adaptation de la comptabilité aux besoins propres de l'agriculture est d'ailleurs une tâche difficile. Dès avant la dernière guerre, un travail pionnier a été accompli en cette matière par un petit nombre d'offices : mais ces derniers suivaient un nombre de comptabilité trop limité (environ 600) pour exercer une influence appréciable sur la gestion agricole du pays. Réserve faite de quelques exploitations, situées pour la majorité dans les régions de grande culture, la paysannerie française ne possédait pas les moyens d'apprécier et d'analyser sérieusement les résultats de son activité. L'agriculture était une activité en quelque sorte aveugle — situation qui, toutes choses égales, ne pouvait que faciliter l'acceptation par les cultivateurs d'une position inférieure.

Il ne sera pas inutile d'observer à cet égard que dans les pays où les gouvernants acceptent pour base de leur politique la notion de parité (ainsi la Suisse), les revendications des agriculteurs sont essentiellement fondées sur la tenue de comptabilités d'exploitations. L'art. 3 de la loi d'orientation agricole adopte d'ailleurs la même démarche en décidant que « l'observation du niveau de la rémunération du travail et du capital agricoles sera faite par le moyen de comptabilités moyennes d'exploitations représentatives des types d'utilisation du sol, des types d'exploitation et des régions économiques ».

Depuis la fin de la guerre, des améliorations substantielles ont été acquises à ce titre. Encore ne doit-on pas oublier qu'au début de 1958 et malgré un développement rapide, le nombre des exploitations soumises à analyse économique ne dépassait pas 3.800 (selon J. Poitevin, *Économie Rurale*, 39-40, p. 49). Je signalerai en particulier l'effort d'encadrement économique des agriculteurs réalisé par les centres de gestion dont le rôle est de déterminer les critères d'une bonne gestion, en s'appuyant, notamment, sur des analyses comptables. Il existe aujourd'hui 75 centres départementaux. La Commission de l'Agriculture du IV^e Plan a émis le souhait que ce chiffre soit porté à 90 (les centres suivant alors, chacun, 250 exploitations agricoles et devant disposer, ensemble, de 450 ingénieurs ou comptables).

Ces centres procèdent à des études sur le fonctionnement économique des exploitations de leur département en classant celles-ci en groupes homogènes. À l'intérieur de chacun de ceux-ci les techniciens distinguent trois séries d'exploitation : celles de tête à fonctionnement satisfaisant, les unités moyennes, celles de queue... Ces diverses catégories sont analysées en fonction d'un certain nombre de critères (importance des équipements à l'hectare, pourcentage des plantes sarclées, nombre de travailleurs à l'unité de superficie, etc.). Sur ces bases, les centres sont en mesure de calculer des normes dont le respect améliorerait la gestion des unités paysannes.

L'un des objectifs essentiels de ce programme est d'éviter que l'adaptation de l'agriculture aux conditions modernes de la production ne reste le luxe ou le privilège de quelques-uns — ceux qui disposent déjà des exploitations les plus rentables. Si l'on met à part les unités trop petites pour accéder à la « viabilité » économique, c'est au niveau des exploitations moyennes, sans nul doute perfectibles, qu'il convient de faire porter l'effort. Le rôle du conseil de gestion à leur égard est d'énoncer les conditions propres à assurer la prospérité du domaine : il doit donc tenir compte non seulement des rendements, mais aussi du choix des moyens de production et de leur combinaison. Le conseil prend ainsi la responsabilité d'orienter la sélection des cultures, de suggérer des investissements ou de susciter des reconversions en vue d'améliorer la rentabilité du domaine.

Il est clair que les experts attachés aux centres ne sauraient assurer de tels services à toutes les exploitations de leur ressort : aussi est-il indispensable qu'ils soient secondés et en quelque sorte « démultipliés » par des adjoints de formation

moins poussée disposant de fiches d'exploitations simplifiées et de tableaux de normes.

3. Progrès des méthodes d'organisation.

[Retour à la table des matières](#)

Bien des problèmes de l'agriculture trouvent leur origine dans la dispersion et l'exiguïté des exploitations. Il est donc légitime de considérer que le groupement des efforts constitue l'une des voies de l'amélioration de la condition paysanne. Je voudrais m'attacher ici aux formes d'association réalisées dans la culture du sol proprement dite, renvoyant à un autre chapitre l'analyse des groupes agissant au niveau de la commercialisation.

Les avantages internes et externes de l'agrandissement des unités de production sont trop bien connus pour qu'il soit nécessaire de les rappeler. Je me limiterai à souligner un point : l'augmentation de la capacité de marchandage qui en résulte soit vis-à-vis des unités en amont (approvisionnement), soit vis-à-vis de celles en aval (commercialisation). Les unités paysannes souffrent, nous l'avons vu, de la médiocrité de leur pouvoir de décision : face à la concentration industrielle et commerciale (cette dernière, en retard sur la première, tendant aujourd'hui à se développer), de telles unités, dans leur immense majorité, ne font plus le poids. La situation est-elle sans remède ?

On ne saurait trop attendre de résultats de la concentration classique. Par contre, il existe d'autres formes de rassemblement des efforts en matière agricole dont certaines au moins semblent prendre à l'heure actuelle une réelle extension. Il est possible que l'agriculture puisse trouver l'instrument d'une consolidation de ses facultés décisionnelles — notamment vis-à-vis des entreprises qui l'entourent — dans le renforcement et l'extension de ces formules. En présentant ce problème, mal connu hors de quelques cercles restreints, j'utiliserai une note de P. Nicolas, assistant à l'Institut National de la Recherche Agronomique.

L'agriculteur passe pour un être foncièrement individualiste. On doit pourtant considérer qu'il existe dans les campagnes une vieille tradition d'entraide professionnelle indépendante du régime économique et social existant. « Le paysan a toujours eu besoin du voisinage pour supporter les dures conditions de son état, écrivent J. Milhau et R. Montagne (*op. cité*, p. 317)... La plupart du temps il est à la tête d'une petite exploitation dans laquelle il doit faire face aux travaux journaliers avec la seule main-d'œuvre familiale, tantôt sous-employée, tantôt insuffisante pour faire face aux coups de feu. Aussi les besoins d'entraide ont-ils toujours été importants en milieu rural : ils représentent même des aspects essentiels des relations humaines dans les campagnes. »

Cette tradition est particulièrement forte dans le domaine des travaux exceptionnels. J. Le Bihan en a relevé plusieurs formes pour la Bretagne (*Paysans*, n° 10 février-mars 1958, p. 60 et suivantes) — entraide pour le vêlage des vaches,

le ramassage des pommes de terre, le déménagement. Le Bihan insiste particulièrement sur l'entraide de battage impliquant l'échange de travail entre les membres de l'équipe. De tels phénomènes s'observent aussi dans d'autres régions : ainsi, spécialement depuis une dizaine d'années et en fonction du coût croissant de la main-d'œuvre salariée, développement de l'entraide familiale lors des vendanges dans les villages des coteaux montpelliérains.

Il s'agit là de formules d'inspiration diverse dans laquelle entrent, en proportion variable selon les cas, aussi bien des éléments de type sentimental que des considérations d'intérêt réciproque. Les modalités mêmes en sont très variées (effet d'une coutume, rédaction d'un contrat écrit ou entente verbale, officialisation par agrément administratif). Certaines sont particulièrement ingénieuses : voir, par exemple, les expériences de « Banque du Travail » réalisées par un certain nombre de paysans désireux de s'entraider. Le principe en est qu'un service rendu ouvre un droit et un service reçu une dette, non pas envers celui qui l'a donné mais à l'égard du groupe tout entier. C'est, en gros, l'application au travail agricole du principe utilisé dans les chambres de compensation bancaire. Le fonctionnement du système exige que l'on se mette d'accord sur l'établissement d'une équivalence entre les divers services rendus.

J'ai insisté un peu sur ces phénomènes d'entraide (auxquels l'art. 20 de la loi complémentaire apporte une certaine systématisation juridique), car des techniciens y voient le fondement possible d'un développement des formules d'exploitation collective. À la suite de P. Nicolas, je distinguerai quatre séries d'agriculture de groupe.

a) utilisation en commun de machines qui prend des formes différentes selon que l'outillage considéré reste la propriété individuelle des exploitants ou est détenu en copropriété. Dans le premier cas, dont les modalités sont variées, on en reste normalement au principe de l'échange de services (exemple d'un exploitant qui travaille avec ses propres machines, chez des parents ou amis, moyennant fourniture par ceux-ci d'un autre service). La formule de la copropriété a, évidemment, pour résultat de renforcer les droits et obligations des participants à l'entreprise.

Dans cette perspective, je signalerai, spécialement, le cas des Coopératives d'Utilisation du Matériel Agricole (C. U. M. A.). Le but de ces organismes est de mettre à la disposition des agriculteurs, dont les exploitations ne pourraient en assumer seules la charge, les équipements indispensables à la production moderne : conformément à l'esprit de la coopération, la participation financière de chacun est proportionnelle à l'utilisation faite du matériel.

Les C. U. M. A. trouvent leur origine dans les syndicats de motoculture et de battage dont on relève des exemples, dès 1911, surtout dans le Bassin Parisien. En 1939, on comptait déjà plus de 3.000 syndicats de battage dont il n'existe plus aujourd'hui qu'un petit nombre, les activités économiques étant désormais assumées de préférence par les coopératives. C'est ainsi qu'à l'issue de la guerre, les C. U. M. A. prirent la relève des anciens syndicats.

Leur développement fut d'abord très rapide, les autorités ayant attribué aux coopératives une priorité pour l'obtention de tracteurs, alors matériel très rare. À la faveur de ce privilège, 10.000 C. U. M. A. furent bientôt inscrites au Ministère de l'Agriculture. Cependant, assez vite, un mouvement de reflux allait se produire qui suscita la disparition de droit ou de fait d'un grand nombre de ces organismes — spécialement de ceux fondés pour les besoins de la cause sans véritable esprit coopératif. Le retour de l'abondance, entraînant la suppression des procédures de répartition, fut naturellement l'occasion de multiples dissolutions. Mais, parmi les facteurs de disparition, on doit aussi compter l'impréparation des agriculteurs qui conduisit à des erreurs graves dans le choix des matériels et l'utilisation de ceux-ci. En 1954, il n'existait plus que 4.500 C. U. M. A., dont toutes ne fonctionnaient pas très bien.

Frappée par cet échec relatif, la Fédération Nationale de ces coopératives entreprit alors une campagne de redressement comportant notamment des sessions de perfectionnement et des démonstrations techniques ou expérimentales. Ces efforts ont porté leurs fruits puisqu'il existe, à nouveau, environ 10.000 C. U. M. A. actives qui disposent d'un parc évalué à 22-23 milliards de francs (15.000 tracteurs, 10.000 moissonneuses-batteuses, 25.000 presses ramasseuses ...). Les C. U. M. A. qui effectuent par an de 14 à 15 milliards d'anciens francs de travaux n'ont chacune qu'un nombre de participants limité (disposition destinée à renforcer chez eux le sentiment de la coopération). Selon un processus aisément compréhensible ces organismes en sont venus à s'intéresser à des travaux d'aménagement foncier et d'infrastructure rurale.

L'intervention des C. U. M. A. dans l'exploitation agricole paraît donc, désormais, solidement établie. Afin de résoudre le problème posé par l'achat des matériels à très grande capacité et donc très coûteux, on tend à créer par des procédures diverses (ainsi, association des coopératives de base) des organismes dotés de ressources plus importantes. L'institution, c'est indubitable, ne peut que faciliter, au moins au niveau où elle se situe, le regroupement des exploitations.

Mais, parallèlement à l'expansion des C. U. M. A., se sont développées des formules de conjugaison des énergies beaucoup plus simples et légères (association de fait sur simple entente verbale, achat en commun, contrat d'aide mutuelle ...). Selon certaines estimations, il y aurait eu en France dès 1959, en dehors des C. U. M. A., au moins 100.000 cas d'association pour l'utilisation collective du matériel agricole. L'expérience a montré que si la confiance est indispensable à l'essor de telles activités leur stabilité suppose l'existence d'un minimum de liens juridiques. Des commentateurs ont pu ainsi évoquer le « gigantesque effort » d'entraide suscité par le développement du machinisme dans les campagnes (voir en particulier le n° 17 de la revue *Paysans* consacré à ce thème).

b) travail en équipe sur des chantiers saisonniers étudiés et organisés. C'est la deuxième des formes de regroupement agricole que distingue P. Nicolas. Elle constitue un pas de plus que la précédente vers l'agriculture de groupe. Au lieu que

les machines, par exemple, soient utilisées successivement et individuellement par chacun des exploitants, ceux-ci constituent une équipe qui réalisera, selon un programme concerté, la totalité des opérations considérées. Le principe original de l'expérience est l'acceptation, par les participants, de la répartition des tâches.

Cette formule, qui prolonge et systématise les vieilles entreprises d'entraide professionnelle, paraît être aujourd'hui en plein développement (spécialement pour les travaux importants : ensilage, fenaison, moisson, transport et épandage du fumier, drainage, construction et réparation de bâtiments) : elle représente en quelque sorte un prolongement normal de l'utilisation en commun des machines. Malheureusement il n'existe pas d'indications statistiques sur sa fréquence d'emploi.

c) regroupement et fusion en un seul atelier permanent des secteurs homologues de plusieurs exploitations : ainsi création d'un verger commun par deux ou plusieurs cultivateurs qui conservent à titre individuel d'autres activités. Désormais nous sommes vraiment devant l'agriculture de groupe, mais la conjonction des efforts se limite à un domaine spécialisé. Cette formule se rencontre dans le secteur des productions végétales (présence de vergers et pâturages collectifs en Alsace), mais elle paraît appelée à jouer un rôle plus grand en matière animale (porcheries et poulaillers collectifs). Notons qu'en dehors de la réglementation légale (*supra*) cette méthode est la seule qui permette aux petits exploitants de résister, avec quelques chances de succès final, aux élevages industriels.

Parmi les cas d'application les mieux connus de ce système figurent diverses étables collectives (ainsi celle de Montereau, la plus souvent citée, qui, réunissant 9 agriculteurs et un vétérinaire, est prévue pour 480 vaches laitières). Bien qu'ici encore l'on manque de statistiques, il semble que les expériences en cours aient suscité de l'intérêt dans la profession et que divers projets soient actuellement en cours de préparation ou d'examen. Selon ses partisans, l'avantage de la formule serait de permettre la construction d'entreprises agricoles modernes, efficaces et dynamiques : mais les expériences déjà effectuées sont trop récentes et trop peu nombreuses pour que l'on puisse émettre à cet égard un jugement fondé.

d) association complète d'agriculteurs sur une même exploitation. Nous arrivons désormais à l'agriculture de groupe au sens plein du terme. On peut en concevoir diverses variétés : ainsi la constitution par des cultivateurs qui conservent chacun leur domaine propre d'une exploitation commune supplémentaire (notamment en vue d'accroître la rentabilité de leur matériel). L'exemple le plus pur est celui d'exploitants qui mettent en gestion collective la totalité de leurs domaines. Jusqu'à maintenant de tels groupements se sont surtout constitués entre parents mais on en voit désormais se fonder entre non parents.

Tel est le bilan que l'on peut actuellement présenter pour la France au titre de l'agriculture de groupe — les coopératives de type classique, contrairement à ce qui s'est passé pour l'approvisionnement et la commercialisation, n'ayant joué qu'un rôle très secondaire au niveau de la culture proprement dite. Il est facile de

voir qu'en termes d'adhésions de masse seule la première formule (C. U. M. A. et autres formes d'association) s'est imposée. Or si elle facilite le travail et accroît le rendement des participants, cette formule ne modifie pas substantiellement la dispersion économique de l'agriculture (réserve faite d'une action possible des C. U. M. A. sur les conditions du marché du matériel agricole). Tout compte fait la seconde formule (chantier organisé), qui connaît probablement une assez vaste expansion, relève sensiblement de la même inspiration : elle correspond davantage à un perfectionnement de l'utilisation collective des machines qu'à une mutation dans le régime de l'exploitation.

C'est seulement avec les deux dernières formules, la quatrième surtout (complète association), que l'on en arrive à la constitution d'un centre de décision disposant de facultés plus grandes que les unités composantes : mais les exemples les plus intéressants de ce mouvement restent encore, semble-t-il, des « cas ». On peut dès lors se demander si ces expériences ne résultent pas de relations ou d'affinités particulières entre les membres : ce qui ne permettrait pas d'étendre, d'emblée, à la masse des paysans les enseignements tirés de ces activités collectives.

Autrement dit, si l'agriculture de groupe peut être considérée comme la formule permettant à la paysannerie de pallier ses faiblesses intrinsèques, il reste à démontrer, par la pratique, qu'elle est susceptible de fonctionner efficacement au niveau d'exploitants moyens ayant pour seul foyer de rassemblement les difficultés supportées à titre individuel. Il faut savoir si dans de tels cas, les minoritaires accepteraient de se soumettre aux vues de la majorité — propension sans laquelle l'expérience serait inévitablement vouée à l'échec. Autrement dit est-il possible de passer réellement à l'agriculture de groupe sans intervention d'une force extérieure qui ne peut être que celle des autorités publiques ?

En application de l'art. 7 de la loi d'orientation agricole, une loi du 8 août 1962 introduit une catégorie nouvelle : les groupements agricoles d'exploitation en commun (définis comme des sociétés civiles de personnes régies par les articles 1832 et suivants du Code Civil). L'objet de ces groupes est de permettre la réalisation d'un travail en commun dans des conditions comparables à celles existant dans les exploitations de caractères familial « (alignement des conditions »). La loi prévoit que les associés doivent participer effectivement au travail commun à l'exception des cas où il leur est impossible de satisfaire à cette obligation (conjoint et héritiers d'un membre décédé, malades et infirmes, personnes âgées). Le texte stipule aussi que tout associé peut être autorisé par les autres associés ou, le cas échéant, par le tribunal à se retirer de l'association pour un motif grave et légitime. Signalons encore un point : la participation à un tel groupement ne doit pas avoir pour effet de mettre ceux des associés considérés comme chefs d'exploitation (et leur famille) dans une situation inférieure à celle des autres chefs d'exploitation pour tout ce qui concerne leur statut économique, social et fiscal.

Au total, cette loi se borne à mettre à la disposition des cultivateurs un mécanisme spécifique d'association, mais sans leur en imposer l'usage. Avant comme après ce texte, la constitution d'une agriculture de groupe est laissée à la pleine initiative des intéressés. Notons que la loi a pris soin de limiter la portée de l'expérience en déclarant que la superficie des terres dont l'exploitation intégrale est poursuivie en commun ne saurait excéder dix fois la superficie fixée pour l'exploitation individuelle viable (*supra*). L'utilisation de cette formule est donc laissée au jugement des agriculteurs eux-mêmes, aucun ne pouvant être contraint d'entrer contre son gré dans un tel groupement. Le principe de l'adhésion facultative ne subit pas de modification.

En un sens, la loi complémentaire est allée plus loin, mais sur un autre plan. Elle a prévu, au titre de l'organisation économique des marchés agricoles, la formation de groupes que nous analyserons plus tard. Or l'un des effets de ce système pourra être d'imposer, sous diverses conditions, à l'ensemble des producteurs d'une région des disciplines de production, de commercialisation, de prix... dès lors que celles-ci seraient voulues par une large majorité des intéressés. C'est en somme une tentative pour implanter dans l'agriculture la formule de l'entente obligatoire. Sans entraîner comme telle l'exploitation en commun, cette méthode aboutirait à la création d'un centre de décision collectif capable de faire prévaloir ses vues contre l'avis d'une minorité d'exploitants. Dès lors il paraît légitime de ranger ce système — qui tend à instituer dans l'agriculture un principe de réglementation professionnelle autoritaire — dans la catégorie générale de l'agriculture de groupe, ou, au moins, d'y voir un procédé connexe à cette formule.

III. PERFECTIONNEMENT DE L'ÉQUIPEMENT INTELLECTUEL.

[Retour à la table des matières](#)

Comme je l'ai signalé dans la première partie, l'équipement intellectuel de l'agriculture a fait durant longtemps l'objet d'une négligence incroyable. Depuis la fin de la dernière guerre et spécialement au cours de la période la plus récente, on s'est efforcé de combler les lacunes et de rattraper le temps perdu. J'examinerai sous cet angle, en limitant ces explications à l'essentiel, les problèmes posés par l'enseignement, la vulgarisation et la recherche.

1. Enseignement.

Dans une perspective de long terme, le point de départ de l'action à entreprendre est l'expansion et l'amélioration de l'enseignement et de la formation professionnelle. Cette question a fait l'objet d'un texte fondamental, la loi du 2 août 1960, complétée par un décret d'application du 20 juin 1961.

L'objectif de ce système est triple : permettre aux jeunes générations d'agriculteurs d'acquérir, par un enseignement de même valeur et de même niveau que celui dispensé dans les villes, les connaissances générales et la formation professionnelle nécessaires à l'exercice du métier de chef d'exploitation agricole ; former les techniciens avertis dont l'agriculture a besoin dans les exploitations et les activités connexes ; préparer les cadres supérieurs demandés par les organisations privées et services publics pour la France ou l'étranger (cas de l'assistance technique). La loi déclare, en particulier, que l'enseignement agricole s'étend à la médecine vétérinaire.

Ce système a été l'objet de vives critiques de la part des Conseils de l'Enseignement et, notamment, du Conseil Supérieur de l'Éducation Nationale. Principal motif de cette opposition qu'a fait sienne la Fédération de l'Éducation Nationale : ce texte dessaisit le Ministère de l'Éducation au profit de celui de l'Agriculture. Il prévoit en particulier la formation d'un Conseil Supérieur de l'Enseignement Agricole destiné à réaliser l'adaptation permanente de cet enseignement aux besoins du pays.

L'idée générale de ce dispositif est donc de créer un enseignement spécifique pour les jeunes ruraux, mais il a été précisé que celui-ci serait aménagé de manière à permettre à ses bénéficiaires de se rapprocher de l'enseignement général (fixation d'étapes au même niveau, aménagement d'équivalences et de passerelles, etc.). Selon un mot de M. E. Pisani à l'Assemblée Nationale, il s'agit ainsi d'assurer le « désenclavement » du jeune rural.

On prévoit que la réalisation de ce programme demandera un délai d'une dizaine d'années. Il implique, en effet, la construction ou l'agencement de nombreux bâtiments, la création de milliers d'emplois nouveaux, etc. Des crédits d'investissement (subventions et prêts) seront attribués aux établissements d'enseignement et de formation professionnels reconnus par l'État. Dans le cadre du IV^e plan (1962-65), une première tranche de 800 millions de F. a été affectée à la réalisation de cette vaste entreprise. Elle a fait l'objet d'une loi-programme en date du 4 août 1962. L'un des principaux points de la discussion de ce texte au Parlement a été celui de la répartition des crédits entre l'enseignement public et privé. On notera que le gouvernement a voulu attribuer une priorité dans les investissements à l'enseignement supérieur, le but de la réforme étant le doublement du nombre des ingénieurs, des vétérinaires et des professeurs formés chaque année.

2. Vulgarisation.

[Retour à la table des matières](#)

Elle a été définie par le décret du 2 avril 1959 qui lui a donné un statut comme « la diffusion des connaissances techniques et économiques en vue de permettre aux agriculteurs d'accroître la productivité de leurs exploitations et d'assurer le relèvement du revenu de tous ceux qui travaillent sur ces exploitations. Elle poursuit la formation professionnelle en l'adaptant au progrès des connaissances et de la technique ainsi qu'à l'évolution de la conjoncture économique ». Mais il est précisé, et c'est une innovation intéressante, que « la vulgarisation est une action de masse réalisée avec le consentement et la participation des agriculteurs ».

En réalité, ce texte ne faisait que consacrer un ensemble de pratiques résultant d'initiatives locales spontanées. Le but des promoteurs de ce mouvement était de porter à la connaissance des agriculteurs les informations leur permettant d'appliquer les meilleures techniques disponibles et d'éviter ainsi que se creuse l'écart séparant les exploitations à la pointe du progrès de la masse des cultivateurs. À la base de la vulgarisation, on trouve donc l'action conjuguée des autorités locales et des élites agricoles ouvrant l'accès du progrès aux masses paysannes par le jeu de l'association. Dans cette perspective — et sans oublier l'activité des centres de gestion, spécialisés dans la recherche de critères de rentabilité économique — je parlerai surtout des Centres d'études techniques agricoles (C. E. T. A.) et des Groupements de vulgarisation qui se préoccupent avant tout, les uns et les autres, de l'information technique.

Les premiers C. E. T. A. ont pris naissance en 1944 dans la région parisienne. D'abord lent, le développement de la formule s'est accéléré après 1955. Il existait au début de 1962 un millier de centres intéressant toutes les régions agricoles et tous les types d'entreprises. La formule est en expansion (la Commission de l'Agriculture du IV^e Plan prévoyant 1.500 centres pour 1965).

Les C. E. T. A. sont des organismes groupant un nombre limité d'agriculteurs (de l'ordre d'une quinzaine) : ils exigent donc de ceux-ci un effort technique et financier important. Leur fonctionnement repose sur trois principes : mise en commun des connaissances et expériences de chacun, les membres s'informant réciproquement de leurs succès comme de leurs échecs ; répartition du travail d'analyse selon les compétences et préférences particulières des divers adhérents ; participation à cette activité de techniciens extérieurs au groupe. Les moyens d'action de ces organismes sont variés : tenue de réunions périodiques ; expérimentation ; visite de fermes, etc.

Ces centres ont été conçus pour apporter des solutions concrètes aux difficultés des exploitants. On a pu comparer leur rôle à celui des bureaux d'études dans l'industrie. Ils permettent en particulier, grâce à l'intercommunication des résultats (journées d'études départementales et nationales), d'adapter aux exploitations des

membres les techniques utilisées dans d'autres régions ou mises au point dans des stations de recherches.

Les Groupements de vulgarisation sont des organismes de structure similaire à celle des C. E. T. A. mais d'activité moins intense et d'ambition plus modeste. Alors que les seconds n'hésitent pas à porter leur curiosité sur des techniques inconnues dans la région, les premiers se préoccupent seulement de l'adaptation aux exploitations de leurs adhérents de procédés déjà localement éprouvés. Au fond, il y a dans l'activité des centres un certain effort de recherche tandis que les groupements sont de simples organes de vulgarisation.

On compte actuellement environ 900 groupements, chacun étant constitué de 50 à 100 agriculteurs. Prévisions de la Commission de l'Agriculture du IV^e Plan pour 1965 : 2.000 groupes avec un effectif moyen de 150 agriculteurs.

La vulgarisation est une œuvre difficile. Comme l'écrit L. Leroy (*Exode ou mise en valeur des campagnes*, op. cité, p. 222), « elle doit être extrêmement souple et convaincante et non dirigiste, être prudente et non péremptoire, être l'œuvre tenace d'une longue patience ». Mais cette activité exige aussi un apport de connaissances techniques : la Commission du IV^e Plan envisage pour 1965 la présence de 300 ingénieurs auprès des C. E. T. A. et de 800 conseillers agricoles professionnels auprès des Groupements de vulgarisation.

Un tel effort serait particulièrement utile dans les zones déprimées où il se trouve freiné par de nombreux obstacles : la faiblesse de la fertilité des terres rend plus difficile l'exécution d'investissements rentables ; les exploitations sont en général petites ; le niveau de vie des agriculteurs est médiocre ; les élites agricoles, peu nombreuses, ne se manifestent pas.

Les pouvoirs publics s'intéressent à cette œuvre et lui apportent un concours financier. Malheureusement cette aide reste inférieure aux besoins. Il serait souhaitable que la dotation du Fonds National de la Vulgarisation du Progrès Agricole fasse l'objet d'améliorations substantielles.

3. Recherche.

[Retour à la table des matières](#)

L'expansion de la recherche agronomique — qui commande finalement la valeur de l'enseignement et des activités de vulgarisation — est tenue, à juste titre, pour l'un des impératifs premiers d'une politique de modernisation agricole. C'est devenu un lieu commun que d'en affirmer la nécessité.

À la veille de la dernière guerre, la recherche agronomique française de type public était répartie entre plusieurs Directions du Ministère de l'Agriculture, ses moyens demeurant d'ailleurs extrêmement modestes. Il fallut attendre la loi du 18 mai 1946 créant l'Institut National de la Recherche Agronomique (I. N. R. A.) pour que cette recherche soit dotée d'une organisation logique et moderne. Le personnel

et les moyens de l'Institut sont répartis entre des établissements de nature et d'importance fort diverses (centres nationaux où est réalisée une forte concentration d'équipement intellectuel et qui jouent le rôle de *leaders* scientifiques ; centres régionaux groupant des stations et laboratoires de disciplines différentes et dont le travail est plus particulièrement axé sur les problèmes intéressant leur ressort ; centres ou stations spécialisés dont l'activité est orientée soit sur un groupe déterminé de productions, soit sur des questions relatives à une petite région).

Au cours des dernières années, l'Institut a reçu de nouvelles missions. Un décret du 20 mai 1955 l'a chargé de « tous travaux de recherche portant... sur la rentabilité des techniques et des systèmes d'exploitation » — décision qui a entraîné la création de laboratoires d'économie rurale. De même cet organisme s'est vu rattacher la recherche vétérinaire. Parmi ses secteurs en développement figure l'analyse de la conservation et de la transformation des produits agricoles. J'ai déjà indiqué qu'à l'époque récente les moyens de l'I. N. R. A. avaient fait l'objet d'une augmentation substantielle.

Je signalerai enfin qu'en application d'un décret du 11 avril 1959, l'I. N. R. A. dispose d'un service d'application de la recherche dont le rôle est d'établir la liaison entre les stations de recherche et les activités de diffusion du progrès. Exemple d'intervention typique de ce service : constitution d'équipes d'ingénieurs spécialisés qui s'appuyant sur des fermes expérimentales ou des groupes du type C. E. T. A. s'attachent à réaliser l'adaptation aux conditions régionales des découvertes de la recherche et, à l'inverse, exposent aux chercheurs les problèmes pratiques qui se posent aux cultivateurs.

Cependant la compétence de l'I. N. R. A. ne s'étend pas à tous les domaines scientifiques intéressant l'agriculture. C'est ainsi que la Direction Générale du Génie Rural dispose de deux centres de recherches (le Centre d'étude et d'essai du machinisme agricole et le Centre de recherches et d'expérimentation du Génie Rural : ces centres étudient surtout la mécanisation de l'exploitation, les problèmes d'irrigation et les constructions rurales). Ne relèvent pas non plus de l'I. N. R. A. les recherches forestières et piscicoles, celles relatives à la culture du tabac, le laboratoire de la répression des fraudes, etc. À défaut de relations organiques, il existe entre les divers compartiments de la recherche agronomique publique des rapports de travail plus ou moins développés selon les cas.

Il faut enfin mentionner l'existence d'une recherche privée. Et d'abord celle menée par les industries qui fournissent à l'agriculture des produits spécifiques (établissements de sélection, industrie des engrais et des antiparasitaires ...). Je citerai également les travaux réalisés par les services techniques de divers organismes professionnels très souvent en liaison avec l'I. N. R. A. (Association Générale des Producteurs de Blé, Institut technique de la Betterave Industrielle, Fédération Nationale Ovine, etc.). À ce niveau, les activités de recherche (études et expérimentations) sont affectées d'une grande dispersion.

Pendant longtemps, la recherche agronomique officielle, faute de moyens suffisants, s'est concentrée sur un petit nombre de sujets traditionnels (étude des sols et de leur fertilisation ; lutte contre les maladies, parasites et ravageurs des cultures les plus importantes ; œnologie ; amélioration des céréales et de la pomme de terre ... Disposant de moyens plus importants, cette recherche a pu diversifier ses sujets d'étude, se consacrant à la fois à des problèmes en profondeur et à des questions d'actualité. Au titre des recherches fondamentales, on peut mentionner, à titre indicatif, des travaux de physiologie végétale et animale, de bioclimatologie, de biochimie des matières premières fournies par l'agriculture, de génétique et de nutrition végétale et animale, etc. Dans l'ordre des applications, je rappellerai les nombreux efforts de perfectionnement des productions animales accomplis depuis 1944, que ces travaux aient porté sur l'amélioration du matériel végétal (création de nouvelles variétés d'espèces fourragères, amélioration des méthodes d'exploitation des prairies artificielles ...) ou sur la production animale elle-même (techniques d'insémination artificielle, épreuves de descendance chez les bovins et les porcins, création de souches améliorées de volailles ...).

Cependant, pour que la recherche trouve sa pleine efficacité, il faut, comme le note J. Bustarret, auquel nous avons emprunté beaucoup des exemples cités dans cette rubrique (*Économie Rurale*, 39-40, pp. 179-183), que les améliorations obtenues en laboratoire soient l'objet d'une évaluation économique correcte et reçoivent toute la diffusion nécessaire, ce qui nous ramène à l'organisation de l'enseignement et de la vulgarisation.

Considéré comme un tout, l'équipement intellectuel de l'agriculture a fait l'objet de perfectionnements considérables. Cependant, le retard pris dans tous les domaines était si grand que ces efforts devront être encore accrus si l'on veut assurer à la paysannerie la possibilité de tirer le parti maximum de ses ressources humaines et naturelles. Il est nécessaire d'admettre une fois pour toutes que la recherche fondamentale a les mêmes vertus et prend la même urgence dans la branche agricole que dans le secteur industriel.

En définitive, la recherche de l'efficacité, sous ses divers aspects, exige de nombreuses et vastes interventions des groupements professionnels et des autorités publiques. Mais, finalement, la réalisation du programme de modernisation dépend des producteurs eux-mêmes. On dit volontiers que l'accroissement de l'efficacité agricole conditionne la rénovation des campagnes et l'amélioration de la condition paysanne. Cette affirmation est vraie sous une réserve (capitale pour les agricultures de type excédentaire) : que la production réalisée de ce fait trouve des débouchés suffisants. C'est un tout autre problème qu'il convient maintenant d'examiner.

CHAPITRE XI

L'ÉLARGISSEMENT DES DÉBOUCHÉS

[Retour à la table des matières](#)

L'accroissement de l'efficacité entraîne normalement une extension de l'offre que, compte-tenu de sa structure, l'agriculture ne parvient pas à contrôler. Cette situation s'affirme même quand le processus d'amélioration s'accompagne d'une baisse drastique des effectifs utilisés : l'obligation de trouver des débouchés à une production croissante est, évidemment, le point le plus faible des thèses revendiquant la sauvegarde, à son niveau actuel, du potentiel humain agricole.

« Trop de blé, trop d'orge, de maïs, de viande, de lait, de sucre, d'artichauts, de pommes et bientôt trop de choux-fleurs... Encouragés à produire par des planificateurs optimistes, les agriculteurs s'aperçoivent aujourd'hui — et alors même que, dans beaucoup de cas, ils n'ont pas atteint les objectifs fixés — qu'ils ne savent que faire de leur production », pouvait écrire il y a quelque temps un commentateur de la vie agricole (F. H. de Virieu, *Le Monde*, 27 janvier 1961, p. 14). D'où, ajoute-t-il, la « panique des comptables » à l'idée des sommes nécessaires au soutien des cours de tous ces produits.

La question passe désormais au premier plan des préoccupations des dirigeants responsables, politiques et professionnels. « Il n'y a pas de solution aux problèmes agricoles français à l'intérieur des frontières de France », déclare le Ministre de l'Agriculture (*Le Monde*, 17-18 septembre 1961, p. 7). Tenant leur congrès au mois de juillet 1961, les producteurs de blé s'inquiètent de l'écoulement des excédents futurs et s'aperçoivent que l'opération exigera une dure bataille sur le marché mondial, les grands pays exportateurs traditionnels (États-Unis, Canada, Australie, Argentine, n'entendant pas se laisser évincer des positions acquises, en particulier sur le marché européen). Or, de plus en plus, le revenu des producteurs de céréales va dépendre des possibilités d'exportation (*Le Monde*, 7 juillet 1961). De façon plus générale, les professionnels pensent qu'il faut trouver des débouchés supplémentaires pour une fraction de la production : si cet objectif n'est pas réalisé, l'agriculture sera condamnée à l'étouffement dans un cadre trop étroit, eu égard à ses possibilités.

Ces convergences — dont il eût été facile de multiplier les expressions — sont significatives. Les experts du plan estiment que, dans l'état actuel des choses, l'expansion de la production est « inéluctable » quels que puissent être les ravages passagers causés par les parasites, les pluies ou les sécheresses. Globalement, il est prévu que d'ici 1965 cet accroissement sera de 30% par rapport au niveau atteint durant l'année 1959.

Plusieurs séries de raisons sont à l'origine de cet état de choses l'irréversibilité du progrès technique et l'extension par les vulgarisateurs de son champ d'application ; l'accroissement des frais fixes des exploitants (mécanisation) qui sont, dès lors, obligés d'augmenter leur production, notamment pour honorer les engagements souscrits (aggravation de l'endettement) ; l'accession au marché d'une partie de plus en plus considérable des exploitations et la volonté des jeunes paysans d'améliorer substantiellement leur niveau de vie. Un facteur accuse la portée de ces observations : les exploitations de type familial disposent encore d'une marge importante de progrès.

Tout en acceptant le principe de cet accroissement — dans lequel elles voient la condition d'une amélioration durable du revenu agricole — les autorités économiques s'efforcent d'en orienter le cours. L'idéal serait de faire cadrer la « production probable » avec l'« objectif », c'est-à-dire le volume de production souhaitable. Or, en de nombreux cas, il n'en peut être ainsi. Compte tenu des caractéristiques du travail agricole, on comprend sans difficulté que les niveaux fixés puissent ne pas être atteints. Mais il faut également noter, et c'est un point fondamental de la situation paysanne, que dans certains pays, les dirigeants responsables sont également impuissants à bloquer certains accroissements tenus pour indésirables, au sens où la production présente dépasse déjà les besoins solvables.

C'est actuellement le cas en France pour plusieurs secteurs de l'agriculture (céréales ; fruits et légumes ; produits laitiers). Soit, par exemple, le blé tendre. Le volume de la production prévisible pour 1965 est estimée à 126 millions de quintaux, niveau correspondant à une commercialisation de l'ordre de 90 millions de q. ; or, compte tenu des besoins du marché intérieur et d'un certain montant d'exportation, l'objectif de la production commercialisable pourrait être fixé indicativement à 68 millions seulement. Cette situation montre que la capacité des autorités d'assurer le contrôle global de l'offre — dont on sait qu'il échappe aux exploitants eux-mêmes — est affectée de sérieuses limites.

L'augmentation de la production pose le problème de l'expansion des débouchés. Certes, la consommation intérieure ira s'amplifiant (augmentation de la population ; accroissement des revenus disponibles du fait de l'expansion ...) mais cette hausse sera trop faible pour compenser l'élévation du rythme de la production. La France, calamités agricoles mises à part, semble donc entrée à titre définitif dans le groupe restreint des pays pour lesquels l'exportation d'articles alimentaires est une nécessité inéluctable. Bien plus, elle risque, pour certaines branches, de se trouver aux prises avec des excédents durables.

Dans le rapport de sa cinquième session (1949) la Conférence de la F. A. O. a défini le terme « excédent » comme s'appliquant « aux disponibilités de produits alimentaires pour lesquels il n'y a aucune demande effective au niveau actuel des prix, sur la base du paiement dans la monnaie du pays producteur ». Cette définition a fait l'objet de plusieurs critiques (voir l'étude de Gerda Blau, *Écoulement des excédents agricoles*, F. A. O. 1954). Elle présente pourtant l'avantage d'appeler l'attention sur l'importance de la demande solvable. Elle suggère aussi que l'on peut tenter de résoudre le problème sur la base des besoins sociaux en supprimant, d'une manière ou d'une autre, les obstacles nés de l'absence ou de l'insuffisance de la solvabilité.

Tels sont les deux angles sous lesquels je voudrais analyser le problème de l'élargissement des débouchés. Sur la base des résultats acquis, j'esquisserai ensuite le principe du conflit qui se manifeste actuellement entre les pays du monde occidental.

Avant d'entreprendre ces analyses je voudrais souligner la part qu'ont occupée dans le revenu agricole français de 1961 les divers groupes de denrée.

Les produits animaux représentent à peine moins des deux tiers de ce revenu (63-64%) : ce sont, par ordre d'importance, la viande (33%), le lait et les produits laitiers (20%), les volailles et les œufs (10,5%). Du côté des produits végétaux, le blé et le vin viennent en tête (respectivement 8,5 et 8%), suivis des légumes (6,5%), des betteraves industrielles (3%), des fruits (2,5%), des pommes de terre (20%), le solde allant à des produits variés.

Retenons-en l'importance de la viande, produit vedette qui assure à lui seul le 1/3 des revenus agricoles : or c'est un secteur pour lequel l'économie française dispose d'amples perspectives d'expansion.

I. L'ÉLARGISSEMENT DES DÉBOUCHÉS SUR LA BASE DE LA DEMANDE SOLVABLE.

[Retour à la table des matières](#)

J'étudierai successivement la demande intérieure, les exportations et le Marché Commun Agricole. Il existe des perspectives d'expansion sous chacun de ces trois aspects mais elles n'entreront dans les faits qu'au prix d'importants efforts dont il serait dangereux de sous-estimer les difficultés.

1. Demande intérieure.

Son augmentation d'ici à 1965 dépend principalement de deux variables : l'accroissement démographique (évalué à 4,8%) et l'augmentation du pouvoir d'achat (estimé à 29%). Sur ces bases et, en raison de la faible élasticité de la consommation alimentaire, le IV^e Plan ne croit pouvoir escompter qu'une augmentation de 21% de celle-ci. Les experts ont d'ailleurs suggéré diverses mesures en vue de faciliter la réalisation de cet objectif : propagande active en faveur d'articles tels que lait, crèmes glacées, fruits, œufs et volailles, produits surgelés ; fourniture de beurre, à des prix préférentiels aux collectivités publiques, armée, cantines, hôpitaux ; distribution de lait dans les écoles ; mise en place d'un programme de distribution gratuite en faveur des économiquement faibles et des vieillards. Plusieurs de ces suggestions relèvent de l'effort social (*infra*).

L'évolution de la demande intérieure est directement commandée par les coefficients d'élasticité de la dépense alimentaire.

J'ai déjà suffisamment insisté sur ces problèmes pour n'avoir pas à y revenir ici. Je me bornerai à rappeler l'existence de deux types d'élasticité : l'élasticité-revenu et l'élasticité-prix, la seconde semblant offrir de moins bonnes perspectives que la première aux producteurs. Le fait demeure pourtant que dans un pays comme la France les divers besoins alimentaires sont inégalement saturés. Dès lors, il est vraisemblable que la baisse des cours de certaines denrées permettrait d'en stimuler l'acquisition (diverses viandes, plusieurs variétés de fruits, quelques primeurs ...). Une telle réduction est-elle concevable ?

Par suite de l'évolution du rapport prix industriels — prix agricoles, il est difficile d'envisager qu'une semblable diminution puisse intervenir au stade de la production (*supra*). À l'inverse, des économies pourraient être faites dans le secteur de la distribution si un effort suffisant, qui soulèverait de vives difficultés politiques, était accompli en vue de lui ôter ses aspects spéculatifs et parasitaires. L'expérience conseille de ne pas attendre pour l'immédiat de trop grands résultats de ces opérations dont, de toute manière, une partie du bénéfice devrait revenir aux consommateurs eux-mêmes.

Restent les perspectives ouvertes par l'accroissement du pouvoir d'achat global. On en espère une élévation assez substantielle de la dépense alimentaire. Mais cette hausse doit normalement jouer au bénéfice des « calories chères » (principe du transfert qualitatif) et risque de profiter, en une très large mesure, aux activités de type industriel situées en aval des unités paysannes. L'exemple des États-Unis ne laisse pas de doute sur la faiblesse des avantages que retirent les paysans de ces transformations dans les habitudes alimentaires. Les agriculteurs n'arriveront à renverser ce courant que s'ils savent et peuvent réaliser l'intégration verticale descendante : c'est une entreprise difficile (*infra*).

Une telle situation serait-elle substantiellement altérée en cas d'une redistribution du revenu national au profit des couches sociales les plus défavorisées ? On l'affirme couramment en s'appuyant sur la forte élasticité alimentaire des catégories à bas revenus. L'affirmation est plausible mais jusqu'à présent les expériences de redistribution ont conservé une portée très limitée. Au surplus le IV^e Plan a été construit sur l'hypothèse du maintien de la hiérarchie actuelle des revenus dont, pourtant, le caractère profondément inégalitaire est connu. Réserve faite d'un effort éventuel en faveur de couches iniquement traitées par la société, comme les personnes âgées, il ne semble pas y avoir beaucoup à anticiper de ce facteur dans les années à venir.

Dès lors, la conquête de débouchés suffisants au titre de nombreux produits, et spécialement de quelques grandes productions de base, paraît effectivement liée à l'exportation. La Commission de l'Agriculture du Commissariat au Plan situe exactement le problème en écrivant que celle-ci « après avoir été jugée comme un élément accessoire de la politique agricole, c'est-à-dire de l'équilibre entre l'offre et la demande intérieure et de l'augmentation du revenu agricole... est (devenue) la pièce maîtresse du IV^e Plan ». Quels sont les termes de ce problème ?

2. Débouchés extérieurs.

[Retour à la table des matières](#)

De tout temps les États, du moins la plupart d'entre eux, ont fait de la protection de la production indigène un principe de leur action agricole. Bien des motifs expliquent cette attitude et qui ne sont pas nécessairement liés à l'efficacité économique (ainsi, la crainte de la puissance électorale des cultivateurs ou encore le souci de sauvegarder la paysannerie comme facteur de stabilité sociale et comme base de l'armature militaire du pays). En termes plus généraux, on a pu juger que le fait de réserver à l'agriculture le marché national, ou de le lui attribuer en priorité, représentait une sorte de contre-partie à la pression sans cesse exercée sur elle par l'industrie désireuse que son personnel soit nourri à bon compte. À notre époque, un nouveau souci prévaut chez les pays relativement déficitaires : celui d'améliorer le taux de couverture national des besoins alimentaires (les pays importateurs ayant pu apprécier la fragilité des liaisons internationales en période d'hostilités).

Toutes ces préoccupations, successives ou simultanées peu importe, ont entraîné l'établissement d'un lourd protectionnisme agricole aux aspects très divers mais convergents : droits de douane, contingentements, réglementations sanitaires, concentration du commerce extérieur agricole aux mains d'organismes d'État (technique fort utilisée par l'Allemagne de Bonn dont le libéralisme de façade s'accommode parfaitement d'interventions autoritaires dans la vie économique). Certes, depuis la fin de la dernière guerre, l'ampleur et la virulence de ces dispositifs protectionnistes ont subi quelques atténuations. On notera, d'ailleurs

sans étonnement, que les États se sont efforcés à plusieurs reprises de reprendre d'une main ce qu'ils avaient consenti de l'autre : ainsi, au fur et à mesure de l'abaissement des barrières douanières dans le Marché Commun, l'Allemagne a-t-elle su trouver des dispositions sanitaires et des procédures administratives lui permettant de limiter l'entrée des produits français sur son territoire.

Autre élément défavorable aux exportations : la concurrence effrénée que se font entre eux les pays excédentaires pour assurer le placement de leurs surplus. La nécessité de vendre aux prix mondiaux (et, parfois, au-dessous pour emporter de gros marchés) oblige les pays dont les prix se situent à des niveaux supérieurs à supporter la différence en mettant la charge au compte du consommateur national (péréquation) et, plus fréquemment, du contribuable (subvention). C'est en somme un véritable *dumping* dont les conditions réelles ne sont pas toujours divulguées au grand public. Celui-ci pourtant devrait mieux savoir que telles opérations présentées comme des succès (ainsi de récentes livraisons de blé à la Chine, à la Roumanie, à la Hongrie ou à la Norvège) ont, en réalité, entraîné de lourdes charges pour le Trésor Public, celui-ci soldant tout ou partie de la différence entre le prix de revient du produit et celui offert par les acheteurs.

Comme l'exprime en termes imagés F.-H. de Virieu, chaque fois qu'un wagon de beurre franchit la frontière, il perd la moitié de sa valeur, le contribuable étant appelé à solder l'écart entre le prix payé au fabricant et le cours pratiqué sur les marchés étrangers. Soulignons d'emblée que la France n'est pas un cas isolé. En 1960-61 les États-Unis ont dépensé quelque 300 millions de dollars pour subventionner leurs exportations de blé et de coton.

De telles pratiques, en dépit de toutes les réglementations internationales, sont courantes en matière d'exportations alimentaires : elles ont une étrange conséquence qui est de faire subventionner le pays importateur par le pays exportateur. Or, les seuls clients importants du marché mondial — auquel le Tiers-Monde n'accède guère comme acheteur — sont les pays industrialisés à agriculture déficitaire parmi lesquels l'Allemagne et la Grande-Bretagne (cette dernière important encore plus de 50% de sa consommation alimentaire). On a pu ainsi avancer que les Britanniques bénéficiaient en fait d'une subvention occulte de plusieurs milliards de F. par an en provenance des pays exportateurs de denrées agricoles. Situation déjà incohérente quand l'exportateur est un pays industriel qui facilite ainsi la concurrence livrée à ses propres usines : mais le comble de l'absurde est atteint quand le vendeur appartient au groupe des pays sous-développés, obligé de s'aligner sur les pratiques des États riches.

J. Duhamel, Directeur Général du Centre National du Commerce Extérieur, a écrit de l'exportation agricole qu'elle était « nécessaire », « possible » et « difficile » (*La Nef*, juillet-septembre 1962, pp. 104-114). Le premier point est, compte tenu de l'évolution agricole, hors de discussion : à moins de régresser, l'agriculture française ne peut plus se passer de vendre à l'étranger. Le troisième terme ne semble pas laisser place à la contestation et cela d'autant plus qu'en dehors des obstacles exceptionnels déjà mentionnés, il faut compter avec la lutte

commerciale ordinaire qui implique et exige de nombreuses opérations (groupement des livraisons, homogénéisation des lots, normalisation des produits, garantie de qualité ...) sur plusieurs desquelles je reviendrai dans la suite de ce livre. En réalité le vrai problème est de savoir si l'exportation est « possible », du moins dans des conditions qui n'en fassent pas une charge trop lourde pour le pays vendeur.

Les prévisions du commerce extérieur des produits agricoles faites par le IV^e Plan, non sans optimisme (on y a vu un pari), s'établissent comme suit (en millions de F.) :

	Zone Franc			Étranger			Ensemble		
	1959	Indice	1965	1959	Indice	1965	1959	Indice	1965
	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Importations	4649	113	5253	2712	125	3402	7361	117,5	8655
Exportations	1544	141	2171	2348	205	4810	3892	180	6981
Solde	-3105		-3082	-364		+1408	-3469		-1674

Pour la zone franc, les experts ont travaillé sur l'hypothèse d'une consolidation des échanges agricoles entre les membres — situation impliquant préférence réciproque sinon sur les prix du moins sur les quantités. Le programme continue d'accepter un gros déficit avec ces pays (achats par la France de fruits et légumes, café, cacao, oléagineux et huiles alimentaires, etc.). Cependant, on essaie de compenser le développement prévu des importations par une expansion sensible des ventes.

Il est difficile d'apprécier à l'avance la validité de cette prévision. Les échanges de l'ex-Métropole avec ces pays sont, politiquement, plus exposés que par le passé (efforts accomplis par les Américains pour placer en Afrique leurs surplus agricoles) : jusqu'à présent, pourtant, l'essentiel des positions commerciales anciennes a été maintenu. Facteurs de consolidation : l'ampleur de l'aide financière accordée à ces pays ; l'importance des achats, assez souvent en quantités garanties, que la France y effectue...

Au total les marchés de la zone franc ne sont pas indemnes d'éléments de fragilité et d'incertitude : mais, pour les prochaines années, il semble que le raisonnement des experts ne soit pas incorrect dans son principe.

C'est par rapport aux pays étrangers ordinaires que le changement est le plus grand. Le programme implique un renversement de la balance alimentaire qui, encore déficitaire en 1959, devrait devenir franchement excédentaire pour 1965. Il postule un accroissement considérable des ventes de céréales, viandes et produits laitiers — augmentation liée à une politique de stockage permettant d'amortir les effets des aléas climatiques. Compte tenu de l'encombrement des marchés agricoles, qui sera désireux et capable d'acquiescer ces produits ?

Si l'on met à part les États du Tiers-Monde qui ne disposent pas, normalement, des moyens financiers indispensables, ainsi que ceux de la zone franc pour lesquels continue d'exister un système particulier de relations, il reste l'U. R. S. S. et l'Europe Orientale d'une part, les pays industrialisés d'Europe Occidentale de l'autre.

Le commerce Est-Ouest des produits agricoles est relativement peu important. Comme le montrent les travaux de la Commission Économique pour l'Europe, la part de ces produits dans les exportations totales est en moyenne bien plus grande chez les pays d'Europe Orientale que chez ceux d'Europe Occidentale. Cependant plusieurs pays communistes ont besoin de denrées alimentaires étrangères mais, réserve faite de circonstances exceptionnelles, leur commerce est organisé selon la norme de l'équilibre bilatéral : on ne peut leur vendre qu'en leur achetant. Or, à l'exception du pétrole — dont, pour des raisons diverses (parmi lesquelles la pression des grands trusts internationaux et des États qui les appuient), il n'est pas possible d'acheter de fortes quantités aux pays communistes — ces États n'ont pas énormément d'articles à vendre qui soient susceptibles d'intéresser l'économie française. On se trouve donc conduit à l'idée que le principal débouché agricole de la France devrait se situer chez ses plus proches voisins et tout spécialement chez ses associés de la C. E. E.

Cette constatation ne doit pas conduire à négliger les autres marchés, même d'importance secondaire. Pourtant, le destin de l'agriculture française est subordonné à la clientèle qu'elle parviendra à s'assurer dans un tout petit nombre de pays. Une seule donnée suffit à illustrer le caractère quasiment inéluctable de cette dépendance : absorbant le tiers du total des importations agricoles mondiales, les six pays du Marché Commun constituent ensemble le plus grand importateur mondial de produits agricoles. En 1957, leur pourcentage dans ce commerce d'importation était de 44 pour les huiles et graisses, 30 pour les fruits et légumes, 27 pour les céréales, 24 pour les produits laitiers, 14 pour les viandes, 12 pour le sucre. La Grande-Bretagne recevant environ le cinquième des importations mondiales, on s'aperçoit que sept pays à eux seuls comptent pour plus de la moitié dans le commerce mondial d'importation des produits de la terre.

À première vue, la proximité géographique d'un tel bloc de clients potentiels semble constituer pour l'agriculture française une chance de premier ordre. Cependant cet énorme marché, l'on s'en doute, fait l'objet d'une lutte sévère dans laquelle les producteurs d'outre-mer à bas prix de revient bénéficient de chances exceptionnelles. Les efforts de modernisation accomplis au cours des dernières années ont certainement atténué le handicap des paysans français dû, en une large mesure, à des conditions d'exploitations déficientes. Mais la part de la France dans l'approvisionnement de cet ensemble géographique reste faible. Voici, selon des indications fournies par J. Duhamel (*op. cité*, p. 109), le pourcentage revenant à ce pays dans les importations agricoles et alimentaires de ses voisins :

	Alimentation	Boisson et tabac
Suisse	11,8	21
Belgique	6,4	24
Italie	5,3	—
Allemagne	5	18
Pays-Bas	2,4	4
Grande-Bretagne	1,2	9

Il n'est pas sans intérêt de noter que pour les États-Unis les pourcentages sont de 0,3 (alimentation) et 8 (boissons et tabacs).

Au total, ces chiffres restent très faibles et contrastent avec le dynamisme manifesté par les agricultures danoise, italienne et néerlandaise dans cette même région. La mise en route du Marché Commun agricole — jointe aux transformations en cours — n'est-elle pas de nature à transformer profondément la situation ?

3. Marché Commun Agricole.

[Retour à la table des matières](#)

Observant que la France dispose à elle seule de 50% de la surface agricole utile de la C. E. E., d'aucuns, et pas seulement chez les agriculteurs, en ont déduit qu'elle pourrait constituer l'usine agricole de ce puissant complexe humain. Ce sentiment a été renforcé par la conclusion, en date du 14 janvier 1962, d'un accord général assorti de décisions spécifiques qui marque la date de naissance de la Communauté agricole. Sans témoigner d'un pessimisme qui serait critiquable, je voudrais souligner les facteurs susceptibles d'empêcher ou de compromettre la réalisation de ce souhait. Même si elle ne parvient pas à s'assurer la totalité des avantages escomptés, je crois pourtant que, sous certaines conditions, l'agriculture française peut tirer un très large bénéfice du Traité de Rome.

La réalisation du Marché Commun Agricole constitue l'application à un secteur particulier de l'activité économique des idéaux et principes qui gouvernent l'ensemble de la construction européenne. Le but de l'opération est donc l'établissement d'un marché unique sur lequel les produits agricoles, en provenance des membres, circuleront dans des conditions analogues à celles qui existent aujourd'hui sur un marché national. Les divers systèmes étatiques de protection douanière seront remplacés par un régime de protection de l'agriculture européenne installé aux frontières de la Communauté. Autre fait spécifique : le financement de l'exportation des surplus agricoles écoulés au cours mondial vers

les pays ne faisant pas partie de la C. E. E. sera assuré sur une base communautaire (rôle du Fonds Européen d'Orientation et de Garantie).

Un mot des modalités de protection : elles reposent, à l'exclusion de toute restriction quantitative, sur la technique du prélèvement. Il s'agit en réalité d'une taxe de compensation d'un montant variable qui est perçue aux frontières et calculée de façon à hausser le prix du produit importé au niveau de celui payé pour le produit national. En somme, il s'agit d'amener par ce moyen le prix de l'objet importé, si bas soit-il, jusqu'à un niveau égal ou légèrement supérieur au prix pratiqué dans le pays importateur. On en distingue deux sortes : prélèvements au titre des échanges intra-communautaires durant la phase transitoire (*infra*), leur montant diminuant jusqu'à élimination complète ; prélèvements de nature permanente au titre des échanges entre les pays tiers et les États membres.

Jusqu'à présent, les diverses agricultures — celles des six membres ou d'autres pays (voir, par exemple, le cas de la Grande-Bretagne) — ont été organisées et gérées de manière plus particulariste que les autres branches de l'activité économique. Dès lors, on se trouvait à Bruxelles en présence de systèmes agricoles présentant, d'un cas à l'autre, des différences considérables (notamment sous l'angle du mode de fixation et du niveau des prix). On a donc décidé que le Marché Commun Agricole n'entrerait en application que progressivement au cours d'une période préparatoire de sept ans et demi (1^{er} juillet 1962-31 décembre 1969). Cette phase permettra d'écarter peu à peu les obstacles s'opposant à la création d'un marché unique et, spécialement, la disparité des prix. Dans la plupart des cas, le rapprochement de ceux-ci, qui s'effectuera de campagne en campagne, résultera de l'ouverture graduelle des frontières à l'intérieur de la Communauté. Au départ, les agriculteurs français espéraient que le niveau final s'établirait entre les prix français (dans l'ensemble les moins élevés d'Europe) et les prix allemands, les plus hauts. Il semble que l'on s'oriente vers un niveau plus bas afin de ne pas donner à la production un encouragement excessif susceptible de provoquer de gros excédents. Une très forte pression internationale s'exerce en ce sens (*infra*).

En exécution de ce programme, une réglementation communautaire est entrée en vigueur dès le 1^{er} juillet 1962 pour un certain nombre de produits (céréales, viande de porc, œufs, volailles, fruits, légumes et vin), sur lesquels portent environ 47% des échanges intracommunautaires. Une deuxième série d'articles (produits laitiers, riz et viande de bœuf) aurait dû entrer dans le cycle en date du 1^{er} avril 1963. De même, on espérait y joindre le sucre à compter du 1^{er} septembre de cette même année. Ainsi a pris le départ une expérience capitale — actuellement ralentie — à laquelle il est difficile de trouver un précédent.

Je ne saurais entrer ici dans l'exposé de cette réglementation assez complexe. Il est en tout cas facile de saisir les raisons qui ont poussé (« forcé » serait probablement plus exact) le gouvernement français à témoigner vis-à-vis de ses partenaires d'un dynamisme particulier et, à l'occasion, de quelque intransigeance : obligé d'envisager l'écoulement d'une production agricole croissante, il espère trouver dans la Communauté l'ouverture de nouveaux débouchés pour ses paysans

et, aussi, un appui pour le placement des surplus qui n'auraient pu être vendus dans le Marché Commun. Cette aide (que des commentateurs n'ont pas craint de présenter comme une « planche de salut » pour les finances publiques françaises) doit être en principe financée au moyen des prélèvements perçus sur les achats effectués par les membres auprès du pays tiers.

L'ampleur que prendra ce double avantage ne peut encore faire l'objet d'une quelconque détermination. Les textes déjà adoptés comportent assez d'imprécisions et de lacunes pour qu'il reste possible, selon les lignes de force qui s'établiront entre les membres, de les infléchir dans un sens ou dans l'autre. C'est tout particulièrement le cas à propos de la responsabilité communautaire de l'écoulement des excédents dont la valeur dépendra, à la fois, du système choisi pour l'approvisionnement du Fonds Européen et de l'ampleur des acquisitions extra-communautaires. Un tel financement devant se contracter si la Communauté tendait à satisfaire elle-même ses propres besoins, il y a donc quelque incompatibilité entre les deux objectifs visés par la France. L'affaire est en définitive d'autant plus importante que les gouvernements nationaux vont, peu à peu, perdre leur autonomie — qui est déjà entamée — dans l'ordre de la politique agricole.

Les avantages du marché commun agricole, bien qu'on l'oublie souvent, ne sont pas au surplus sans contrepartie. Capable d'exercer des actions offensives (par exemple dans le domaine de la viande de bœuf), l'agriculture française sera, en plusieurs de ses secteurs, soumise à une rude concurrence (hollandaise et italienne en particulier). Sans tenter une analyse prospective, je voudrais identifier les forces capables de réduire les avantages escomptés ou, au moins, désireuses de le faire.

Pour des raisons dites, la France joue la solution communautaire : ne disposant pas de cartes de rechange, elle attend que ses partenaires lui assurent un traitement préférentiel dans leurs achats extérieurs. Mais l'Allemagne n'a pas la même propension pour deux raisons quelque peu contradictoires. En premier lieu, ce pays possède une agriculture inégalement efficiente qu'il voudrait protéger — spécialement dans le secteur du blé — contre les entreprises des producteurs plus puissants et dynamiques que l'on trouve en certaines régions de la Communauté (par exemple exploitations céréalières du nord de la France). D'un autre côté, l'Allemagne est finalement « importateur net » : elle redoute d'avoir à payer plus cher pour la nourriture de ses ouvriers en achetant les approvisionnements nécessaires à des fournisseurs européens et elle craint de perdre des débouchés industriels en réduisant ses achats outre-mer.

Jusqu'à présent, l'Allemagne s'était tirée de ses contradictions agricoles par un dirigisme très poussé impliquant caisses de péréquation et centralisation des importations aux mains d'organismes publics (commerce d'État). Le Marché Commun risquant de détruire ce fragile équilibre, ce pays est peu favorable aux schémas d'inspiration communautaire (et notamment au financement de l'écoulement des surplus par les prélèvements effectués sur les achats à des États tiers). Autre membre en faveur d'une communauté de style ouvert en matière

agricole : les Pays-Bas qui importent des quantités massives de céréales secondaires pour les « transformer » en produits animaux et redoutent les dispositions susceptibles de compromettre de tels circuits.

On comprendra aisément que s'exerce dans le même sens l'intervention des gros pays producteurs d'Outre-Mer qui, bien qu'extérieurs à la Communauté, ne sont pas sans moyens d'action et de pression vis-à-vis d'elle. C'est notamment le cas des États-Unis qui voudraient conserver et étendre leurs débouchés dans une Europe en pleine expansion. Les dirigeants américains paraissent mécontents des orientations prises ou en voie de l'être qui leur semblent susceptibles de compromettre les courants d'affaires dits traditionnels (critique de la technique du prélèvement qui permet d'ajuster la protection aux nécessités). Ils font déjà valoir que le récent Trade Expansion Act ne pourra jouer pour les produits industriels que si des accords analogues sont passés au titre des denrées agricoles.

Cette attitude s'explique si l'on songe à l'importance des intérêts en cause. Les États-Unis exportent chaque année vers les pays de la C. E. E. environ 1.200 millions de dollars de produits agricoles. Une large partie (environ la moitié) n'est pas mise en cause, portant sur des produits non cultivés en Europe (coton, soja ...). Par contre un montant de 400 millions (blé, volailles, œufs, viande de porc ...) sont directement affectés par les réglementations intervenues. D'où une forte poussée des producteurs américains sur leur gouvernement pour qu'il sauvegarde leurs débouchés : il semble que les éleveurs de poulets aient été particulièrement virulents, les positions acquises par les États-Unis en cette matière étant récentes et fragiles. Bien entendu, les associations agricoles françaises n'ont pas été longues à dénoncer les « attaques, pressions et menaces » exercées par les États-Unis contre la politique agricole commune.

On peut donc s'attendre à une lutte sur plusieurs fronts (et notamment par le truchement du G. A. T. T. dans lequel l'influence anglo-saxonne est particulièrement forte). Il est probable que les pays tiers s'efforceront aussi d'utiliser les divisions entre les membres de la C. E. E. Cependant, il est difficile de se prononcer dès maintenant sur les chances de ces protestations, la demande d'adhésion présentée par la Grande-Bretagne et les négociations qui en découlent compliquant les perspectives.

À première vue, l'entrée de la Grande-Bretagne, gros importateur de vivres, dans le Marché Commun paraît constituer une éventualité favorable pour l'agriculture française qui, jusqu'à présent, n'a trouvé dans ce pays que des débouchés très minimes (*supra*). Cette vue, que partagent certains dirigeants politiques, me semble comporter quelque optimisme. Elle suppose, au minimum, que la Grande-Bretagne n'entre dans la Communauté que comme un 7^e membre en acceptant les règles du jeu et qu'elle ne parvienne pas à ouvrir dans le système, au profit des membres du Commonwealth, des brèches qui compromettraient l'équilibre péniblement établi entre les six pays. Mais le principal problème pour la paysannerie française me semble se situer dans la phase postérieure à une adhésion britannique : il est dans la formation éventuelle d'un front des pays industriels

importateurs — à base essentiellement germano-britannique — qui, agissant de concert avec les pays producteurs d'outre-mer (notamment les États-Unis), démantèlerait ou atténuerait peu à peu le système de préférences communautaires édifié à grand-peine sous la pression de la France. Il est vrai qu'un tel front pourrait se heurter aux paysanneries nationales et au souci d'auto-suffisance alimentaire qui, aujourd'hui, anime tous les gouvernements européens.

Beaucoup en France doutent que, compte tenu de sa position et de ses intérêts propres, la Grande-Bretagne puisse se rallier à la politique agricole commune autrement qu'à titre de tactique provisoire. Le courant favorable aux producteurs d'outre-mer gagnerait en force si ce pays était suivi à Bruxelles d'États scandinaves comme le Danemark et la Norvège prêts à lui assurer le renfort de leurs voix. C'est dire que si la partie de l'agriculture française dans le Marché Commun a été correctement engagée, elle est encore loin d'être gagnée.

Jusqu'à ces dernières années, l'économie française tout entière, malgré les avertissements donnés par le Plan Monnet, avait négligé la conquête de débouchés extérieurs, seul un petit nombre de firmes participant réellement à cet effort. En concentrant ses efforts sur la demande intérieure, l'agriculture ne faisait que suivre ce courant. On sait que désormais, en partie sous l'influence du Marché Commun, l'industrie a modifié son attitude traditionnelle (le succès de la dévaluation du franc de 17,55% faite en décembre 1958, lui valant un précieux atout). Les dirigeants agricoles, convaincus que désormais la puissance de production de la paysannerie dépasse sensiblement la capacité d'absorption nationale et désireux que l'expansion se poursuive, entrent désormais dans la même voie. Encore faut-il que cette orientation nouvelle s'accompagne d'un effort pour fournir à la clientèle étrangère les qualités désirées à des prix convenables.

La loi d'orientation agricole (art. 28) a chargé le Ministre de l'Agriculture d'établir chaque année des objectifs d'exportation. Elle lui ouvre la possibilité d'en faciliter l'accomplissement par la création de sociétés ou groupements spécialisés. Elle a également prévu la délivrance de certificats de normalisation et de labels d'exportation (opération qui, d'ailleurs, comporte des difficultés techniques particulières en matière de produits agricoles). Si les autorités publiques semblent donc décidées à participer à l'effort, le développement des exportations ne saurait résulter que d'une œuvre de longue haleine. Ne serait-il pas possible de trouver des débouchés supplémentaires dans une autre direction ?

II. L'ÉLARGISSEMENT DES DÉBOUCHÉS SUR LA BASE DES BESOINS SOCIAUX.

[Retour à la table des matières](#)

Ici encore, nous étudierons la question au niveau intérieur et extérieur. On peut d'ailleurs se demander s'il ne serait pas possible de lier par une organisation adéquate les problèmes de l'aménagement des marchés agricoles et de l'aide aux individus ou peuples non solvables.

1. Besoins intérieurs.

Il est patent que tous les habitants des pays dit développés n'ont pas les moyens monétaires suffisants pour s'assurer une nourriture adéquate. D'où l'idée qui prit forme aux États-Unis, sous l'Administration Roosevelt, d'utiliser les surplus agricoles pour tenter de réduire la sous-alimentation de certaines couches de la population : ainsi, programmes de distribution gratuite (comme le *School Lunch Program*) ou de cession à bas prix (comme le *Law Cost Milk Program*). La formule d'action la plus originale et la plus audacieuse fut le *Food Stamp Program* expérimenté entre 1939 et 1943 : d'après ce programme, les familles dans le besoin recevaient gratuitement un certain montant de timbres de couleur bleue à condition d'acheter au même moment et pour une valeur double des timbres orange. Ces derniers pouvaient être utilisés pour l'achat de n'importe quel aliment, mais les premiers permettaient d'obtenir seulement les marchandises désignées comme excédentaires par les services du Ministère de l'Agriculture.

Encore que ces mesures aient eu d'heureux effets individuels, il ne semble pas qu'elles aient contribué à réduire le problème des surplus dans les conditions espérées. Lors de sa période d'application maximum (juillet 41-juin 42), le Food Stamp Program porta au total sur 112 millions de dollars. Étudiant ces efforts, R. Dumont a conclu que les subventions à la consommation intérieure, susceptibles d'ouvrir de nouveaux débouchés, étaient insuffisantes « pour absorber l'énorme capacité de production des campagnes américaines dans l'hypothèse de son plein emploi » (*Les leçons de l'agriculture américaine*, Paris, 1949, p. 336). Dans un pays où, pour divers produits, la consommation moyenne paraît déjà se situer au-dessus du standard santé, toute hausse de consommation résultant de l'application de tels programmes risque d'être compensée par une diminution concernant d'autres produits. C'est toujours l'effet inéluctable de la faiblesse de l'élasticité alimentaire.

On avancera peut-être que dans un pays comme la France les insuffisances alimentaires restent plus graves qu'aux États-Unis. On dira surtout que la

distribution aurait une signification supérieure si elle portait, en priorité, sur des produits rares et chers, au moins pour beaucoup de familles, comme la viande de bœuf, le beurre ou les fruits frais : il apparaîtrait peut-être alors que ces prétendus surplus traduisent simplement l'incapacité de nombreux ménages à se nourrir de façon convenable (ne pas oublier la misère de tant de vieillards et les difficultés des familles nombreuses). Cependant, un tel système de distribution, s'il semble moralement désirable, connaîtrait vite des difficultés économiques et sociales capables d'en empêcher le fonctionnement (mode de désignation des bénéficiaires ; couverture des dépenses engagées ; protestations du réseau de distribution). Toute action sur la consommation intérieure — allant au-delà du seuil étroitement entendu de l'assistance aux déshérités — serait vouée à l'échec par la logique même du système capitaliste.

En somme, difficile à appliquer à l'égard des « calories chères », la distribution gratuite peut jouer un rôle pour les « calories bon marché », son effet étant alors insuffisant. Les mêmes réserves valent-elles pour un écoulement organisé à des conditions de faveur ou même gratuitement (politique dite du « don ») sur les marchés des pays pauvres ?

2. Besoins extérieurs.

[Retour à la table des matières](#)

Dans son rapport sur la Situation Mondiale de l'Alimentation et de l'Agriculture 1962 (p. 54), la F. A. O. signale l'augmentation rapide des exportations effectuées à des conditions spéciales qui constituent désormais une partie appréciable du commerce mondial des produits agricoles (dons consentis à des fins de secours, livraisons effectuées à titre de troc ou payables en devises dont une grande partie est prêtée aux pays importateurs à des conditions favorables, ventes effectuées en monnaie locale ...). Les pays détenteurs de surplus voient dans ces opérations une manière d'alléger leurs stocks tout en fournissant une aide aux États pauvres et incapables de réaliser des achats de vivres aux conditions commerciales habituelles. Pour certains produits au moins, ce mode de transfert a pris une grande ampleur : s'agissant des exportations mondiales de blé, on a calculé qu'en 1960-61, la partie effectuée au titre d'arrangements spéciaux a représenté 35% du total (contre 26% en 1957-58), la catégorie principale étant celle des ventes effectuées en monnaie locale.

Les États-Unis jouent un rôle considérable en cette matière. Considérons les opérations envisagées pour 1962-1964 dans le cadre de la Public Law 480. Les plus importantes sont celles relevant du Titre I de la loi (livraisons payables en monnaie locale), le crédit relatif à cette période de 3 ans s'élevant à 4,5 milliards de dollars. Les ouvertures de crédit en vertu du Titre II (secours contre la famine) sont annuellement de 300 millions de dollars. Le Titre III concerne les dons à l'étranger et opérations de troc (réduites depuis la campagne 56-57 : au cours des dernières

années, les exportations de ce type ont varié autour de 260 millions de dollars). Le titre IV enfin a trait aux ventes en dollars comportant l'octroi de longs crédits (en 1961, signature de 3 accords seulement d'un montant total de 40 millions de dollars).

Le problème de l'aide alimentaire a été analysé par la Commission de l'Agriculture du IV^e Plan. Il lui a paru souhaitable que la France s'engage dans une telle voie et s'associe aux initiatives qui pourraient être prises sur le plan international. Elle a avancé que l'aide pourrait porter sur les produits suivants : blé (10 à 15 millions de quintaux), poudre de lait (50 à 100.000 tonnes), beurre (50.000 tonnes) et conserves de viande.

Je mentionnerai enfin l'existence du Programme alimentaire mondial Nations Unies — F. A. O. dont l'exécution doit commencer à compter de la fin de 1962. Ce programme, à caractère expérimental, est censé disposer d'un fonds de 100 millions de dollars (dont les deux tiers devraient être constitués en produits). Il s'agit d'utiliser les denrées et les contributions en espèces fournies par les participants en vue de satisfaire les besoins alimentaires urgents, d'aider à l'exécution des programmes d'alimentation scolaire et de mettre en œuvre de grands projets de développement. On espère tirer de cette dernière entreprise des enseignements permettant la réalisation ultérieure d'actions de plus grande envergure (selon la F. A. O. 300 à 500 millions d'hommes seraient gravement sous-alimentés tandis qu'un milliard d'autres seraient affectés, à des degrés divers, de malnutrition).

Le thème de l'aide alimentaire ou agricole aux pays sous-développés a donné lieu à d'innombrables plans ou propositions qui, généralement, ne font que se répéter. Une large partie de ces projets se limite à l'utilisation systématique des excédents disponibles (nombre d'entre eux préconisant la création d'une ou plusieurs banques alimentaires ou encore la répartition directe des excédents mondiaux par les soins de la F. A. O.). Ces plans se heurtent à la volonté des États détenteurs de surplus de conserver le bénéfice de leur répartition. Certains de ces programmes sont allés beaucoup plus loin en suggérant que l'on mette à la disposition des pays pauvres les capacités de production inutilisées ou artificiellement freinées des pays riches : rappel à ce titre des idées de B. Dumont (exposées en particulier dans *Terres vivantes, Voyages d'un agronome autour du monde*, Paris, 1961).

Raisonnant sur le cas de la France, Dumont souligne qu'aucun pays d'Europe ne recèle un potentiel de production sous-utilisé comparable à celui de ce pays. En utilisant à plein ses ressources agraires, la France pourrait apporter une contribution importante à l'alimentation des peuples pauvres. Reste l'obstacle bien connu de la faiblesse du pouvoir d'achat de ces pays qui ne leur permet pas d'absorber la production agricole extérieure dans des conditions permettant aux agriculteurs de subsister. Pour Dumont, il n'y a pas d'autres solutions que l'« impôt cosmique » dont le taux, variable selon la richesse des divers pays appelés à le régler, devrait être assez élevé.

Réserve faite de son mode de financement qui, dans l'état actuel des choses, paraît chimérique, cette suggestion mérite un examen attentif. En tout état de cause, l'aide générale que les peuples riches sont susceptibles d'apporter aux pays pauvres dépend du rythme de leur croissance. Sous cet angle, il est peu vraisemblable, en l'état des progrès techniques, que le développement maximal des ressources agraires retarde ou compromette l'élargissement de la base industrielle (expansion permettant seule d'accélérer l'industrialisation des États tiers par la fourniture des équipements de base nécessaires à cet effet). Or, c'est là un point auquel la plupart des leaders des pays en retard tiennent particulièrement. Ceux-ci auxquels on offre volontiers du lait en poudre réclament des investissements industriels, non la distribution de surplus.

Au total la suggestion de Dumont semble conforme à l'intérêt des pays pauvres à condition de ne pas bloquer ou diminuer l'appui industriel. Mais si l'on ne donne pas de chance à l'institution d'un « impôt cosmique » comment payer les producteurs de denrées agricoles destinées à ces opérations ?

En définitive, l'aide alimentaire, surtout dans ses modalités présentes, ne comporte pas que des avantages. Rarement désintéressée, elle s'accompagne généralement de visées politiques, et à l'époque récente, on a pu déceler dans plusieurs de ses manifestations le souci d'ouvrir la voie à une pénétration commerciale proprement dite. Mais elle peut aussi présenter des inconvénients économiques (voir, à cet égard, J. Stassart, « Les surplus agricoles et l'avenir de l'agriculture », *Annales de l'Économie Collective*, janvier-mars 1961, pp. 15-49). L'un des principaux est qu'elle ne finisse par peser sur les prix agricoles tant au plan du marché mondial qu'au niveau du marché du pays bénéficiaire (d'où l'idée parfois émise que cette aide devrait être limitée aux suppléments de denrées exigées par le développement économique de l'État destinataire). Au surplus, ce concours a, jusqu'à maintenant, porté davantage sur des céréales que sur des éléments riches capables de fournir des protéines animales.

En somme, les opérations spéciales engagées à ce titre apportent souvent un élément de désorganisation supplémentaire aux marchés agricoles internationaux. N'y aurait-il aucun moyen d'améliorer le sort des pays sous-développés tout en consolidant les agricultures des pays industrialisés ?

3. Projets de réorganisation.

[Retour à la table des matières](#)

Je voudrais exposer brièvement des idées avancées à ce propos, en leur qualité de ministres, par M. M. W. Baumgartner et, surtout, E. Pisani. Le point de départ en est la constatation du déclin incessant des prix agricoles sur les marchés mondiaux. Or les « excédents » qui pèsent sur eux sont finalement d'assez faible envergure si on les rapporte à la production mondiale (15% pour le blé, 5 à peine pour les céréales secondaires, 12% pour le sucre, 10% pour les produits laitiers et

la viande de bœuf). Cependant, compte tenu des phénomènes déjà étudiés (*supra*, effet de King), ces quantités, relativement minimales, dépriment considérablement le prix dit « cours mondial » qui finit par se situer à des niveaux entièrement artificiels. Ainsi le blé est-il payé sur ce marché à 70% du prix pratiqué dans les grands pays agricoles, le sucre à 40% etc. Ces déséquilibres semblent d'autant plus regrettables qu'ils sont dus à des courants de médiocre ampleur.

Cette situation coûte cher aux pays développés ayant des excédents agricoles : il n'est pas rare que la France, par exemple, ait à supporter 35 à 40% de perte pour aller du marché national au marché mondial. Elle est encore plus grave pour les fournisseurs sous-développés dont les recettes en devises et, corrélativement, les perspectives de croissance économique sont ainsi réduites. Les bénéficiaires, nous l'avons vu, sont les pays industrialisés importateurs de vivres qui reçoivent ainsi un large soutien indirect. La Russie elle-même commence à acheter sur le marché mondial certaines denrées à des prix qu'elle ne parvient pas à pratiquer : ce qui, bien entendu, lui assure les mêmes avantages qu'à la Grande-Bretagne.

Selon M. M. Baumgartner et Pisani, la solution consisterait dans un relèvement des prix mondiaux des principales denrées agricoles — le niveau devant s'établir au voisinage des prix pratiqués dans la principale région importatrice solvable du monde (Europe Occidentale). Il s'agirait par la même occasion de mettre fin aux sous-enchères qui n'ont d'autre résultat que de contribuer à l'enrichissement de pays qui comptent déjà parmi les mieux pourvus du monde. Par ailleurs, une partie du supplément de ressources obtenu par les pays exportateurs développés devrait être affecté à une politique d'appui concerté aux États en retard. Quant à l'aide alimentaire proprement dite, tenue pour la contrepartie indispensable du relèvement des prix mondiaux, elle s'inscrirait désormais dans une sorte de contrat d'ensemble de production, de répartition et de consommation des richesses.

Ces programmes dont je n'ai donné qu'une idée très schématique ont suscité plusieurs réactions favorables. Beaucoup de pays aspirent à la cessation de la coûteuse anarchie qui caractérise les marchés agricoles. Cependant, on n'a pas manqué de souligner que la réalisation de ces schémas entraînerait un décaissement élevé — il serait plus juste de dire qu'elle provoquerait une certaine redistribution du revenu entre les pays et, d'un autre côté, une certaine égalisation de la concurrence industrielle. Ce plan rappelle certaines des suggestions faites par R. Dumont au titre de l'emploi maximal des capacités agricoles, mais son armature financière est plus solide. Parce qu'ils mettent d'emblée l'accent sur la notion de rentabilité, ces projets, qui se préoccupent d'ouvrir de nouveaux débouchés au fur et à mesure que s'effectuerait la croissance agricole, me paraissent commander l'attention. Or, la situation actuelle nous éloigne de cette rentabilité. C'est le cas pour l'aide alimentaire à fonds perdu, ce l'est aussi pour des exportations dites de type commercial en raison de la pression des cours mondiaux. On obtiendrait déjà un résultat important en mettant fin aux anomalies et excès qui caractérisent les secondes de ces opérations. Mais la valeur de la réforme serait bien plus grande si l'on parvenait à donner un caractère rentable à l'utilisation intégrale du potentiel de production agricole.

Il est clair que l'opération ne saurait s'effectuer sans un concours important des pays riches, dont l'éventualité ne paraît guère probable. Les plans de relèvement des cours tentent de pallier cette difficulté un peu par la bande (une hausse de prix étant plus facilement acceptée qu'un impôt). Mais il est douteux que l'on obtienne aujourd'hui des pays développés, et cela sous une forme ou une autre, la contribution financière, impôt cosmique ou crédit, qui permettrait de mobiliser la capacité agricole inutilisée ou sous-employée au profit des peuples pauvres, et cela sur une base rentable pour les agriculteurs eux-mêmes.

III. PRINCIPE DU CONFLIT ACTUEL.

[Retour à la table des matières](#)

Il découle du marché commun agricole dont on a pu dire, non sans beaucoup d'emphase, qu'après sa mise en œuvre, le monde, politique comme économique, ne serait plus jamais le même qu'avant. Voici le sens du conflit qui en est résulté.

On pourrait dire, en simplifiant un principe économique classique, que la recherche du débouché rentable et l'adaptation à celui-ci du volume de la production devrait constituer le principe de la politique et de la gestion agricoles. Mais il faut immédiatement s'entendre sur le sens du terme « rentabilité ». En un sens strict, on peut la tenir pour acquise quand le producteur obtient de l'acheteur la couverture de ses frais et une honnête rémunération.

Observons que, pour le producteur, l'acquisition de la rentabilité est plus importante que la qualité de celui qui la lui assure. De son point de vue, le produit sera rentable même si l'État doit et accepte de compléter à cet effet la somme versée par l'acheteur ou, éventuellement, la totalité du prix (cas du don). Sous cet angle l'État dispose, dans les limites imposées par les finances publiques, de la faculté de rendre rentables les opérations qu'il choisit de traiter ainsi, ce qui, ne l'oublions pas, signifie normalement une redistribution de revenu. C'est le cas lorsqu'il décide par exemple d'acheter des produits invendables pour les stocker ou les détruire.

On peut admettre que cette démarche, qui est d'inspiration politique, aille très loin. En somme, nous l'avons vu, les États riches peuvent s'entendre pour que devienne rentable l'emploi maximal de tout le potentiel agricole au profit des pays pauvres. Notre univers étant un monde de ressources rares, ce choix, peu probable, impliquerait vraisemblablement des réductions sur d'autres postes (dépenses militaires par exemple).

Depuis bien longtemps les principes dits classiques ont cessé, s'ils l'ont jamais fait, de commander les interventions gouvernementales. Il est donc légitime et, en

tout cas, il est constant qu'une certaine fraction de la rentabilité de la production soit acquise grâce au concours du Trésor Public. C'est le cas en agriculture, qu'il s'agisse de financer des exportations dites commerciales mais déficitaires ou de payer pour l'aide alimentaire. L'ampleur de ce financement dépend de l'appréciation de la situation faite par les autorités qui restent soumises par ailleurs à la pression des intéressés : ce qui revient à dire qu'elle est fonction d'un calcul politique et, aussi, c'est assez souvent la même chose, d'un affrontement de groupes sociaux. Il arrive que l'État se laisse forcer la main.

À partir du moment où l'on admet le caractère inéluctable de l'accroissement de plusieurs productions agricoles, ne risque-t-il pas d'en aller ainsi ? Rappelons à cet égard l'angoisse des financiers publics devant la montée des excédents. D'où la recherche par la France d'une autre solution, plus exactement d'une solution supplémentaire qui a été le Marché Commun agricole. Son avantage pour l'État français est d'apporter aux paysans un accroissement de la zone de rentabilité économique, ce qui diminuerait d'autant la pression pour l'octroi d'une rentabilité politique.

Ce système, en l'occurrence véritable mécanisme d'appui, est simple. Il correspond au régime classique de la protection. En établissant une taxation quelconque des produits étrangers, les autorités élèvent d'autant le prix que le vendeur national pourra demander à son acheteur et que, réserve faite de phénomènes de substitution, celui-ci, n'étant pas sollicité par un approvisionnement à meilleur compte, sera enclin à accepter. La constitution du Marché Commun a pour effet d'étendre la zone géographique où les agriculteurs français (comme ceux des autres membres d'ailleurs) peuvent bénéficier de telles pratiques (la technique du prélèvement ne différant que par la forme du droit de douane habituel). Situation d'autant plus intéressante pour les agriculteurs français qu'elle leur permet de rencontrer, à l'abri d'un réseau protecteur, des consommateurs à fort pouvoir d'achat et à besoins alimentaires importants.

Globalement, du point de vue français, le Marché Commun agricole a pour raison d'être d'accompagner l'expansion de la production nationale de l'ouverture de débouchés rentables, cette rentabilité découlant du niveau des prix fixés dans la Communauté qui commande lui-même l'ampleur des prélèvements. Comme le système ne doit comporter aucune restriction quantitative, l'achat hors de la Communauté resterait toujours possible mais donnerait alors lieu au versement du prélèvement correspondant (celui-ci étant ensuite utilisé pour subventionner l'exportation des surplus). En somme le partenaire acheteur aiderait d'une manière ou d'une autre le partenaire producteur. Mais le système a nécessairement pour effet de léser les agriculteurs qui lui sont extérieurs, soit qu'il diminue le montant de leurs ventes habituelles, c'est pour eux le pire des cas, soit qu'il les empêche d'étendre celles-ci autant que l'aurait permis, avec l'ancien système, l'expansion économique des pays en cause.

Le maintien de prix assez élevés pour garantir des débouchés rentables à l'ensemble du potentiel agricole risque de provoquer une dure bataille politique

dans laquelle, je l'ai souligné, les producteurs d'outre-mer sont susceptibles d'obtenir des alliés au sein de la communauté elle-même. Depuis la mise en application du Marché Commun agricole, les accusations de protectionnisme sont devenues nombreuses et, parfois, véhémentes. Le reproche est fait aux réglementations instituées de compliquer encore la solution des problèmes agricoles en exerçant des actions discriminatoires contre les *outsiders*. Les tenants de l'expérience répondent que l'on ne saurait rendre le Marché Commun responsable des difficultés créées par les surplus mondiaux et que l'on ne saurait blâmer ses membres de s'attribuer un traitement préférentiel qui est parfaitement dans la ligne de l'institution — le mouvement, si l'on en croit la Commission Économique pour l'Europe, étant d'ailleurs facilité par la structure et la proximité géographique des pays membres.

La véritable bataille est la suivante : les pays d'Outre-Mer et spécialement les Américains ne veulent pas d'un accroissement de la production européenne — notamment dans le domaine des céréales — qui compromettrait l'augmentation de leurs ventes (dont, compte tenu de leurs propres difficultés agricoles, ils ont un besoin urgent). Tout au plus sont-ils prêts à accepter, en particulier dans le domaine des céréales, une « expansion modérée » (*modest*). Dès lors, toute la pression internationale s'exerce pour que le niveau des prix du Marché Commun soit fixé à un niveau peu élevé, aussi près que possible des cours français actuels. On estime que s'il en va ainsi l'accroissement de la production restera faible, laissant aux pays tiers de larges possibilités d'accroître leurs exportations.

Il est vrai que la C. E. E. n'a pas intérêt à s'encombrer de surplus invendables et il serait souhaitable d'y surveiller de près le rythme d'accroissement de la production. Ceci admis, les pays européens — surtout en l'absence d'une organisation mondiale — ne sauraient renoncer à exploiter une partie de leur potentiel de production, dont il a toujours été admis (voir sur ce point l'exemple des États-Unis) que la constitution d'un grand marché devrait faciliter l'utilisation maximum. Par le biais d'une question économique, c'est en réalité le problème de l'autonomie politique de l'Europe qui se trouve posé.

Il est d'ailleurs possible que les pays d'Outre-Mer de la zone tempérée, en concentrant leur attention sur le Marché Commun, oublient un autre facteur essentiel : la tendance des États européens à améliorer leur taux national de couverture alimentaire. Réserve faite de produits tropicaux ou exotiques (souvent fournis par les pays sous-développés), le progrès technique facilite la réalisation de cet objectif : peut-être les exportateurs de denrées habituelles (céréales, aviculture, etc.) ont-ils déjà, de ce seul fait, perdu une large partie de leurs atouts. Dès lors, le problème serait simplement de savoir si l'Europe atteindra l'indépendance alimentaire comme un ensemble ou pays par pays.

Quoi qu'il en aille de ce combat, les agriculteurs français seraient mieux placés sur les marchés où ils peuvent pénétrer si, ayant déjà en une large mesure renforcé leur efficacité technique, ils se révélaient capables d'améliorer aussi leur organisation commerciale. Au cours des dernières années de nombreux efforts —

privés, professionnels, publics — ont été engagés à cet effet : je voudrais en retracer sommairement l'économie et signaler les faiblesses ou lacunes qui continuent de handicaper l'agriculture française.

CHAPITRE XII

PERFECTIONNEMENT DE LA DISTRIBUTION

[Retour à la table des matières](#)

L'agriculture française perdrait la partie si, ayant accru son efficacité et disposant de débouchés en puissance, elle se révélait incapable de moderniser les aspects commerciaux de son activité. Aujourd'hui, les cultivateurs savent parfaitement que le niveau du revenu acquis dépend notamment des conditions dans lesquelles s'effectue l'acheminement des produits vers l'utilisateur final. Ils ont le sentiment, nous l'avons vu, que l'essentiel des gains obtenus au titre de l'alimentation rémunère non le travail des champs mais l'intervention du négoce. Ainsi l'idée s'affirme-t-elle et s'étend-elle que les intermédiaires portent la responsabilité de la paupérisation paysanne.

Cette conviction a suscité des démarches de valeur différente parmi lesquelles des essais de vente directe (formule dite « du producteur au consommateur »). C'est par exemple le cas du possesseur d'un troupeau laitier qui, fabriquant lui-même son beurre, se constitue un réseau de clients dans la ville voisine auxquels il livrera le produit à domicile. En d'autres expériences, l'opération a pour but d'écarter ou d'éviter l'étape du grossiste (coopérative ou exploitation individuelle nouant des rapports commerciaux avec les détaillants). Il ne semble pas que ces procédés, le plus souvent d'inspiration artisanale, aient pris ou soient susceptibles de prendre un grand essor. Ainsi entendue, la technique de la vente directe — réserve faite de l'emploi des services postaux pour quelques produits de luxe — se situe dans le cadre des relations locales.

On range habituellement dans la même catégorie les opérations, parfois spectaculaires, de liquidation sur les marchés urbains des excédents invendus : ainsi, l'expédition à Paris, pour vente sur le pavé de la capitale, de vin de l'Aude ou d'artichauts bretons. En règle générale, ces opérations ont pour raison d'être non l'ouverture d'un débouché commercial régulier mais la volonté d'appeler l'attention du public et des autorités sur les difficultés d'une catégorie de producteurs. Dans la majorité des cas, ces manifestations n'ont pas de lendemain.

Ce souci des paysans d'expliquer leur situation aux gens des villes est compréhensible : on ne saurait reprocher aux premiers, quand l'écart se creuse entre les prix à la production et à la consommation, d'insister sur la faiblesse de la part qui leur revient dans les sommes déboursées par les citoyens pour l'acquisition de denrées alimentaires. Il faut pourtant éviter de donner à ces démonstrations une portée qu'elles n'ont pas. Encore qu'il use à ce propos d'une terminologie inutilement emphatique (« la bataille de Paris »), S. Mallet n'a probablement pas tort de voir dans l'action des producteurs d'artichauts une forme nouvelle d'action politique (*op. cit.*, p. 178). Cependant, en termes économiques, la valeur de telles pratiques est négligeable.

Je voudrais mentionner une autre tentative d'établissement d'un circuit direct entre la production et la consommation : le pacte d'action commune intervenu le 22 octobre 1959 entre les organisations centrales de la coopération de consommation et de la coopération agricole. Ces organismes, désireux de promouvoir l'élimination systématique des intermédiaires en vue d'améliorer le revenu du producteur et d'assurer un prix avantageux à l'acheteur, ont décidé de collaborer dans la mise en œuvre d'un programme de distribution portant sur de nombreux articles (blé, farine de blé, riz, conserves de viande, fruits, beurre pasteurisé, fromages, vins, etc.). La signature de cet accord a eu un assez grand retentissement dans les milieux intéressés mais, jusqu'à maintenant les résultats obtenus restent modestes : au cours de l'année 1961, le montant des transactions des coopératives agricoles avec les coopératives de consommation aurait été de l'ordre de 7 milliards d'anciens francs, ce qui représente seulement 1,75% du chiffre d'affaires global des coopératives agricoles en cause et 2,50% du volume des ventes réalisées par les coopératives de consommation (*Paysans*, juin-juillet 1962, p. 78).

En définitive, le souci de consolider et d'élargir le revenu agricole par une diminution du prélèvement des intermédiaires part d'une excellente intention, mais ne conduit qu'exceptionnellement à des résultats durables. Le vrai problème est que dans cette lutte les paysans se heurtent à des interlocuteurs — qu'il ne serait probablement pas toujours conforme à la réalité d'appeler des partenaires — plus forts et mieux organisés qu'eux. Nous en revenons toujours à la question de la force respective de marchandage dont bénéficient les divers centres de décision économiques. C'est parce que leur capacité de négocier reste faible que les agriculteurs sont frustrés d'une part de leurs efforts, le niveau des prix agricoles reflétant cette inégalité de puissance. À moins qu'ils ne parviennent à renforcer leur pouvoir économique propre — ce qui ne saurait être acquis sans l'acceptation de disciplines collectives — les paysans n'arriveront pas à remonter le courant et seront obligés, comme par le passé, de s'en remettre entièrement aux dirigeants publics pour éviter une aggravation de leur sort.

À l'époque actuelle, plusieurs facteurs accentuent la gravité du problème : notamment, l'extension des procédés industriels à l'élaboration de la nourriture. Les *leaders* du nouveau syndicalisme agricole se refusent désormais à admettre que l'agriculture ait pour rôle de contribuer à l'enrichissement des administrateurs et des actionnaires de l'industrie alimentaire. Ce refus ne paraît pas déraisonnable.

Cependant on ne saurait tenir pour acquis *a priori* que l'agriculture soit capable de canaliser à son profit les orientations neuves qui se dessinent dans l'alimentation des pays industrialisés.

Si la vue pessimiste se réalisait, les agriculteurs, comme tant d'artisans d'ailleurs, ne conserveraient que l'apparence de l'indépendance : ils deviendraient en réalité de purs exécutants, de simples salariés au service de centres de décision extra-agricoles. Est-il possible de renverser cette tendance et de concevoir un régime qui, sans exploiter les consommateurs, évite aux paysans de passer sous la tutelle des fabricants, français ou étrangers, de potages en sachets, de crèmes glacées ou de légumes en poudre ?

I. ADAPTATION DE L'OFFRE À LA DEMANDE.

[Retour à la table des matières](#)

En principe, toutes les activités productives sont soumises à un tel impératif : cependant les conditions et modalités de cet ajustement ne sont pas les mêmes dans l'agriculture que dans les autres branches de la vie économique. Faute de bien comprendre ce point l'on ne saisit qu'imparfaitement les difficultés que rencontrent les paysans et l'on passe à côté des réformes susceptibles d'améliorer la situation.

En étudiant l'élasticité de la dépense alimentaire, j'ai souligné l'évolution des goûts des consommateurs, elle-même liée aux transformations sociales. Un aspect important de ces changements est la concurrence active faite par les calories d'origine animale (tenues pour « nobles » et, en tout cas, « chères ») aux calories d'origine végétale, du moins une large partie d'entre elles. L'analyse des variations de la consommation alimentaire des Français depuis 1945 illustre correctement cette plasticité relative des habitudes. À côté de produits dont la demande est en faible accroissement ou en diminution (féculents, pommes de terre ...), on trouve des articles dont la vente est en progression rapide : boissons non ou faiblement alcoolisées (vins doux naturels), produits de dessert (crèmes glacées, pâtisserie-confiserie, conserves de fruits ...), viande de porc (dont le prix a relativement moins augmenté que celui des autres aliments carnés ...). En somme, les Français disposant de revenus plus élevés s'efforcent d'obtenir une nourriture plus variée et plus agréable.

L'agriculture est tenue de s'adapter à ces variations. Contrairement à ce qui se passe dans les autres secteurs, elle ne dispose pratiquement d'aucun pouvoir pour orienter la demande des consommateurs telle qu'elle résulte des désirs spontanés des acheteurs ou de la pression publicitaire des industries alimentaires. Depuis longtemps, les observateurs ont noté que les grandes activités manufacturières et commerciales jouissaient, grâce à la réclame, d'une certaine faculté de modeler la demande et d'en influencer les manifestations. Sur ces marchés, ont cours des

pratiques qui, au moins dans certaines limites, permettent aux intéressés d'adapter la consommation à la capacité de production existante. On ne trouve plus aujourd'hui que peu d'économistes pour reprendre à leur compte la figure du « consommateur-roi ». En d'autres termes, l'industriel dispose, dans l'adaptation de l'offre à la demande, d'une liberté de manœuvre que le cultivateur n'a pas. Celui-ci subit en quelque sorte à plein, sans être en mesure de les contenir et de les orienter, les transformations dans les habitudes alimentaires. C'est un aspect, entre tant d'autres, de la domination du travail paysan par la civilisation urbaine.

Particulièrement indispensable en agriculture, cet ajustement y est aussi spécialement difficile à réaliser. Les obstacles sont pour partie au moins d'ordre technique (*supra*), leur force variant d'un produit à l'autre (ainsi la production de la viande de porc est-elle plus souple et peut-elle s'adapter plus vite à des changements dans la demande que celle des autres viandes.). Mais les entraves sont aussi d'ordre économique : extrême fragmentation des centres de décision qui, selon les cas, aboutit à des retards d'adaptation (excédents invendables) ou à des emballements collectifs susceptibles de provoquer de nouveaux engorgements. J'ai trop insisté, en plusieurs endroits de ce livre, sur les problèmes du contrôle de l'offre pour qu'il soit nécessaire d'exposer une fois encore les éléments de la question. La difficulté et, en bien des cas, l'impossibilité d'exercer un tel contrôle limitent singulièrement la portée des tentatives faites par les paysans pour adapter leurs activités aux besoins changeants des consommateurs.

L'enjeu est d'autant plus sérieux que, désormais, dans un pays comme la France le progrès de l'alimentation se marquera non par un accroissement quantitatif de la ration quotidienne mais par une amélioration qualitative de celle-ci. On enregistrera d'une part des phénomènes de substitution dans la composition des régimes de nutrition et de l'autre un développement du conditionnement et de l'élaboration des produits. Aux procédés habituels de conservation s'ajoutent maintenant les techniques de réfrigération, de congélation et de déshydratation qui permettent de diversifier la gamme d'articles offerts aux acheteurs. Je rappelle également la tendance à l'incorporation du maximum de services dans le produit en vue d'alléger la peine de la ménagère (*convenience foods*).

Cette évolution, nous l'avons noté, a pour résultat de consolider la part des dépenses alimentaires dans les budgets familiaux. Encore que la phase d'observation soit trop limitée pour permettre de présenter des généralisations univoques, j'ai montré que, dans les pays les plus riches, l'élasticité de la demande de nourriture s'avère plus forte que la loi d'Engel ne conduisait à l'envisager. Un tel mouvement devrait être favorable à l'agriculture mais, en l'état présent des choses, le risque existe qu'il profite surtout à l'industrie et, plus généralement, aux activités qui assurent l'élaboration et la présentation de la nourriture.

En définitive, que l'on raisonne quantitativement ou qualitativement, qu'il s'agisse du marché interne ou des ventes à l'étranger, l'adaptation de la production à la consommation reste la clé d'une amélioration durable de la situation paysanne. Est-il possible, et comment, de sortir des difficultés actuelles ?

1. L'acceptation de disciplines collectives.

[Retour à la table des matières](#)

En l'état actuel de dispersion des exploitations, c'est seulement du groupement des efforts que peuvent naître les centres de décision capables de renforcer la position de l'agriculture vis-à-vis des autres secteurs de l'activité économique. La question est de voir si un tel rassemblement n'exige pas le recours à des formules comportant un élément d'autoritarisme.

Les agriculteurs ne sauraient remédier à la faiblesse intrinsèque de leur position qu'en s'assurant un pouvoir économique qui soit comparable à celui dont leurs partenaires disposent déjà dans les circuits de distribution. Les paysans voudraient, en particulier, ne plus subir les prix mais les discuter, à égalité de force, avec les agents intéressés. « L'agriculteur, lit-on dans l'exposé des motifs du projet de loi complémentaire à la loi d'orientation agricole, a besoin aujourd'hui d'entrer en partenaire à part entière dans l'économie contractuelle : il y trouvera la seule garantie durable d'écoulement de sa production, celle qui part de l'existence de liens commerciaux juridiquement stables et de courants d'échanges assurés. » C'est d'ailleurs à cette idée que répondait l'art. 23 de la loi d'orientation (dont le principe a été repris par l'art. 22 de la loi complémentaire), invitant le gouvernement à définir dans un projet de loi « les principes d'un système contractuel liant producteurs, transformateurs et acheteurs de produits agricoles ». Mais une telle régulation exige le regroupement préalable des unités paysannes en organismes assez cohérents et disciplinés pour donner sens et valeur aux engagements pris.

En principe, la coopération dans sa forme classique semble apte à la réalisation d'un tel dessein. On peut pourtant se demander, nous l'avons vu, si, compte tenu de leurs conditions réelles de fonctionnement, les coopératives constituent bien l'instrument idéal d'une telle réorganisation. « ... La coopération en agriculture a été un succès économique, observe la revue *Paysans*, mais ce succès n'a... pas été sans failles » (n° 36, juin-juillet 1962, pp. 5-6). Selon les dirigeants de ce périodique, qui se défendent de l'idée de prononcer un réquisitoire, la coopération agricole aurait manqué de souffle : elle n'aurait pas su s'intéresser suffisamment aux besoins des moyens et petits paysans, ni prendre en charge, avec assez de vigueur, les problèmes des régions sous-développées. Par ailleurs, la coopération traditionnelle n'a guère exercé d'effet régulateur sur l'activité agricole, ayant fait porter son effort soit en amont du travail de production proprement dit (approvisionnement, engrais, semences), soit en aval (transformation et vente) : elle a ainsi presque complètement négligé le contrôle de l'offre, chaque membre demeurant souverain dans la fixation des superficies cultivées et le choix des cultures. Or, cette autonomie, par la dispersion du pouvoir de décision agricole qu'elle suscite, constitue justement le facteur qui handicape l'agriculture par rapport aux autres activités.

Ajoutons à la suite de *Paysans* que bien d'autres facteurs ont entravé le développement de la coopération agricole : divisions idéologiques, querelles partisans, rivalités de personnes, problèmes de préséance... Dans l'ensemble, mais le fait n'est pas propre à la coopération agricole, la participation des membres à la gestion de l'organisme reste médiocre : dès lors, la qualité et le dynamisme de la coopérative dépendent presque exclusivement de la valeur du directeur et du personnel que la médiocrité des ressources financières ne permettent pas toujours de recruter dans de bonnes conditions.

Il n'est donc pas étonnant qu'à la suite du décret du 29 juillet 1961 relatif aux groupements de producteurs agricoles, la loi complémentaire ait prévu dans son Titre III consacré à l'organisation professionnelle agricole la formation d'un nouveau réseau de groupes dont l'ambition finale est d'introduire dans l'activité agricole plus d'ordre et de cohérence que les groupements habituels, reposant entièrement sur l'adhésion volontaire, n'ont pu le faire. Voici un exposé très sommaire de ce système (qui a fait l'objet d'un décret d'application publié au *J. O.* du 23 novembre 1962).

À la base du dispositif, se trouvent les organismes reconnus comme « groupements de producteurs » par le Ministre de l'Agriculture. De nombreuses catégories de groupes peuvent revendiquer cette qualité (sociétés coopératives agricoles, sociétés d'intérêt collectif agricole, syndicats agricoles autres que ceux à vocation générale ...). Mais cette reconnaissance, qui ouvre vocation à recevoir des avantages particuliers, relève de l'appréciation du Ministre qui garde la faculté de la suspendre à tout moment.

L'objectif de ces groupements est d'instituer une discipline collective par région de culture et par secteur de produits (le système ne s'appliquant qu'aux articles couverts par la politique agricole commune ou devant faire l'objet d'un tel règlement). Sont seuls susceptibles d'être reconnus les organismes édictant « des règles destinées à organiser et discipliner la production ou la mise en marché, à régulariser les cours et à orienter l'action de leurs membres vers les exigences du marché » (art. 14 de la loi complémentaire). Encore la reconnaissance est-elle réservée aux organismes justifiant d'une activité économique suffisante, toute dégradation ultérieure pouvant être sanctionnée par la suspension ou le retrait de la reconnaissance. On voit que l'administration centrale entend conserver la haute main sur la création et le fonctionnement de ces groupements.

Le deuxième étage du dispositif est formé par les « comités économiques agricoles ». On désigne ainsi des organismes constitués par les groupements de producteurs reconnus, ainsi que par les syndicats agricoles à vocation générale ou spécialisée, en vue « d'harmoniser les disciplines de production, de commercialisation, de prix et d'appliquer des règles communes de mise en marché » (art. 15). Ces comités, qui fonctionnent toujours dans un cadre régional et pour un secteur de produits, ont mission d'édicter des règles communes aux organisations membres. Une fois en possession de l'agrément ministériel, qui peut

ensuite être suspendu ou retiré, ils ont vocation à bénéficier, eux aussi, d'avantages particuliers.

Enfin le dispositif comprend au sommet une commission technique chargée de donner un avis au Ministre de l'Agriculture sur diverses opérations (octroi, suspension, retrait des reconnaissances et agréments ...) et plus généralement sur toutes les questions relatives à l'organisation des marchés agricoles dont le Ministre la saisira. Présidée par ce dernier ou son délégué, la Commission est composée de fonctionnaires, de membres de la profession agricole et aussi de représentants du commerce et des industries agricoles et alimentaires.

L'aspect le plus important et, en tout cas, le plus neuf du système est la faculté ouverte aux comités économiques agricoles de demander « que celles des règles acceptées par leurs membres concernant l'organisation des productions, la promotion des ventes et la mise en marché à l'exception de l'acte de vente, soient rendues obligatoires pour l'ensemble des producteurs de la région considérée » (art. 16). Cette disposition est importante au sens où elle consacre l'idée que, désormais, en matière agricole le groupement purement volontaire ne saurait suffire.

Toutefois l'opération d'extension est entourée de garanties. Seuls peuvent la revendiquer les comités « justifiant d'une expérience satisfaisante de certaines disciplines ». L'extension est prononcée par arrêté interministériel pour des périodes triennales renouvelables : elle ne peut être réalisée que si la majorité des producteurs intéressés y consent (principe dit du referendum). Des précautions sont prises pour que cette consultation traduise correctement le point de vue des professionnels : organisation d'un scrutin secret par les Chambres d'agriculture ; exigence d'une double majorité (les deux tiers des producteurs représentant la moitié de la production commercialisée ou inversement). En choisissant cette dernière norme, on a voulu éviter deux écueils : le premier, concevable si l'on avait pris pour unique critère le volume de la production, étant qu'une minorité de gros exploitants coalisés n'impose ses vues à une majorité de petits exploitants ; le second, concevable si l'on avait retenu seulement le nombre des exploitants, étant d'annuler l'influence de ceux qui portent la plus large part de responsabilité dans l'approvisionnement du marché.

L'art. 41 du décret d'application a fixé les catégories de règles pouvant être étendues à l'ensemble des producteurs de la circonscription d'un comité : il s'agit des « règles susceptibles d'améliorer les conditions de la production ou de la commercialisation d'une façon conforme à l'intérêt général » (ainsi, détermination des conditions techniques de la production agricole ; fixation des modalités techniques de contrôle des produits destinés à la vente ; établissement des modalités d'échelonnement de l'envoi des produits sur les différents marchés ; application de contrats types de production homologués par le Ministre de l'Agriculture ...). Le but de ce dispositif est, en somme, d'éviter que les efforts des uns, par exemple dans la recherche de la qualité, ne soient compromis par les

négligences et les insuffisances des autres. On espère y parvenir en obligeant, le cas échéant, la minorité à se plier aux disciplines acceptées par la majorité.

Le schéma ainsi établi n'aboutit pas à instaurer l'exploitation en commun des terres cultivées. En principe, il ne s'agit pas de promouvoir directement une agriculture de groupe au sens précédemment donné à l'expression. Chaque exploitant demeure maître de diriger son activité mais, dans les cas d'application du système, sa liberté de manœuvre ne sera plus entière. Cette réglementation est sans aucun doute susceptible d'ouvrir des brèches supplémentaires dans le mur de l'individualisme paysan.

On ne saurait établir dès maintenant le moindre pronostic sur l'ampleur éventuelle de ces démarches. Il faudra certainement une assez longue période pour assurer la mise en œuvre et le « rôdage » du dispositif : c'est seulement à l'expiration de ce délai que l'on pourra évaluer les transformations susceptibles d'en résulter pour la gestion agricole. Il n'est pas possible, en particulier, de dire si les disciplines se limiteront aux rapports des exploitants avec le marché ou s'étendront aux décisions concernant la production elle-même (*supra*, la technique du contingentement comme moyen d'assurer la régulation de l'offre). Il est probable que, surtout au départ, l'on s'en tiendra à des disciplines de commercialisation et, plus généralement, de mise en marché. Cependant — encore que ce soit pour l'instant une anticipation hardie — il est possible d'envisager qu'à la longue le dynamisme de la formule conduite à réduire davantage les facultés individuelles de choix.

Ce système — à la réalisation duquel il est normal que soit étroitement associé le syndicalisme agricole — porte en lui le principe de transformations importantes dans l'exercice de la profession paysanne. Cependant, il n'est pas certain qu'on l'applique avec assez de force et de continuité pour atteindre le but visé qui est d'accroître le pouvoir économique des agriculteurs vis-à-vis des autres participants au circuit économique. Aucune consolidation de ce pouvoir ne me paraît concevable sans l'exercice d'une régulation de l'offre au niveau du marché (ainsi, échelonnement des envois ou encore retrait des vendeurs au-dessous d'un certain prix), mais aussi au plan de la production. En matière agricole, la volonté des hommes ne suffit pas à déterminer les quantités produites mais elle est l'un des éléments indispensables de cette fixation. Dans ses structures humaines actuelles, l'agriculture française est-elle mûre pour accepter une telle distribution des tâches ?

J'ai déjà souligné les difficultés et les risques du contingentement des cultures. Pour les pallier, on a envisagé des formules ingénieuses comme celle d'une sorte de bourse des contingents où les autorisations de cultiver le sol seraient mises en vente. Le procédé qui s'oppose à la technique de répartition autoritaire est séduisant sur le papier mais, à franchement parler, je ne vois pas comment on pourrait l'introduire dans la pratique sans bouleverser la répartition des activités et la localisation des cultures. Il faut bien admettre qu'il existe une contradiction entre la volonté des agriculteurs d'augmenter leur pouvoir économique et leur souci de

conserver, à titre individuel, les attributs essentiels du pouvoir de décision (choix des productions et des investissements).

L'agriculture de groupe lève partiellement cette contradiction mais son expansion demeure très limitée (*supra*). Prenant le problème par un autre côté, la loi complémentaire esquisse des modalités de régulation dont l'efficacité paraît subordonnée à un élargissement notable de la sphère des décisions prises par le groupement pour l'ensemble de ses membres (y compris les minoritaires). Selon l'utilisation qui en sera faite, le dispositif de la « loi Pisani » pourra modifier profondément l'agriculture française ou n'exercer sur elle qu'une influence secondaire.

Cette réglementation — et spécialement l'institution des comités économiques agricoles — s'inspire de diverses expériences étrangères (États-Unis, Canada ...). Le fait que ces pays continuent de supporter la charge de productions excédentaires suffirait à établir qu'un tel régime ne constitue pas la recette-miracle de l'ajustement de l'offre à la demande. Il est clair, au surplus, que ce dispositif, orienté vers la création de pouvoirs professionnels, n'est pas indemne de tendances corporatives qui iraient se renforçant et se consolidant si les mesures prises atteignaient les buts visés. Sur cette base n'en arrivera-t-on pas à constituer finalement un pur et simple mécanisme d'entente professionnelle, d'autant plus dangereux pour le consommateur que l'État est censé appuyer le système (notamment par l'extension obligatoire à tous les agents de règles acceptées par la majorité des producteurs) ?

J'ai toujours éprouvé une vive méfiance pour les cartels industriels et, plus encore, pour la concession à des organismes privés d'une faculté de réglementation autoritaire (délégation qui s'analyse en un démembrement du pouvoir politique). À mon avis, de telles organisations ou pratiques ne sont admissibles qu'à une double condition : que, loin de provoquer une super-concentration parasitaire ou malthusienne, elles constituent le seul moyen de mettre un peu d'ordre dans une branche vouée par sa structure au gaspillage des efforts ; que les autorités publiques soient en mesure d'exercer un contrôle sans failles sur les normes professionnelles imposées aux membres. Autrement dit, quiconque refuse de soumettre les accords conclus au jugement de l'autorité publique doit accepter les disciplines et servitudes du marché : malgré tant de protestations intéressées le dirigisme professionnel privé doit être tenu jusqu'à preuve contraire fournie par ceux qui l'utilisent pour incompatible avec l'avantage des consommateurs.

L'agriculture par son caractère non-capitaliste me paraît remplir les deux conditions qui rendent tolérables ou admissibles l'institution de disciplines corporatives et leur consolidation par la puissance publique (institution du pouvoir professionnel). Il n'est pas certain d'ailleurs que l'appui de celle-ci permette de former les regroupements et choix collectifs que l'industrie, à des degrés divers selon les branches, réalise spontanément pour son propre compte. Il est probable que l'agriculture ne parviendra jamais à réaliser les coalitions de type industriel ou financier que les lois antitrust s'efforcent de combattre avec un succès d'ailleurs

relatif. On doit, en tout cas, louer les auteurs de la loi complémentaire d'avoir conservé aux dirigeants publics une complète faculté de contrôle (voir par exemple les conditions mises par l'art. 16 al. 3 de la loi complémentaire à l'extension du principe d'un prix de retrait, ce dernier étant fixé avant le début de chaque campagne par le Ministère de l'Agriculture en accord avec le Ministère des Finances et après avis du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles).

Cette volonté de faire dépendre d'un agrément officiel préalable le recours à des formules d'inspiration corporative constitue une manière correcte d'aborder ce problème. Mais les textes suffiront-ils à permettre l'adaptation souhaitée ?

2. L'analyse des préférences des consommateurs.

[Retour à la table des matières](#)

Le but de cette analyse est de déterminer les types de produits correspondant aux goûts des consommateurs. C'est aux États-Unis que ce genre d'enquête a pris la plus grande extension. D'abord réalisées de manière empirique, ces recherches ont pris au cours des dernières années une allure plus rigoureuse. Je voudrais esquisser ici le principe de ces travaux en utilisant à cet effet une étude de Joseph Le Bihan qui résume en peu de pages une somme d'expériences (« L'analyse systématique du débouché alimentaire des produits agricoles » in *Cahiers de l'Institut de Science Économique Appliquée*, suppl. n° 113, mai 1961 (Série K, n° 5), pp. 113-132).

L'acquis général le plus important de cette analyse est le perfectionnement constant des techniques d'exploration dont on distingue deux grandes séries :

— interrogation motivée : elle s'oppose à l'interrogation simple qui met uniquement en jeu la mémoire du consommateur sans aucune exposition du produit. Les nouvelles méthodes s'efforcent de susciter des appréciations visuelles (réactions du consommateur en fonction de l'apparence ou de la composition du produit) ou des appréciations gustatives. Avec le premier système, on demande par exemple aux intéressés d'exprimer leurs préférences entre les diverses catégories de viandes d'après la vue de différents morceaux non identifiés. Ou encore on s'efforce de déterminer les critères utilisés par les consommateurs pour évaluer la qualité d'un œuf en leur présentant différents œufs cassés sur des pièces de papier blanc. Cependant, l'on attribue aujourd'hui plus d'importance aux appréciations gustatives qui permettent de repérer les principaux fondements de la préférence pour un produit déterminé (création de *panels* de consommateurs dégustateurs).

— expérimentation contrôlée dont le but est d'identifier et de préciser les variables qui déterminent le comportement de l'acheteur. Il semble que cette méthode, spécialement mise en œuvre dans les grandes unités modernes de distribution, ait donné de bons résultats commerciaux dans le domaine de la présentation des produits. S'agissant des fruits, par exemple, les travaux américains

ont mis en lumière la préférence du consommateur pour un matériau de conditionnement translucide qui lui permette d'apprécier visuellement la qualité du produit. Cette expérimentation s'effectue à l'aide de nombreux procédés parmi lesquels on peut mentionner la technique des lots couplés (comparaison des réactions à l'égard de deux lots ne différant que par une seule caractéristique : ainsi, le mode d'emballage). Citons aussi la confrontation entre des magasins expérimentaux qui emploient le mode de présentation dont on veut évaluer l'attrait et un magasin témoin utilisant un autre mode aux effets déjà connus.

Une fois établies les préférences qualitatives des consommateurs, les divers agents de l'économie alimentaire tentent d'effectuer une prédiction quantitative des possibilités d'absorption du marché — donnée qui, réserve faite des difficultés du contrôle de l'offre, devrait constituer un élément essentiel des décisions prises par les producteurs agricoles, et naturellement aussi, l'ajustement étant dans ce cas plus facile, des industries transformatrices. Selon les techniciens, les résultats tirés des budgets de famille seraient trop peu nuancés pour servir utilement de fondement à des décisions économiques. Dans ce domaine également l'on s'oriente, spécialement quand il s'agit d'obtenir des résultats rapides, vers la constitution de *panels* de consommateurs ou d'utilisateurs au titre des produits fournis par une branche agricole (ainsi agrumes ou produits dérivés des agrumes).

De telles enquêtes, dont J. Le Bihan montre bien les lacunes et déficiences méthodologiques, sont susceptibles d'améliorer l'adaptation qualitative de la production au débouché alimentaire et, par là, d'accroître le coefficient d'élasticité des dépenses consacrées à la nourriture dans les pays riches. Utiles sur le marché national, elles sont indispensables pour la conquête de clients étrangers dont les habitudes et préférences ne sont pas nécessairement semblables — ne le sont en fait que rarement — à celles du consommateur national. Il est difficile et souvent impossible de vendre à l'extérieur du pays si l'on n'apporte pas aux produits les modifications indispensables (composition, saveur, conditionnement, etc.). M. Pisani passe pour avoir dit que si l'acheteur veut du lait rouge, il faut le lui fournir rouge. C'est en effet tout le problème — un problème spécialement ardu pour les Français portés à s'attribuer une supériorité gustative. Mais comme le note J. Duhamel (*La Nef*, juillet-septembre 1962, p. 112), le consommateur étranger a raison « s'il préfère le beurre blanc, le petit pois gros, le camembert dur et la viande... contrôlée ».

La réalisation des enquêtes et recherches nécessaires à cette adaptation excèdent encore dans un grand nombre de cas les moyens dont disposent les organisations professionnelles agricoles et *a fortiori* les exploitants individuels. Il revient donc aux services et groupements publics d'en faciliter l'accomplissement. Mais la question qui se pose ensuite est de conduire les producteurs intéressés à agencer leurs efforts en fonction des éléments d'information et d'évaluation ainsi recueillis. C'est, en somme, un aspect de la recherche de la qualité qui, au cours des dernières années, a fait l'objet d'un intérêt croissant en divers milieux.

La qualité est une notion ambiguë, chacun ayant tendance à la définir par les (ou 1a) particularités auxquelles il attache le maximum d'importance. H. de Farcy (*Produire et vendre. L'action commerciale de l'agriculteur*, Paris, 1961, p. 37) y voit « un complexe de caractères, naturels ou acquis, auxquels l'acheteur donne une valeur spéciale ». De manière plus générale on a pu présenter la qualité comme l'aptitude à l'emploi. Cette conception paraît raisonnable sous réserve des difficultés que l'on éprouve à exprimer en termes objectifs et uniformes, les préférences gustatives et, le cas échéant, visuelles des consommateurs de produits alimentaires. On peut en tirer l'idée qu'une politique de la qualité implique, au moins dans certaines limites, l'adaptation du produit — ne serait-ce que dans sa présentation — aux souhaits et exigences du marché considéré. À l'exception de quelques produits prestigieux qui s'imposent en tout lieu par la force de la tradition ou de la mode, cet ajustement est l'une des conditions essentielles d'une prospection commerciale efficace.

L'acheteur, et spécialement le consommateur étranger, est souvent sensible aux conditions dans lesquelles est obtenu le produit offert (voir, dans cette perspective, les griefs faits par les Allemands aux méthodes françaises d'abattage du bétail et de traitement de la viande). En vue de surmonter ces difficultés, notamment dans le cadre de la Communauté économique européenne, l'art. 25 de la loi complémentaire donne au gouvernement le droit de fixer « les conditions de qualité et d'hygiène auxquelles devront satisfaire les fabrications et les installations des entreprises... appelées à intervenir dans la transformation ou la commercialisation des produits agricoles et alimentaires ».

Le perfectionnement et l'adaptation de la qualité peuvent résulter, en premier lieu, de l'action des groupements professionnels. On cite souvent à cet égard le cas des houblonniers d'Alsace qui ont accompli de grands efforts pour revaloriser leur produit grâce à une sélection des plants qui en a amélioré la finesse et à l'amélioration des techniques culturales qui permet d'éviter les maladies de la plante. Cependant, les agriculteurs français n'ont pas toujours attaché à ces problèmes l'importance souhaitable (les règles suivies en matière de taxation des prix ayant eu souvent pour effet de décourager la recherche de la qualité). Les progrès récents accomplis dans l'ordre de la vulgarisation, et notamment l'activité des C. E. T. A., doivent permettre de combler progressivement les retards pris vis-à-vis de certains pays étrangers. C'est en tout cas l'un des secteurs dans lesquels l'action des groupements de producteurs et des comités économiques agricoles pourrait s'exercer avec le plus d'utilité.

Cependant, la puissance publique joue un rôle considérable en ce domaine. D'abord par une réglementation autoritaire tendant à protéger la santé publique et à assurer la loyauté des transactions (interdiction de la production ou de la mise en vente d'aliments défectueux, restrictions à l'emploi des produits de conservation ou d'addition, répression des fraudes et falsifications ...). Mais, désormais, l'État poursuit également, souvent en collaboration avec les organisations professionnelles, une politique de promotion de la qualité. Dans l'ordre des boissons, par exemple, on peut mentionner la loi du 18 décembre 1949 régissant

les vins délimités de qualité supérieure, le décret du 30 septembre 1953 classant les terrains viticoles en régions qualifiées et régions de reconversion, ainsi qu'un autre décret portant la même date qui organise l'inventaire du verger cidricole français, effectue la répartition des variétés et vergers en trois groupes (« recommandés », « tolérés », « prohibés »), définit les caractéristiques et les conditions de production des cidres commercialisables... Il faut généralement beaucoup de temps pour faire passer de telles dispositions dans la pratique : mais, en définitive, des mesures de cet ordre sont essentielles pour assurer aux acheteurs un niveau de qualité satisfaisant. Le perfectionnement de la qualité est nécessairement une œuvre de longue haleine.

On a voulu introduire dans l'agriculture le procédé de la normalisation des produits dont on connaît l'importance pour le travail industriel. C'est ainsi que depuis 1950 l'Association Française de Normalisation a défini les normes des abricots, cerises, pêches, poires, Pommes, prunes, raisins, artichauts, endives, tomates... : en 1957 l'A. F. N. O. R. a commencé d'appliquer sa marque N. F. à certains fruits et légumes. L'art. 28 de la loi d'orientation agricole mentionne expressément les certificats de normalisation (qui ont fait l'objet du décret n° 61.664 du 27 juin 1961) parmi les instruments de promotion des ventes à l'étranger.

L'objectif de base de la normalisation est d'assurer la conformité du produit à un certain nombre de définitions : c'est, avant tout, une garantie d'homogénéité. Certains lui reprochent à ce titre de supprimer la variété des saveurs si appréciée des gastronomes : ainsi la constance dans les caractéristiques du produit serait-elle obtenue au détriment de sa succulence. Mais pour l'acheteur moyen la garantie d'une qualité courante est d'importance primordiale. Sans entrer dans une controverse technique, disons que tous les spécialistes ne sont pas convaincus de l'entière légitimité d'une extension à l'agriculture des techniques de normalisation ayant fait leurs preuves en matière de fabrications industrielles.

Je mentionnerai enfin l'emploi des labels et marques de qualité qui tend également à se répandre en agriculture (voir, par exemple, l'activité de l'Association Française pour l'Expansion des Produits Agricoles de Qualité Garantie). L'art. 23 de la loi d'orientation définit le label agricole comme « une marque collective... attestant que le produit qui en bénéficie possède un ensemble distinct de qualités et de caractéristiques spécifiques ». Il s'agit donc non d'un jugement péremptoire sur le produit mais d'une sorte de notice descriptive garantissant à l'acheteur l'existence de certains traits ou particularités. Divers spécialistes estiment d'ailleurs que les produits agricoles, compte tenu de leur diversité, et aussi de la variété des goûts des consommateurs, ne se prêtent guère à la certification de qualité (réglementée par le décret n° 61.665 du 27 juin 1961).

Au total, les certificats de normalisation et les labels — du moins ceux délivrés sous un contrôle impartial — sont susceptibles de favoriser le perfectionnement qualitatif des produits et de faciliter la réalisation des ajustements indispensables. Cependant, la base même de cet effort me semble résider dans une conjonction de

directives professionnelles et de réglementations publiques. En raison de la structure humaine de l'agriculture (dispersion des exploitations), de telles démarches restent difficiles à accomplir et, à plusieurs égards, demeurent aléatoires : réserve faite de cas exceptionnels où l'accord des intéressés pourrait suffire (acceptation par tous les cultivateurs d'une région des spécifications d'une notice de qualité), je doute que la bonne volonté et l'entente mutuelle suffisent pour assurer la solution de ces problèmes.

II. RÉGULARISATION DES MARCHÉS.

[Retour à la table des matières](#)

Dans la deuxième partie de cet ouvrage, j'ai exposé les motifs de l'instabilité des prix agricoles — caractéristique qui, durant les phases d'approvisionnement normal, s'exerce le plus souvent au détriment des producteurs. Jointe au souci d'endiguer la tendance à la dégradation du revenu agricole, cette situation conduit les autorités à exercer de multiples interventions en vue de régulariser le cours des produits et, par là, de consolider le revenu paysan. Je voudrais dans cette section esquisser, spécialement à partir du cas français, les grandes lignes des dispositifs appliqués.

Pendant longtemps, les autorités se sont bornées en ce domaine à assurer la protection des agriculteurs nationaux contre la concurrence étrangère (droits de douane et restrictions quantitatives, surtout sous la forme du contingentement des importations). Cependant la gravité de la crise des années 1930 devait les conduire à s'immiscer directement dans le fonctionnement des marchés. Le vin et le blé furent les premiers grands produits à faire l'objet de telles réglementations (le second échappant dès 1936 avec la création d'un office étatique au libre mécanisme du marché). Depuis lors, cette tendance n'a fait que s'accroître et s'élargir. Comme principaux dispositifs d'une telle action je mentionnerai le décret du 30 septembre 1953 portant organisation des marchés agricoles et celui du 18 septembre 1957 fixant les principes d'un nouveau système de prix.

La régularisation des marchés est directement liée à la notion de parité qui constitue désormais l'un des thèmes essentiels de la revendication paysanne. Dans le cadre français cette réclamation a un but tout à fait net : permettre aux revenus agricoles de suivre et, lorsqu'il y a retard, de rattraper les prix industriels. En somme, les paysans voudraient que l'intervention des autorités publiques en matière de prix agricoles s'exerçât de manière à assurer l'équivalence de la rémunération des travailleurs des champs et des villes : d'où leur demande que soient institués des mécanismes (indexation) garantissant l'automatisme des ajustements nécessaires à cet effet. Les dirigeants publics, spécialement sous la V^e République, ont refusé d'aliéner leur liberté de manœuvre par l'acceptation de critères rigides d'intervention : néanmoins l'objectif de parité, consacré par la loi

d'orientation agricole (*supra*), constitue l'un des éléments essentiels qui s'imposent aux autorités dans la politique des prix et l'organisation des marchés.

En première analyse, la régularisation des marchés paraît s'appliquer à des problèmes de court terme : ainsi, niveler les variations de prix pouvant résulter d'inadaptations provisoires de l'offre à la demande. Mais, dans certaines expériences, ces interventions ont été liées à la réalisation d'objectifs à long terme et, notamment, à un effort d'orientation systématique des agriculteurs dans le choix des productions. Il faut signaler ici la notion des prix d'objectifs mise en œuvre par le décret du 18 septembre 1957 pour inciter les paysans à développer certaines productions et les dissuader d'en augmenter d'autres. L'idée de base du système était de fixer immédiatement les prix à atteindre en 1961 par référence à ceux de la campagne 1957, le niveau 1961 dépassant le niveau 1957 pour les produits à encourager (ainsi, la viande de bœuf et de porc) et se situant au-dessous de lui pour les denrées (ainsi, le blé) dont l'expansion n'était plus souhaitée. Il était prévu que chaque année, à partir de 1958, l'écart entre les deux niveaux serait réduit d'un pourcentage déterminé par hausse ou baisse, selon les cas, du prix pratiqué durant la campagne précédente : finalement on aurait atteint à l'expiration de la période les niveaux fixés lors du départ de l'expérience.

Ce système, qui est susceptible de bien d'autres modalités, semble à première vue capable d'apporter une contribution intéressante au problème du contrôle de l'offre. Cependant, plusieurs facteurs en ont rapidement altéré le fonctionnement : initialement les autorités n'ont pas eu l'audace de prévoir une régression suffisante des prix pour les produits excédentaires ; par la suite, elles n'ont pas osé appliquer intégralement les facteurs correctifs prévus par les textes pour les cas de récoltes trop abondantes. En somme, l'utilisation des prix dans un but de stimulation (hausse) est, politiquement, beaucoup plus facile que leur emploi à des fins de pénalisation (baisse).

Le problème a désormais changé de sens, l'agriculture française étant entrée dans une phase où les productions seront généralement excédentaires. Réserve faite de la viande de bœuf, pour laquelle le IV^e Plan envisage une revalorisation de l'ordre de 10% » on n'a donc plus besoin de miser sur le pouvoir attractif des prix d'objectifs. En conséquence, les prix d'objectifs fixés pour 1965 sont de l'ordre de ceux atteints durant l'année 1961 (système qui laisse aux agriculteurs, on le voit, le bénéfice des gains de productivité acquis au cours des quatre années du plan). La tactique des autorités semble être de manipuler les écarts relatifs de prix pour favoriser les orientations souhaitées. Le système de prix doit, selon le Plan, maintenir un équilibre propice au développement de l'élevage et particulièrement de la production de viande de bœuf :

le rapport prix de la viande
prix du lait

doit donc être favorable à la production de viande.

Tel est le cadre général dans lequel se situent les interventions particulières dont je vais maintenant donner quelques exemples.

1. Techniques d'intervention.

[Retour à la table des matières](#)

La première démarche qui vient à l'esprit en cas de pléthore et d'effondrement corrélatif des cours est la fixation d'un prix minimum, c'est-à-dire d'un niveau au-dessous duquel il est interdit de traiter (la situation inverse, pénurie ou disette, suscitant normalement l'établissement d'un prix maximum). Comme exemple de cette pratique je mentionnerai la loi du 10 juillet 1933 qui fixait à 115 francs le quintal le prix minimum du blé. Mais l'expérience établit que de telles mesures manquent leur but en provoquant la fraude si elles ne sont pas assorties de dispositions supplémentaires qui en assurent ou en permettent le respect. Autrement dit, les interventions faites exclusivement au niveau des prix risquent, dans un sens comme dans l'autre, de demeurer lettre morte.

Sous le régime de la loi de 1933, de nombreux meuniers achetèrent au-dessous du cours légal (réalisant ainsi d'importants bénéfices puisque le prix de la farine était calculé sur le prix officiel du blé).

D'où l'idée qu'il est préférable si l'on veut consolider les cours de procéder à une manipulation de l'offre : ainsi, arrêt des achats à l'étranger dès que les cours nationaux tombent au-dessous d'un certain minimum, les frontières demeurant fermées jusqu'à ce qu'un redressement suffisant des cours ait été observé. Ce procédé, qui n'est pas toujours compatible avec les accords commerciaux existants, perd de son efficacité en raison du délai qui sépare souvent la survenance de l'effondrement du blocage des importations. Autre technique qui concerne uniquement les producteurs nationaux : la fixation d'un échelonnement obligatoire des livraisons. La mise en marché est ainsi calculée de manière à éviter les sorties massives susceptibles de détruire l'équilibre entre l'offre et la demande. Le mécanisme repose essentiellement sur des ordres de blocage et des autorisations de déblocage : on bloque des fractions de la récolte si les prix tendent à baisser et on les débloque s'ils tendent à monter. Utilisé notamment pour le vin ce système impose des charges au producteur : il ne fonctionne correctement au surplus que si les permissions de déblocage échelonnées finissent par couvrir la totalité de la récolte (des procédés de secours ayant parfois été utilisés : envoi du vin à la distillation par exemple). Sinon on tombe dans le problème des excédents (*infra*).

Un second système d'intervention est l'octroi aux cultivateurs d'une garantie de prix. Désormais la fixation de celui-ci échappe aux fluctuations du marché. Ce procédé a été introduit pour la première fois dans le domaine de la culture du blé : rappel de la création par la loi du 15 août 1936 de l'Office du Blé (devenu depuis Office National Interprofessionnel des Céréales). L'octroi d'une garantie peut être considéré de prime abord comme une faveur exceptionnelle. Cependant, elle n'est qu'un aspect du besoin général de sécurité qui s'affirme dans les communautés modernes : on ne saurait demander aux paysans d'accepter l'incertitude alors que

tous les autres secteurs de l'activité économique désirent s'en protéger et s'en protègent effectivement dans une proportion croissante. Ainsi considérée la garantie des prix agricoles cesse de présenter un caractère singulier pour relever d'une tendance générale à la neutralisation des risques. Cependant, ce procédé comporte des dangers certains dès que le produit bénéficiaire entre dans la catégorie des articles excédentaires.

L'octroi d'une garantie de prix de nature publique n'a de sens que si les intéressés parviennent à écouler leur production à ce prix. Garantir les prix oblige en somme, par un mécanisme logique, à garantir les débouchés. Autrement dit, si le marché n'est pas preneur de la totalité de la récolte au cours fixé, l'autorité qui a accordé la garantie doit assurer aux bénéficiaires les débouchés supplémentaires. Mais, dès le moment où le cultivateur jouit d'une faculté de cession certaine il va avoir tendance à augmenter sa production et, ce faisant, à alourdir le coût social du mécanisme. En période de progrès technique accéléré, il pourrait en résulter un amoncellement d'excédents invendables ou ne pouvant être liquidés qu'avec de fortes pertes (notamment sur le marché mondial, *supra*).

Il existe diverses parades à ce risque : en premier lieu la fixation du prix garanti à un niveau qui ne soit pas attractif pour les producteurs. Mais cette démarche qui, en un sens, va à l'encontre du but visé (consolider le revenu paysan) soulève des difficultés politiques : elle est susceptible d'infliger de plus grands dommages aux petits qu'aux gros exploitants, les seconds se trouvant mieux placés que les premiers pour développer le rendement. Autre parade : la limitation des superficies cultivées et la subordination de la garantie à l'acceptation de mesures restrictives (consultation des producteurs par referendum). En France on a préféré utiliser jusqu'à présent le système du *quantum* qui, en cas de récolte excédentaire, restreint à une partie de celle-ci les avantages accordés.

Ce procédé est appliqué notamment au blé mais il a été étendu à d'autres marchés, notamment celui du vin. Pour le blé, le *quantum* est défini comme la quantité de cette céréale nécessaire à la couverture des besoins du pays et d'un certain volume d'exportation. Au titre de la campagne 61-62, le décret du 29 juillet 1961 l'a fixé à 68 millions de quintaux. Le prix garanti ne s'applique qu'à la fraction couverte par le *quantum*, le producteur ne bénéficiant en principe d'aucune protection pour l'écoulement du surplus (qui s'effectuera à l'étranger aux cours très déprimés du marché mondial). On pressent aisément que la répartition du *quantum* entre les diverses catégories d'exploitants, soulève de difficiles problèmes.

Soulignons que, compte tenu de la mise en œuvre de la politique agricole commune pour les céréales, les autorités ont décidé d'appliquer au blé une technique plus souple de régulation du marché (notamment dans l'ordre de la fixation des prix).

Troisième mécanisme de régularisation : le système du prix d'intervention. En principe les autorités laissent le marché fonctionner librement mais elles agissent dès que les cours montent au-dessus d'un certain niveau dit prix-plafond ou tombent au dessous d'un certain autre qualifié de prix-plancher. L'action sur le

marché prend place quand les prix réels se situent au-dehors de cette « fourchette ». C'est en somme le cas, par excellence, de la régularisation, puisqu'il s'agit d'éviter aussi bien les hausses que les baisses tenues pour excessives : les fonds de stabilisation du cours des changes partent du même principe.

Relève actuellement de ce schéma le marché des viandes. L'organisme d'intervention est la Société Interprofessionnelle du Bétail et des Viandes (S. I. B. E. V.) créée en décembre 1953. À la différence de l'Office des Céréales qui gère la totalité du marché, la S. I. B. E. V. n'agit que pour en régulariser le fonctionnement. Son mécanisme est simple : la Société procède à des achats pour dégager le marché lorsque les cours descendent au-dessous des minima d'intervention. La viande ainsi acquise est stockée ou congelée pour être soit exportée, soit remise sur le marché quand les prix remontent au-dessus des maxima d'intervention. La Société Interlait, fondée en avril 1955, remplit une mission sensiblement analogue pour le lait et les produits laitiers. Mentionnons aussi la Société Nationale Interprofessionnelle de la Pomme de Terre (S. N. I. P. O. T.).

Ce système d'intervention diffère de celui déjà évoqué où les autorités se bornent à fixer le rythme du déblocage (procédé dit du déblocage par tranches) en fonction de l'évolution des cours. Dans le cas mentionné des viandes et des produits laitiers, les autorités responsables du marché procèdent à des achats de soutien et de dégagement dès que la cote d'alerte est atteinte. En somme, les producteurs intéressés se débarrassent de la charge technique et financière du stockage sans subir des pertes considérables par rapport aux prix tenus pour raisonnables au moment de l'opération. C'est une forme de garantie relativement précieuse. Quant aux organismes d'intervention, leur fonctionnement ne soulève pas de grands problèmes s'il s'agit seulement de faire face à des déséquilibres temporaires. La situation s'alourdit par contre dès que les décalages cessent de se compenser et que l'une des séries d'intervention prend le pas sur l'autre de manière permanente (ainsi, constitution d'excédents que l'on devra tenter d'écouler à perte sur le marché mondial).

On envisage actuellement d'accroître les responsabilités des sociétés d'intervention en leur confiant, à côté de la tâche de soutien des cours à la production, celle d'une régularisation des prix au détail. Il s'agirait donc pour celles-ci de participer à la défense du consommateur. Il semble que la S. I. B. E. V. doive être la première à mettre en œuvre de telles directives. L'effort mérite d'être approuvé à condition qu'on ne se limite pas à des mesures ayant pour principal effet de consolider la position des producteurs (ainsi, habituer les consommateurs à utiliser plus largement la viande congelée). Certes la S. I. B. E. V. aurait fort à faire pour aménager le commerce de la viande en un sens favorable à l'acheteur final : il n'est pas sûr que dans ses nouvelles activités cette société s'oriente vers de telles opérations.

Ces considérations permettent d'illustrer la valeur et les limites du stockage dans la régularisation des marchés agricoles. En règle générale le stockage a pour

rôle d'assurer la compensation des flux correspondant aux divers aspects de l'activité (production et consommation, matières premières et produits finis ...). Cette tâche présente une importance particulière en agriculture compte tenu des difficultés (et, pour le court terme, de l'impossibilité) du contrôle de l'offre ainsi que du caractère périssable d'un grand nombre de denrées.

Le stockage assure deux grandes fonctions régulatrices : il permet de réaliser l'équilibre, ou du moins de le rechercher, entre une consommation relativement régulière et une production concentrée dans le temps (produits végétaux) ou soumise à de fortes fluctuations saisonnières (produits animaux) ; il permet aussi de conserver d'une année sur l'autre diverses quantités de produits (ce délai assurant une plus grande liberté de manœuvre dans la recherche de débouchés extérieurs). Mais l'utilité du stockage se restreint quand il s'agit de traiter des excédents qui, réserve faite de calamités atmosphériques, s'additionnent d'une année à l'autre. Il faut alors soit augmenter sans aucune certitude de rentabilité la capacité globale de stockage, soit procéder à la liquidation pure et simple des marchandises amassées. On en arrive alors, souvent par une pente insensible, aux procédés connus sous le nom de malthusianisme agricole et dont on distingue deux variétés :

— malthusianisme curatif qui se traduit par la destruction des récoltes. Celle-ci peut être complète : ainsi, enfouissement des produits récoltés quand les prix de vente ne permettent pas de couvrir les frais de cueillette et de transport. Autre modalité moins brutale : l'utilisation dégradée (transformation du blé en céréales non panifiables par dénaturation).

— malthusianisme préventif. Il consiste dans la neutralisation d'une partie de l'appareil productif (réduction autoritaire des surfaces cultivées, arrachage des vignes, etc.). Un cas célèbre est celui de la campagne de coton en 1934 aux États-Unis : le gouvernement loua aux producteurs 35 à 45% de la superficie consacrée à cette culture en vue d'en empêcher provisoirement l'exploitation, les intéressés recevant 3,5 cents par livre de coton non produite.

Dans l'ensemble le malthusianisme agricole est nettement désapprouvé. On tient ces destructions et restrictions pour absurdes et immorales alors que tant d'êtres humains manquent encore du nécessaire. « Tout le monde convient, écrit J. Milhau (*Traité d'Économie rurale*, Tome second, Paris, 1954, p. 348), qu'une société qui est obligée d'ériger en règle d'administration permanente les destructions des richesses qu'elle s'est évertuée à produire, est une société contre nature et condamnée par ses propres contradictions ». C'est là une position inattaquable qui, en une large mesure, résulte de l'incapacité des hommes à trouver des solutions à leurs problèmes au-delà du cadre national. Les développements déjà présentés sur l'anarchie des marchés agricoles internationaux et la nature intéressée de l'aide alimentaire ne poussent guère à l'optimisme.

Il est vrai que le malthusianisme agricole sous sa forme curative semble aujourd'hui quelque peu en régression. Même si le don s'accompagne d'arrière-pensées politiques, il est cent fois préférable à la destruction pure et simple. Par

contre le malthusianisme préventif n'a nullement disparu et l'on est encore loin d'une pleine utilisation de la capacité de production agricole (*supra*, les remarques de R. Dumont concernant le cas de la France). Ces tendances restrictives continuent d'inspirer la politique agricole américaine, ce pays étant voué à de telles démarches (effort de limitation des superficies cultivées) par l'actuelle distribution du pouvoir d'achat mondial. À plusieurs reprises des dispositions d'esprit analogue ont été adoptées en France (par exemple pour le sucre). Les efforts actuels d'expansion de la production agricole française s'inscrivent certes dans la ligne de l'intérêt national mais, en contribuant à augmenter la quantité d'aliments disponibles ils sont susceptibles, si du moins l'on parvient à esquisser des solutions communautaires, d'accroître le bien-être humain. M. Pisani n'a pas tort de qualifier de « crime » la condamnation à la stérilité de terres fécondes quand des millions d'hommes meurent de faim.

Signalons aussi à cet égard les dispositions de l'art. 16 de la loi complémentaire stipulant que « en aucune façon le Fonds d'Orientation et de Régularisation des Marchés Agricoles ne pourra soutenir une opération de retrait se traduisant directement ou indirectement par la destruction de denrées alimentaires. Les produits en excédent et qui ne pourraient trouver de débouchés seront distribués gratuitement, avec le concours des producteurs, aux vieillards et aux économiquement faibles ». Encore qu'il ne faille pas entretenir d'illusions sur la portée de ces mesures, l'inspiration qui les anime mérite une pleine approbation.

Ainsi devient-il possible d'évaluer globalement la valeur pour le monde paysan des efforts accomplis au titre de la régularisation des marchés agricoles. On peut en attendre une solution relativement satisfaisante des déséquilibres temporaires et des décalages saisonniers. Mais, dès que l'écart entre l'offre et la demande s'approfondit ou tend à devenir permanent, le problème cesse de relever d'une simple activité de régulation pour exiger des solutions d'une autre nature et d'une autre ampleur. Ces solutions, quelle qu'en soit l'économie, exigent un financement qui, en l'état présent du revenu agricole, doit être assuré dans une large mesure par des subventions directes ou indirectes du Trésor. C'est ainsi que les opérations de la S. I. B. E. V., appuyée à cet effet par le Fonds d'assainissement du marché de la viande, ont été financées par l'attribution d'une partie des recouvrements opérés au titre de la taxe de circulation sur les viandes ainsi que par des subventions d'État. Certains trouvent choquant que les non agriculteurs supportent ainsi une fraction substantielle des dépenses engagées pour consolider les prix auxquels leur seront vendues les denrées agricoles : mais, l'opération prend une signification différente si on la considère comme un modeste essai de correction des inégalités dans la répartition du revenu national entre les diverses branches de l'activité économique.

2. Centralisation du système.

[Retour à la table des matières](#)

Elle est désormais assurée par le Fonds d'Orientation et de Régularisation des Marchés Agricoles (F. O. R. M. A.). Cet organisme a été créé sous la forme d'un budget annexe par la loi de finances rectificative pour 1960 en date du 21 juillet 1960 : il remplaçait le compte spécial de commerce intitulé Fonds de Garantie Mutuelle et d'Orientation de la Production Agricole institué par un décret du 30 septembre 1953. Le F. O. R. M. A. a été réorganisé par un décret du 29 juillet 1961 qui en a fait un établissement public à caractère industriel et commercial géré par un Conseil de direction et un directeur nommé par décret.

L'art. 25 de la loi d'orientation lui fixait comme objet « d'assurer une organisation satisfaisante des marchés des principaux produits agricoles ». L'art. premier du décret de juillet 1961 lui assigne comme mission « de préparer les décisions gouvernementales relatives aux interventions de l'État sur les marchés agricoles et de les exécuter ». D'un texte à l'autre la mission du Fonds a été précisée et renforcée.

Le Conseil de direction du F. O. R. M. A. se compose d'un président (nommé par arrêté conjoint du Ministre de l'Agriculture et du Ministre des Finances) et de vingt-deux membres (dont la moitié assurant la représentation des départements ministériels intéressés et l'autre moitié celle de la production et du commerce des produits agricoles). Le Conseil est chargé d'une part de suivre l'organisation des marchés agricoles et l'orientation de la production, d'autre part de contrôler l'exécution pratique des interventions réalisées sur les marchés agricoles et l'action des sociétés d'intervention agissant sur ces marchés (S. I. B. E. V., Interlait)...

Il est encore trop tôt pour apprécier la place effective du F. O. R. M. A. dans la politique agricole française. À plusieurs égards, le Fonds apparaît comme le conseiller suprême du gouvernement en ces matières : ainsi est-il appelé à donner un avis sur les prix agricoles comme sur les importations de produits agricoles et alimentaires, dont on sait qu'elles provoquent souvent la colère des milieux professionnels intéressés. Remplaçant divers anciens fonds spécialisés, le F. O. R. M. A. constitue au surplus l'organe directeur des interventions sur les marchés. C'est lui qui porte la responsabilité finale et globale de cette régularisation dont j'ai souligné la nécessité et les difficultés. Il semble que le Ministre de l'Agriculture, M. E. Pisani, veuille lui attribuer un grand rôle dans l'effort de rénovation et de modernisation de l'agriculture française.

Reste à savoir si le Fonds pourra disposer des ressources indispensables à l'accomplissement de sa tâche. Au titre de 1961 il a bénéficié d'un peu plus d'un milliard et demi de francs dont, selon ses comptes, l'affectation a été la suivante :

Viande	544.000.000
Lait et produits laitiers	822.500.000
Fruits et légumes	44.217.000
Aviculture	9.450.000
Pommes de terre	26.807.000
Vin, eaux-de-vie et spiritueux	33.466.000
Textiles agricoles	24.450.000
Conserves	200.000
Section commune et divers	84.973.500
Total	1.590.063.500

On notera que les subventions pour le sucre (160 millions de F.) et les céréales (410) ne figurent pas dans la comptabilité du F. O. R. M. A. Au total, durant l'année 1961, l'État aurait consacré une somme de l'ordre de 2.1 à 2.2 milliards de F. à la régularisation des marchés agricoles. Cependant, l'estimation faite de ce soutien parla F.N.S.E.A. apparaît plus modeste (de l'ordre de 1,6 selon les chiffres cités par F. Houillier in *Revue d'Économie Politique*, juillet-octobre 1962, p. 659). Il est probable que l'écart provient de différences dans le mode de comptabilisation (décalage entre la date de l'engagement des dépenses et celle de leur réalisation). En tout cas, des crédits supérieurs — couverts pour la plus large part à l'aide de subventions — ont été prévus au titre de 1962 (les sommes dépensées au titre des premiers mois restant toutefois inférieures aux prévisions).

En exécution de son rôle d'orientation, le F. O. R. M. A. s'est intéressé au sauvetage financier de productions apparemment mineures mais dont un déclin trop rapide aurait exercé de graves répercussions sociales sur certaines communautés locales (cas de l'élevage du ver à soie et du lapin à poil d'angora ...). Les dépenses entraînées par ces opérations, dont la rentabilité économique est discutable, ont été relativement faibles. Les choses changeraient si le F. O. R. M. A., qui supporte la charge de l'écoulement à perte des excédents, était autorisé un jour à préconiser ou à imposer certaines limitations des superficies cultivées. Il n'en est pas question pour l'instant, le Fonds devant en somme prendre la production « comme elle vient ».

Dans son rôle d'exécution le F.O.R.M.A. dispose des sociétés d'interventions créées à la suite de la réorganisation de septembre 1953. Mais, s'il veut remplir l'intégralité de sa mission, le Fonds devra aussi s'appuyer sur les organismes constitués ou à fonder en vue de l'exportation ou de la centralisation des moyens de transformation et de stockage sur le marché intérieur. Je soulignerai à cet égard la création récente (18 janvier 1962) d'une société de financement pour le développement de l'économie agricole (S.O.F.I.D.E.C.A.) au capital de 20 millions de F. (réparti entre les organisations professionnelles, les caisses de crédit du secteur public et les banques privées).

Le rôle de la S.O.F.I.D.E.C.A. est de promouvoir une adaptation des principales structures de l'économie agricole en vue d'accroître la compétitivité de celle-ci. La société encouragera les réformes souhaitées en prenant des participations dans des entreprises s'occupant des divers aspects ou agissant aux diverses étapes de l'activité agricole depuis la mise en route de la production jusqu'à la commercialisation. Son action sera préparée et éclairée par des sociétés civiles d'études rassemblant tous les groupes intéressés par un même marché. Celles-ci se livreront en particulier aux enquêtes nécessaires pour déterminer les mesures à prendre et les investissements à réaliser. Plusieurs, qui portent toutes le préfixe Uni, ont déjà été constituées : Uniconserves, Univiande, Uniriz, Uniprolait, Univigne... En principe chaque branche de l'économie agricole doit disposer d'une organisation de ce type.

L'ensemble de ces actions, entre lesquelles il est indispensable d'instituer une coordination étroite, suppose des moyens financiers considérables. Jusqu'à présent, de par sa structure individualiste même, l'agriculture n'a disposé que d'un accès limité aux distributeurs ordinaires de capitaux : d'où l'importance pour elle des subventions accordées sur les ressources du Trésor Public. Dans la mesure où l'activité des paysans s'oriente désormais vers des formules collectives de gestion et de commercialisation, il serait souhaitable que les organismes agricoles bénéficient de facilités plus grandes auprès des banques et sur le marché financier.

En définitive, les instruments déjà mis en place, ou qui vont l'être à brève échéance, traduisent des desseins de vaste ampleur. Cependant il s'agit encore, pour l'essentiel, d'un simple cadre que les intéressés ne sauraient remplir sans obtenir des moyens considérables. Le risque existe que les détenteurs de ces ressources n'en profitent pour accroître leur emprise sur la paysannerie et consolider la domination que subit déjà celle-ci (*supra*). À ces dangers il n'y a finalement qu'une parade : le renforcement de l'action collective et, spécialement, du syndicalisme.

3. Constitution des équipements nécessaires.

[Retour à la table des matières](#)

Je voudrais d'abord souligner l'importance de la constitution d'un réseau moderne de marchés. « L'existence de vastes marchés, lieux de rassemblement des produits et en tout cas de rencontre des acheteurs et des vendeurs, s'impose, tant pour une orientation rationnelle de la commercialisation que pour une bonne formation des prix, peut-on lire dans le IV^e Plan. Ces marchés, poursuit ce texte, fournissent en outre un cadre utile aux efforts d'orientation des productions et de recherche de nouveaux débouchés intérieurs et extérieurs, particulièrement en incitant à la normalisation des produits. Les groupements de producteurs y trouveront aussi le point d'appui dont ils ont besoin ».

Le problème a été spécialement étudié pour la commercialisation des fruits et légumes dont le marché présente des défauts particuliers, ayant pour effet de désarmer les producteurs tout en pénalisant les consommateurs (sur ce problème on pourra lire l'ouvrage de D. Barrère, *Le marché français des fruits et légumes*, Paris, 1954). Parmi les efforts destinés à redresser la situation, signalons l'introduction en France de la technique de vente aux enchères à cadran dont le marché de Montlhéry constitue un exemple, ainsi que l'institution en 1952 d'un Service des nouvelles du marché des fruits et légumes dû à la collaboration entre les services administratifs et l'interprofession. But de ce Service : recueillir des informations sur les cotations en fonction des variétés, quantités et calibres des produits offerts et signaler les mouvements de marchandises, annoncés par la S. N. C. F., à destination des grands centres de consommation et de l'étranger. Mais, ces tentatives ne pouvaient suffire à la réalisation d'un dessein d'ensemble que seule la puissance publique avait la faculté de mener à bien.

Premier essai dans cette direction : le décret n° 53 959 du 30 septembre 1953 relatif à la création d'un réseau de marchés d'intérêt national : « le but à atteindre, précisait l'exposé des motifs, est de rechercher le meilleur prix, c'est-à-dire un prix à la fois le plus bas possible pour le budget des consommateurs et procurant au producteur une juste rémunération de son travail ». Trait caractéristique de ce programme : le souci d'alléger les frais matériels des circuits de distribution et de clarifier les transactions successives des circuits. « À l'ancienne notion classique de l'unité de lieu du marché, précisait l'exposé des motifs, se substituera une unité d'ensemble de caractère national ».

Deux séries de marché étaient prévues : les uns sur les lieux de production, les autres dans les grands centres de consommation. L'établissement entre ces divers marchés d'une liaison par téléimprimeurs devait permettre l'emploi du procédé des enchères simultanées. Résultats attendus : un élargissement de la confrontation des offres et des demandes telle que les cours prendraient une valeur nationale et pourraient être connus des consommateurs ; une réduction des écarts entre les cours à la production selon les régions (écarts souvent considérables avec le système actuel : cas en 1960 de l'artichaut vendu en gros au même moment 0.20 F. en Bretagne et 1 F. en Gironde).

La réalisation de ce programme devait être ralentie par la pression d'intérêts privés favorables au maintien de l'état de choses. Cependant, l'affaire a été reprise par des textes en date des 27 juin et 28 août 1958 qui prévoient la constitution et le fonctionnement d'un réseau de marchés nationaux de commercialisation pour les fruits, les légumes et les viandes. Ces textes décident que la gestion de ces marchés sera confiée à des établissements publics ou à des sociétés d'économie mixte, placés sous la tutelle de l'État et non des communes. Ces marchés seront au surplus entourés de « périmètres de protection » à l'intérieur desquels sera interdite la création de commerces de gros et de demi gros, l'autorité gestionnaire du marché pouvant racheter ceux qui existent déjà. La vente aux enchères est admise, ce qui permettra, au fur et à mesure de la modernisation des installations, la généralisation de la technique de « vente au cadran ». Chacun de ces marchés

(d'expédition, de consommation et mixtes) sera desservi directement par le rail et la route, doté d'installations modernes de manutention et de stockage, et relié à un réseau intermarchés d'informations administratives et commerciales. Le but, on le voit, est inchangé : faire de ce réseau un marché national unique travaillant sous le contrôle de la puissance publique.

Ce programme est aujourd'hui en voie de réalisation. L'efficacité économique de ces marchés dépend naturellement du volume des transactions. Dès lors ne seront reconnus comme marchés d'intérêt national que ceux traitant assez de marchandises pour exercer une influence sur la formation des cours à l'échelle du pays (les techniciens retenant comme généralement indispensables des volumes de 50.000 tonnes commercialisées par an pour les marchés de production et d'expédition et de 100.000 pour ceux de consommation). Ces exigences devant conduire à limiter le nombre des marchés d'intérêt national, on a prévu la modernisation d'un certain nombre de marchés d'intérêt régional (destinés notamment à l'approvisionnement d'agglomérations très peuplées).

En dehors des marchés proprement dits, l'effort doit aussi porter sur les équipements nécessaires au stockage et à la conservation. Ainsi les caves-coopératives pour le vin et les silos pour les céréales — silos dont la capacité actuelle (environ une cinquantaine de millions de quintaux) ne paraît pas suffisante eu égard à l'ampleur des quantités que l'accroissement des récoltes rend souhaitable et même nécessaire d'exporter. Il faut aussi mentionner les problèmes posés par le développement et le perfectionnement de la chaîne du froid (aujourd'hui 140 entrepôts frigorifiques publics représentant un volume de chambres froides de 750.000 m³, sans compter les installations spéciales qui permettent d'assurer la conservation et la congélation de la viande). Sans entrer dans des détails techniques, je voudrais signaler l'expansion prise par le procédé de la surgélation. Fortement développée en Allemagne, en Grande-Bretagne et dans les pays scandinaves, la consommation de produits surgelés commence à s'étendre en France : or des expériences de vente au public, faites à titre de test, ont montré qu'il existe d'importants débouchés pour les articles de ce type. Cependant, la surgélation demande un certain nombre de moyens (tunnel de congélation rapide, chambres froides à moins de 18° ...).

On connaît le retard pris par la France dans le domaine des abattoirs dont la réorganisation et la modernisation constituent selon le IV^e Plan « la pierre angulaire d'une solution au problème irritant et ancien du circuit de la viande ». Une enquête effectuée par le Génie rural avait établi qu'en 1954 la France possédait 1.550 abattoirs publics, 150 abattoirs industriels et 22.000 tueries particulières : éparpillement coûteux pour l'économie nationale et peu favorable à la protection sanitaire du consommateur. Depuis la Libération, plusieurs programmes de redressement ont été établis, chacun faisant un plus grand pas que le précédent sur la voie de la concentration. Le dernier en date (août 1961) prévoit de doter la France d'un réseau de 600 abattoirs modernes de grande capacité (au moins 5.000 tonnes par an), certains estimant que ce nombre sera finalement ramené à quatre cents ou cinq cents unités. On s'est donc arrêté à une formule

intermédiaire entre la dispersion ancienne et la création d'« usines à viande » (une centaine de très grands abattoirs d'une capacité de 25.000 tonnes par an). Les techniciens estiment en tout cas que la dimension retenue est assez grande pour assurer la modernisation d'une branche travaillant encore dans des conditions archaïques.

Je terminerai cet inventaire rapide et partiel en évoquant le cas des Halles de Paris. La viande d'abord. Un décret du 7 janvier 1959 a classé marché d'intérêt national le périmètre de la Villette, celui-ci devant servir à regrouper les opérations d'abattage, de conditionnement et de vente en gros des viandes. Cependant ce texte n'avait pas mis fin au conflit entre partisans du circuit mort (viande abattue en province et transportée en frigo) et ceux partisans du circuit vif et d'un marché directeur pour la fixation des cours. On a finalement décidé de reconstruire l'abattoir de la Villette sur place mais en ramenant la capacité d'abattage prévue de 120.000 tonnes par an à un peu moins de 70.000 (restriction laissant ouvert le recours éventuel à des abattoirs satellites construits autour de l'agglomération parisienne).

Pour ce qui est des autres denrées périssables (notamment les fruits et légumes), le Gouvernement a fait choix d'un périmètre au sud de Paris (Rungis) propre à recevoir le futur marché de gros ; il a au surplus désigné un Commissaire en vue de coordonner l'ensemble des travaux entraînés par cette réalisation.

Le transfert global des Halles Centrales doit, selon le programme en cours d'exécution, être effectif le 1^{er} janvier 1966. On en attend un allègement de la circulation dans la capitale, une amélioration de la protection sanitaire des consommateurs et (peut-être) une certaine réduction du coût de la distribution.

III. MISE EN ŒUVRE DE L'INTÉGRATION.

[Retour à la table des matières](#)

L'intégration d'une activité économique consiste à faire passer l'ensemble des opérations qui s'y rapportent sous l'autorité d'un centre de décision unique. Il y a intégration proprement dite quand la firme intégrante a la propriété des éléments intégrés ; dans ce cas, la centralisation du pouvoir de décision coïncide avec la concentration de la propriété. On réserve par ailleurs l'expression de quasi-intégration aux situations dans lesquelles la centralisation des décisions résulte d'un système de contrats passés entre le pôle d'intégration et les unités intégrées qui restent juridiquement indépendantes de celui-ci : l'élément intégrateur n'est plus cette fois l'acquisition d'un état de propriétaire mais un système de liaisons contractuelles. Jusqu'à présent l'intégration en agriculture s'est essentiellement réalisée sous forme de quasi-intégration. Cependant la pratique qui ne coïncide pas parfaitement avec la terminologie classique (*supra*) s'est établie d'appeler

« intégration » la totalité des situations résultant de ce mouvement (y compris les simples relations contractuelles) : ces démarches ne s'accompagnant encore que rarement d'une concentration proprement dite (au sens de l'agrandissement de certaines unités par absorption d'autres ou fusion avec elles).

Au cours des dernières années, l'intégration (sur laquelle on pourra lire un intéressant numéro de la revue *Paysans*, n° 31, août-septembre 1961) a pris un vigoureux développement en plusieurs branches de l'agriculture. C'est spécialement le cas de l'aviculture : selon J. Le Bihan le nombre des poulets de chair produits sous ce système serait passé de 117.000 en 1954 à 23.730.000 (estimation) en 1960. On observe une tendance analogue en matière de production porcine, de fourniture de légumes aux conserveries, etc. Certes il ne s'agit pas là d'une formule absolument nouvelle (contrats entre producteurs et transformateurs de betteraves, entre maisons de semences et reproducteurs ...). Le point neuf de la situation présente est l'extension rapide de ces procédés à des branches sans cesse plus nombreuses de l'activité agricole (ainsi, secteur du vin dans lequel des négociants achètent la vendange de certaines caves coopératives et en contrôlent la vinification moyennant une surprime qui s'élève à environ 4% du prix de vente).

Ce mouvement s'explique aisément si l'on observe les transformations qui affectent le système commercial lui-même, spécialement dans l'ordre alimentaire. Le négoce s'oriente vers une distribution de masse qui oblige les firmes intéressées à s'assurer, selon un rythme régulier, des volumes importants de produits de qualité uniforme. Ces méthodes de travail paraissent incompatibles avec les procédés traditionnels de commercialisation des produits agricoles. Ainsi s'explique que des firmes industrielles ou commerciales créent désormais leurs propres élevages et leurs propres plantations, remplissant ainsi, à l'aide d'un personnel salarié, l'activité habituelle des paysans (*supra*). Mais il existe une autre solution aux difficultés d'approvisionnement rencontrées par les usines à distribution : l'établissement de relations durables avec des agriculteurs agissant à titre individuel ou collectif en vue d'obtenir de ceux-ci la fourniture continue d'articles standardisés.

L'évolution constatée aux États-Unis montre qu'il ne s'agit pas là d'une mode passagère mais d'une tendance de fond : dans ce pays, la production intégrée de volailles représente environ 90% du total de la branche. Encore que beaucoup plus limitée l'expérience française montre bien que, spécialement sous la pression des firmes commerciales, le mouvement vers l'intégration est irréversible. Dès lors, pour reprendre une formule un peu simpliste mais finalement juste, le problème est de savoir si l'agriculture laissera le commerce intégrer l'agriculture ou si, au contraire, elle sera capable d'intégrer celui-ci.

1. L'agriculture comme activité intégrée.

[Retour à la table des matières](#)

J'appelle ainsi les situations dans lesquelles l'initiative et le déroulement de l'opération viennent d'un pôle extra-agricole : la conséquence normale du procédé est de faire de l'agriculture un rouage dans la chaîne d'activités qui va de la production à la consommation finale. Élément intégré, l'exploitation paysanne devient ouvertement un centre de décision secondaire subordonné à un centre principal. Plus exactement elle doit abandonner une part plus ou moins importante de sa faculté de décision au profit d'un élément extérieur à l'activité agricole proprement dite.

Ce pôle d'intégration peut se situer en amont ou en aval du travail paysan. Soit la production du poulet de chair. Dans le cadre de l'expérience française, réserve faite de l'action des agriculteurs eux-mêmes sur laquelle je reviendrai, l'impulsion semble être partie tantôt des fabricants locaux d'aliments composés (Bretagne), tantôt des expéditeurs de volailles (Drôme).

Même schéma pour l'intégration en matière de production porcine. L'initiative viendra soit de l'amont (fabricants d'aliments du bétail, coopératifs ou privés), soit de l'aval (coopératives d'abattage ou marchands de porc, salaisonniers). On doit aussi mentionner l'éventualité de combinaisons entre ces deux stades : ainsi, établissement de relations entre un fabricant d'aliments-intégrateur et un marchand de porcs qui fournira aux exploitants agricoles les porcelets et écoulera les produits. Autre modalité concevable (mais non encore appliquée) : l'installation de centres d'abattage par les fabricants d'aliments du bétail.

Dans le domaine de la conserverie, l'industrie a l'habitude de s'approvisionner selon les quantités disponibles sur les marchés. Cependant, au cours des dernières années plusieurs expériences d'intégration ont été faites, principalement par le moyen de contrats de livraison. Ces accords, dont beaucoup réalisés par simple entente verbale, prévoient l'acheminement vers l'usine de la production récoltée sur une certaine surface ou provenant d'une quantité déterminée de plants ou de semences (éventuellement fournis par le conserveur). On en trouve pour différentes cultures légumières (notamment pois, haricots verts, asperges).

Malgré la rareté des informations disponibles il semble permis d'avancer que les rapports ainsi noués ont suscité de nombreuses difficultés : contestations sur la qualité, conflits dans la fixation des prix... Ce dernier point est important : les partenaires ne connaissant pas de manière précise l'offre et la demande qui se manifestent dans la branche, il est pratiquement impossible d'établir à l'avance un système équitable de détermination des prix. Ceux-ci suivent finalement les cours du marché. Les exploitants participant à ce système sont donc privés de l'un des avantages essentiels de l'économie contractuelle : l'assurance que la production

livrée sera achetée à un taux déterminé. F. Nicolas (*Paysans, op. cité*, p. 39) a donc raison d'utiliser à cet égard l'expression « quasi-intégration partielle ».

Les contrats de culture se caractérisent par un degré plus poussé d'intégration. Ils aboutissent véritablement à une « production sur commande » dans le cadre des besoins normaux et constants d'une industrie. Les accords prévoient la fixation d'un prix ou les normes d'établissement de celui-ci ; ils réglementent la quantité et la qualité des apports à effectuer par l'exploitant ainsi que l'échelonnement des dates de livraison. Ces conventions stipulent parfois la surveillance des cultures par un technicien spécialisé agissant au nom de l'acheteur.

De telles formules limitent plus que les contrats de livraison la liberté de décision des cultivateurs mais elles leur valent davantage de sécurité. Dans le domaine de la conserverie proprement dite, il n'a encore été signé que fort peu de contrats de culture (rappel des remarques faites sur les défauts d'organisation de cette branche d'activité). On peut toutefois mentionner à cet égard les opérations faites par quelques conserveries de pois dans l'Oise et le Nord.

Je signalerai enfin la formule de l'accord entre professions organisées dont l'ambition est d'aménager une politique commune à l'agriculture, l'industrie et le négoce. La convention interprofessionnelle devrait, pour remplir pleinement son objet, garantir aux producteurs l'achat d'un certain tonnage, c'est-à-dire en somme leur assurer le placement d'une fraction de la récolte. Il serait également souhaitable que l'accord comporte des clauses de prix.

On n'a encore que peu de cas d'application d'une telle méthode. En 1956 un accord fut passé, au titre de cette campagne, entre les conserveurs de tomates (regroupés dans quelques-uns des départements méridionaux) et les producteurs de cette denrée : la convention fixait les surfaces à planter, édictait des normes de qualité et prévoyait un prix minimum (indexé sur les cours du marché). Il ne semble pas que le fonctionnement de cet accord, dépourvu de système de garantie, ait été très satisfaisant. Je mentionnerai également deux accords interprofessionnels entre producteurs et conserveurs de tomates et de petits pois pour la campagne 1961. Ces contrats, homologués par le Ministère de l'Agriculture, fixaient des objectifs nationaux de production et de prix. Il semble bien que pour la mise en application de cette formule l'on en soit encore à la phase des expériences initiales. Il est clair en tout cas que l'efficacité du procédé est subordonnée à un renforcement et à un élargissement de l'organisation professionnelle ou, plus généralement, des systèmes d'action collective.

L'application à l'agriculture des techniques de l'économie contractuelle a désormais de nombreux partisans qui y voient l'un des moyens les plus sûrs et les plus efficaces d'organiser la production en fonction des besoins du marché. Selon la Commission de l'Agriculture du IV^e Plan, le contrat garantit à l'industriel la sécurité d'approvisionnement et au producteur celle de vente, mais surtout il assure à l'un et à l'autre, et plus encore au consommateur, la stabilité du marché et du prix. En soustrayant d'avance des quantités offertes un tonnage même modéré du produit, ce procédé contribue à alléger le marché et à éviter l'effondrement des

cours. Finalement l'économie contractuelle réduit les difficultés de la commercialisation et limite l'ampleur de la spéculation sur les prix.

J'éprouve quelques doutes sur la légitimité d'un tel optimisme qui se rattache aux espoirs placés par tout un courant de pensée dans l'« économie concertée ». Certes l'intégration fait jouer dans les secteurs auxquels elle s'applique quelques-uns des avantages de la grande entreprise : en particulier, elle allège les diverses fonctions habituellement exercées par le commerce (ainsi diminution des frais de stockage grâce à l'échelonnement des livraisons ou encore réduction des charges entraînées par les fluctuations dans les approvisionnements). Comme le note H. de Farcy (*op. cité*, p. 158), « l'offre et la demande vont, en quelque sorte, à la rencontre l'une de l'autre ; elles s'ajustent avant d'être définitivement formées, ce qui diminue le gaspillage ». Mais ces avantages ne vont pas sans contreparties, la plus sérieuse étant l'apparition et la consolidation de centres de décision à capacité monopolistique. Or, quoi qu'en disent certains économistes, la conquête de tels pouvoirs par des firmes privées n'a pas nécessairement des conséquences heureuses pour les consommateurs. Encore que les utilisateurs finaux disposent de certaines parades (dont la faculté de substitution), il peut en résulter diverses pratiques défavorables à l'avantage collectif (relèvement abusif des prix pour des produits indispensables comme la viande, création d'entraves à l'innovation ...).

Plaçons-nous sous l'angle des agriculteurs. L'intégration correspond pour eux à ce besoin de sécurité qui caractérise les sociétés modernes : besoin de sécurité matérielle certes (garantie de revenu par l'écoulement de la production à un prix déterminé), mais aussi, comme le note J. Le Bihan, besoin de « connaissance sûre » qui permette de mieux maîtriser la matière. À divers égards, l'intégration est profitable à la gestion de l'unité paysanne : valant en de nombreux cas à l'exploitant la fourniture de ressources productives et de conseils techniques, elle facilite la réalisation de progrès qu'il serait difficile d'accomplir sous l'empire des formules traditionnelles. On comprend ainsi les espoirs que cette méthode suscite.

Pourtant, ce mouvement comporte un passif. Le premier danger est que par leur souci de diminuer les prix d'achat à la production les grandes firmes industrielles et commerciales n'en arrivent à écraser davantage encore l'agriculture. Ce risque n'est pas imaginaire, comme le montre le cas des sous-traitants ou petits fabricants liés par des rapports exclusifs à des entreprises de distribution de vastes dimensions. Particulièrement net aux États-Unis et au Canada, ce péril d'exploitation des unités intégrées par le centre intégrateur est déjà perçu en France. Autre danger souligné par la Confédération Française de l'Aviculture : le risque que l'intégration ne favorise la surproduction. Paradoxalement, une telle situation pourrait résulter d'une détérioration des prix conduisant les entreprises intégratrices à produire davantage en vue de sauvegarder leur profit global. Dans ce cas il est vrai, le consommateur serait, au moins temporairement, le bénéficiaire de l'opération, mais au détriment de l'aviculteur réduit à accepter des rémunérations insuffisantes.

Il y a plus. En devenant un simple rouage du circuit économique l'agriculteur perd la maîtrise des décisions stratégiques (type et quantité de produits à livrer,

échelonnement des livraisons, méthodes de production ...). Sa liberté de manœuvre se limite, au mieux, aux décisions de gestion courante : encore est-il possible que cette faculté soit elle-même entamée. Écoutons à ce propos Denis R. Bergmann (*Paysans, op. cité*, p. 92) qui souligne le danger de servitude inclus dans le système : « Il y a aliénation, c'est-à-dire perte de liberté de l'agriculteur qui... tend, par l'intégration verticale, à subir de la part du commerçant — ou plus généralement du pôle d'intégration — un ensemble de pressions. Non seulement l'agriculteur reçoit un prix bas ou paie des prix élevés, mais il reçoit en même temps des conseils techniques qui ressemblent à des ordres, des prescriptions impératives concernant l'utilisation de tel ou tel aliment, la date et les conditions de livraison. Son aliénation, sa perte de liberté, s'accroît car il dépend financièrement de l'intégrateur qui a assuré l'exécution des investissements. À l'extrême et dans les cas les plus défavorables, il ne lui reste que la liberté de supporter seul les fluctuations de prix. »

Un tel pessimisme n'est certainement pas inutile après l'apologie inconditionnelle de l'économie contractuelle faite en divers milieux. Au surplus Bergmann ne critique pas tant le principe de l'intégration que ses conditions actuelles de mise en œuvre : il tient l'intégration pour « inévitable » et son développement pour « indispensable ». Le problème est donc de donner au mouvement des structures et des traits qui renforceront ses aspects bénéfiques pour l'exploitant agricole comme pour le consommateur.

Une première voie est celle du contrôle des processus d'intégration par les autorités publiques. On a déjà mentionné à cet égard l'obligation faite au gouvernement par la loi d'orientation (et reprise par la loi complémentaire) de déposer un projet de loi définissant les principes d'un système contractuel qui lie producteurs transformateurs et acheteurs de produits agricoles.

Certains (dont Bergmann) sont peu favorables à cette initiative : ils estiment que la cristallisation de ces formes nouvelles de relations par un système de réglementation administrative présenterait de sérieux inconvénients (dont celui de bloquer l'apparition de modalités originales). Quoi qu'il en soit une deuxième voie s'avère disponible : faire de l'agriculture elle-même le pôle d'intégration.

2. L'agriculture comme activité intégrante.

[Retour à la table des matières](#)

Si la profession agricole n'y prend garde, l'intégration risque de n'avoir d'autre résultat que de consolider et d'étendre les bénéfices du pôle intégrateur. Ce serait en somme une nouvelle forme de domination des paysans. Ce piège ne pourra être évité que si les intéressés parviennent à constituer des centres de décision assez puissants pour disposer d'une bonne position de marchandage vis-à-vis des firmes du secteur industriel et commercial.

De toute manière, l'exploitant devra renoncer à une partie de son autonomie de gestion au profit d'un échelon supérieur. C'est la condition de base de la consolidation souhaitée. Il n'y a pas de solution économique aux problèmes de l'agriculture si l'extrême dispersion actuelle du pouvoir de décision continue de s'y manifester. Mais une chose est de renoncer à cette indépendance en faveur d'un centre extra-agricole qui peut d'un jour à l'autre (cas notamment d'un renversement de la conjoncture) ne pas renouveler le contrat, une autre d'accepter les mêmes obligations à l'égard d'un centre constitué par les agriculteurs et géré par eux. L'intégration de type coopératif vaut certainement mieux pour les paysans que l'intégration avec le secteur privé industriel ou commercial : elle donne plus de garanties que l'inévitable perte de liberté individuelle qui accompagne la modernisation de la branche et profitera d'abord aux paysans eux-mêmes.

Certes, cette forme d'intégration n'est pas une panacée. En raison de la faiblesse de la participation de leurs membres, les organes coopératifs eux-mêmes ne sont pas indemnes d'esprit bureaucratique. Les agriculteurs n'éviteront l'aliénation qu'en s'associant de manière étroite au fonctionnement de l'organe chargé de prendre les décisions collectives. D'un autre côté, il existe, nous l'avons vu, de nombreuses et profondes inégalités de force à l'intérieur des campagnes : ces disparités socio-économiques risquent de provoquer la domination des paysans à faibles moyens par les cultivateurs mieux pourvus. Risque d'autant plus réel que l'intégration doit normalement entraîner une sélection des producteurs (le bénéfice de l'adhésion étant réservé aux exploitants qui témoignent de l'esprit de discipline et de la compétence professionnelle indispensables). Il faut éviter que la richesse ou les relations constituent des facteurs de discrimination.

Normalement la coopération traditionnelle n'entraîne pas un transfert de pouvoir de décision allant des adhérents vers la direction centrale. Elle laisse subsister l'autonomie des membres qui s'efforcent d'obtenir de l'organisme collectif le maximum d'avantage avec le minimum d'apports. Un changement radical de ce schéma est nécessaire pour l'accomplissement des tâches économiques considérées ici. L'expérience établit qu'en matière avicole ont connu l'échec les coopératives incapables d'une gestion centralisée (livraison obligatoire de l'intégralité de la production, contrôle de l'approvisionnement, établissement d'un planning de production obligatoire ...).

Il est donc indispensable que les agriculteurs s'organisent en acceptant d'attribuer un pouvoir de décision sur leurs propres activités au centre d'intégration ainsi constitué. L'agriculture française dispose désormais de nombreux modes légaux d'agencement collectif susceptibles de fournir un cadre approprié à de tels efforts. Un pas supplémentaire a été franchi avec l'institution d'organismes (groupements de producteurs et comités économiques agricoles) capables d'imposer à l'ensemble d'une région les disciplines acceptées par la majorité : rappelons que parmi les catégories de règles pouvant faire l'objet d'extension figure l'application de contrats type de production homologués par le Ministère de l'Agriculture. Ces nouveaux groupements peuvent jouer un rôle important dans l'intégration des paysans par eux-mêmes.

Une première modalité de la constitution d'un tel pouvoir économique est le groupe dit de négociation. Les agriculteurs se rassemblent pour discuter avec le pôle d'intégration des conditions et des modalités du contrat. À la limite, on tend vers une situation de « monopole bilatéral » (cas où se font face un acheteur unique et un vendeur unique). Quand le pôle se situe à la fois en amont et en aval la discussion collective portera simultanément sur le prix des produits livrés par les paysans et sur celui des articles qui leur sont fournis.

Cette formule laisse donc subsister un pôle d'intégration extérieure à l'agriculture mais tente de renforcer la position des agriculteurs intégrés en centralisant leur faculté de résistance et leur capacité de marchandage. Quand les cultivateurs ne contrôlent pas le pôle d'intégration, cette stratégie est la seule qui leur permette de lutter contre l'avilissement des termes de l'échange. Cependant elle est affectée de nombreuses faiblesses qui en compromettent l'efficacité (insuffisance de la cohésion du groupement entraînée par la dispersion géographique des exploitants ; concurrence des producteurs inorganisés ; réalisation directe par le pôle intégrateur d'une fraction de la production qui lui est nécessaire ...). Un facteur est susceptible de renforcer cette servitude : l'existence de produits de substitution qui augmente la liberté de manœuvre des acheteurs. Au total le groupe de négociation peut rendre des services aux agriculteurs mais sous réserve que ceux-ci soient conscients de leurs intérêts collectifs et acceptent les disciplines indispensables.

Pour obtenir un pouvoir économique supérieur à celui acquis par une simple centrale de négociation, le cultivateur doit, au préalable, sortir de la condition de fournisseur de matière brute. Jusqu'à une époque récente l'agriculteur se contentait de produire, laissant à d'autres le soin non seulement de commercialiser ses produits mais encore de les rendre commercialisables. Aujourd'hui, le paysan se rend de mieux en mieux compte que cette attitude ne lui vaut que des déboires et qu'il doit s'orienter vers une politique commerciale lui permettant de tirer le meilleur parti de ses récoltes. Pour accroître ses bénéfices il doit, en somme, ajouter une valeur aux denrées brutes (ne serait-ce que le supplément de valeur résultant du conditionnement et de l'emballage par opposition à la livraison de produits bruts non triés, non calibrés, non emballés).

Cependant le simple souci de livrer des marchandises commercialisables implique l'emploi de techniques et de moyens qu'il est plus rentable d'effectuer sur une base collective (ainsi, pour les fruits et légumes, multiplication des stations de tri et d'emballages). *A fortiori* en va-t-il de même si les paysans veulent intervenir dans le processus de commercialisation proprement dit (études de marché, recherches systématiques de débouchés intérieurs et extérieurs, développement de moyens de conservation ...). La réalisation d'une politique de *marketing* exige une organisation de vente qui, pour être efficace, doit relever d'un effort commun.

On s'oriente ainsi vers le groupe de commercialisation qui, chargé d'écouler les produits de ses membres, peut puiser dans cette concentration des démarches des facultés d'action stratégique plus étendues que celles ouvertes à un simple centre

de négociation des contrats. C'est ainsi que dans certaines circonstances il devient loisible à un tel groupe de mettre en œuvre ces procédés typiques de la concurrence monopolistique que sont la différenciation des produits et l'écoulement de ceux-ci sous des appellations commerciales protégées. Il est clair que la gestion de la marque a une importance considérable : les groupes de commercialisation seront bien mieux placés si la marchandise parvient à l'acheteur final sous leurs propres désignations commerciales et non sous le label des firmes distributrices.

Les rapports noués entre les coopératives et ces dernières sont de portée diverse. Ici encore, les organisations paysannes peuvent avoir pour partenaire ou interlocuteur des pôles d'intégration extra-agricoles qui trouveront certains avantages dans l'acceptation par les paysans de disciplines collectives de production (ainsi, normalisation des produits) mais ne bénéficieront plus des mêmes facilités pour imposer leurs conditions aux cultivateurs. Cependant, on peut aussi envisager que l'initiative des rapports commerciaux vienne du groupe agricole, celui-ci pouvant tenter, par exemple, d'éviter certains échelons de la distribution (livraison directe aux détaillants sans passer par les grossistes). À ce stade, le groupe de commercialisation peut se transformer en un authentique pôle d'intégration : il en va ainsi particulièrement dans le cas où les membres acceptent des consignes spécifiques de gestion et où l'organisme centralisateur est en mesure de leur apporter une aide permettant d'exécuter ces directives avec plus d'efficacité.

L'introduction de l'agriculture dans la commercialisation de ses produits peut, certes, valoir divers avantages aux paysans : encore faut-il que les perfectionnements réalisés en ces matières n'aient pas pour unique résultat d'accroître la rémunération des intermédiaires. Si l'on reste globalement dans le cadre actuel des rapports économiques, de nombreux petits progrès sont possibles mais, comme le note D.-R. Bergmann (*Économie rurale*, n° 44, avril-juin 1960, p. 8), leur sommation ne suffirait pas à améliorer de manière décisive la situation générale des agriculteurs. J'ai la certitude que le pouvoir des producteurs sur le marché ne sera effectif que dans la mesure où ceux-ci parviendront à contrôler une part notable de la transformation et de l'élaboration industrielles de leurs produits. Dans la mesure où le fournisseur de brut est, sauf cas de pénurie, désavantagé, cette intégration verticale descendante ou éventuellement quasi-intégration apparaît bien comme le seul moyen disponible pour transformer profondément la condition économique paysanne. Sa mise en application sur une large échelle est-elle concevable ?

Bien des raisons conduisent à douter qu'elle soit possible et, en premier lieu, l'état actuel du rapport des forces. L'entrée dans l'activité industrielle exige des connaissances et des capitaux que l'agriculture elle-même ne possède pas. Et il est douteux que ceux qui en disposent acceptent de les lui prêter sans exiger en retour la part du lion dans les bénéfices acquis. Il appartient certes aux agriculteurs de se retourner vers l'État pour en obtenir les ressources nécessaires (capitaux, recherches, formation des cadres) : mais les gouvernants sont eux-mêmes soumis à

la pression des forces économiques dominantes et il est douteux que la paysannerie en obtienne toute l'aide qui lui serait indispensable pour accomplir cette révolution.

C'est pourtant la voie qu'il faut emprunter si l'on veut éviter que les efforts de productivité et d'organisation de l'agriculture aient pour principale conséquence de renforcer la capacité de profit des grandes usines à distribution et des trusts de l'industrie alimentaire. On s'intéresse beaucoup aujourd'hui aux pays sous-développés que pénalise l'évolution des termes de l'échange. À condition qu'elle suscite le ferme propos d'une action efficace — ce qui n'est pas fréquent — cette préoccupation est louable. Mais on ne devrait pas oublier que, dans son ensemble, la paysannerie des pays développés souffre, en termes relatifs bien entendu, de disparités analogues. Hésiterions-nous à lui appliquer les mêmes standards d'évaluation et les mêmes programmes de rénovation ?

Il est peut-être utopique d'envisager que l'agriculture soit progressivement mise en mesure de suivre l'élaboration de son produit jusqu'à la distribution finale et, en tout cas, ait sa part des profits réalisés dans cette suite d'opérations. De toute manière il faudrait éviter que la mise en œuvre de ce projet n'inflige à l'économie des régressions techniques défavorables au consommateur : c'est dire que sa réalisation devrait être lente et mesurée (le passage d'une génération au moins étant nécessaire pour l'enregistrement de résultats substantiels). Mais la structure présente du pouvoir économique privé est de nature à entraver le départ même de l'expérience.

Si finalement l'interprétation pessimiste s'avérait la bonne, l'objectif de parité ne pourrait être qu'incomplètement atteint et, en tout cas, exigerait, même pour un résultat partiel, un important concours public. Ce serait donc le contribuable qui, indirectement, continuerait d'assumer la charge des profits réalisés par l'industrie et le commerce au détriment de l'agriculture. D'où l'importance sociale de la lutte pour donner aux agriculteurs une part équitable dans la transformation de leurs produits.

Sans faire de pronostic, soulignons que de nombreux milieux agricoles sont désormais conscients de l'importance du problème : voir, par exemple, la fondation récente (octobre 1962) par le groupe de coopératives de la « Rue La Fayette » de l'Union Générale des Coopératives Agricoles Françaises. Le rôle de l'Union présentée comme un centre coordinateur, serait de renforcer la position de vendeur des coopératives agricoles tant sur le marché national (rapports avec les grandes chaînes commerciales) que dans le domaine des exportations. Sans se substituer aux coopératives de base, l'Union doit agir comme un intermédiaire susceptible de faciliter les contacts avec les acheteurs potentiels et d'en obtenir les meilleures conditions. C'est, en somme, une application de la coopérative de négociation.

CHAPITRE XIII

CONQUÊTE DE LA PARITÉ

[Retour à la table des matières](#)

Évoquant la « colère paysanne » Marcel Faure écrit (*Paysans*, octobre-novembre 1962, p. 15) : « Trouble-fête, les agriculteurs le sont peut-être dans cette société de consommation de masse et d'abondance, qui, industrielle et urbaine, tend à se réserver à elle-même les richesses qu'elle engendre et à oublier le reste. Dans une société qui s'embourgeoise avec une classe ouvrière qui, par franges entières, s'endort, les paysans représentent à l'heure actuelle une force vive de ce pays, pour bâtir une société de l'avenir, différente économiquement et politiquement du passé. Ils n'ont pas de préjugés sur cet avenir qu'ils veulent construire en commun avec d'autres. Travailleurs, fils de travailleurs, concrets et réalistes, ils le veulent juste et fraternel. »

Ces quelques phrases qui situent l'état d'esprit des élites paysannes mériteraient un long commentaire. Sans l'entreprendre ici, je voudrais présenter quelques remarques qui permettront au lecteur de mieux saisir l'orientation de cet ultime chapitre.

Insistons d'abord sur la volonté de changement qui ressort de ces lignes. Elle correspond à ce que M. Edgard Pisani a lui-même appelé « la rage d'évoluer, de s'adapter dont semblent saisis certains secteurs du monde agricole français ». Il y a toujours quelque danger en matière de relations sociales à insister sur la nouveauté des attitudes, celle-ci, en bien des cas, n'apparaissant telle, que par oubli du passé. Pourtant il semble bien que nous nous trouvions ici devant un facteur neuf : le désir de réintégrer l'agriculture dans le circuit économique avec les prérogatives et responsabilités qui s'attachent à une grande activité. Et, à cet effet, d'accepter, sinon de devancer, les ajustements et évolutions indispensables.

Autre trait de la déclaration de Marcel Faure : le souci de prendre part à la construction de l'avenir en commun avec les autres catégories sociales. J'ai souvent employé dans les précédents chapitres le terme « partenaires » pour désigner les interlocuteurs de l'agriculture. Bien que me conformant ainsi à un usage linguistique établi, j'ai à plusieurs reprises éprouvé des doutes sur la légitimité de

cette terminologie. Le mot de partenaire suggère une idée d'association. Or, étudiant les rapports noués et les accords conclus, j'ai plutôt identifié des adversaires économiques que des associés : adversaires dont les uns — les fournisseurs et clients de l'agriculture — parvenaient à dominer et parfois écraser les autres — les hommes des champs — parce que plus puissants et dynamiques. Je n'hésite pas à confesser de profondes réticences vis-à-vis de la notion d'interdépendance quand c'est le plus fort ou son porte-parole qui l'invoque pour justifier le maintien de la situation.

Contrairement à des vues naïves ou à des déclarations intéressées, la vie économique n'est pas le domaine des harmonies mais celui des contradictions. L'expansion du revenu national qui provoque un accroissement absolu des satisfactions adoucit et dissimule parfois les oppositions : elle ne les supprime pas. On n'échappe pas par de bonnes paroles aux implications du rapport des forces. À moins d'envisager un bouleversement drastique de celui-ci, il faut trouver des solutions de compromis qui sont rarement autre chose que des armistices provisoires. Dans une société divisée en groupes aux intérêts adverses, c'est, ce devrait être, au pouvoir politique de réduire ces contradictions à un niveau où la vie commune reste supportable pour tous, et finalement d'en faire un principe d'avancement ou de développement.

J'ai trop longtemps étudié l'action des groupes pour imaginer que de telles améliorations puissent être acquises sans combat. Certes, l'influence proprement politique (et spécialement le rayonnement parlementaire) des organisations n'est pas l'unique déterminant des options gouvernementales. Il n'est pas juste de déclarer que les dirigeants publics sont inaccessibles à la défense de l'avantage collectif (ce que d'autres préfèrent appeler le bien public). Mais les paysans doivent rester prêts à mobiliser leurs énergies pour obtenir la diminution des injustices dont ils sont victimes. Si les groupements économiques peuvent jouer un grand rôle dans la modernisation de la branche, l'outil de base de la défense professionnelle reste le syndicalisme : un syndicalisme qui, comme entend le faire aujourd'hui le Centre National des Jeunes Agriculteurs, se livre à une action à la fois revendicative et constructive.

Et cette observation me conduit à insister sur un mot qu'emploie Marcel Faure pour qualifier le paysan : celui de travailleur. L'appellation risque de déplaire et plus probablement d'effrayer. Il ne sera pas difficile aux critiques de nous expliquer par des raisonnements sur le papier que le paysan est un « indépendant » qui s'assure un « revenu » à l'aide de ses ventes, donc un agent économique qui, en aucun cas, ne saurait être assimilé au salarié urbain. Je suis partisan de la précision linguistique quand il ne s'agit pas d'une habileté, assez lourde en l'occurrence, dont le but est de dissimuler la réalité des choses. Certes le gros exploitant est un indépendant plus proche du bourgeois rural que du travailleur des villes. Mais en va-t-il de même de l'exploitant petit et même moyen — l'exploitant familial type — quand on sait que les législations de parité les plus généreuses se fixent pour ambition de lui procurer une rémunération équivalente à celle de l'ouvrier qualifié ?

Sous cette perspective, l'expression de « salaire paysan » pour désigner les sommes reçues par l'exploitant en échange de ses produits me paraît traduire adéquatement la situation. On en trouvera une preuve dans le fait que l'on a vu, parfois, des ouvriers agricoles, payés selon les normes du salaire minimum agricole garanti, être matériellement plus à l'aise que leur propre patron. Pour les paysans, éléments dominés dans un jeu implacable, la notion d'indépendance n'est pas seulement un mirage : elle constitue aussi un danger au sens où elle peut conduire les intéressés à refuser les disciplines collectives sans lesquelles il ne saurait y avoir d'amélioration durable de leur sort. La qualification de « travailleur » replace les problèmes agricoles sous un éclairage tellement plus significatif.

Tel est, rapidement esquissé, le cadre dans lequel je vais exposer la revendication de la parité déjà mentionnée, à plusieurs reprises, dans les précédents chapitres. Quelles sont, spécialement en France, les chances de succès d'une telle demande ?

I. ÉTAT DE LA REVENDICATION.

[Retour à la table des matières](#)

Cette revendication traduit exactement les aspirations des paysans dans un système économique qui en moyenne fonctionne à leur désavantage. Comme l'a dit le Ministre de l'Agriculture au cours d'un débat agricole au Sénat, cette conquête doit être faite « afin que le rural ne puisse plus avoir de raison de jalouser l'urbain » (*Le Monde*, 8 septembre 1961, p. 8).

Admettons d'emblée que c'est une tâche complexe et que la plupart des expériences tentées à cet effet au cours des années récentes n'ont donné que des résultats inférieurs aux anticipations. Si l'on tient compte du travail des femmes, il semble qu'aucun pays européen ne connaisse aujourd'hui une situation de parité. Par contre, en faisant abstraction des droits à rémunération des femmes de la famille pour les services rendus, il semble que quelques pays bénéficieraient d'un tel alignement des conditions. En somme, dans les meilleurs des cas, la situation des paysans ne se rapproche de celle des citoyens que par l'attribution d'un caractère gratuit aux prestations féminines !

Pour moralement légitime qu'il soit, l'objectif de parité ne doit pas être posé en termes trop ambitieux. D'une part, il est improbable que l'on parvienne à établir une égalité parfaite qui ne souffrirait ni relâche ni exception : le but idéal serait que la situation paysanne se rapproche clairement de la position urbaine, elle-même en amélioration constante, que la comparaison entre les campagnes et les villes ne soit pas uniformément en faveur des secondes, que les cultivateurs soient protégés des fluctuations ruineuses du marché. Au surplus, il ne peut être question d'effacer

toutes les disparités qui se produisent à l'intérieur du monde paysan et dont les secteurs non agricoles eux-mêmes offrent de nombreux exemples : dans nos régimes ces décalages internes sont inévitables et dans certaines limites au moins, indispensables au progrès qui ne s'accommode pas de l'immobilisme. On ne pourrait tenter de les supprimer — tentative très aléatoire d'ailleurs sous n'importe quel système — que dans le cadre d'un hypothétique état stationnaire.

Ces remarques établissent que la conquête de la parité doit s'accompagner de quelque souplesse dans la définition des objectifs et l'exécution des mesures prises. Notre civilisation est dominée, de très haut, par le complexe industrialisation-urbanisation. C'est à ce formidable obstacle que se heurte le souci d'égaliser le statut économique et social des campagnes et des villes. Jusqu'à présent, les secondes n'ont cédé le pas aux premières — et encore de façon limitée et temporaire — que dans les situations (opérations militaires, par exemple) où des variables externes détruisaient ou handicapaient les mécanismes de la civilisation moderne. Les circonstances habituelles sont défavorables à la parité : il serait vain de témoigner d'un optimisme inconditionnel sur la possibilité d'atteindre ce niveau.

Parmi les expériences contemporaines, la première qui vienne à l'esprit est celle des États-Unis où la notion de parité constitue la clé de la politique de soutien des prix agricoles. En gros, on peut dire que le prix de parité est celui auquel le produit devrait être commercialisé pour que sa vente procure un pouvoir d'achat pratiquement égal à celui qu'il fournissait au cours d'une période de référence. L'Agricultural Adjustment Act du 12 mai 1933 avait choisi comme base de comparaison les années 1909-1914, tenues pour favorables à l'agriculture américaine. Depuis, les bases du système ont été corrigées et modernisées pour y introduire l'évolution des conditions de production (emploi accru des machines et des engrais), du niveau des salaires et du taux des charges financières.

En définitive, l'indice de parité est établi — la période de référence constituant le point 100 — à partir du prix effectivement payé par l'agriculture pour plusieurs séries d'articles et de services (produits nécessaires à l'entretien familial et à la culture ; impôts d'exploitation ; intérêts des emprunts). Le prix paritaire résulte de la multiplication par cet indice du prix moyen perçu par les exploitants pour un produit agricole donné pendant la période de référence. Exemple : le prix moyen d'un boisseau de blé étant de 88,4 cents durant la période 1909-14 et l'indice de parité s'établissant à 251 au début de 1948, le prix paritaire du blé était alors de 2,22 dollars le boisseau.

Toutefois, ce n'est pas ce prix de parité qui est garanti à l'agriculteur, mais un prix de soutien qui en constitue une fraction (celle-ci variant de 60 à 90% sans pouvoir être supérieure à 90%). Le système qui concerne les grands produits de base — blé, coton, tabac, arachides... — est mis en œuvre par la Commodity Credit Corporation qui procède soit par achats directs au prix de soutien, soit par prêts dont le montant est fonction de ce dernier et de la quantité de produits stockés chez le producteur en garantie des prêts. Si, à l'échéance, les cours ne se sont pas relevés au-dessus du prix de soutien, le producteur peut se libérer de sa

dette en cédant définitivement sa marchandise à la Commodity Credit Corporation. Le coût de ce soutien est considérable : les crédits dépensés au titre de l'achat, du transport, du stockage et de la manutention de ces excédents sont passés de 2,5 milliards de dollars en 1953 à environ 9 en 1961. On s'explique ainsi que le gouvernement américain ait constamment agi en vue d'obtenir la régularisation de l'offre (ainsi, création en 1956 d'une banque du sol ayant mission de retirer des terres du circuit de la production, moyennant le versement d'indemnités compensatrices aux fermiers). On sait d'ailleurs que la réduction de la surface traitée entraîne généralement une exploitation plus intensive sur les terres maintenues en culture : d'où une réduction des baisses de production attendues.

Si l'on en juge par les difficultés et les controverses que suscite l'application des programmes de soutien, on réalise les difficultés d'une politique de parité dans le cadre d'une agriculture progressiste. L'Administration Kennedy avait mis au point un programme susceptible de réduire le coût du soutien pour les finances publiques. Ce plan prévoyait, notamment, l'institution de contrôles très rigoureux sur la production du blé et des autres céréales, les exploitants devant accepter une réduction sensible des emblavures en contrepartie de l'octroi de subventions et du soutien des prix à des niveaux très élevés. Pour la première fois, on envisageait d'imposer des contingents aux producteurs de lait au titre de la partie de leur production destinée à la commercialisation : de sévères amendes devaient frapper les exploitants livrant au commerce plus que leur contingent. Une diminution des superficies cultivées était également inscrite dans ce dispositif.

Afin d'obtenir l'acceptation de son programme par le Congrès, l'Administration faisait valoir que faute d'un renforcement des contrôles le coût du soutien s'élèverait globalement de 4 milliards de dollars durant les quatre années à venir. En dépit de cet avertissement, le Congrès rejeta ce programme, acceptant ainsi le risque que s'alourdisse une charge déjà considérable.

Le cas des États-Unis est celui d'une agriculture excédentaire qui se trouve mise en difficultés par ses performances techniques. Les paysans américains nourrissent de plus en plus de monde en cultivant des surfaces de plus en plus réduites : cependant au cours des 20 dernières années, le revenu paysan diminuait de 20% tandis que le revenu total du pays connaissait un doublement. À l'opposé d'une telle situation, se situe un pays comme l'Allemagne qui, pour un ensemble de raisons politico-sociales, protège une agriculture dont tous les secteurs ne sont pas également efficaces et dont, malgré les progrès accomplis au cours des dernières années, plusieurs branches restent déficitaires eu égard aux besoins intérieurs.

Depuis 1955, le fonctionnement de l'agriculture allemande dépend d'un système connu sous le nom de Plan vert. Son objectif est de mettre celle-ci en état de compenser les désavantages naturels et économiques auxquels elle est soumise comparativement aux autres secteurs de l'économie et d'augmenter sa productivité. Il s'agit de porter la situation sociale des personnes travaillant dans la culture au même niveau que celle des autres groupes professionnels comparables. On utilise à cet égard un « revenu de parité » dont le calcul est complexe. Ce niveau est tenu

pour atteint quand, une fois toutes les dépenses d'exploitation courante réglées, il subsiste un bénéfice net suffisant pour assurer : 1°) des salaires identiques à ceux des ouvriers industriels de la région, au chef d'exploitation et aux aides familiaux ; 2°) une prime supplémentaire de 50 DM l'hectare au chef d'exploitation ; 3°) un intérêt de 3,3%) par an pour le capital propre de l'exploitation. L'exploitation obtenant ce revenu est dite rentable économiquement et socialement.

Le but de la politique gouvernementale est de conduire vers une situation de cet ordre le maximum de fermes : mais les paysans ne sont pas fondés à exiger du gouvernement des mesures précises pour qu'il en soit ainsi. Cette forme de parité représente donc un facteur susceptible d'inspirer les dirigeants dans la prise des décisions de portée agricole : elle ne constitue à aucun titre une obligation légale à la charge des gouvernants.

L'action de ces derniers en faveur des agriculteurs s'insère dans un vaste programme qui comporte la réalisation de réformes structurelles et la promotion d'améliorations techniques. Le remembrement est considéré comme une nécessité fondamentale : l'une des principales préoccupations est de parvenir au regroupement des domaines pour obtenir des exploitations viables (15 ha au minimum) : les exploitations inférieures à 5 ha sont condamnées et celles de 5 à 15 ne sont tenues pour rentables que si elles comportent une production intensive, ou si le chef de famille exerce une activité industrielle à mi-temps. C'est en fonction de ces critères que sont arrêtées les mesures d'aide : le but est donc de soutenir les exploitations susceptibles d'un bon rendement.

En définitive, le gouvernement, fortement appuyé par l'industrie, a refusé de se lier par des formules obligatoires et automatiques de soutien des prix. En 1951, il a repoussé l'indexation des prix agricoles sur ceux des marchandises industrielles que réclamait le Deutscher Bauernverband. Ainsi, les producteurs ne peuvent s'appuyer sur aucun texte juridique pour revendiquer un certain niveau de prix, la volonté du parti au pouvoir de ne pas s'aliéner les suffrages paysans leur assurant toutefois une sérieuse faculté de marchandage. En fait, le gouvernement aide l'agriculture tout en conservant quelque liberté de manœuvre, le souci d'empêcher le renchérissement des denrées alimentaires étant l'un de ses objectifs constants. Ses interventions se traduisent par des décisions de stockage de certains produits importés ou indigènes, la fixation directe de quelques prix, et l'octroi de subventions pour diverses productions. De plus le gouvernement joue un rôle important dans les importations (rôle des Einfuhr-und-Vorratsstellen ou offices de commercialisation qui couvrent de nombreux produits : céréales et aliments du bétail ; sucre ; lait ; produits laitiers et matières grasses ; bétail et viande). En principe les importations ne sont effectuées que dans la mesure où les besoins du marché intérieur ne peuvent être couverts, aux prix souhaités, par la production indigène, compte étant tenu toutefois des obligations de la politique commerciale.

Il semble que ces mesures aient eu des effets positifs pour les paysans allemands, qui ont bénéficié au surplus d'un facteur favorable : la volonté du gouvernement allemand — qu'il partage avec beaucoup d'autres, dont les

dirigeants britanniques — d'augmenter le taux national de couverture alimentaire (rapport entre production intérieure et besoins nationaux) pour plusieurs produits : ce qui pose d'ailleurs des problèmes au niveau international (notamment dans le cadre du Marché Commun). Cependant, les agriculteurs allemands ne s'estiment pas satisfaits pour autant. La concurrence de l'industrie ne cesse de restreindre la main-d'œuvre agricole. L'endettement des paysans grandit. Le décalage de leurs revenus par rapport aux revenus industriels se révèle particulièrement difficile à réduire. La différence qui avait pu être assez sensiblement diminuée durant les premières années du Plan vert a été de nouveau aggravée en raison des conséquences de la sécheresse de l'été 1959 et des très mauvaises récoltes de l'année 1960 : ce qui prouve bien qu'en agriculture, les hommes sont encore loin de faire ce qu'ils veulent. Notons d'ailleurs que les sommes affectées au plan vert sont allées croissant (1956 : 615,5 millions de D. M. ; 1957 : 1.212 ; 1958. 1.341 ; 1959 : 1.341 ; 1960 : 1.471) : encore ne représentent-elles pas, loin de là, la totalité des aides reçues par l'agriculture allemande.

Autre exemple de la tendance à introduire l'agriculture dans de vastes dispositifs d'intervention : le Piano Verde italien (loi du 2 juin 1961). Parmi ses objectifs figurent l'augmentation de la productivité et du niveau de l'emploi ; l'amélioration des conditions de vie et l'accroissement des revenus du travail de la population agricole. On estime que pour réaliser ce programme l'État italien devra mobiliser dans les cinq prochaines années environ 550 milliards de liras.

Je mentionnerai enfin le cas de la Suisse où la loi agricole fondamentale (loi du 3 octobre 1951 qui, ayant fait l'objet d'un referendum, fut acceptée par le peuple en date du 30 mars 1952) établit le principe de la couverture par les prix des frais de la production relatifs aux produits agricoles de bonne qualité : ce texte précise toutefois que les autorités doivent à cet égard prendre en considération « les autres branches de l'économie et les conditions matérielles des autres classes de la population ». La législation helvétique faisant entrer dans ces frais l'octroi d'une rétribution équitable pour le travail du chef d'entreprise et des membres de sa famille qui coopèrent avec lui, c'est tout le système de parité qui est accepté et devient ainsi la clé de voûte de la politique agricole de ce pays. Il en résulte, notamment, le versement d'importantes subventions aux agriculteurs. Pour l'année 1961, celles-ci se sont élevées à 228 millions de francs suisses (dont 11 couverts par les redevances des producteurs de lait et 97 par d'autres recettes à affectation spéciale) : la part assurée au moyen des ressources générales de la Confédération s'élève donc à 120 millions.

On voit donc par ces quelques exemples, choisis à titre indicatif, que la mise en œuvre de dispositifs de parité connaît désormais une large extension. Encore que d'inspiration et de contenu dissemblables ces systèmes présentent un trait commun : le revenu des agriculteurs tend à dépendre de plus en plus de décisions prises par les autorités publiques, c'est-à-dire de décisions politiques tout court. L'intervention de l'État est désormais l'un des grands facteurs qui commandent la fixation du niveau des prix agricoles. C'est dire que cette détermination échappe partiellement aux mécanismes économiques pour dépendre de la puissance du

groupe social considéré et aussi des rapports de force entre les groupes sociaux en présence. Une telle situation est probablement inévitable, compte tenu des dommages et des déboires infligés aux paysans par l'économie de marché : elle n'en recèle pas moins, comme je l'ai déjà montré, de sérieux périls.

Il y a plus. À partir de nombreuses expériences, on peut s'interroger sur le degré d'efficacité finale de ces dispositifs pour le relèvement de la condition paysanne. Dans les pays où le problème est d'élever des niveaux de production déficitaires, les autorités, à condition de contrôler parfaitement le commerce extérieur des denrées alimentaires et, tout spécialement, les importations, disposent de moyens relativement efficaces pour maintenir les prix à un niveau donnant satisfaction aux paysans : l'obstacle est alors constitué par la pression des autres groupes sociaux, notamment l'industrie, désireux d'obtenir une alimentation au moindre coût (cas de l'Allemagne par exemple). La question est tout autre quand il s'agit de pallier les conséquences de l'abondance : les politiques, menées à grands frais pour les contribuables, ont certainement empêché la situation de s'aggraver jusqu'au point de rupture mais elles sont loin d'avoir produit tous les résultats espérés, comme le montre la persistance du mécontentement paysan.

Si l'on en croit les critiques les plus sévères, seul le contrôle de l'offre — c'est-à-dire l'adaptation de la demande au débouché solvable — constituerait un remède efficace au mal dont souffrent les agricultures excédentaires (en ce sens le plan de M. Kennedy rejeté par le Congrès). Si les paysans se révèlent incapables d'organiser ce contrôle, l'aide publique sera impuissante à redresser la situation, les programmes de soutien n'ayant d'autre conséquence que d'entraîner le gaspillage des deniers des contribuables. Sur le plan de la logique économique cette position est inattaquable. Mais nous savons aussi que, compte tenu de sa structure et de sa dépendance à l'égard du climat, l'agriculture ne pourra probablement jamais réaliser un contrôle de l'offre identique à celui qu'effectue l'industrie. C'est dans cette impuissance que se trouve le fondement de l'appui gouvernemental aux campagnes, dont il ne serait pas équitable de dissimuler ou de minimiser les avantages et compensations qu'il a valus en plusieurs pays aux cultivateurs.

Nous touchons ici à une question fondamentale et rarement traitée : l'ampleur et les limites de la capacité des autorités à manipuler à leur guise les phénomènes sociaux et à lever les obstacles au succès de l'intervention, qu'il s'agisse de la nature des choses ou de la résistance des hommes. Les conséquences d'une impuissance relative des autorités sont sérieuses pour les groupes de pression, une victoire politique de ceux-ci, au sein des assemblées ou auprès des bureaux, pouvant être suivie d'une défaite sur le terrain. Or, de telles situations sont fréquentes dans le domaine qui nous occupe ici. Comme l'a montré J. Fericelli, l'action du groupe des agriculteurs en quête du revenu maximum se heurte à des contraintes : les unes structurelles, difficilement ou même totalement inéliminables, les autres dites par celui-ci de superstructure et qui tiennent à l'action des groupes antagonistes. Et je ne saurais qu'approuver Fericelli quand il recommande de ne pas céder à la tentation de considérer que dans le secteur de la répartition la part de la « liberté » est vaste et celle de la « nécessité » inexistante

(in *Le revenu des agriculteurs. Matériaux pour une théorie de la répartition*, Paris, 1960, pp. 362-363 et passim). C'est pour négliger de telles perspectives que tant de politiques gouvernementales sont vouées à un insuccès relatif.

Je vois en tout cas dans ces observations un argument supplémentaire en faveur d'une action qui s'attaque aux structures mêmes de la vie économique : en particulier, passage de l'agriculture dans le secteur de la mise en valeur industrielle de ses produits. Si une telle extension des facultés des agriculteurs se révélait possible — et tout en l'estimant légitime j'ai dû en souligner les très graves difficultés — le mouvement aurait pour effet de réduire les contraintes structurelles qui compromettent l'action exercée en faveur de la parité.

Au total, il faut rappeler qu'aucun pays industrialisé n'est encore parvenu à résoudre correctement le « problème agricole ». Avant d'évaluer les chances de l'expérience française en cours il ne sera pas inutile d'en présenter un bref rappel synthétique.

II. DIMENSIONS DE L'EXPÉRIENCE FRANÇAISE.

[Retour à la table des matières](#)

Au cours des dernières années, la revendication de parité s'est, en une large mesure, cristallisée autour du problème de l'indexation des prix agricoles sur les prix industriels. J'ai déjà indiqué les principales étapes de cette bataille : établissement d'un mécanisme d'indexation en septembre 1957 ; suppression en décembre 1958 et rétablissement partiel en mars 1960 (le mot d'indexation ne figurant plus dans le décret du 5 mars qui établit seulement le principe d'une révision périodique des prix en fonction de la variation d'éléments forfaitaires du coût de revient).

La position gouvernementale sous la V^e République n'a jamais été défavorable à une « actualisation » des prix agricoles eu égard à la hausse d'un certain nombre d'indices. Mais elle est demeurée hostile à la mise en œuvre d'un mécanisme automatique d'ajustement. L'opposition entre les dirigeants publics et les organisations paysannes a donc d'abord été très vive en ce domaine. Trois facteurs en ont pourtant atténué, au moins provisoirement, la virulence : la stabilité monétaire relative dont le pays a bénéficié durant la période récente ; le fait qu'en divers cas au moins la pression paysanne a assuré aux intéressés la conquête de résultats équivalents à ceux qu'aurait permis d'atteindre l'ancien système ; l'acquiescement d'une partie de l'opinion professionnelle aux conceptions officielles selon lesquelles la réalisation de la parité doit résulter non de simples manipulations des prix mais d'un ensemble cohérent de dispositions à valeur durable (réformes de structure ; amélioration des conditions techniques de

transformation et de commercialisation ; recherche de débouchés ...). De ces trois facteurs le plus important à court terme a certainement été le premier.

Si le pays venait à subir une grave relance de l'inflation, le problème retrouverait immédiatement son acuité, les autorités ayant en pareille situation l'habitude de s'opposer à tous les mouvements susceptibles de provoquer la hausse des salaires (en particulier l'accroissement des dépenses consacrées à l'alimentation). Mais, à plus long terme, le problème est différent : il s'agit de savoir si les changements en cours et transformations envisagées renforceront suffisamment l'agriculture pour que celle-ci atteigne la parité ou se rapproche d'un tel état sans avoir besoin de mécanismes autoritaires d'appui ou de soutien (du type de l'indexation automatique en particulier).

Au cours des précédents chapitres j'ai passé en revue les mesures prises en vue d'assurer le relèvement de la condition paysanne et la modernisation de l'agriculture. Réserve faite de dispositions circonstanciées ces mesures convergent vers une triple parité : économique, sociale et régionale. Il me faut caractériser brièvement chacune de ces dimensions.

1. Dimension économique.

[Retour à la table des matières](#)

Le Ministre de l'Agriculture, M. E. Pisani, résume en trois mots les problèmes qui se posent à l'agriculture française : espace, produits, homme. C'est sur chacun de ces aspects qu'il faut agir si l'on veut tirer la paysannerie de l'état de stagnation qui fût trop longtemps le sien.

L'espace agricole est vaste : pour toutes les raisons que nous avons dites, sa répartition et son agencement actuel sont souvent défavorables à l'efficacité du travail. En dehors du remembrement proprement dit, il est indispensable de procéder à un remodelage des structures agraires qui aboutisse à la création d'unités d'exploitation à haute productivité, La loi complémentaire a institué à cet effet un Fonds d'Action Sociale pour l'Aménagement des Structures Agraires (F. A. S. A. S. A.) dont l'exposé des motifs dit que « malgré son titre ce fonds ne saurait être considéré comme un organisme de transfert social... Il s'agit en réalité... d'un fonds d'investissement chargé d'orienter et de promouvoir une politique d'aménagement des structures foncières rurales, politique rentable à moyen et à long terme ».

Une vaste réorganisation est également nécessaire dans l'ordre de l'aménagement des marchés. Dans l'ensemble les progrès réalisés au niveau de la production n'ont pas été suivis d'améliorations équivalentes aux stades ultérieurs : les intéressés ne parviendront à des solutions satisfaisantes qu'en acceptant de se soumettre à des disciplines collectives. C'est en grande partie affaire d'éducation : or, la formation des hommes a été particulièrement négligée en matière agricole. Il

est urgent de donner à la paysannerie les techniciens et les cadres dont la présence permettra et même garantira l'exécution des autres mesures de redressement.

Ce programme est ambitieux. Les autorités savent que sa réalisation exigera du temps. « C'est aux environs de 1975, estime M. Pisani, que doit se situer l'achèvement d'un effort qui, étalé sur trois plans, doit permettre à l'agriculture française de réaliser ses objectifs qui sont des objectifs nationaux : parité, puissance économique » (*La Nef*, juillet-septembre 1962, p. 132). En un siècle pressé, ce délai peut paraître long : en réalité, compte tenu de l'ensemble des réorganisations à entreprendre, la période envisagée est courte. Le point est de savoir si le tournant peut être et va être pris avec assez de dynamisme pour que l'agriculture emprunte désormais, sans équivoque, la route pouvant la conduire à l'objectif visé ou, au moins, l'en rapprocher.

Ce programme met d'ailleurs en cause des notions traditionnelles et des intérêts acquis, ce qui lui vaut l'hostilité de plusieurs milieux et suscite — la discussion dans les assemblées de la loi complémentaire l'a bien montré — des tentatives de freinage et de blocage. L'institution de comités économiques agricoles est susceptible de limiter la liberté de choix des exploitants individuels : on a reproché à cet égard aux auteurs du texte de s'inspirer d'exemples étrangers qui ne sont pas probants. Mais, on le sait, c'est à la création des S. A. F. E. R. que sont allées les plus vives critiques. Sur ce point, les mesures adoptées me semblent pécher plutôt par excès de timidité. Comme ligne de solution, je trouve juste la distinction esquissée par J. Petit (*Paysans*, octobre-novembre 1962, p. 56) entre les usages agricoles et non agricoles du sol et je l'approuve d'écrire que « le sol est un moyen de production rare, dont les usages agricoles ne sauraient être consentis qu'à ceux dont les compétences techniques sont suffisantes pour en assurer une exploitation rationnelle ». De telles idées sont acceptées ailleurs (ainsi en Suède où aucune mutation de propriété ne peut être déclarée valable sans l'agrément de Commissions Régionales d'Aménagement Foncier) : mais elles soulèvent encore en France de vives résistances.

En son sens le plus contraignant, l'exigence de la parité économique revient à postuler une complète transformation de la mentalité paysanne traditionnelle et un vaste élargissement de l'activité agricole habituelle. À moins de bouleversements technologiques encore imprévisibles, la culture des champs ne deviendra jamais une branche industrielle proprement dite mais il est possible, du moins il est concevable que l'agriculture se prolonge en une industrie agricole dont l'objet serait l'élaboration des produits du sol. Apte à travailler la terre, l'agriculteur devrait acquérir la capacité et les moyens de procéder lui-même aux transformations postérieures, ce qui suppose une rupture totale avec le vieil individualisme ainsi qu'avec les méthodes d'action collective qui, malgré l'apparence, laissent à peu près intactes les facultés individuelles de choix.

À franchement parler, et connaissant la puissance économique du grand capitalisme — qui trouve désormais un terrain d'action profitable dans la satisfaction des besoins alimentaires — je ne suis pas persuadé qu'un tel objectif

soit entièrement réaliste. Mais, faute pour l'agriculture de suivre ce chemin, je crains que l'effort de conquête d'une totale parité ne soit qu'une ambition utopique.

2. Dimension sociale.

[Retour à la table des matières](#)

La question se pose à deux niveaux l'un correspondant à des tâches de transition et qui est le souci de faciliter les adaptations indispensables ; le second ayant trait à des missions permanentes et qui est de procurer aux agriculteurs un cadre d'existence à la mesure des possibilités de notre civilisation.

Aux tâches du premier type appartiennent certaines des missions confiées par la loi complémentaire au F.A.S.A.S.A. Citons, parmi les fonctions que lui assigne l'art. 27, le versement d'un complément de retraite aux « agriculteurs âgés qui, cessant leur activité ou cédant librement leur exploitation, favorisent par là un aménagement foncier ». Il s'agit en somme de « faire place aux jeunes » sans que les « anciens » — particulièrement nombreux dans l'agriculture française — aient trop à souffrir de ces transferts. Le souci social est donc lié ici à l'aménagement de l'espace : on estime, en effet, qu'en incitant les exploitants âgés (plus de 65 ans) à se retirer il deviendrait possible de récupérer 2.000.000 d'hectares à refaçonner en unités plus vastes et donc plus rentables.

Les missions du second type sont représentées par les investissements de bien-être. Divers spécialistes estiment qu'on a trop tendance à les développer par rapport aux investissements productifs. Encore qu'il soit nécessaire d'établir un juste équilibre entre ces deux secteurs, la modernisation de l'agriculture serait difficile sans donner un minimum de confort à ceux qui en portent la charge. Aussi convient-il d'approuver la décision, prise dans le cadre du IV^e Plan, d'augmenter les crédits affectés aux adductions d'eau, à l'hydraulique, à l'électrification et aux aménagements de village. Pour la période 1962-1965 les crédits prévus pour ces quatre postes s'élèvent à 1.589 millions de francs. En y ajoutant les 314 millions inscrits dans le plan au titre de l'habitat rural, on obtient un total de l'ordre de 1,9 milliard qui reste modeste eu égard aux besoins existants.

La difficulté de l'égalisation sociale, qui ne sera jamais parfaite, est donc son coût élevé. La complexité des arbitrages rendus dans l'élaboration du plan (par exemple entre l'équipement social et les aménagements régionaux) en porte témoignage. Notons aussi les inquiétudes qu'éprouvent actuellement les professionnels pour ce qui est du financement du F.A.S.A.S.A.

Je n'ai pas encore parlé des conditions du travail proprement dites. Il est clair que l'évolution présente de l'activité dans les usines et les bureaux ne facilite guère le rapprochement : je pense, en particulier, à la durée hebdomadaire de l'occupation (réalisation progressive de la semaine de cinq jours) et plus encore, peut-être, aux vacances annuelles. Les syndicats se prononcent désormais en faveur de l'octroi d'une quatrième semaine de congé payé : pour les jeunes ruraux,

la perspective d'un mois de repos rémunéré ne saurait manquer d'avoir un singulier attrait. Il faut encore mentionner l'égalisation des prestations sociales. Un gros effort a déjà été accompli à cet égard dans le cadre du régime de protection sociale agricole (certains milieux — les exploitants de diverses régions de grande culture et surtout les salariés — souhaitant une fusion de ce régime avec le régime général de sécurité sociale tandis que d'autres, et spécialement les mutualistes, s'opposent ardemment à toute opération de ce genre).

3. Dimension régionale.

[Retour à la table des matières](#)

L'objectif de la politique gouvernementale est d'atténuer les déséquilibres économiques et humains qui existent actuellement entre les différentes régions agricoles. Ces décalages s'accroîtraient si rien n'était fait pour corriger la tendance spontanée des investissements à se diriger vers les régions où ils trouvent la plus grande rentabilité immédiate. Autre préoccupation, d'ailleurs connexe à la précédente : maintenir un certain équilibre de peuplement sur le territoire. J'ai précédemment évoqué à propos de l'inégale densité actuelle, la figure des « terres sans homme » (ainsi Est et Sud-Ouest) et des « hommes sans terres — » (Nord et surtout Ouest), l'arrivée des réfugiés d'Afrique du Nord ayant contribué par endroits (surtout dans le Sud-Ouest) à renverser la tendance au dépeuplement.

Au cours des dernières années l'Association Nationale des Migrations et d'Établissements Ruraux s'est efforcée de corriger ces déséquilibres, les résultats de ces actions dont l'utilité n'est pas en cause n'ayant pas été à la hauteur des problèmes. La loi complémentaire prévoit à cet égard un nouvel effort dans le cadre du F.A.S.A.S.A. : celui-ci est chargé en particulier d'attribuer des indemnités d'installation et des prêts aux agriculteurs quittant une région surpeuplée pour s'installer dans des zones d'accueil. Autre disposition allant dans le même sens : l'octroi d'aides spéciales à des agriculteurs dont la présence est indispensable au maintien d'exploitations situées dans des zones déshéritées. Ce dernier point se rattache d'ailleurs à la notion plus large d'aménagement du territoire : il existe des régions dont, à cause des sols ou des climats, l'on ne saurait attendre que la terre fournisse des ressources suffisantes aux exploitants. Cependant les autorités, y estimant nécessaire la présence d'agriculteurs pour éviter la formation d'espaces désertiques et assurer le maintien d'autres activités (spécialement le tourisme), se déclarent prêtes à consentir les sacrifices financiers nécessaires à cet effet. Bien entendu, l'ampleur et la qualité des interventions du F.A.S.A.S.A. en ces domaines dépendra au premier chef de la grandeur des crédits qui lui seront affectés sur les ressources générales du pays.

Ces préoccupations de la loi complémentaire rejoignent, en somme, les dispositions prises par la loi d'orientation (art. 20-22) au titre des zones spéciales d'action rurale. On entend par là des portions du territoire « caractérisées par leur

sous-aménagement, leur surpeuplement ou leur sous-peuplement, et par l'exode des populations rurales ». Ces zones, qui seront constituées dans les régions ne jouissant pas d'un développement économique suffisant, doivent bénéficier d'une priorité dans les investissements publics et les mesures propres à faciliter l'installation de petites unités industrielles.

Les premières applications de ce régime ont été faites par priorité dans trois régions caractéristiques : celle, à surpeuplement, de Bretagne (département du Morbihan, partie centrale du Finistère et des Côtes-du-Nord) ; celle sous-aménagée du Nord du Massif Central (plateaux volcaniques d'Auvergne, Limousin, Aubrac et Margéride) ; celle enfin sous-peuplée du sud du Massif Central (Causses, Montagne Noire et Cévennes). Les zones déjà créées seront étendues au cours des prochaines années et l'on estime qu'elles couvriront en 1965 environ 10% du territoire national. Conformément à la loi d'orientation elles jouiront d'une certaine priorité dans les investissements publics et le développement du tourisme. On envisage, en particulier, d'y implanter des investissements à buts intellectuels (ainsi, stations de la Recherche Agronomique et du Génie Rural).

On sait désormais, par l'expérience française et de nombreuses autres, que la réduction des déséquilibres régionaux constitue une mission aussi ingrate que coûteuse. De gros investissements sont nécessaires sans que les efforts engagés donnent la certitude d'une réussite finale. Parmi les actions entreprises au titre de l'agriculture je mentionnerai particulièrement :

— un développement intensif et raisonné du domaine forestier. La cadence du reboisement qui est actuellement de 54.000 ha par an devrait être portée, selon le IV^e Plan à 75.000 en 1965 (dont 40.000 ha de reconversion et d'enrichissement en forêt et 35.000 ha de boisement hors forêt dans le cadre d'une politique de mise en valeur des terres incultes). Cette œuvre de rénovation rurale, à laquelle pourront participer les S.A.F.E.R., permettra au surplus, à long terme, d'améliorer la balance du pays en produits forestiers. Entrent dans la même sphère d'action l'augmentation de la cadence des travaux contre l'érosion en montagne, le contrôle et l'agencement de la ceinture verte des agglomérations importantes ainsi que l'aménagement, en liaison avec le tourisme, de parcs nationaux situés dans les Alpes, le Massif Central et les Pyrénées ;

— la réalisation de grands aménagements régionaux, effectués de préférence dans des régions dont le développement agricole normal a été entravé par des conditions naturelles défavorables auxquelles il est possible de remédier par des interventions techniques. Les aménagements en cours, réalisés le plus souvent dans le cadre de sociétés d'économie mixte concernent le Bas-Rhône-Languedoc, les Landes et Coteaux de Gascogne, la Corse, les marais de l'Ouest, le canal de Provence... D'autres aménagements sont prévus ou à l'étude mais, compte tenu de l'ampleur des sommes nécessaires, les difficultés budgétaires constituent un frein particulièrement puissant. À l'exclusion de l'opération Bas-Rhône-Languedoc dont le rythme actuel est suffisant, toutes les autres dotations devraient être

sensiblement accrues pour permettre l'achèvement dans un délai raisonnable des projets en cours d'exécution ou en voie de lancement.

Telles sont les trois dimensions actuelles de la politique de parité. Il reste à en examiner les chances de réalisation.

III. CHANCES DE SUCCÈS.

[Retour à la table des matières](#)

Le système mis en place ne saurait fonctionner sans une rigoureuse discipline professionnelle à caractère partiellement autoritaire hors de laquelle l'agriculture en reviendrait rapidement à ses insuffisances passées. Cette exigence est particulièrement marquée dans le domaine de la régulation des marchés que les groupements habituels — bien qu'étant fondés à prendre part à la création et à la gestion du système — ne semblent pas avoir vocation à réaliser eux-mêmes ou capacité à le faire. Des institutions d'un autre type sont nécessaires dont les commentateurs se demandent si, selon la formule consacrée, elles ne vont pas devenir une sorte d'État dans l'État.

Observons à cet égard qu'en matière agricole, aucun système de cet ordre ne saurait être institué et agencé sans l'aide de l'État, le nombre même des exploitants intéressés suffisant à leur interdire toute forme de réglementation occulte. Il ne s'agit pas de monter quelque chose hors du contrôle de l'appareil gouvernemental, mais d'avoir recours à lui pour obtenir qu'il donne sa caution à l'opération ou l'appuie de son autorité. En somme, si l'agriculture veut organiser des centres de pouvoirs, tout doit partir de l'État et tout est susceptible de lui revenir. L'organisation professionnelle obligatoire dans une hypothèse de ce type n'est pas une fin en soi (comme un accord de cartel) mais un instrument de la politique agricole. Elle consacre le fait que, compte tenu de ses structures économiques et humaines, il est impossible à l'agriculture d'intervenir autrement pour sauvegarder ses intérêts commerciaux et agir dans le sens souhaité par le gouvernement.

Le risque est évidemment que la pression des intéressés ne parvienne à infléchir le fonctionnement de l'appareil public de contrôle dans un sens défavorable à l'avantage collectif. Ce risque n'est certainement pas imaginaire, mais il ne serait pas sage d'en faire un épouvantail. Parmi les facteurs susceptibles de modérer l'influence des groupes agricoles sur les autorités, figurent les facultés d'intervention des autres groupes (industriels, commerciaux, financiers) qui sont certainement en mesure de contrarier l'adoption des projets trop unilatéralement favorables aux paysans (sans d'ailleurs que la réciproque soit vraie au même degré). Quand on évoque les périls de la pression des groupes, il ne faut pas oublier qu'aucun d'entre eux n'est seul au monde. Et il n'est pas équitable d'affirmer que les ministres et hauts fonctionnaires sont uniformément au service des intérêts

privés : si chaque ministère a toujours un peu tendance à défendre sa clientèle — pas aussi complètement qu'on ne l'affirme d'ailleurs — il y a dans l'Administration d'autres services (spécialement les Finances) qui ne manquent pas, par leurs attitudes restrictives, de réduire les conséquences de cette propension.

Une autre condition de succès est la coordination des efforts. Je signalerai à cet égard la création récente (*J. O.* du 31 décembre 1962) d'un comité des investissements agricoles chargé d'assister le Ministre de l'Agriculture dans la coordination de tous les investissements d'intérêt agricole (qu'il s'agisse d'investissements de « couverture » — électrification, adductions d'eau, voirie... — ou « opérationnels » (stockage, circuits de distribution...)). Cet organisme est composé de hauts fonctionnaires et de quatre personnalités choisies pour leur compétence économique et financière : on envisage d'appeler à y siéger des professionnels mais simplement avec voix consultative.

La création de ce Comité, justifiée par l'accroissement rapide des investissements agricoles publics et la dispersion de l'aide financière accordée aux paysans, devrait permettre d'améliorer la qualité et de renforcer la cohérence des interventions étatiques en ce domaine. Elle s'est toutefois heurtée aux réticences du Ministère des Finances et du Commissariat Général au Plan soucieux de conserver leurs prérogatives générales. L'institution de ce Comité marquerait aussi le souci des autorités agricoles de réserver à l'administration les décisions sur les dossiers particuliers en ramenant les commissions actuelles d'investissement, à fort recrutement professionnel, à une simple fonction d'avis.

L'actuelle politique agricole comporte des paris. Le premier est celui d'une expansion du progrès technique qui permette de réduire la population agricole tout en augmentant les quantités produites. Il est douteux que l'on éprouve des déboires quant à l'accroissement du rendement du travail agricole ; il existe certainement des marges potentielles considérables d'augmentation dans tous les domaines (mécanisation, génétique ...). Mais, pour que le système fonctionne, il faut que l'expansion économique globale ne connaisse aucun ralentissement : à cette condition seulement, les secteurs non agricoles seront-ils en mesure d'absorber les travailleurs des champs libérés par la modernisation et de distribuer le surplus de revenu capable de faire progresser la demande alimentaire (accélération de la tendance à consommer des calories « chères » ; attrait exercé par les produits à services incorporés). Au total, le premier pari de la politique agricole postule la prospérité générale du pays (que peut favoriser mais non susciter l'amélioration de la condition paysanne).

Cependant, l'économie française, même en expansion, demeurera incapable d'absorber la totalité de la production agricole. Le diagnostic du IV^e Plan faisant de l'exportation la pièce maîtresse de la politique de rénovation agraire est juste. Or, mis à part l'improbable établissement d'un système mondial qui permettrait aux pays pauvres d'utiliser, sur une base rentable pour les paysans, l'excédent de capacité agricole, l'aire géographique des débouchés en puissance est particulièrement restreinte. Les escarmouches déjà livrées à propos des marchés

alimentaires de l'Europe Occidentale (*supra*) donnent un avant-goût des luttes politiques susceptibles de s'instituer à cet effet. Le deuxième pari de la politique agricole est que le gouvernement aura dans le cadre du Marché Commun assez d'autorité pour éviter que la pression des pays d'Outre-Mer ne parvienne à détruire la politique agricole commune ou à la vider de son sens.

Chacun des pays membres de la C. E. E. avait, en donnant son adhésion, la volonté de réaliser des objectifs particuliers. Ainsi pour l'Italie, le souci de faciliter le placement d'une main-d'œuvre alors pléthorique on d'obtenir des capitaux sur des marchés mieux approvisionnés que le sien. La France, en imposant la redoutable concurrence allemande à une industrie dont on ne prévoyait pas l'actuel dynamisme, a toujours souligné — nous l'avons vu — les contreparties qu'elle voulait en tirer pour sa paysannerie. On priverait la Communauté de son sens en n'attribuant pas aux agriculteurs des États adhérents un droit de priorité pour la fourniture des denrées alimentaires nécessaires — sous réserve bien entendu que l'opération ne s'effectue pas à des prix susceptibles d'infliger un handicap majeur aux activités tournées vers l'extérieur. Et il ne servirait à rien de reconnaître cette vocation si le système était agencé de manière à favoriser systématiquement les arrivages d'Outre-Mer.

Ce second pari est malgré tout beaucoup plus risqué que le premier. Il sera difficile à gagner, mais, si elles n'y parvenaient, les autorités françaises devraient réviser immédiatement le système analysé en ces pages. Il faudrait, coûte que coûte, ramener l'expansion agricole à des dimensions plus modestes : d'où des remous politiques dont on n'a pas de peine à envisager l'ampleur.

À supposer que ces deux paris soient réellement acquis, peut-on envisager qu'en définitive l'objectif d'égalisation serait accompli et, surtout, le serait désormais sans que les finances publiques aient à en assumer la charge ? Autrement dit, à condition que la politique entreprise soit, malgré les obstacles internationaux, poursuivie sans solution de continuité et avec énergie durant quinze à vingt ans, à condition aussi que le Marché Commun Agricole justifie les espoirs placés en lui, est-il légitime d'en attendre que l'agriculture devienne une activité économique « à part entière » qui s'entretiendrait et se développerait d'elle-même ? Je voudrais faire état sur ce point de diverses réserves.

Je crois que dans l'ensemble la voie choisie est correcte : compte tenu de la totalité des éléments en cause, il n'y avait pas d'autre choix sinon de témoigner de plus de rigueur et d'exigence dans les orientations adoptées. Mais pour que le dispositif apporte ce que l'on en attend, il faudrait, les deux paris évoqués étant gagnés, la réalisation d'une double condition : d'un côté que, dans le cours de cette expérience, les agriculteurs arrivent à contrôler l'offre de leurs produits afin d'éviter que les quantités disponibles dépassent constamment les besoins intérieurs et externes ; de l'autre que les paysans parviennent à s'assurer une partie des profits actuellement gagnés par les branches non agricoles dans les opérations postérieures à la culture. Ces conditions ne peuvent naturellement être inscrites dans un texte de loi : ce sont elles qui en définitive commandent la réalisation

d'une authentique parité, c'est-à-dire d'une égalisation des conditions qui ne soit pas à la charge du contribuable. Ainsi sommes-nous ramenés au problème de la formation de centres de décision agricoles assez forts pour discipliner les agriculteurs et éviter qu'ils ne continuent d'être exploités par les autres secteurs de l'activité économique.

De toute manière et sous réserve que les mesures adoptées soient mises en œuvre à une échelle suffisante, l'agriculture est susceptible de tirer des profits de l'expérience en cours. Un système officiel de parité (notamment par le truchement des prix) restera nécessaire mais à titre d'instrument de secours dont les charges pour la collectivité iraient s'affaiblissant. À tort peut-être — mais le contraire exigerait que la paysannerie française réussisse là où toutes les agricultures excédentaires ont jusqu'à présent échoué — je doute que la modernisation et la libération de l'agriculture puissent être poussées jusqu'au point où cette branche discuterait, à puissance égale, avec les autres. Et sans une complète égalité de pouvoir il ne saurait y avoir, dans le système économique actuel, d'établissement spontané d'une complète parité.

La condition du paysan peut être considérablement améliorée par une action systématique et énergique. À partir du moment où l'on sait se défaire de divers « tabous » politiques et sociaux, d'immenses perspectives se découvrent. Ces possibilités justifient tous les efforts entrepris et aussi les sacrifices demandés à la collectivité. La puissance publique est, sans nul doute, bien placée pour valoriser cet apport mais, en définitive, ce sont les paysans eux-mêmes qui détermineront le niveau de rendement de l'action engagée. Nous retrouvons ici l'impératif numéro un : la formation des hommes.

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

L'enjeu de la politique agricole s'exprime simplement : la collectivité doit-elle continuer de prélever sur ses ressources générales les compléments nécessaires à l'entretien d'une agriculture dominée et en état de paupérisation ou n'est-il pas préférable d'orienter la paysannerie vers une situation lui valant d'assumer elle-même la charge de son existence ? Le dilemme ainsi posé, il semble difficile de ne pas accepter la seconde branche — spécialement si l'on considère que le coût de la première voie risque de s'aggraver au fur et à mesure de l'expansion du progrès technique dans les campagnes.

Il y a toutefois une troisième attitude rarement exprimée de manière ouverte mais sous-jacente en pratique à de nombreuses conduites : admettre que ce décalage est nécessaire pour favoriser les départs vers les villes sans lesquels l'agriculture resterait en proie au chômage technologique et l'industrie à des difficultés dans le recrutement de sa main-d'œuvre. D'aucuns vont même jusqu'à suggérer que le seul résultat des politiques de soutien des prix agricoles aurait été de freiner l'exode : d'où, compte tenu de la pénurie permanente de main-d'œuvre dans les secteurs non agricoles, une surenchère dans la fixation des salaires urbains ayant finalement accru la disparité entre les villes et les campagnes.

Un tel raisonnement, indifférent aux aspects sociaux et moraux du problème, se fonde sur l'hypothèse d'un univers économique capable de trouver spontanément les dimensions d'un équilibre efficace. Or nous ne pouvons ignorer que si l'exode agricole est indispensable, sa réalisation par les mécanismes spontanés du marché est loin d'aboutir à une situation satisfaisante. Il serait certes réconfortant d'admettre que la suppression de toute aide publique faciliterait la solution du problème agricole. C'est en vertu du même raisonnement que, jadis, des doctrinaires expliquaient l'accroissement du chômage par l'assurance chômage. La solution préconisant le « dégageant » de la collectivité vis-à-vis des campagnes est politiquement inconcevable : elle risquerait aussi de conduire à des catastrophes économiques.

Tout effort de conquête de la parité doit passer par la constitution d'un pouvoir économique agricole à la mesure des exigences d'une société industrialisée.

Le *leit-motiv* de cet ouvrage est la constitution de centres de décision paysans assez forts pour disposer d'un poids suffisant dans le marchandage quotidien qui caractérise les activités d'échange. Le remède consiste à préconiser l'implantation systématique dans les campagnes des formules que l'industrie a spontanément utilisées pour consolider son influence sur le marché et accroître sa capacité de profit. Le point capital est que les destinées de l'agriculture soient prises en main par des hommes qui, venant des campagnes, en connaissent les problèmes et sachent s'en faire écouter. Hors l'établissement de cette force paysanne il n'y a plus d'espoir pour les cultivateurs que dans l'assistance économique ou la bienfaisance sociale.

Admettons que les agriculteurs, surmontant les immenses difficultés de l'entreprise, parviennent à constituer sous une forme ou une autre de tels centres de décision. Ceux-ci entreront directement, en contact et aussi en conflit avec les firmes ou groupes qui assurent aujourd'hui encore la totalité des opérations entraînées par l'acheminement des produits de la terre vers les utilisateurs finaux. Les seconds défendront les profits dont les premiers voudront s'attribuer une part : dès lors, les conditions ne sont-elles pas réunies pour que les deux interlocuteurs additionnent leurs demandes en présentant la note totale aux consommateurs qui eux aussi, dans un monde de production collective, continuent de procéder par micro-décisions ?

Je ne voudrais pas donner à croire que je sous-estime ce danger. L'étude des mécanismes politico-économiques de ce temps montrent que les hommes se défendent comme producteurs ou travailleurs, non comme consommateurs. C'est l'une des raisons me faisant souhaiter — sans parler ici d'une « syndicalisation » des intérêts des consommateurs — que les autorités publiques conservent, d'un bout à l'autre de la chaîne, le contrôle de ces opérations. Mais ces précautions ne serviraient à rien s'il était réellement impossible d'accroître le revenu paysan sans augmenter les charges des consommateurs. Est-ce le cas ?

Selon un ouvrage américain récemment traduit en français (*Besoins et moyens de l'Europe*, Paris 1962, pp. 135-154), les Européens de l'Ouest auraient dépensé, en 1955, 52 milliards de dollars pour leur alimentation (sans compter 6 milliards pour le tabac et 9 pour les boissons). Les dépenses proprement alimentaires pourraient être ventilées approximativement de la manière suivante :

Valeur au départ des exploitations agricoles	31
en Europe	25
dont	
à l'étranger	6
(importations nettes)	
Transformation, distribution et impôts	<u>21</u>
	52

La part de l'exploitant agricole s'élèverait donc en moyenne à 60%, ce pourcentage global recouvrant d'assez importantes disparités selon les pays. En Grande-Bretagne et dans les pays économiquement évolués la part des agriculteurs serait d'environ 50%, tandis qu'elle atteindrait 60% et plus en Espagne, au Portugal, en Grèce. Aux États-Unis, toujours selon la même source, ce pourcentage ne serait plus que 40%.

Ces chiffres confirment bien la tendance à l'appauvrissement relatif des campagnes dans les sociétés modernes. Ce mouvement est encore accentué par l'importance sans cesse grandissante des opérations de type industriel que subissent les denrées alimentaires entre les lieux de production et ceux de vente au détail. Une fois défalquée la fiscalité indirecte (qu'en matière alimentaire les gouvernants s'efforcent généralement de fixer à un niveau modeste), la marge qui sépare les recettes des producteurs de base des dépenses faites par les consommateurs reste large : elle paraît en tout cas assez grande pour que l'on puisse songer à accroître la part des premiers sans augmenter les dépenses des seconds. Mais il faut pour cela redistribuer de manière différente les sommes actuellement prélevées par le stade intermédiaire entre les paysans et les consommateurs.

Il serait sans aucun doute possible de réduire cette marge de manière absolue en supprimant ou en réduisant quelques-uns des gaspillages entraînés par la « compétition monopolistique » qui caractérise les sociétés modernes : ainsi la présentation des produits sous de luxueux emballages qui, n'ajoutant rien à la valeur nutritive de la denrée en cause, sont cependant payés par les acheteurs. On sait que le propre des formes modernes de lutte commerciale (*non price competition*) est de faire supporter aux consommateurs le poids du combat pour la clientèle (conditionnement, distribution de primes, campagnes de publicité de marque, etc.). Il est hors de doute qu'en s'attaquant aux sources mêmes de ces gaspillages le pouvoir politique pourrait réduire le coût de la distribution sans léser les consommateurs (d'où, peut-être, l'intérêt d'une chaîne témoin de distribution publique).

Le consommateur ne serait donc pas nécessairement victime des transformations préconisées ici. Sa situation pourrait au contraire s'améliorer, surtout s'il devenait possible, comme cela est souhaitable, de lui attribuer une partie des gains de la productivité agricole (ceux-ci étant, en principe, réservés aux producteurs sous le régime des prix d'objectifs retenus durant le Quatrième Plan).

Il faut cependant admettre qu'une large partie du coût des fonctions intermédiaires est justifiée par des services qui améliorent incontestablement la satisfaction des acheteurs. Le cas des produits élaborés (convenience foods) est, de ce point de vue, exemplaire. L'acheteur accepte de payer plus cher parce qu'il s'estime mieux servi. Le problème de l'amélioration du revenu agricole — sans accroissement de la charge des citoyens — est celui de la récupération par les paysans d'une partie de ces fonctions intermédiaires avec les profits normaux qui leur sont attachés.

Je me rends bien compte qu'il s'agirait là non d'une petite réforme de détail mais d'une transformation profonde de nos mœurs et pratiques économiques. Je ne me dissimule nullement que les agriculteurs ne sont pas prêts actuellement à remplir ces tâches sans qu'il en résulte une régression du bien-être social : le transfert des responsabilités ne pourrait être que progressif et subordonné à un perfectionnement des capacités techniques des intéressés. Je ne serais pas étonné si, en raisonnant sur l'état présent des forces, on taxe ces propositions d'utopiques : aucune de ces transformations n'est concevable si l'agriculture n'acquiert pas d'abord la puissance économique collective qui lui fait défaut.

Tout ceci admis, j'avance ces idées — au moins à titre de critère idéal de la politique agraire — parce que je ne vois nulle autre issue véritable au problème agricole. Et aussi parce que le système présent est absurde. Le mot n'est pas trop fort pour qualifier un régime qui oblige les contribuables à financer le déficit de l'agriculture, tandis que divers secteurs du monde économique — et spécialement les grandes affaires d'alimentation — gagnent de l'argent en transformant, conditionnant et négociant, les produits de la terre.

Un phénomène récent risque d'aggraver cette contradiction : les efforts de l'industrie alimentaire des États-Unis (notamment de la branche des conserves) pour s'implanter en France. Ces essais, encore en petit nombre, s'expliquent par la tendance générale du capital américain à se diriger en Europe et par le niveau des profits réalisés dans l'industrialisation de la nourriture. Il ne serait pas raisonnable que les efforts de tous ordres entrepris pour la rénovation agricole donnent prétexte ou incitent à l'établissement de nouveaux centres de domination des paysans puisant leurs critères d'intervention dans des stratégies étrangères et indifférentes à l'intérêt du pays.

Compte tenu du Traité de Rome, c'est désormais à l'échelon de la Communauté que devrait être assurée la réglementation de ces opérations. Mais l'allégeance politique à Washington de plusieurs des Six diminue la probabilité d'une telle coordination des attitudes. Il est donc nécessaire que le gouvernement français suive avec vigilance cette pénétration et préserve l'économie nationale (agricole et générale) des formes d'exploitation qu'elle comporte. Il en va finalement du destin de l'agriculture dont une expansion de l'intégration capitaliste, menée avec les énormes moyens des trusts américains, tendrait à perpétuer l'état de subordination.

On me reprochera peut-être d'envisager l'amélioration de la condition paysanne comme le résultat d'un combat (dont il ne faut pas, en l'état présent des choses, oublier la dimension internationale). Mais raisonner autrement serait faire de l'analyse sociale un conte de fées ou un exposé apologétique de l'ordre existant. Certes, la lutte prend rarement la forme du complot chère aux présentations à succès. Il se trouve, plus simplement, que dans un certain état du rapport des forces — lui-même fonction des structures et valeurs dominantes — le système de rapports socio-économiques penche, durablement, en faveur de certains éléments de la collectivité. Il n'est pas dans l'usage des bénéficiaires d'accomplir

spontanément ou d'accepter sans résistance les actions susceptibles de provoquer un renversement sensible de la situation.

ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

[Retour à la table des matières](#)

La liste ci-dessous comprend un certain nombre des travaux utilisés pour la préparation de ce livre. Soucieux d'en limiter l'ampleur je me borne à indiquer des ouvrages parus en librairie, à l'exclusion des rapports administratifs et des articles de revue isolés. Cette bibliographie est nécessairement sélective : j'ai fait de mon mieux que pour les indications ainsi fournies permettent au lecteur intéressé de mieux connaître les divers aspects du problème agricole et d'avoir accès aux différents courants de pensée qui s'affrontent à propos de sa solution.

Augé-Laribé (Michel) *La politique agricole de la France de 1880 à 1940* Paris, Presses Universitaires, 1940.

Badouin (Robert) *L'élasticité de la demande des biens de consommation*. Paris, Armand Colin, 1952.

Bloch (Marc) *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*. Nouvelle édition. Paris, Armand Colin, 1952.

Cartier (Raymond) *France quelle agriculture veux-tu ?* Paris, Plon, 1960 (Tribune Libre N° 57).

« Commercialisation des produits agricoles » *Économie Rurale* n° 44, avril-juin 1960.

Dauzat (Albert) *La vie rurale en France des origines à nos jours*. 2^e édition. Paris, Presses Universitaires, 1950 (Que sais-je n° 242).

Dumant (Michel) *Ce que vaut la terre en France*. Paris, Hachette, 1962.

Dumont (René) *Terres vivantes*. Paris, Plon, 1961.

« Économie (L') Agricole française 1938-1958 » *Économie rurale* n° 39-40, janvier-juin 1959.

Farcy (H. de) *Produire et vendre. L'action commerciale de l'agriculteur*. Paris, Spes, 1961.

Fericelli (Jean) *Le revenu des agriculteurs. Matériaux pour une théorie de la répartition*. Paris, Éditions Génin, 1960.

- Langlois (Françoise) *Les salariés agricoles en France*. Paris, Armand Colin, 1962.
- Latil (Marc) *L'évolution du revenu agricole. Les agriculteurs devant les exigences de la croissance économique et des luttes sociales*. Paris, Armand Colin, 1956.
- Leroy (Louis) *Exode ou mise en valeur des campagnes*. Paris, Flammarion, 1958.
- Mallet (Serge) *Les paysans contre le passé*. Paris, Seuil, 1962.
- Mendras (Henri) *Les paysans et la modernisation de l'agriculture. Compte rendu d'une enquête pilote*. Paris, Centre National de la Recherche Scientifique, 1958.
- Mendras (Henri) *Sociologie de la campagne française*. Paris, Presses Universitaires, 1959 (Que sais-je n° 842).
- Milhau (Jules) *Traité d'Économie rurale*. 2 vol. Paris, Presses Universitaires, Paris 1954.
- Milhau (Jules), Montagne (Roger) *L'agriculture aujourd'hui et demain*. Paris, Presses Universitaires, 1961.
- Monde (Le) rural dans l'économie moderne*. Paris, Gabalda, 1951 (Semaines Sociales de France XXXVII^e session Nantes 1950).
- « Paysannerie 60 : pour une réponse socialiste » *Perspectives socialistes*, mai 1960.
- Paysans (Les) et la politique dans la France contemporaine*, sous la direction de Fauvet (Jacques) et Mendras (Henri). Paris, Armand Colin, 1958 (Association française de Science politique).
- « Paysans (Les) » *Esprit*, juin 1955.
- Rochet (Waldeck) *Vers l'émancipation paysanne*. Nouvelle édition revue et complétée. Paris, Éditions Sociales, 1953.
- Valarché (Jean) *L'économie rurale*, suivi d'observations de Dumont (René), Bergmann (Denis), Vanzetti (Carlo) Paris, Rivière, 1959.
- Viau (Pierre) *Révolution agricole et propriété foncière*. Paris, Éditions Ouvrières, 1962.

Villes et campagnes. Civilisation urbaine et civilisation rurale en France sous la direction et avec une introduction de Friedmann (Georges). Paris, Armand Colin, 1953 (Deuxième semaine sociologique organisée par le Centre d'Études Sociologiques).

Je voudrais mentionner enfin la revue *Paysans* dont la collection est précieuse pour l'analyse des nouveaux courants qui se manifestent dans la profession agricole. Parmi les numéros que j'ai spécialement utilisés pour la préparation de ce livre je citerai : n° 6 juin-juillet 1957 (L'exploitation familiale) ; n° 27 décembre 1960 (L'avenir du marché de la viande) ; n° 31 août-septembre 1961 (L'intégration en agriculture) ; n° 33 décembre 1961-janvier 1962 (Syndicalisme et politique) ; n° 36 juin-juillet 1962 (Coopération agricole).